



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Débats de la Chambre des communes

VOLUME 148 • NUMÉRO 023 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le mardi 23 février 2016

—
Présidence de l'honorable Geoff Regan

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve
à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 23 février 2016

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

Le président du Conseil du Trésor présente un message dont le Président donne lecture à la Chambre et par lequel Son Excellence le gouverneur général transmet le Budget principal des dépenses pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017.

* * *

● (1005)

[Traduction]

LES DÉPENSES FISCALES FÉDÉRALES

L'hon. Scott Brison (président du Conseil du Trésor, Lib.): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 32(2) du Règlement et au nom du ministre des Finances, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, un rapport intitulé « Rapport sur les dépenses fiscales fédérales ».

* * *

LOI VISANT À PROTÉGER LES FEMMES ENCEINTES ET LEUR ENFANT À NAÎTRE

Mme Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC) demande à présenter le projet de loi C-225, Loi modifiant le Code criminel (blesser un enfant à naître ou causer sa mort lors de la perpétration d'une infraction).

— Monsieur le Président, c'est un privilège pour moi d'intervenir aujourd'hui pour présenter mon premier projet de loi d'initiative parlementaire, qui s'intitule Loi visant à protéger les femmes enceintes et leur enfant à naître, aussi connue sous le nom de loi de Cassie et Molly.

La perspective de bâtir une famille et une nouvelle génération devrait être source de joie et d'enthousiasme. Toutefois, la tragédie qui a frappé Cassie et Molly, ainsi que le triste sort réservé à beaucoup trop de Canadiennes qui sont ciblées et maltraitées en raison de leur décision de mener leur grossesse à terme nous rappellent que la sécurité des femmes est toujours menacée.

Mon projet de loi d'initiative parlementaire créerait une nouvelle infraction qui s'appliquerait exclusivement aux individus qui commettent sciemment un acte criminel contre une femme enceinte et qui blessent son enfant à naître ou causent sa mort. Il ajouterait également le fait que la victime est enceinte aux circonstances aggravantes prévues dans nos lois pénales et exigerait ainsi qu'un

juge tienne toujours compte de ce facteur au moment de déterminer la peine.

Les peines proposées dans la loi de Cassie et Molly permettraient d'accroître la sécurité des Canadiennes et de protéger les femmes enceintes qui décident de mener leur grossesse à terme en toute sécurité.

Les familles sont la base de notre pays. Les Canadiens ont droit à un système juridique qui protège tous les aspects de la famille. Le projet de loi constitue une approche précise et logique pour combler une lacune du Code criminel et empêcher que des enfants à naître meurent ou soient blessés à la suite d'agressions insensées contre des femmes enceintes.

Je me réjouis à la perspective de travailler avec mes collègues de la Chambre pour faire de la loi de Cassie et Molly une réalité pour les femmes et les familles du pays.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

[Français]

LOI SUR LA CONDUITE AVEC FACULTÉS AFFAIBLIES

L'hon. Steven Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC) demande à présenter le projet de loi C-226, Loi modifiant le Code criminel (infractions relatives aux moyens de transport), la Loi sur le casier judiciaire et d'autres lois en conséquence.

— Monsieur le Président, la conduite avec facultés affaiblies est la principale cause de décès ayant une origine criminelle au Canada.

Aujourd'hui, avec l'appui de mon collègue de Colombie-Britannique, je suis fier de déposer un projet de loi sur la conduite avec facultés affaiblies, un projet de loi constructif et consensuel qui vise à faire en sorte que les récidivistes ne soient plus sur nos routes pour faucher des vies de victimes innocentes, des victimes dont les familles sont avec nous aujourd'hui et qui souffrent de la perte d'un être cher.

Dans ce projet de loi, je propose non seulement des mesures pour désengorger les tribunaux et en accélérer le processus, mais également des mesures préventives pour sauver des vies humaines.

J'invite mes collègues parlementaires à prendre connaissance des dispositions du projet de loi en vue de poser un geste unanime pour sauver des vies et mettre fin à ce fléau qu'est la conduite avec facultés affaiblies.

Initiatives ministérielles

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

[Traduction]

LA CONTRIBUTION CANADIENNE AUX EFFORTS DE COMBAT CONTRE L'ÉIL

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il y a eu des consultations entre les partis et je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Que, nonobstant tout article du Règlement ou usage habituel de la Chambre, le mercredi 24 février 2016, la période réservée aux Ordres émanant du gouvernement soit prolongée au-delà de l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien à la seule fin d'étudier l'Affaire du gouvernement n° 2 et, à 20 h ou lorsque plus aucun député ne se lèvera pour prendre la parole, selon la première éventualité, toute question nécessaire pour disposer de la motion soit réputée mise aux voix et que le vote par appel nominal soit réputé demandé et différé jusqu'au mardi 8 mars 2016, à la fin de la période prévue pour les questions orales.

• (1010)

Le Président: Le député a-t-il le consentement unanime de la Chambre pour proposer la motion?

Des voix: D'accord.

Le Président: La Chambre a entendu la motion. Plaît-il à la Chambre de l'adopter?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

* * *

PÉTITIONS

LA RÉFORME DÉMOCRATIQUE

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui au nom des électeurs de l'île de Vancouver, qui m'ont présenté une pétition visant à assurer un système électoral équitable aux Canadiens.

Les pétitionnaires demandent à la Chambre des communes de lancer immédiatement des consultations publiques partout au pays en vue de modifier la Loi électorale du Canada de manière à ce que le vote de chacun des électeurs ait un poids égal, pour que ceux-ci puissent être représentés de manière équitable au Parlement, indépendamment de leurs convictions politiques ou de leur lieu de résidence, pour que le pays puisse être gouverné par un Parlement qui est élu dans le cadre d'un système équitable et où la proportion des sièges occupés par chaque parti reflète fidèlement les suffrages exprimés, pour que les Canadiens puissent être assujettis à des lois légitimes approuvées par une majorité de parlementaires élus représentant une majorité des électeurs, et pour qu'on puisse établir une forme adéquate de représentation proportionnelle après les consultations publiques.

LA CONDUITE AVEC FACULTÉS AFFAIBLIES

M. Mark Warawa (Langley—Aldergrove, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition ce matin.

Cette pétition informe malheureusement la Chambre que Cassandra Kaulius, âgée de 22 ans, a tragiquement perdu la vie parce qu'une conductrice ivre a choisi de conduire malgré ses facultés affaiblies. La famille de Cassandra est dévastée.

Families for Justice est une association de Canadiens qui ont eux aussi perdu un être cher à cause de l'alcool au volant. Ces personnes estiment que les lois canadiennes en matière de conduite avec facultés affaiblies sont beaucoup trop clémentes. Elles veulent que l'on appelle les choses par leur nom: cet acte criminel est un homicide commis au volant d'un véhicule automobile. Au Canada, il s'agit de la principale cause de décès attribuable à une infraction criminelle. Chaque année, plus de 1 200 Canadiens sont tués par des conducteurs en état d'ébriété.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement d'inclure dans la loi l'imposition de nouvelles des peines obligatoires, comme le prévoit un projet de loi d'initiative parlementaire qui vient tout juste d'être présenté et que les pétitionnaires demandent aux Canadiens d'appuyer.

LA RÉFORME DÉMOCRATIQUE

M. Harold Albrecht (Kitchener—Conestoga, PCC): Monsieur le Président, je présente aujourd'hui une pétition signée par des résidents de Kitchener—Conestoga et de la grande région de Waterloo.

Les pétitionnaires demandent au Parlement d'entreprendre immédiatement des consultations publiques dans tout le Canada avant de modifier la Loi électorale du Canada, afin de s'assurer que les électeurs puissent voter de manière juste et efficace de manière à être représentés équitablement au Parlement, indépendamment de leurs convictions politiques ou de leur lieu de résidence. Les pétitionnaires demandent aussi que le Parlement envisage l'instauration d'une forme appropriée de représentation proportionnelle après la tenue des consultations publiques.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Français]

LA CONTRIBUTION CANADIENNE AUX EFFORTS DE COMBAT CONTRE L'ÉIL

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 22 février, de la motion, ainsi que de l'amendement.

M. Robert Aubin (Trois-Rivières, NDP): Monsieur le Président, vous excuserez cette voix un peu caverneuse, durant les 10 prochaines minutes, mais je n'allais certainement pas laisser une vilaine grippe me mettre hors jeu pour ce débat vraiment très important qui a trait à la mission canadienne, à cette opération de retapage qui va tout à fait à contresens de ce qu'on nous avait laissé entendre pendant la dernière campagne électorale. Pour vous rassurer tout de suite, je ne vous infligerai pas 20 minutes de cette voix caverneuse, puisque je partagerai mon temps de parole avec la députée d'Abitibi—Témiscamingue.

Initiatives ministérielles

Il est d'autant plus important pour moi de prendre la parole puisqu'au NPD, comme on peut le constater jour après jour, nous sommes probablement les seuls maintenant à porter une voix non moins solidaire mais différente de celle des conservateurs et des libéraux. Pendant la dernière campagne électorale, il m'est arrivé à maintes reprises d'avoir des discussions avec des citoyens qui n'étaient pas nécessairement tous d'accord avec mes propos sur le retrait du Canada d'une mission de combat. Au fil de la discussion, les arguments et le bon sens prenant place, nous comprenions aisément qu'il n'existe pas de solution simple à un problème aussi complexe que celui de la lutte contre le groupe armé État islamique.

Quelle était à ce moment-là la meilleure position que pouvait prendre le Canada pour être un partenaire majeur et efficace et pour pouvoir vraiment toucher les sources du problème plutôt que de mettre un diachylon sur une jambe de bois, comme on le dit dans le jargon populaire? On le voit avec cette nouvelle mission de combat, bien que les libéraux n'osent pas encore prononcer les mots « mission de combat », alors que cela en a toutes les allures. On est exactement dans la même dynamique que le gouvernement précédent. Je ne crois pas que nous allons obtenir de meilleurs résultats.

Alors, qu'est-ce que nous aurions dû faire?

Nous reconnaissons qu'il est difficile de prétendre qu'il existe une solution simple à un problème complexe; cependant, tenter de nous faire croire qu'un prolongement de la mission militaire est la seule solution au conflit qui oppose le monde au groupe terroriste État islamique est un leurre.

La discussion se corse davantage lorsqu'il s'agit de définir clairement quels sont les objectifs de la mission canadienne, quels critères nous permettront de mesurer notre progression ou, enfin, comment nous allons mesurer notre succès ou l'obligation de prolonger la mission après l'échéance prévue. L'échéance est de deux ans, ce qui nous apparaît fort loin pour faire une étude ou un suivi particulier et constant de la situation.

Voilà autant de questions laissées sans réponse par ceux-là même qui tentent de nous convaincre de la nécessité d'élargir la portée de la mission militaire canadienne, puisque c'est bien de cela dont il s'agit. Pour six CF-18 que l'on retire, on va envoyer sur le terrain davantage de militaires qui auront des positions encore plus à risque que celles qu'ils avaient auparavant. C'est donc une extension de la mission de combat qu'avait déjà le Canada.

L'examen de la motion du gouvernement et de la stratégie qui en découle met clairement en évidence la rupture d'une promesse électorale. Après s'être engagés à mettre fin à la mission de combat, les libéraux prolongent la mission militaire en élargissant la portée. Ce ne sera pas la première promesse rompue ou enfin la première promesse qui n'avait pas été comprise comme elle avait été annoncée.

À vrai dire, à propos des baisses d'impôt pour la classe moyenne, si on avait demandé aux citoyens de ma circonscription ce que signifiait la classe moyenne, ils ne se seraient probablement pas attendus à ce que tous ceux qui gagnent 45 000 \$ et moins n'aient pas accès aux baisses d'impôt. On ne se serait probablement pas attendu, non plus, à ce qu'un déficit modeste puisse tourner autour de 18 milliards de dollars. Bref, on voit bien qu'il y a là, à toutes les fois, un maquillage de la réalité.

L'ancien gouvernement conservateur avait entraîné nos Forces armées dans un conflit militaire sans objectif clair ni stratégie de retrait. Au lieu de rectifier le tir, le gouvernement persiste sur la même voie avec une mission au contour flou et à l'issue incertaine. On n'a pas besoin d'être un général cinq étoiles pour comprendre

qu'une mission militaire sans objectif se solde généralement par un échec.

● (1015)

Le conflit auquel nous faisons face aujourd'hui est justement le fruit d'une telle approche où, sous de fausses prétentions, les États-Unis ont jadis envahi l'Irak, démantelé ses structures et laissé derrière un pays à réorganiser, où les tensions sont multiples, les rapports de force, inégaux, et la gouvernance, désorganisée.

De plus, il faut bien le dire, cette mission de combat ne trouve de justification ni dans un mandat de l'ONU ni dans un mandat de l'OTAN. Ici encore, le gouvernement, malgré le rapprochement du premier ministre avec Ban Ki-moon, continue de prôner la même approche que les conservateurs, à savoir une approche qui fait fi des institutions traditionnelles dans le cadre desquelles agissait le Canada.

Est-ce que cela signifie pour autant que nous devons ne rien faire et que le Canada doit rester insensible face aux atrocités commises par le soi-disant État islamique? Évidemment, la réponse est non. Le NPD ne dit pas que le Canada doit se croiser les bras et ne rien faire. Il dit au contraire que la participation canadienne à la lutte contre ce groupe terroriste doit faire appel à notre expertise reconnue internationalement, à savoir l'aide humanitaire.

À ce chapitre, notre aide humanitaire doit être séparée de l'action politique. J'en ai pour preuve les propos de Médecins sans frontières qui dit que l'aide humanitaire et l'action militaire opérées conjointement mènent à des résultats contre-productifs.

Pour une aide humanitaire efficace sur le terrain, les ONG doivent gagner la confiance des populations locales. Quand les communautés locales se méfient du travail des ONG en raison du mariage contre-nature entre le militaire et l'humanitaire, c'est là que les dérapages commencent et mettent en danger la vie des coopérants.

En 2004, Médecins sans frontières s'est retiré d'Afghanistan à la suite de l'assassinat brutal de cinq de ses travailleurs humanitaires. C'est entre autres en raison du manque de confiance de la population et de l'insécurité créée par l'intervention militaire que cette ONG a dû battre en retraite. Finalement, ce sont les personnes vulnérables qui sont les premières à souffrir au départ des intervenants de première ligne.

Bien souvent, même des gouvernements utilisent l'aide humanitaire pour chercher des appuis dans l'opinion et justifier leurs ambitions politiques et militaires. Cette confusion des genres nuit au travail des ONG et empêche de sauver des vies.

Le prolongement de la mission militaire rencontre ma plus ferme opposition et c'est pourquoi je voudrais braquer les projecteurs sur trois politiques cruciales à nos yeux, dans lesquelles le Canada aurait pu faire figure de proue. Mon temps de parole s'écoulant à grande vitesse, je les résumerai en trois points. D'abord, mettre sur pied une stratégie de déradicalisation ici même. Un des grands problèmes, ce sont les combattants étrangers. Il faut que chaque pays, le Canada en tout premier lieu évidemment, mette en place des mesures qui évitent que des combattants étrangers n'aillent rejoindre le prétendu État islamique.

Il faut aussi mettre en place des mesures qui permettront de fermer le robinet du financement de ce groupe terroriste. C'est un autre élément qui est totalement absent de la motion. Finalement, le Canada devrait se faire un devoir de signer le Traité sur le commerce des armes, puisque voilà les trois éléments à la source du problème: l'afflux d'armes, le financement et les combattants étrangers. Sur ces trois éléments, la motion demeure muette.

Initiatives ministérielles

Évidemment, j'aurais pu parler en long et en large également du travail que le Canada pourrait faire pour permettre de diminuer, voire d'éradiquer les violences sexuelles qui sont faites lors de conflits. Là aussi, le Canada par l'entremise d'un certain nombre d'ONG dispose d'expertises absolument extraordinaires qu'il pourrait mettre à profit.

Je le répète, l'idée n'est pas que le Canada soit absent du travail international qui se fait pour voir disparaître les combattants du groupe État islamique, mais il faut voir comment le Canada peut apporter une expertise différente, complémentaire, qui s'attaque aux sources du problème, plutôt qu'aux conséquences.

Je m'arrête ici, et je suis disponible pour répondre aux questions de mes collègues.

• (1020)

M. Frank Baylis (Pierrefonds—Dollard, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue dit que notre mission de formation est plutôt une mission de combat. Évidemment, nous envoyons des gens pour former des personnes qui vont se battre contre le groupe État islamique.

Le député pourrait-il nous donner un exemple d'une vraie mission de formation si, selon lui, cette mission n'en est pas une?

M. Robert Aubin: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

Selon une vieille expression populaire de chez nous, au moment d'un vol de banque, celui qui tient le sac a la même responsabilité que celui qui met l'argent dedans. C'est toujours boiteux de faire une comparaison, mais je voulais la faire quand même.

Retirer les CF-18 et continuer de fournir des avions ravitailleurs, cela m'apparaît être du pareil au même. On a la même responsabilité. Quand on envoie trois fois plus de soldats sur le terrain, pour des so-disant formations, on ne parle pas de mission de formation universitaire. On n'est pas dans un cadre universitaire où l'on donne des cours théoriques.

Les missions de formation sont des missions pendant lesquelles nos soldats sont amenés à prendre position sur la ligne de front, entre autres pour cibler l'ennemi. De plus, nos soldats sont potentiellement soumis à des tirs ennemis, voire même à des tirs amis s'il y a un problème de communication. On est vraiment au cœur de l'action. S'il y a formation, soit, mais il y a aussi tous les risques d'une mission de combat, puisqu'on est sur le terrain 24 heures par jour, tous les jours.

• (1025)

Mme Christine Moore (Abitibi—Témiscamingue, NPD): Monsieur le Président, on dit qu'il y a absence d'un plan précis ou d'objectifs précis.

J'aimerais savoir si le député est d'accord avec cette affirmation. A-t-il seulement trouvé un objectif quantifiable et mesurable ayant une méthode d'évaluation précise qui nous permettrait de déterminer si, oui ou non, la mission a été accomplie avec succès?

M. Robert Aubin: Monsieur le Président, je remercie ma collègue d'Abitibi—Témiscamingue de sa question, à laquelle je pourrais répondre par un simple non.

Comme je l'ai mentionné dans mon discours, la motion ne contient aucun critère permettant d'établir les succès ou les insuccès de la mission, ne serait-ce que dans deux ans, ce qui est déjà lointain. Cela peut aussi être une très bonne approche permettant de continuer à faire à peu près ce qu'on veut. Puisqu'on n'avait aucun objectif à atteindre, on n'en a raté aucun.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté de nombreux députés néo-démocrates parler de la motion libérale dont nous sommes saisis, c'est-à-dire la motion du gouvernement du Canada. Cette motion de fond comporte un grand nombre de réponses aux questions souvent posées. Si la coalition devait adopter l'approche néo-démocrate pour régler le problème du terrorisme à l'étranger, j'ai bien peur que le terrorisme ne fasse que s'accroître et entraîne des coûts énormes pour la société civile.

Ma question au député est semblable à celle posée par mon collègue au sujet de l'importance des compétences et de l'expérience acquises à l'étranger. Les forces canadiennes ont beaucoup appris de ce qui s'est produit en Afghanistan. Utiliser ces compétences et cette expérience dans le Nord de l'Irak permettrait d'accroître la stabilité dans la région et de mieux sensibiliser et former les forces irakiennes.

Le député ne pourrait-il pas à tout le moins reconnaître que le Canada a en effet un rôle à jouer pour accroître un peu plus la sécurité dans le monde en tirant profit de l'expertise acquise en Afghanistan?

[Français]

M. Robert Aubin: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question pertinente.

Nous parlons d'une coalition internationale. Il me semble que la définition fournit déjà les germes d'une réponse. Lorsqu'on parle d'une coalition, il ne s'agit pas du regroupement d'un ensemble de pays qui s'entend pour faire la même chose. Il s'agit plutôt du rassemblement d'un certain nombre de pays qui s'entend pour mettre en commun le maximum d'expertise, et ce, afin d'en arriver à une conclusion heureuse.

Voici ce à quoi je m'attendais de la part du gouvernement canadien: qu'au sein de la coalition, il puisse offrir quelque chose de différent afin de travailler sur les sources du problème, et non pas sur les conséquences.

Mme Christine Moore (Abitibi—Témiscamingue, NPD): Monsieur le Président, je suis satisfaite d'avoir l'occasion de parler à nouveau, au Parlement, de la mission de combat que nous menons présentement en Irak. Il s'agit d'un enjeu particulièrement important de notre époque, alors il est très important d'en débattre ici. Je remercie le gouvernement d'avoir déposé cette motion afin que nous puissions parler de la prolongation de cette mission. Il a au moins la décence de permettre ce débat.

Malheureusement, plusieurs lacunes de cette mission n'ont pas été corrigées au fil du temps. Il n'y a toujours aucun plan ou objectif précis qui définissent la mission. D'ailleurs, le député d'Outremont a posé nombre de questions au précédent premier ministre, qui était incapable de fournir des réponses de base, par exemple, sur les coûts de la mission et sur sa durée. Ainsi, plusieurs questions de base restent totalement sans réponse.

On n'a toujours aucune idée de l'évolution des coûts engendrée par la transformation de la mission, et on ne connaît toujours pas la durée de la mission. On dit qu'on débattrait à nouveau de la prolongation dans deux ans. On nage donc dans l'inconnu, ce qui est extrêmement regrettable.

Initiatives ministérielles

Sans objectif, on risque de s'enliser encore une fois dans une mission sans savoir où on va. Peut-être qu'on est incapable de définir un plan précis parce que la mission n'est pas sous l'égide de l'ONU ou de l'OTAN, personne n'ayant la responsabilité d'évaluer le succès de la mission. Par ailleurs, il n'y a aucun plan de retrait. On dit qu'on en discutera à nouveau dans deux ans, ce qui démontre un manque de sérieux par rapport à une mission militaire de ce genre.

D'autre part, nos ressources serviront à entraîner et à armer des milices kurdes. Ainsi, on va peut-être armer des gens qui, dans plusieurs années, vont devenir de nouveaux ennemis. Qui sait? Il n'y a aucun plan à cet égard. Malheureusement, c'est ce qu'on a tendance à faire au Moyen-Orient. On se concentre sur un groupe terroriste et on oublie les autres, ce qui crée une sorte de rotation des groupes terroristes.

Par exemple, lors de notre intervention en Libye, nous avons armé des rebelles, et par la suite, certains d'entre eux se sont tournés vers le groupe État islamique. Aucun plan global n'est prévu pour le Moyen-Orient afin d'éviter que cela ne devienne qu'une simple rotation des différents groupes terroristes qui prennent le contrôle de la zone et afin qu'on apporte une véritable stabilité au Moyen-Orient.

En Irak, on est en train de répéter des méthodes inefficaces qui avaient été employées en Afghanistan. Au départ, la mission en Afghanistan était censée être une mission restreinte et de courte durée. Toutefois, cela est devenu le théâtre d'opérations où on a déployé le plus de militaires. C'était la mission la plus longue, comptant plus de 40 000 vétérans, 160 morts, des milliers de blessés et des milliers d'autres qui souffrent du syndrome de stress post-traumatique. Encore là, c'est un impact majeur.

Dans ce cas également, on n'a constaté aucun ajustement des effectifs médicaux des Forces armées canadiennes pour répondre aux blessures physiques ou psychologiques éventuelles. Il m'apparaît donc évident que l'on décide de l'orientation de la mission et des impacts au fur et à mesure. Il n'y a aucun plan ou objectifs précis.

● (1030)

Lors de la campagne électorale, le gouvernement libéral a promis qu'il mettrait fin à la mission de combat en Irak. Malheureusement, on forme des gens qui se retrouvent vraiment sur la ligne de front. Par conséquent, on ne peut pas dire que c'est simplement une mission de formation. Il ne s'agit pas ici de soldats irakiens qui sont dans une classe et qui reçoivent une formation théorique donnée par des soldats canadiens. En effet, des soldats canadiens accompagnent directement sur la ligne de front les soldats irakiens qui sont menacés et qui essuient des tirs ennemis.

D'ailleurs et malheureusement, nous pouvons regretter la mort du sergent Doiron. Je tiens encore une fois à offrir mes condoléances à la famille. C'est un exemple précis où on doit avouer que la formation, telle qu'on la donne, n'est pas banale. En effet, nos soldats sont en situation de combat et ils risquent leur vie. Il faut appeler un chat un chat. Quand on est sur la ligne de front, on est en mission de combat.

Quand j'étais militaire, si j'avais participé à une mission de ce genre et que le gouvernement d'en face m'avait dit que je n'avais pas participé à une mission de combat, j'aurais probablement été insultée. Je me serais fait tirer dessus, des gens auraient tiré autour de moi et le gouvernement m'aurait dit que ce n'était pas une mission de combat. Je serais probablement profondément insultée, compte tenu du fait que j'aurais risqué ma vie et qu'après cela on m'aurait dit que ce n'était pas une mission de combat.

Appelons un chat un chat. C'est une mission de combat et ce n'est pas vrai que l'on fait de la formation dans une classe. C'est vraiment

des soldats qui accompagnent les gens sur la ligne de front. Il y a de vrais risques. Je remercie des soldats qui sont prêts à faire ce travail. Toutefois, on a le devoir d'être honnêtes avec les Canadiens et de leur dire exactement en quoi consiste la mission qu'on mène.

Cette mission doit aussi comprendre plusieurs mesures importantes, par exemple le travail sur la déradicalisation. C'est primordial de faire en sorte que nos soldats ne combattent pas éternellement. D'ailleurs, il y a eu une énorme confusion au début de la mission. Au départ, quand les conservateurs avaient entrepris la mission, ils parlaient d'éradiquer le groupe État islamique. Ensuite, on a parlé de le ralentir, pour enfin parler de lui nuire. Là aussi, il y a confusion.

Les meilleurs moyens pour mettre fin, si on peut dire, à toute cette situation, c'est d'empêcher la radicalisation des gens partout dans le monde, mais particulièrement au Canada. Il faut empêcher l'afflux de combattants et discuter sérieusement avec certains pays qui ont tendance à propager des idéologies extrémistes qui nuisent profondément à la stabilité de cette zone.

Il faut faire mieux, surtout sur le plan de la déradicalisation. Il faut faire en sorte de pouvoir parler intelligemment de cette situation et qu'il n'y ait plus de combattants qui se joignent au groupe État islamique. Il y a énormément de mesures que l'on peut prendre par le biais de l'informatique pour retracer ces gens, les empêcher de se joindre au groupe État islamique et les retrouver à temps pour permettre que le processus de radicalisation prenne fin.

Sur le plan de l'armement, un système de traçabilité est nécessaire afin de s'assurer que les armes vendues par le Canada ne se retrouvent pas, par des moyens détournés, dans les mains des terroristes qu'on tente de combattre. C'est une autre mesure extrêmement importante. Il faut faire en sorte, de manière générale, de créer un climat de stabilité au Moyen-Orient, et pour ce faire, il faut avoir une vision globale. Il faut considérer avec nos alliés la situation dans sa globalité. On ne doit pas avoir une vision à court terme et se battre seulement à court terme.

Il y a énormément à faire, et je crois qu'à l'heure actuelle la mission n'aborde pas le sujet de façon intelligente. La manière dont on veut procéder maintenant ne contribuera pas à résoudre le conflit.

● (1035)

M. Fayçal El-Khoury (Laval—Les Îles, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son explication.

Ma collègue a dit à plusieurs reprises qu'il n'y avait aucun plan précis ou objectif précis pour la mission canadienne en Irak.

Si un plan et un objectif précis, ce n'est pas de former une armée afin qu'elle puisse agir adéquatement sur un théâtre d'opérations, pour gagner village après village et province après province, exactement comme ce qui est en train de se passer en Irak, et de donner à l'armée irakienne les renseignements nécessaires pour permettre à ses avions de cibler les positions du groupe État islamique, la députée peut-elle nous expliquer ce qu'est un plan précis et un objectif précis?

● (1040)

Mme Christine Moore: Monsieur le Président, lorsqu'on parle d'objectifs précis, peu importe le sujet, on parle d'objectifs évaluable. Des termes comme « aider » sont très vagues et ne sont pas évaluable.

Initiatives ministérielles

Si on parle de reconquérir des villages, il faut connaître le nom des villages et les délais. Si l'objectif est de reconquérir tel village d'ici telle date, on a là un objectif précis, on sait où on s'en va et on est en mesure d'évaluer l'atteinte de cet objectif.

Si on parle de réduire les effectifs du groupe État islamique de 10 000 combattants d'ici telle date, on a là un objectif précis et on est capable d'évaluer l'atteinte de celui-ci.

Toutefois, dans le cas de la mission actuelle, il n'y a pas d'objectif précis qui nous permette d'évaluer l'atteinte de celui-ci. On ne sait pas si on a besoin de réorienter nos actions sur le terrain, si tout va bien ou si on pourrait se fixer d'objectifs plus ambitieux.

Dans le cas des objectifs mentionnés par le député, il serait impossible d'en évaluer l'atteinte.

[Traduction]

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, je remercie la députée de son intervention. Je veux discuter de son idée selon laquelle nous ne devrions pas avoir de mission de combat ou intervenir militairement.

Si nous n'agissons pas maintenant, alors que des Canadiens ont été tués et que le Canada est ciblé par le groupe État islamique, quand la députée croit-elle que nous devrions intervenir militairement: quand des membres de ce groupe se présenteront à sa porte pour la violer et la tuer, ainsi que pour couper la tête de ses enfants et celle de son mari, également?

[Français]

Mme Christine Moore: Monsieur le Président, je suis un peu dégoûtée par la question de ma collègue, qui comprend un langage assez particulier, mais je vais quand même y répondre.

Si cette mission militaire comprenait des objectifs très précis et un plan détaillé nous permettant de savoir exactement où on s'en va, et si cela se faisait sous l'égide de l'OTAN ou de l'ONU, l'opposition néo-démocrate pourrait sérieusement se pencher sur la question.

Cependant, à l'heure actuelle, on n'a pas de plan précis ou d'objectif précis, on n'est pas sous l'égide de l'ONU ou de l'OTAN, et on n'a pas de plan afin d'apporter la stabilité au Moyen-Orient à long terme. On ne sait donc pas si la mission actuelle finira par avantager un autre groupe terroriste qui est présentement un ennemi du groupe État islamique et qui deviendra le nôtre dans quelques années.

Par conséquent, une mission de combat n'est pas raisonnable. Nous devons nous concentrer sur l'élimination de l'argent qui afflue dans les mains des terroristes, « déradicaliser » nos jeunes pour éviter qu'ils deviennent d'autres combattants ennemis et apporter de l'aide humanitaire et médicale par l'entremise de nos Forces armées canadiennes.

Nous pouvons former nos soldats, non pas pour les envoyer sur la ligne de front, mais de façon plus générale, afin que leur vie ne soit pas en danger.

[Traduction]

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui pour exprimer mon appui à la motion visant à redéfinir la mission canadienne contre le groupe État islamique. Je partagerai mon temps de parole avec le député de Surrey—Newton.

Les Canadiens doivent se demander en quoi consisterait une victoire contre l'EIL. Lorsque nos courageux soldats reviendront de leurs missions, quel sera le résultat de leurs efforts? De quoi se souviendront-ils? Qu'auront-ils accompli? Comment devons-nous mesurer le succès? Ces soldats verront-ils une région divisée, toujours en proie à la guerre civile, et des citoyens vivant dans les

ruines de leur fier passé ou verront-ils des citoyens qui sont parvenus à rebâtir leurs maisons et leur vie?

Ne mesurons pas notre succès en Syrie et en Irak en fonction du nombre de frappes aériennes que nous voyons à la télévision, mais plutôt en fonction des circonstances dans lesquelles nous partons. Il est bien sûr important de vaincre l'EIL, mais il est tout aussi important d'établir une société civile. En mettant en place des services essentiels que les Canadiens tiennent parfois pour acquis, grâce à la formation de forces de police et de sécurité, nous pouvons donner à ces pays les outils nécessaires au maintien de la stabilité et de la paix ainsi que les moyens d'établir un gouvernement convenable et efficace.

On ne peut qualifier notre mission de réussie si les gens d'Irak et de Syrie sont oubliés, livrés à eux-mêmes dans une région notoirement instable et imprévisible qui est entourée de nations souhaitant utiliser ce conflit pour servir leurs fins politiques. Sans aide au sol, la région demeurera divisée, un incubateur d'extrémisme violent.

Si nous voulons agir honorablement envers nos militaires, envers nos partenaires de la coalition et envers les millions d'innocents pris entre deux feux, nous devons penser à long terme. À la base, l'insurrection est un problème politique. Ce que nous proposons, c'est une approche pangouvernementale pour former un plan complet: cela comprend le ministère des Affaires étrangères; le ministère de la Défense nationale; le ministère de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté; et le ministère du Développement international. Un vaste éventail d'agences, d'éléments, de pouvoirs et de capacités, en plus des forces militaires, doit se mobiliser dans le but de vaincre le groupe État islamique.

La défaite d'un mouvement insurrectionnel nécessite plus que de simples bombardements. À l'heure actuelle, beaucoup de bombardiers sont disponibles dans la région, comme l'a si éloquentement mentionné la semaine dernière le ministre de la Défense nationale. Jusqu'à maintenant, comme nous en avons discuté en long et en large à la Chambre, le Canada appuie la coalition en fournissant six avions de chasse qui s'ajoutent à sa flotte aérienne de 300 appareils. Les pilotes et le personnel au sol du Canada appuient la mission en effectuant 2,5 % des frappes aériennes de l'ensemble de la coalition, tâche dont ils s'acquittent admirablement.

En tant que nation, nous avons l'obligation d'envisager la prochaine étape du conflit armé, non seulement en raison de l'imminence de la date butoir du 31 mars, non seulement parce que les Canadiens nous ont confié un nouveau mandat, mais parce que les réalités de la mission l'imposent.

Le ministre de la Défense nationale a répondu à de nombreuses questions à la Chambre concernant les consultations de son ministère avec nos partenaires de la coalition. À mesure que progresse la campagne, le gouvernement propose de fournir le soutien qui fait la renommée des Canadiens: procurer de la stabilité au moyen d'une présence visible pour prêter assistance aux forces policières locales; aider les forces de la coalition en fournissant des ressources en matière de collecte de renseignements et de reconnaissance pour accroître la stabilité de la région; former les forces locales; augmenter l'aide humanitaire et l'aide au développement.

L'opposition continue de réclamer des détails concernant le plan pour l'avenir. L'approche axée sur la consultation que le gouvernement adopte pour bien faire les choses exige du temps pour l'élaboration d'un plan dont les Canadiens pourront être très fiers.

• (1045)

Nos pilotes et notre personnel au sol ont honoré leur engagement envers les Canadiens et nos partenaires de la coalition en assurant un soutien essentiel dans cette région déchirée par la guerre.

En Afghanistan, en 2010, l'ancien gouvernement a appris que la coalition internationale qui luttait contre les insurgés devait adopter une nouvelle approche plus avisée que nous appelons pangouvernementale. Cette nouvelle approche consistait à examiner la vaste gamme d'outils disponibles parmi nos alliés et à tirer profit des forces de chaque membre de la coalition pour obtenir des résultats.

L'ancien gouvernement a décidé de réorienter ses efforts sur la formation des forces locales et l'augmentation de l'aide humanitaire et de l'aide au développement, et de travailler d'arrache-pied en vue de réussir à renforcer la stabilité dans la région. Il a fourni des ressources supplémentaires de renseignement et de reconnaissance et a réorienté ses efforts sur la formation. C'est exactement ce que nous proposons de faire en Syrie et en Irak. Nous mettons en pratique les leçons retenues de l'Afghanistan.

En ce qui concerne l'effort militaire, nous reconnaissons que ce seront au final les gens en Irak et en Syrie qui auront la charge de stabiliser leur pays. En collaborant avec eux, nous pouvons contribuer à l'adoption d'une approche disciplinée dans cette lutte. Il faut leur donner les moyens de combattre l'EIL, et nous avons l'expertise pour renforcer leurs capacités et les préparer à cette lutte.

Dorénavant, c'est là-dessus que nous concentrerons nos efforts, comme nous l'avons annoncé la semaine dernière. Nous triplerons notre engagement au titre de la mission de formation, de conseil et d'appui dans le Nord de l'Irak. Du même souffle, nous renforcerons substantiellement notre capacité en matière de renseignement.

Une interaction complexe de forces sous-tend le conflit en Irak et en Syrie. Nous devons avoir une idée plus claire de la façon dont les divers éléments en jeu s'imbriquent et nous devons mieux anticiper l'incidence des mesures que nous prenons. Le renforcement de notre participation dans le domaine du renseignement se révélera d'une valeur inestimable à cet égard. La solution à des problèmes complexes comme ceux auxquels nous sommes confrontés exige une approche réfléchie et également complexe mettant à profit les forces du Canada pour appuyer les efforts concertés de la communauté internationale visant à anéantir l'EIL.

Le Canada doit continuer d'offrir de l'appui sur le terrain dans les domaines du renseignement et de la formation afin que les forces locales disposent des ressources nécessaires pour assurer une paix durable. À cette fin, notre gouvernement s'est engagé à collaborer avec nos alliés de la coalition et à leur être solidaire.

C'est grâce à cette approche collaborative typiquement canadienne que le Canada et les Forces canadiennes ont acquis le respect de la communauté internationale. Au retour de cette mission, nos militaires seront accueillis par leur famille et leurs amis qui pourront les féliciter pour l'excellent travail qu'ils ont accompli.

Les Canadiens peuvent s'enorgueillir du rôle que nos militaires joueront pour assurer la sécurité et, espérons, la reconstruction de nations ravagées par les forces de l'EIL. Nos compatriotes peuvent également être fiers des familles de nos militaires qui, chez nous, appuient les membres des forces canadiennes déployées outre-mer.

Initiatives ministérielles

Nous sommes fiers de l'extraordinaire générosité dont les Canadiens ont fait preuve partout au pays. Ils ont accueilli des familles de la Syrie qui sont venues au Canada dans l'espoir d'entreprendre une nouvelle vie. Grâce aux efforts qu'ils ont déployés au pays et à l'étranger, les Canadiens ont montré qu'ils sont prêts à faire tout en leur pouvoir pour aider.

• (1050)

M. Harold Albrecht (Kitchener—Conestoga, PCC): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Guelph, qui est presque mon voisin, de ses observations, et je lui souhaite la bienvenue au Parlement du Canada. C'est un grand honneur de servir à cet endroit. Je tiens également à souligner l'excellent travail que nos militaires font pour nous, tous les jours, afin d'assurer notre protection et notre sécurité.

Le député a dit que les bombardements ne suffisent pas. De ce côté-ci de la Chambre, nous sommes tout à fait d'accord là-dessus. En fait, nous faisons beaucoup plus que cela depuis de nombreuses années. Le député a indiqué que nous devrions fournir plus de services essentiels et donner plus de formation aux forces de police et de sécurité. Nous convenons qu'il faut accroître la formation offerte et renforcer notre capacité de collecte de renseignements. Toutefois, je n'ai pas encore entendu un député d'en face expliquer en quoi le retrait de nos CF-18, qui assurent une couverture aérienne pour nos alliés et nos troupes sur le terrain, permet réellement d'améliorer notre capacité d'affaiblir le groupe État islamique. J'aimerais que le député nous explique cela.

M. Lloyd Longfield: Monsieur le Président, le gouvernement examine le rôle stratégique que le Canada peut jouer. Nous mettons l'accent sur les domaines où nous nous sommes démarqués au fil des ans dans le cadre de nos efforts sur le terrain. Au début de la mission, nous avons accordé un soutien aérien. Nous assurons toujours une couverture aérienne par l'entremise de nos partenaires de la coalition, avec lesquels nous avons aussi élaboré une stratégie pour la nouvelle phase des opérations afin d'aider à stabiliser la région par d'autres moyens.

• (1055)

[Français]

M. Robert Aubin (Trois-Rivières, NPD): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Guelph de sa prestation que j'ai écoutée avec intérêt.

Je ne sais pas si cela est dû à ma grippe ou à mon cerveau qui a ralenti, mais je n'arrive pas à trouver, ni dans la motion ni dans son discours, une réponse à une question que je me pose depuis le début de nos débats sur cette question.

Où puis-je trouver, dans la motion ou dans son discours, un élément qui me permettrait de voir que nous nous attaquons au fondement du problème, c'est-à-dire le financement du groupe État islamique, l'apport d'armes et l'apport des combattants étrangers? Que fait le Canada pour stopper ces trois fléaux?

[Traduction]

M. Lloyd Longfield: Monsieur le Président, il reviendra aux professionnels sur les lieux de déterminer les mesures à prendre, la manière dont les aspects discutés à la Chambre des communes s'appliqueront concrètement sur le terrain et ce que nous ferons pour réduire l'apport d'armes et le financement. Nous collaborons avec le commandement militaire et les forces de la coalition afin de mettre en oeuvre la meilleure stratégie possible.

Initiatives ministérielles

Le Canada sera présent sur place dans les rues et collaborera avec les services de police et de sécurité de la région. Nous chercherons aussi à favoriser le commerce afin de renforcer la stabilité économique de la région.

Cette question est très complexe. C'est un problème complexe auquel il n'y a pas de solution simple. Nous en discutons en long et en large. Il faudra aussi s'intéresser à certaines idées qui sont proposées ici même, à la Chambre.

[Français]

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, depuis le début, je fais l'analyse de la motion. Ce que je vois, c'est que nous posons des questions au sujet de la mission et que nous n'avons jamais de réponse. Vous me corrigerez si j'ai tort, mais selon mon évaluation, actuellement, nous déployons des troupes des forces spéciales pour assurer formation et sécurité et des forces médicales qui iront dans les camps de réfugiés. Le dernier point de la motion précise que nous devons accueillir des dizaines de milliers de réfugiés. Nous ne parlons jamais de ce point, mais cela est mentionné.

Est-ce que la mission est en train de devenir une mission d'évacuation des populations là-bas? Au lieu de mener un combat, nous mettons en place une position et nous allons ramener des réfugiés. Est-ce le travail que nous allons faire?

[Traduction]

M. Lloyd Longfield: Monsieur le Président, je remercie le député de sa question et je le remercie aussi d'avoir servi le Canada.

Nous avons augmenté le nombre de soldats sur le terrain: il y en aura désormais 850. Nous ne nous désengageons donc pas de la mission. Il s'agit d'un plan d'intervention pangouvernemental. Nous aidons les réfugiés à s'installer au Canada.

M. Sukh Dhaliwal (Surrey—Newton, Lib.): Monsieur le Président, je suis fier de prendre la parole aujourd'hui en faveur de la motion du gouvernement et pour exprimer ma satisfaction de voir le Canada renouer avec les types d'engagements internationaux qui l'ont toujours caractérisé. Cette motion suppose qu'on comprend que le Canada a un rôle important à jouer dans la lutte contre le groupe État islamique.

Notre pays étant membre d'une coalition de plus de 60 pays, le gouvernement comprend que c'est en misant sur ses points forts et en veillant à ce que sa participation s'élevé au-dessus du tapage politique qu'il peut être le plus efficace.

Les députés d'en face aiment répandre de fausses informations au sujet de la décision du Canada de retirer ses CF-18 des missions de frappes aériennes. Les partis de l'opposition multiplient les propos alarmistes au sujet de cette décision. Ils aiment recourir à la désinformation pour semer la confusion et susciter des réactions dramatiques. Un parti dit que nous nous soustrayons à nos engagements. L'autre allègue que nous engageons les soldats canadiens dans un rôle de combat. Les deux affirmations sont non seulement erronées, mais elles dénotent une incompréhension totale de l'ennemi qu'est le groupe État islamique.

Le fait est que les missions de bombardement ne nous rapprochent en rien de la solution. En réalité, seules des forces terrestres locales fortes pourront venir à bout du groupe État islamique pour longtemps. Dans cette optique, le Canada est bien placé pour apporter de l'aide grâce à son savoir-faire de longue date en matière de formation militaire.

C'est en Afghanistan que les Forces canadiennes ont véritablement affermi leur réputation et se sont classées parmi les meilleurs

formateurs au monde. Nos militaires ont encadré les Forces nationales de sécurité de l'Afghanistan et, à ce jour, on considère souvent que la contribution du Canada en Afghanistan continue de porter fruit.

Aujourd'hui, en ayant recours au Régiment d'opérations spéciales du Canada pour former les combattants peshmergas et en demandant aux instructeurs de l'armée de se concentrer sur les forces classiques irakiennes, le Canada apporte une contribution directe et durable à la lutte contre le groupe État islamique. Au bout du compte, ce sont ces forces locales qui doivent combattre directement ceux qui ont envahi leurs foyers, leurs collectivités et leurs terres.

En réalité, le retrait du Canada des frappes aériennes ne diminue en rien sa contribution militaire dans cette région. Il y aura 180 militaires de plus sur le terrain, ce qui portera leur nombre à 830. Les Forces armées canadiennes aideront directement les membres de la coalition et les forces de sécurité irakiennes à planifier les opérations militaires. Cela signifie une participation importante aux opérations, au ciblage et à la collecte de renseignements. Nous augmenterons aussi notre contribution en triplant la taille de notre mission de formation, de prestation de conseils et d'assistance pour aider les forces irakiennes à mener des opérations militaires contre l'EIIL.

Du personnel médical sera déployé directement sur place pour prendre en charge des blessés dans divers théâtres de combat.

Nous fournirons aux forces de sécurité irakienne des armes légères, des munitions et des dispositifs optiques dans le cadre de leur formation. Nous renforcerons le transport tactique sur place à l'aide de nos avions de ravitaillement et de surveillance.

Peu importe la façon dont les partis de l'opposition choisissent de présenter la contribution militaire du Canada, la réalité, c'est que le gouvernement offre un soutien concret et à long terme à nos partenaires de la coalition. Nous faisons aussi un travail plus difficile.

● (1100)

Nous collaborons aussi avec nos partenaires du domaine de la défense, en Jordanie et au Liban, pour empêcher la propagation de l'extrémisme violent dans la région. Nous fournissons une équipe de conseillers stratégiques aux ministères irakiens de la Défense et de l'Intérieur.

Nous consacrons des sommes considérables à l'aide humanitaire. Au cours des trois prochaines années, nous dépenserons 840 millions de dollars pour aider les victimes les plus lourdement touchées par le conflit, c'est-à-dire les plus vulnérables, notamment les enfants et les personnes qui ont subi de la violence sexuelle ou de la violence fondée sur le sexe dans cette région. En outre, nous fournirons 270 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour fournir des services sociaux de base, notamment l'éducation, la santé, l'approvisionnement en eau, les installations sanitaires et l'emploi, de manière à entretenir ou à reconstruire les infrastructures publiques ainsi qu'à améliorer les perspectives économiques dans toute la région.

Nous fournirons de plus 145 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour la lutte antiterroriste, la stabilisation et les programmes de lutte contre les armes chimiques, biologiques et nucléaires.

Nous continuerons d'exercer activement une forte influence pour aider la région à trouver des solutions politiques grâce aux programmes communs et au dialogue.

Initiatives ministérielles

Enfin, le Canada a accueilli 25 000 nouveaux arrivants syriens et s'emploie constamment à réaliser la prochaine étape de ses efforts d'accueil de réfugiés.

Voilà ce que nous qualifions de contribution multidimensionnelle à la lutte contre le terrorisme du groupe État islamique. La présente motion représente les efforts réunis de plusieurs ministères fédéraux, qui collaborent étroitement afin d'améliorer la sécurité et la stabilité, tout en contribuant aux efforts humanitaires visant à reconstruire la région.

Par ailleurs, la motion montre que les partis de l'opposition doivent engager un dialogue honnête avec le public canadien. Ils ont parfaitement le droit de ne pas être d'accord avec le gouvernement et de proposer un autre plan et d'autres solutions, mais, lorsqu'ils propagent des mythes et balaient du revers de la main tous les efforts que je viens de mentionner, ils ne rendent service ni à notre pays, ni à nos forces armées, ni à notre personnel diplomatique, ni aux Irakiens et aux Syriens que le Canada aide directement. C'est une mission très importante et, quelle que soit l'ampleur des manœuvres partisans, le rôle du Canada ne saurait être diminué.

Nos partenaires de la coalition sont très heureux que le Canada continue de multiplier ses efforts, avec les mesures que nous prenons. Aujourd'hui, j'encourage fortement tous les députés à continuer de souscrire à nos efforts, malgré nos divergences d'opinions.

Je suis heureux d'avoir pu m'adresser à la Chambre.

• (1105)

Mme Dianne Watts (Surrey-Sud—White Rock, PCC): Monsieur le Président, je remercie mon voisin, le député de Surrey—Newton.

J'ai écouté cette allocution pleine de fougue au sujet du plan. Comme nous le savons, c'est le gouvernement conservateur qui a amorcé ce plan et qui a fait le travail sur le terrain concernant la formation, l'aide humanitaire, l'accueil de réfugiés et, bien sûr, nos CF-18 et notre service du renseignement. Tout cela est déjà en place, alors il n'est pas question de renoncer à quoi que ce soit.

J'ai cependant une question: lequel des partenaires de la coalition a demandé au Canada de retirer ses chasseurs CF-18?

M. Sukh Dhaliwal: Monsieur le Président, je n'ai pas dit que les conservateurs n'avaient rien fait. Ce que j'ai dit, c'est que le gouvernement actuel est celui qui a un plan à long terme pour combattre et vaincre le groupe État islamique. Les bombardements ne sont pas nécessairement la seule option possible ni la meilleure solution pour vaincre l'EIIS. La meilleure façon d'y arriver est de fournir la formation nécessaire aux forces locales qui sont sur le terrain. C'est dans cette optique que nous avons triplé nos efforts au sein de la mission.

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Monsieur le Président, mon collègue a dit que les parlementaires devaient faire preuve d'honnêteté lorsqu'ils dialoguent avec les Canadiens. Je rappellerai à la Chambre qu'il est encore plus impératif pour les députés du parti au pouvoir de suivre cette ligne de conduite.

Ma question porte sur les deux groupes que nous allons aider et armer dans ce conflit, c'est-à-dire les Kurdes et les forces de sécurité irakiennes. Nous savons pertinemment que les Kurdes de la région ont cet objectif global d'instaurer un État indépendant et que les forces de sécurité irakiennes dirigées par le gouvernement irakien actuel ont joué un rôle, disons, névralgique dans l'incitation à la violence sectaire en Irak. Tout le monde sait que le groupe d'État

islamique a constitué une bonne partie de son pouvoir dans les régions sunnites de l'Irak.

Étant donné ces deux réalités — le fait que les Kurdes souhaitent un jour créer un État indépendant et le fait que les forces de sécurité irakiennes ne sont pas exactement les meilleures amies des Irakiens sunnites —, le député parlerait-il des répercussions que notre intervention pourrait avoir sur la paix et la stabilité à long terme dans la région?

• (1110)

M. Sukh Dhaliwal: Monsieur le Président, comme je l'ai dit, le but ultime est de former les forces locales afin qu'elles puissent combattre le groupe État islamique, qui a envahi leurs terres, leurs collectivités et leurs maisons.

J'ai aussi mentionné que si nous voulons une solution durable à long terme, nous devons engager un dialogue sur le plan diplomatique et politique en vue d'apporter la paix à cette région. C'est pourquoi nous comptons sur d'autres pays, comme le Liban et la Jordanie, pour faire partie intégrante de notre plan à long terme, afin que le Canada puisse contribuer à apporter la paix à cette région. Ce sera bénéfique pour la région et pour le monde entier.

M. Fayçal El-Khoury (Laval—Les Îles, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son explication et j'aimerais qu'il nous en dise davantage sur deux questions.

Comme nous le savons, nos forces fournissent de la formation et des services de renseignement qui permettront de couper l'approvisionnement en pétrole du groupe État islamique et de le priver de ses ressources financières. Nous collaborons également avec nos alliés et les pays de la région afin qu'ils exercent un meilleur contrôle aux frontières et qu'ils empêchent des combattants de l'étranger de venir se joindre au groupe État islamique en Irak.

Lorsque les États-Unis ont occupé l'Irak, ils ont dissous l'armée irakienne, et c'est ce qui a mené à la création du groupe État islamique. Le député peut-il nous expliquer comment, en formant l'armée irakienne et en renforçant sa capacité, nous rendrons service au monde entier et nous pourrions vaincre le groupe État islamique?

M. Sukh Dhaliwal: Monsieur le Président, l'exemple est très clair. Quand nos forces ont formé les forces locales en Afghanistan, nous avons laissé notre marque. Même aujourd'hui, notre contribution à la formation des forces locales en Afghanistan est considérée comme une réalisation marquante, et j'espère que ce sera la même chose dans cette région.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de partager mon temps de parole avec le député de Prince George—Peace River—Northern Rockies, et j'ai très hâte d'entendre ses observations pertinentes.

Au cours des derniers jours, j'ai écouté ce débat très important, et je souhaite faire ressortir trois aspects de notre discussion au sujet de la mission.

Je vais d'abord démontrer que les autres partis nous offrent de fausses alternatives. Ensuite, j'aimerais souligner que les paramètres de la mission ne sont pas clairement définis, et parler de la façon dont la mission et la situation en général ont été décrites. Enfin, je souhaite aborder de façon plus générale la question de l'intervention, c'est-à-dire quand intervenir, comment intervenir, et cetera.

Initiatives ministérielles

Tout d'abord, en ce qui concerne les fausses alternatives, nous avons entendu des ministériels et le NPD parler de l'importance de diverses mesures que nous devrions prendre dans la région, et je suis d'accord avec eux dans une large mesure. Nos collègues néo-démocrates ont fait de bonnes observations sur l'importance des mesures visant à contrer la radicalisation et le financement du terrorisme. Il ne fait aucun doute que de telles mesures doivent faire partie d'une stratégie globale.

Le gouvernement parle d'aide humanitaire, d'aide aux réfugiés et de formation, d'autres aspects importants. De ce côté-ci de la Chambre, en particulier, nous accordons aussi beaucoup d'importance à la mission de bombardement et, de façon plus générale, à la nécessité de participer au combat contre Daech, non seulement en soutenant les combattants, mais en prenant part aux combats.

Au-delà de cela, nous avons souligné qu'il fallait adopter une approche coordonnée qui comprendrait tous les éléments mentionnés par les autres partis. Nous croyons en la valeur de l'aide humanitaire — les libéraux n'ont rien inventé —, de l'aide aux réfugiés, de la formation, de la lutte contre la radicalisation et de la lutte au financement des terroristes. Le Canada oeuvre déjà depuis très longtemps dans ces domaines. Toutefois, nous avons aussi pour tradition de participer au combat contre les forces du mal, de protéger les innocents et d'être présents au front. C'est une tradition canadienne bien établie, et c'est la chose à faire.

Pendant les discussions à la Chambre, il a été question d'une approche à plusieurs volets. De toute évidence, notre approche est celle qui comporte le plus de volets. Nous convenons tous qu'il faut agir sur plusieurs plans pour contrer Daech. Nous sommes toutefois mécontents de voir le gouvernement abandonner l'un des volets importants de la mission. On nous présente une fausse alternative: on nous dit qu'il faut choisir soit la formation et l'aide humanitaire, soit une participation au combat. En fait, nous n'avons pas à choisir entre ces différentes interventions. Nous pouvons et devons agir sur tous ces plans. Voilà notre position de ce côté-ci de la Chambre.

Certains députés affirment qu'il faudra, au bout du compte, vaincre Daech sur le terrain, comme s'il fallait choisir entre une intervention terrestre et une intervention aérienne. Encore une fois, il s'agit d'un faux choix. Bien sûr qu'il faut vaincre Daech sur le terrain et bien sûr qu'il est important que nous unissions nos forces à celles des troupes locales qui le combattent dans la région, mais il est clair qu'il est impossible de mener une mission de combat terrestre efficace sans un quelconque soutien aérien. C'est l'évidence même selon moi. Toute intervention militaire concertée nécessite des manoeuvres à la fois terrestres et aériennes. Encore une fois, le gouvernement nous donne un faux choix. Nous pouvons participer aux frappes aériennes tout en offrant de la formation aux forces locales sur le terrain.

Nous ne devrions pas accepter ces choix qui n'en sont pas comme s'il nous était impossible de faire plus d'une chose en même temps. En fait, en règle générale, puisque différents ministères sont responsables de différents aspects de la mission, la participation de différents secteurs n'est pas du tout problématique. Des dossiers comme la lutte contre la radicalisation et le financement du terrorisme peuvent être traités par des organismes d'application de la loi ou à l'échelon communautaire, tandis que l'aide humanitaire, l'aide aux réfugiés et la formation relèvent de secteurs gouvernementaux qui n'ont aucun lien avec les combats sur la ligne de front. Il nous est possible de mener toutes ces activités simultanément de façon assez efficace. Nous en avons la capacité.

Le second argument que je veux soulever est que certains aspects de la mission ne sont vraiment pas bien définis. Le député de Surrey —Newton, qui vient juste de parler, a formulé un commentaire l'autre jour pendant la période des questions et observations. Il a laissé entendre qu'il s'agissait d'un type de mission de maintien de la paix. Un certain nombre d'autres députés ont fait allusion à l'héritage de Lester Pearson dans le contexte du maintien de la paix, comme s'ils avaient l'impression que les soldats envoyés dans cette région portent des casques bleus. Il est clair que ce n'est pas l'approche que privilégie le gouvernement et que ce n'est pas ce qui se produit.

On a utilisé des terminologies liées aux missions humanitaires et de formation. Les libéraux n'ont pas précisé s'il s'agissait ou non d'une mission de combat. Le fait qu'on la définit comme telle a de implications pour les personnes concernées, pour les troupes, car le type de soutien que celles-ci recevront là-bas et à leur retour chez elles dépend de la façon dont on définira la mission.

●(1115)

La mission n'a pas été définie. L'autre côté de la Chambre nous sert plutôt tout un méli-mélo de termes.

Un député — je ne me souviens plus lequel — a fait référence à la théorie de l'avantage comparatif de Ricardo dans son allocution. Le député qui vient d'intervenir a encore une fois fait valoir que nous misons sur nos points forts. Ont-ils seulement songé aux corollaires de ce genre d'arguments, qui impliquent que de participer en première ligne aux campagnes de bombardement ne compte pas parmi nos forces?

Pour ma part, je suis d'avis que l'efficacité de notre force aérienne et des militaires canadiens au front est une de nos forces et constitue pour nous un avantage comparatif. Les déclarations entendues suggèrent que nous sommes moins aptes à combattre que d'autres pays, ce qui est tout à fait stupide et pour le moins troublant.

Le gouvernement emploie toutes sortes de termes dont on ignore la définition. Nous avons entendu dire que son approche est plus perfectionnée. Compte tenu de toutes les choses qui se disent au sujet de la mission, je soumets respectueusement que son approche est si perfectionnée que les députés ministériels en oublient en quoi consiste la mission. Qu'ils tirent tout cela au clair afin de pouvoir répondre à des questions plutôt élémentaires au sujet de la nature de la mission.

Il y a un autre flou important dans le dossier. Les députés ministériels ne semblent pas disposés à décrire la situation sur le terrain. S'ils ne nous donnent aucune précision, c'est parce que tout élément d'information influencerait la nature de notre intervention. De ce côté-ci de la Chambre, nous faisons souvent remarquer que ce qui se passe en Syrie et en Irak n'est rien de moins qu'un génocide. C'est le mot qu'a employé l'ancienne secrétaire d'État Hillary Clinton. Il a été employé dans une résolution adoptée par le Parlement européen. Il a été employé pas maints groupes de défense des droits de la personne.

Initiatives ministérielles

Pourquoi le gouvernement refuse-t-il de parler d'un génocide? Il refuse d'utiliser ce mot parce qu'il sait qu'avec lui vient une responsabilité de protéger, une responsabilité d'intervenir de façon beaucoup plus importante que ce qu'il est prêt à faire.

Si le gouvernement est parfaitement convaincu qu'il fait du mieux qu'il peut, alors pourquoi ne pas utiliser le mot juste et décrire la situation avec exactitude? Ce refus d'utiliser le mot génocide est un aveu tacite que le Canada ne veut pas s'acquitter de sa responsabilité de protéger. Ainsi, la mission et la vraie situation sur le terrain sont mal définies.

Pour conclure, je veux aborder la question de l'intervention de façon plus générale. Souvent, lorsque nous parlons des soldats canadiens impliqués dans un conflit au Moyen-Orient, il y a un certain malaise. Les gens pensent peut-être aux conflits passés et se demandent si nous allons nous retrouver dans une situation similaire.

Certains députés ont notamment parlé du rôle que le Canada a joué en Libye. Personne ne l'a encore signalé — du moins pas à ma connaissance —, mais à l'époque, la mission en Libye faisait consensus parmi les députés. Les libéraux, et même les néo-démocrates, si je ne m'abuse, ont voté pour que le Canada prenne part aux bombardements en Libye. Avec le recul, nous pouvons certainement dire que les choses ne se sont pas passées comme nous l'avions espéré, mais cela ne change rien au fait que, cette mission, en quelque sorte, nous y avons tous souscrit.

Il y a évidemment certaines différences notables entre la lutte contre Daech et la situation en Libye. Premièrement, nous ne cherchons pas à renverser un gouvernement au pouvoir, sans trop comprendre pour qui nous nous battons. Au contraire, nous collaborons présentement de très près avec le gouvernement irakien et les forces kurdes. Pour soutenir les troupes au sol, nous devons agir du haut des airs, mais nous le faisons de concert avec ceux sur le terrain. La meilleure garantie de réussite, à mon avis.

Ce ne sont pas les exemples d'intervention qui ont mal tourné qui manquent, mais les cas où les choses ont empiré précisément parce qu'il n'y a pas eu d'intervention ne manquent pas non plus. Il suffit de penser aux groupes terroristes qui ont été laissés au pouvoir pendant trop longtemps et qui ont pu semer le chaos à leur guise.

Je rappelle donc les facteurs dont nous devons tenir compte: *primo*, le gouvernement nous met devant de fausses alternatives; *secundo*, la mission en général n'a pas été clairement définie; et *tertio*, notre réflexion devrait nous amener à conclure que, dans les circonstances, notre intervention doit prendre plusieurs formes.

Le Canada n'a jamais hésité à prendre les armes pour défendre ses valeurs, et c'est ce qu'il devrait faire encore cette fois-ci.

• (1120)

Mme Pam Goldsmith-Jones (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, le secrétaire américain à la Défense, Ashton Carter, a demandé aux membres de la coalition d'intensifier leur contribution, ce que le Canada a fait.

Un porte-parole du Pentagone a déclaré que le secrétaire souhaitait que les membres de la coalition proposent des interventions comme celle annoncée justement par le Canada.

Le commandant de la coalition, le lieutenant-général Sean MacFarland, a dit que notre mission est tournée vers l'avenir.

Un porte-parole militaire américain de la coalition a qualifié la contribution du Canada d'extraordinairement utile.

Le député est-il vraiment en désaccord avec le secrétaire américain à la Défense, le Pentagone et le commandant de la coalition?

M. Garnett Genuis: Monsieur le Président, je crois très peu à cette approche pour deux raisons.

Premièrement, il va sans dire que les membres de la coalition vont s'abstenir de critiquer ouvertement le gouvernement canadien. Le fait de laisser entendre que des responsables du gouvernement américain pourraient dire ouvertement qu'ils n'aiment pas l'approche du gouvernement du Canada à cet égard nous montre tout simplement que les libéraux se font une bien drôle d'idée de la politique internationale.

Il n'y a toutefois pas de pays présents sur le terrain qui appuient l'approche canadienne. Je serais très étonné que la députée puisse nommer des commandants kurdes qui préféreraient que le Canada ne participe pas à l'intervention militaire et citer des représentants des forces de sécurité irakiennes qui pensent la même chose. La députée ne peut pas faire cela, car ce n'est pas ce que l'on a entendu.

En fait, les Kurdes ont dit souhaiter que le Canada participe à l'intervention militaire.

Mme Cheryl Hardcastle (Windsor—Tecumseh, NPD): Monsieur le Président, puisqu'on parle d'incrédulité, j'aimerais savoir ce qui fait croire au député que les bombardements sont efficaces.

Dans le discours, il a été un peu question de l'intervention dans les conflits antérieurs. Des exemples ont été donnés. Dans la région qui nous intéresse, les exemples prouvent qu'en fait, les bombardements ne contribuent pas à un dénouement pacifique.

• (1125)

M. Garnett Genuis: Monsieur le Président, voilà une question absolument fondamentale. Pourquoi les bombardements sont-ils efficaces dans certains cas?

Je ne couperai pas les cheveux en quatre: c'est parce qu'ils détruisent l'ennemi. Si les combattants du groupe État islamique essaient de tuer des civils innocents et que nous pouvons les stopper, couper leurs canaux d'approvisionnement et miner leur capacité de mener leurs opérations, il est clair que nous donnons un avantage stratégique à nos alliés, qui sont alors mieux en mesure de s'opposer au groupe, de le combattre et, ainsi, de l'affaiblir.

À mon avis, il est manifestement erroné d'insinuer qu'aucune intervention n'a jamais fonctionné. Il existe de nombreux exemples de régimes antérieurement non démocratiques devenus démocratiques à la suite d'interventions; il y en a même dans cette région.

La situation en Afghanistan est évidemment complexe et loin d'être parfaite. Cependant, avant l'intervention de l'Occident, le pays était dirigé par les talibans. Il était en mesure de soutenir l'activité terroriste partout dans le monde — notamment les attentats du 11 septembre, on s'en souviendra —, et les droits de la personne y étaient gravement bafoués.

Initiatives ministérielles

En Afghanistan, la défaite des talibans et l'instauration d'une démocratie, même imparfaite, a été une bonne chose.

Bien entendu, il y a d'autres exemples. Comme je l'ai mentionné dans mon discours, dans certains cas, les choses ne se sont pas déroulées comme prévu. Par contre, dans d'autres situations — c'est sans contredit ce qui s'est passé en Syrie au cours des deux premières années de la guerre civile —, nous avons choisi de ne pas intervenir, et les choses ne se sont pas améliorées. En fait, elles ne font qu'empirer.

M. Mark Strahl (Chilliwack—Hope, PCC): Monsieur le Président, j'ai bien aimé le discours du député, surtout après avoir écouté celui du député de Surrey—Newton, qui a déclaré que le Canada renoue enfin avec les types d'engagements internationaux qui l'ont toujours caractérisé. Je crois que c'est insultant pour quiconque connaît l'histoire militaire du Canada. Nous avons participé aux deux guerres mondiales ainsi qu'à la guerre de Corée.

En ce qui concerne l'Afghanistan, on semble vouloir édulcorer la mission de combat, à laquelle les soldats canadiens participent fièrement. Au total, 158 militaires ont perdu la vie pendant cette mission.

Je me demande si le député pourrait nous fournir un peu plus d'explications sur certains aspects qu'il a mentionnés. Par exemple, il a dit que la motion du gouvernement ne permet pas à notre pays de renouer avec les types d'engagements internationaux qui l'ont toujours caractérisé puisque, en fait, le Canada a toujours eu la fière réputation de livrer combat à ceux qui le méritent.

M. Garnett Genuis: Monsieur le Président, tous les députés devraient être fiers de ce qu'a toujours fait le Canada dans les situations de conflit. Dans certains cas, notre pays a participé à des combats, tandis que dans d'autres, il a pris part à des opérations de la paix, mais, quelles que soient les circonstances, il met toujours l'accent sur l'aide humanitaire.

Nous devrions être fiers du bilan de notre pays, qui intervient dans tous ces domaines, mais il est exact de dire que nous ne devons pas oublier notre histoire militaire. Le Canada a joué un rôle crucial dans presque tous les conflits importants du siècle dernier, et nous devons aussi prendre part à ce conflit, car les enjeux sont énormes: des vies sont menacées, et nos valeurs sont en péril.

M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River—Northern Rockies, PCC): Monsieur le Président, je vais mettre l'accent sur trois aspects dans mon discours sur le groupe État islamique, notre mission contre ce groupe et la modification par le gouvernement libéral de la mission que nous avons amorcée.

Je vais d'abord parler de mon fils, qui a 18 ans et qui est cadet de l'air. Il veut servir notre pays. C'est ce qu'il désire depuis qu'il est enfant. Je ne suis pas d'accord avec les députés d'en face quand ils affirment que nous sommes bellicistes, que nous allons en guerre pour des raisons frivoles ou que nous voulons juste faire la guerre. J'aime mon fils, et je sais que les nombreux parents canadiens ayant des enfants dans l'armée les aiment eux aussi. Nous n'allons pas en guerre par ambition. C'est une décision que nous prenons avec prudence, et uniquement lorsque c'est ce que nous devons faire en tant que Canadiens.

Je veux que mon fils soit protégé sur le terrain. Je respecte le ministre de la Défense nationale et son glorieux passé militaire. Il a tout mon respect, mais priver les troupes au sol de soutien aérien n'est pas, à mon avis, une bonne stratégie militaire, surtout quand ces troupes sont formées de nos enfants. Je pense que retirer nos CF-18 est une énorme erreur. Peu importe les promesses politiques faites

durant la campagne, je crois que nous devons d'abord agir dans l'intérêt de nos militaires sur le terrain.

Voici quelques citations de certains dirigeants respectés au Canada au sujet de la mission aérienne contre l'EIIS.

Chaque chef du groupe État islamique ne doit jamais avoir un seul moment dans sa vie où il n'est pas inquiet lorsqu'il regarde vers le ciel. Chacun d'eux doit craindre d'être la cible d'un missile qui mettra fin à sa vie. Chacun d'eux doit craindre de se mettre au lit, de voir sa porte d'entrée défoncée et d'être capturé ou tué par des commandos.

On doit faire en sorte qu'ils soient inquiets, parce que, s'ils ne le sont pas, ils disposeront de plus de temps pour planifier. Je crois que le Canada doit participer à cette lutte.

Ces paroles sont celles de Rick Hillier, l'ancien chef d'état-major de la Défense. Je pense que tous les partis à la Chambre le respectent énormément en raison de son expérience et de ce qu'il continue d'accomplir sur la scène internationale. Il s'agit de l'un des plus grands spécialistes militaires au Canada, et je le respecte. Il a affirmé que nous devons participer à la mission aérienne contre l'EIIS.

L'un de nos alliés internationaux, le premier ministre britannique, a également parlé de la participation à une campagne. Je crois que, comme Canadiens, si nous voulons jouer un rôle dans la lutte contre l'EIIS, nous devons veiller à ne pas laisser un autre pays assumer pour nous nos responsabilités. Nous devons participer. Nous devons accomplir ce que les Canadiens attendent de nous dans la lutte contre l'EIIS, car ce groupe nous a menacés dans notre propre pays. Le premier ministre David Cameron a affirmé: « nous ne devrions pas nous contenter de confier notre sécurité à nos alliés. Si nous croyons qu'une intervention peut contribuer à notre protection, il faut y prendre part avec nos alliés... [...] plutôt que de rester à l'écart ».

Je crois que ces paroles sont très révélatrices. Les Canadiens ne se sont jamais soustraits à leur rôle, et les militaires ne reculent devant rien. Ils sont prêts à faire ce qui doit être fait pour défendre des intérêts contre l'EIIS.

J'aimerais aborder un autre sujet relatif à la mission militaire contre l'EIIS. C'est un sujet dont on ne parle pas souvent. Notre porte-parole en matière de défense en a parlé la semaine dernière. Il s'agit de l'incidence de la mission de bombardement sur l'EIIS et sur les finances de celui-ci.

Le *National Post* a publié un article de l'Associated Press qui parle de l'incidence des frappes aériennes contre le groupe État islamique. Elles lui font mal financièrement. Je crois que toute stratégie impliquant le retrait de quelque chose qui paralyse le groupe État islamique et l'affaiblit est une mauvaise stratégie. Je cite un passage de l'article en question:

Les extrémistes qui déjà se vantaient de battre leur propre monnaie ont du mal à couvrir leurs dépenses, grâce aux frappes aériennes de la coalition et à d'autres mesures qui ont érodé leurs finances à raison de millions depuis l'automne dernier.

À mon sens, lorsque quelqu'un se sauve, on doit continuer de le poursuivre alors qu'il est à son plus faible. J'ai joué au rugby et été entraîneur de rugby pendant des années. Une bonne stratégie pour gagner, c'est de repérer la faiblesse de l'adversaire, et d'exploiter cette faiblesse jusqu'à ce que l'on remporte la victoire. Je crois que c'est la stratégie militaire des bombardements. Le groupe État islamique est affaibli et nous devons continuer de l'attaquer du haut des airs.

● (1130)

Voici un autre extrait de l'article:

« Pas seulement les militants. Ils ont réduit le salaire de tous les fonctionnaires, des tribunaux aux écoles, de 50 % », raconte un activiste de Raqqa qui vit maintenant à Gaziantep, en Turquie, et qui demeure en contact étroit avec sa ville d'origine. Cependant, ce n'était apparemment pas suffisant pour combler l'écart pour un groupe qui a besoin d'argent pour remplacer les armes détruites lors des frappes aériennes et des combats...

Je répète que cette citation mentionne que les frappes aériennes ont des répercussions sur le groupe État islamique, ses armes et son argent.

Selon une estimation d'Aymenn Jawad Al-Tamimi, un chercheur du Middle East Forum, qui se fonde sur des documents du groupe État islamique, ces deux dépenses représentent les deux tiers du budget du groupe.

Le groupe État islamique bat en retraite. Il est à genoux. Nous devons poursuivre la lutte.

Voici un autre extrait de l'article qui porte sur les combattants. « Nous pouvons sentir la frustration. Leur moral est bas. » Plus loin, l'article mentionne:

En Irak, où le groupe État islamique perd tranquillement du terrain depuis un an, le gouvernement irakien a arrêté en septembre de payer les fonctionnaires dans le territoire... Les représentants américains sont optimistes que la perte de cet argent, en combinaison avec les bombardements menés par les États-Unis sur les réserves d'argent, réduise la fortune du groupe État islamique.

Je fais une intervention, ce n'est pas à moi de poser une question au parti d'en face. Cependant, je remets en question le retrait de la participation du Canada aux frappes aériennes. Pourquoi nous retirer de ces opérations alors qu'elles affaiblissent les réserves financières et la capacité militaire de l'EIIS?

On peut certainement soutenir que les Américains peuvent poursuivre les opérations et que les autres alliés continuent d'appuyer la mission contre l'EIIS en participant aux frappes aériennes. Pourquoi ne participerions-nous plus à ces efforts? Nous avons des chasseurs F-18 prêts à entrer en action. De plus, les pilotes des Forces canadiennes sont eux aussi prêts à être déployés pour continuer à pilonner les bases de l'EIIS. Pourquoi souhaiterions-nous affaiblir une stratégie qui se révèle efficace?

Voici un dernier extrait de l'article que j'ai déjà cité:

Je ne pense pas que ce soit fatal pour l'EIIS [...], je n'entrevois pas encore la rébellion interne comme conséquence. J'envisage plutôt un affaiblissement et un déclin graduels.

Le Canada doit continuer à participer à ces frappes aériennes jour après jour, année après année, jusqu'à ce que le moral des forces de l'EIIS soit si mauvais que l'organisation soit défaite. Une bonne stratégie militaire ne s'arrête pas au beau milieu d'une opération efficace. Elle se poursuit jusqu'à ce que la mission soit accomplie.

Or, à l'heure actuelle, la mission n'est pas encore accomplie. Les F-18 canadiens doivent continuer à participer aux frappes aériennes. Je crois que nos pilotes le savent et que les Forces canadiennes le savent aussi. Je comprends ce que sont les promesses politiques, mais le gouvernement doit quant à lui comprendre qu'on n'abandonne pas une bonne stratégie. Le gouvernement doit renvoyer les F-18 dans la lutte contre l'EIIS.

J'exhorte le parti d'en face à revoir sa position. Si les libéraux se préoccupent des militaires canadiens qui sont déployés sur le terrain, comme ce sera peut-être le cas de mon fils dans l'avenir, ils doivent leur fournir l'appui nécessaire. Ce sont des enfants canadiens qui sont déployés là-bas. Le gouvernement devrait s'engager de nouveau à participer aux frappes aériennes pour que nos enfants soient le mieux protégés possible.

● (1135)

M. Pat Finnigan (Miramichi—Grand Lake, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier le fils du député de s'être porté volontaire pour servir notre pays. J'ai, moi aussi, un fils qui a participé à une mission en Afghanistan, au sein du groupe 3RCR. En tant que parents, nous sommes toujours très inquiets de savoir que nos fils et nos filles sont exposés au danger, mais il est rassurant

Initiatives ministérielles

de voir que le gouvernement adopte la bonne stratégie pour assurer l'efficacité de ses efforts.

Les dirigeants au Canada et ailleurs dans le monde disent que le groupe État islamique s'est quelque peu adapté à la plupart des missions de bombardement aérien. Il s'est infiltré au sein de la population civile. Je conviens, moi aussi, qu'il faut continuer les attaques aériennes, mais, à ce stade-ci, notre force de frappe aérienne demeure très puissante. Maintenant que la Russie s'est jointe à la coalition, l'espace aérien est plutôt encombré. Par conséquent, le député n'est-il pas d'accord pour dire que l'ajustement que nous faisons actuellement sur le terrain est plus conforme à la réalité de la mission d'aujourd'hui?

M. Bob Zimmer: Monsieur le Président, je remercie le député de ses bonnes paroles. Nous sommes reconnaissants envers son fils du service qu'il rend à notre pays. En tant que députés, nous sommes tous ici pour servir le pays.

Toutefois, je ne pense pas qu'il soit exact de dire que l'espace aérien au-dessus du groupe État islamique est encombré. Nous n'étions pas de trop avant et nous ne le serons certainement pas à l'avenir, surtout compte tenu de l'effet de notre présence sur les caches d'argent, les aspects militaires et la baisse du moral du groupe État islamique. C'est probablement là notre plus grande contribution, car les frappes aériennes mettent à rude épreuve le moral du groupe État islamique. Cesser les frappes aériennes n'est pas une bonne stratégie.

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPD): Monsieur le Président, je suis content d'avoir pu faire plus ample connaissance avec le député de Prince George—Peace River—Northern Rockies lors de la réunion d'hier matin avec le ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail.

J'ai l'impression que se battre contre les terroristes, c'est comme se battre contre une hydre: lorsque l'on coupe une tête, deux autres repoussent. Le groupe État islamique n'existait même pas il y a trois ans. Cette organisation s'est propagée très rapidement au Moyen-Orient. Elle se fonde bien dans la population civile. Les missions de bombardement comportent nécessairement des risques lorsque la population civile est en cause. Elles feront des victimes. C'est indéniable.

Le député pourrait-il me dire quelles sont, selon lui, les circonstances, en Irak et en Syrie, qui ont favorisé la montée du groupe État islamique? Qu'est-ce qui pousse de jeunes hommes à sacrifier leur vie ordinaire pour rejoindre les rangs de cette organisation? Constate-t-il des signes de désespoir qui pourraient favoriser la montée de cette organisation?

● (1140)

M. Bob Zimmer: Monsieur le Président, je remercie le député des bons mots qu'il a pour moi. Je suis impatient de travailler avec lui au comité. Nous avons déjà eu de bonnes discussions.

La situation en Syrie remonte à loin. Au Moyen-Orient, de nombreux régimes ont posé problème, surtout à cause de l'extrémisme et des tensions avec les populations voisines.

Je sais que le député n'impute pas le problème de l'EIIS aux pays qui entourent le Moyen-Orient. L'EIIS est un problème en soi. L'extrémisme islamiste est un fléau dans le monde entier, et je crois que l'EIIS est à la tête de ce mouvement.

Initiatives ministérielles

Je remercie le député d'avoir comparé cette organisation à une hydre, ce qui m'a fait penser à l'Hydra, dans Captain America. J'aime beaucoup ce héros. Quoi qu'il en soit, j'estime que l'EIIS est à la tête du mouvement et qu'il faut couper cette tête. Ce faisant, nous affecterons le moral des combattants, ce qui nous permettra de vaincre l'EIIS et d'ainsi mettre fin aux problèmes qu'il cause.

[Français]

M. Michel Boudrias (Terrebonne, BQ): Monsieur le Président, évidemment, à la Chambre, on prépare toujours un beau document ou une belle note de service pour débiter 20 longues minutes de temps de parole. Toutefois, je vais prendre le temps de faire une petite parenthèse. Étant moi-même un ancien combattant ayant servi sous les drapeaux en Afghanistan, on comprendra que les discussions menées présentement m'interpellent beaucoup. Je sais que je ne suis pas le seul à la Chambre à avoir servi sous les drapeaux.

Le poids des décisions pèse lourd sur nos épaules, et il peut rompre notre sommeil et amener son lot d'insomnie, du moins c'est mon cas. C'est personnel, mais je tiens néanmoins à partager la lourdeur des choix que nous devons faire à la Chambre.

Le gouvernement libéral a fait son choix concernant la nature de la mission qu'il entend conduire en Irak et en Syrie. Cela reflète surtout l'engagement électoral qu'il a pris. Retirer les chasseurs CF-18 et augmenter l'aide humanitaire étaient en effet les deux axes proposés par le gouvernement libéral l'automne dernier durant la période électorale.

La semaine dernière, j'ai quand même souligné les bons éléments présentés par le gouvernement. On ne peut pas être contre la vertu et les bonnes intentions, car l'heure et la situation sont graves. C'est une guerre. Il faut déployer des hommes et des femmes et ne pas oublier le lot de misère humaine vécu au quotidien depuis de nombreuses années dans la zone de combat. On ne peut qu'être d'accord avec l'augmentation de l'aide humanitaire aux plus déshérités de la région. Les victimes de la guerre civile en Syrie se comptent par centaines de milliers, sans compter le nombre de réfugiés déplacés. En Irak, le nombre de déplacés est également extrêmement élevé. C'est pratiquement sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le groupe État islamique a surpris tout le monde à l'été 2014 lorsqu'il a entamé l'offensive majeure qui a permis de prendre des pans importants de territoires syriens et irakiens. Au même moment, le groupe prenait possession d'une quantité importante d'armes lourdes. J'en cite quelques-unes: des Hummer, des chars d'assaut T-72, des chars d'assaut Abrams, de l'artillerie lourde, et même un avion de combat MiG-27. Ce ne sont pas de petits jouets.

Pour une force terroriste, c'est un arsenal puissamment lourd et dangereux pour la stabilité, nous le savons. Nous ne pouvons pas faire la sourde oreille, nous ne pouvons pas jouer à l'autruche en tant que pays occidental et société responsable. Puisque l'intention du gouvernement est de déployer nos troupes, le Bloc Québécois entend tendre la main à la Chambre, au gouvernement et à l'opposition, pour que nous arrivions à trouver des moyens pour que cela se fasse dans les meilleures conditions possible.

Aujourd'hui, le groupe État islamique est présent dans plusieurs pays. La Syrie et l'Irak sont certainement les États les plus touchés par ce groupe. Or il y a également la Libye, le Yémen, le Liban et même l'Afghanistan où la situation n'est pas encore résolue. Combien d'autres États du Moyen-Orient, notamment, en Asie centrale et en Afrique, sont présentement menacés par le groupe, même si c'est de façon plus ou moins indirecte? La menace y est effectivement présente.

En 2011, plusieurs armes ayant servi aux rebelles islamistes ont transité vers la Libye, pour ensuite se retrouver dans un théâtre d'opérations au Mali. L'ennemi que nous affrontons, que nous tentons de combattre, est un ennemi diffus. En ce qui nous concerne présentement, il est plus que possible que Daech tente de répéter le scénario et de répandre encore une fois ses cellules cancéreuses un peu partout dans la région.

Avec l'arsenal considérable à sa disposition, le groupe État islamique a les reins solides et la capacité nécessaire pour déstabiliser plusieurs autres États. Le monde entier s'attend à ce que les États influents prennent l'initiative de combattre ce fléau, ce cancer qu'est le groupe État islamique. J'ai bien dit « États influents »; je pense que le Canada en fait partie, avec le concours du Québec certainement, même si nous affichons des différences.

● (1145)

Pour cela, je dois souligner que le gouvernement n'a pas failli à sa tâche. Il a l'intention d'atteindre un résultat, je le reconnais et j'entends y prêter mon concours.

Je le répète, il y a du bon, mais ce n'est pas tout à fait rose non plus. Comme d'autres collègues de l'opposition, je me questionne encore une fois quant à la décision de retirer les avions de combat CF-18 du théâtre des opérations. Essentiellement, on comprend de la promesse du Parti libéral qu'il avait l'intention de cesser les bombardements. On peut comprendre l'intention. Cela peut-il se justifier dans un renouvellement de la mission? Certainement. Toutefois, le ministre a déjà bien expliqué à la Chambre que nous devons conserver tous les atouts que nous pourrions utiliser considérant que l'ennemi et la menace sont changeants et que le plan devra évoluer avec le temps.

Donc, quand nous disposons d'équipements modernes par rapport à la force que nous affrontons, les CF-18 demeurent un élément important, que nous avons présentement en capacité de soutien, avec bien d'autres moyens d'ailleurs.

Je ne dévoile rien de nouveau en disant que le Bloc québécois est favorable au maintien de la mission aérienne en Irak et en Syrie. Par contre, il y a peut-être moyen de redéfinir le rôle de la force aérienne dans le plan proposé par le gouvernement. Là, un compromis intéressant pourrait être envisagé.

Nous croyons que les frappes sont parvenues à atteindre, du moins en partie, leur objectif depuis l'été 2014. Grâce aux frappes, les combattants kurdes de Kobané ont réussi à repousser les offensives de Daech au courant de l'automne 2014. On se rappelle qu'à l'époque, un phénomène de tache d'huile se déployait dans la région. Les frappes ont également permis aux peshmerga d'Irak de rescaper les yézidis sur le mont Sinjar. Ces populations qui ont été déplacées faisaient face à un génocide et les frappes aériennes ont certainement permis d'empêcher cela.

Bien que les frappes n'aient pas permis de détruire Daech, d'éliminer ou de rayer de la carte le groupe État islamique, elles ont quand même réussi à contenir les forces dans la région. Cela est indéniable. Comme je le disais précédemment, la force de l'organisation terroriste que nous affrontons est inouïe et exceptionnelle. Son arsenal est massif, et ses sources de revenus, très diversifiées.

J'aimerais aussi que nous puissions prendre le temps de sortir de la partisanerie relativement à cet enjeu. J'aimerais finir ce débat en félicitant le gouvernement et que le gouvernement remercie aussi l'opposition pour son travail constructif quant à cet enjeu dont nous débattons. Pour le moment, nous n'avons pas pris le temps de le faire.

Initiatives ministérielles

Bien sûr, il y a des visions différentes. J'entends le caucus du parti néo-démocrate nous parler d'une vision plus idéaliste, dans laquelle les terroristes vont échanger les AK-47 pour des branches d'olivier avec le groupe État islamique. Il y a du beau là-dedans. Nous ne sommes pas contre la vertu. Le caucus conservateur est un peu plus faucon; parfois, certains propos nous amènent à ramener l'Irak et la Syrie à l'âge de pierre pour éradiquer une menace néanmoins limitée. Le gouvernement est pris avec sa promesse électorale, coûte que coûte, mais sans peut-être prendre en compte les considérations qui s'y rattachent. Pourtant, il y a un juste milieu dans ce débat, et du moins, si cela peut apporter un éclaircissement et un rapprochement, j'espère que nous pourrions le faire. Je pense que nous pouvons le faire. J'ose croire que oui, j'ose croire que certains débats sont au-dessus des lignes partisanes à la Chambre. J'ose croire que le sort des Syriens et des Irakiens, mais surtout et plus important que tout, que le sort de nos soldats ne fasse l'objet d'aucune joute partisane.

Nous faisons face à une situation dont la gravité est extrême. Daech n'est pas seulement un groupe terroriste, c'est devenu un empire en peu de temps. Le territoire que l'organisation contrôle dépasse largement la taille de plusieurs États connus du monde moderne. Daech veut s'étendre, éradiquer des entités politiques, des États, mais surtout des êtres humains.

● (1150)

Des pans entiers de l'humanité, au Moyen-Orient, sont présentement menacés d'extermination par cette organisation, tout comme des éléments culturels historiques et importants de l'humanité, et tout cela parce les Kurdes sont kurdes, parce que les chiites ne sont pas sunnites ou parce que plusieurs, dans cette région, rêvent de liberté au lieu de prêcher la barbarie.

Bien sûr, Daech n'a pas le monopole de la cruauté dans cette région, qui a été drôlement traumatisée par son passé; l'histoire en fait état. Admettons ceci: Daech est quand même à un niveau ou même à deux niveaux au-dessus du reste sur le plan de la barbarie présentement déployée dans la région.

Il est clair qu'il y a urgence d'intervenir. La menace pour les peuples de cette région, et pour nous également en Occident, est sans précédent. Que le gouvernement décide d'une autre stratégie que celle des bombardements peut se débattre. Ce n'est que mon opinion, mais j'admets qu'il y a quand même matière à discussion.

Après tout, les frappes ont quand même permis à elles seules de contenir la force ennemie. Un véritable plan est nécessaire de même que du véritable leadership et des décisions d'hommes et de femmes d'État pour atteindre cet objectif. Pour cela, je suis prêt à tendre la main au ministre de la Défense nationale. En effet, je ne veux pas faire de politique partisane sur le dos de nos soldats. On ne peut pas me demander cela; c'est hors de question. De bonne foi, je tends donc la main.

Je n'ai en tête que les militaires ainsi que les victimes du conflit lorsque je tiens à débattre du conflit opposant le monde à la barbarie. Il n'y a pas de compromis sur cette question. Par le passé, plusieurs grands chefs d'État ont déjà démontré qu'on pouvait arriver à cette entente. Je pense à de Gaulle, à Churchill et à Roosevelt, pour ne nommer que ceux-là. Les exemples ne manquent pas pour nous guider dans nos décisions et les prendre.

Je reviens sur la décision du gouvernement de retirer les CF-18 du théâtre des opérations. Bien que je ne croie pas que ce soit la bonne stratégie, je suis prêt à travailler dans le but de nous assurer que la nouvelle mission sera couronnée de succès. Cela, c'est clair.

Toutefois, pour que cela puisse se faire, je crois que nous devons néanmoins nous assurer aussi que la protection des hommes et des

femmes qui seront déployés au sol se fera dans des conditions professionnelles. Nous sommes sur le point d'envoyer des troupes en territoire kurde d'Irak. Ce n'est quand même pas une zone simple.

En ce moment, nous avons beaucoup de doutes. Beaucoup d'analyses sont à faire lorsqu'on veut déployer 850 hommes et femmes dans une mission de la nature et de l'importance de la nôtre. Or beaucoup de doutes et de questionnements sur cette question demeurent.

Je suis convaincu qu'un compromis sur les chasseurs CF-18 reste possible. Il faut se rappeler que le groupe État islamique est un ennemi diffus. À tout moment, cette organisation peut revenir à sa stratégie de déstabilisation traditionnelle. Nous n'aurions aucune certitude d'avoir éliminé cette organisation même si nous venions à bout de ses capacités de contrôler des pans importants de territoire irakien et syrien.

Il me paraît à propos de maintenir les chasseurs CF-18 dans la région, sans nécessairement maintenir la mission de bombardement qui y était traditionnellement rattachée. Essentiellement, cette mission consisterait à les garder en position en cas de pépin. Ce n'est pas compliqué. D'ailleurs, nous le faisons déjà dans une zone d'opérations dont on ne parle plus: six CF-18 sont déjà en Ukraine et ne servent strictement à rien.

Si le Canada a la capacité de maintenir une force de frappe aérienne qui ne sert strictement à rien dans un soi-disant théâtre des opérations, je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas maintenir quatre malheureux CF-18 en position d'attente en cas de pépin dans l'éventualité où la mission changerait de nature ou dans celle où des conditions menaçantes qui pèseraient sur nous.

Voilà le compromis par rapport aux CF-18 que nous suggérons au gouvernement. Nous souhaitons qu'il le prenne en considération. Le gouvernement a pourtant le choix de cesser de plomber l'ennemi par les airs tout en conservant une force de frappe préventive, comme je le disais.

● (1155)

C'est nécessaire, afin d'assurer la sécurité de nos forces présentes au sol, mais surtout de continuer à endiguer l'organisation qu'est le groupe armé État islamique. On est dans une ère militaire où le nerf de la guerre moderne se situe dans les airs. On ne peut pas nier cela. Pourquoi abandonner un atout, un avantage stratégique que la force ennemie qu'on affronte ne peut disposer? Poser la question, c'est y répondre.

C'est pour cela que j'ai de sérieux doutes quant à la décision du gouvernement de retirer *ipso facto* ces chasseurs d'Irak et de Syrie. Il me semble que c'est une décision davantage politique que stratégique.

Nous allons bientôt avoir près de 880 femmes et hommes armés et présents en Irak, en territoire kurde et possiblement en Jordanie. Je me risque à croire que nos hommes et femmes seront déployés sans protection suffisante, compte tenu de la nature de la tâche qu'on leur demande.

Initiatives ministérielles

Il me semble que le gouvernement aurait tout à gagner, présentement, à dire qu'on déteste tous la guerre, que ce n'est jamais une décision facile à prendre — comme je l'ai dit d'entrée de jeu — mais que, parfois, on n'a pas d'autre choix que de réexaminer nos décisions et de reconsidérer la situation. Il me semble que ce serait la décision responsable à prendre actuellement, d'autant plus qu'on est sur le point de mettre sur pied une importante mission humanitaire pour compléter le tout. Cependant, j'ai des réserves par rapport à nos capacités en ce qui concerne la sécurisation de notre volet humanitaire, mais aussi de notre intervention militaire elle-même. Dans l'objectif de mettre fin à la guerre, c'est nécessaire d'avoir une mission professionnelle.

Je ne contrôle pas la décision. Dans l'opposition, nous ne contrôlons pas la décision de déployer nos hommes et nos femmes, mais le devoir qui nous interpelle ici aujourd'hui, c'est de pouvoir influencer sur la décision pour que les choses se fassent de façon professionnelle et de la manière la plus sécuritaire possible.

Au Bloc, nous avons hâte de connaître la réponse à une grande question, soit de savoir qui sera vraiment chargé de protéger nos troupes au sol.

Quand nos troupes font de la formation, elles ne s'occupent pas de la sécurité. Elles n'assurent pas leur propre sécurité. Il y a d'autres éléments sur le terrain qui s'occupent de leur sécurité. J'en déduis — et j'aimerais avoir des réponses ultimement sur ce point — qu'elles dépendront des forces de sécurité privées sur le terrain. Il me semble évident que ce seront les forces armées irakiennes ou les peshmergas kurdes qui vont assurer la protection de nos formateurs, si formateurs ils sont. Or les peshmergas sont déjà débordés. Ils mènent une lutte mémorable contre les forces de Daech, mais ils sont également essoufflés et étirés au maximum sur leur ligne de front. De plus, le gouvernement kurde d'Irak doit composer avec une réalité troublante dans la région. En effet, il est peut-être possible, par exemple, que l'aviation turque bombarde le territoire pour contrer de possibles actions du PKK dans le Kurdistan irakien.

Bref, une telle situation de déploiement dans cette région expose nos troupes à des tirs de toutes parts. Ce n'est quand même pas rien cela comme décision.

La formation, c'est de la formation. Cela sous-entend que nos troupes font de la formation. Pendant qu'elles font cela, elles ne sont pas en train d'agir comme mentors auprès des troupes régulières, l'armée irakienne notamment, pour s'exposer à des risques. Je demande donc sincèrement au gouvernement de s'assurer que nos troupes déployées au sol pour donner la formation donnent la formation, si c'est son intention. Toutefois, il ne faut pas confondre mentorat opérationnel et formation. Ce sont deux choses distinctes et majeures.

Déployer 880 hommes et femmes sur plusieurs fronts en petits groupes comme les forces spéciales peuvent le faire, peut les exposer à des risques. Le chef d'état-major de la Défense a déjà confirmé qu'il y aurait des risques énormes. J'espère donc qu'on jouera de façon un peu plus sécuritaire et qu'on ne mettra pas la vie de nos hommes et femmes entre les mains de forces qui ne sont même pas capables de se défendre elles-mêmes. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle on demande à les former, mais on ne doit pas exposer nos troupes de façon irresponsable, sans élément de protection valable. Dans la coalition, il faut se demander qui sera au sol avec nous.

• (1200)

M. Fayçal El-Khoury (Laval—Les Îles, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours.

Le ministre de la Défense nationale a toutes les qualifications et l'expérience requises pour gérer une telle mission. De plus, les commandants qui travaillent sur le terrain suivent quotidiennement la situation sur le théâtre des opérations avec le ministre de la Défense nationale.

Notre gouvernement fait confiance au ministre de la Défense nationale et à nos commandants sur le terrain. Quand ils voient que d'autres mesures sont nécessaires afin d'améliorer l'efficacité de la lutte contre Daech, ils n'hésitent pas à les prendre. Le gouvernement appuie leurs recommandations.

La question que je poserai à mon collègue est simple. Fait-il confiance à notre ministre de la Défense nationale et aux commandants qui travaillent sur le terrain pour opérer et gérer une telle mission?

M. Michel Boudrias: Monsieur le Président, je fais confiance au ministre. D'ailleurs, c'est un homme pour qui j'ai beaucoup d'estime. Par contre, comme il l'a dit lui-même, la situation en Irak et en Syrie change constamment.

C'est bien d'être à l'affût de l'information, parce qu'elle est une part importante de la gestion d'un conflit. Toutefois, se priver de certains équipements névralgiques ne me semble pas approprié. Cela me semble même un peu risqué. Il y a une certaine improvisation que nous devons éviter.

Ce que je dis et ce que je demande, c'est de nous assurer de professionnaliser davantage la situation, pour éviter de nous retrouver devant un imprévu auquel nous ne pourrions pas répondre si nos troupes sont déployées. Le ministre est capable de gérer la situation, mais je fais tout autant confiance à nos forces armées, qui sont très compétentes.

Finalement, ce n'est pas le ministre qui va gérer ce qui se passe sur le terrain, ce sont nos hommes et nos femmes et le commandement de nos forces armées. Il faut d'abord nous assurer qu'ils ont l'équipement, le matériel, le soutien d'approvisionnement et une sécurisation de leur ligne d'approvisionnement, et ce, tant au niveau humanitaire que dans une zone de combat comme celle dans laquelle nous travaillons. L'action humanitaire sans la sécurisation, c'est très difficile.

En fait, la question n'est pas de savoir si je fais confiance ou non au ministre ou si j'ai de l'estime pour lui, mais plutôt de nous assurer que les forces que nous déployons et que nos ONG travaillent dans un contexte, un environnement le plus sécuritaire possible.

• (1205)

L'hon. K. Kellie Leitch (Simcoe—Grey, PCC): Monsieur le Président, dans ma circonscription, j'ai le privilège de représenter la Base des Forces canadiennes Borden, le plus grand centre de formation des Forces armées canadiennes. Je crains que cette mission augmente les risques pour les membres des Forces, comme ceux de la base de Borden, que je représente.

[Traduction]

J'aimerais que le député nous dise ce que nous devrions faire, d'après lui, pour appuyer nos soldats sur le terrain.

Initiatives ministérielles

[Français]

M. Michel Boudrias: Monsieur le Président, essentiellement, ce n'est pas sorcier. Qu'il s'agisse de cette mission ou de quelqu'autre mission, il faut toujours nous assurer d'avoir des ressources à la hauteur de nos ambitions. Il n'y a pas de solution miracle dans ces contextes-là. La moindre des choses, quand on prend la responsabilité de déployer des forces, peu importe la nature de la mission, qu'on soit d'accord ou non avec l'objectif d'une mission, du moment que la décision est prise, est de s'assurer que cela est fait dans les meilleures conditions possibles et que rien n'est laissé à l'improvisation ou aux aléas d'une circonstance qui évolue constamment. Ce n'est pas compliqué. Un bon plan réside dans sa simplicité. C'est du moins ce que je me rappelle de l'école militaire.

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours. Je tiens également à saluer sa contribution passée aux forces armées. Par contre, je suis un peu surpris.

Le Bloc québécois a toujours été un partisan de la paix, de l'aide internationale, de la solidarité et du respect des institutions internationales comme l'OTAN ou les Nations unies. Dans ce cas-ci, il s'agit d'une aventure militaire qui est complètement en dehors de tout cadre international. C'est une rupture avec la tradition du Bloc québécois, qui militait pour la paix et qui refusait d'embrasser les aventures militaires, surtout lorsqu'elles ne sont pas du tout encadrées et qu'elles n'ont aucun objectif.

Premièrement, j'aimerais que mon collègue m'explique davantage ce revirement de position de son parti.

Deuxièmement, j'aimerais qu'il m'explique pourquoi il entremêle l'action militaire et l'aide humanitaire, alors que tout le monde sait qu'il faut séparer les deux. Ce sont deux objectifs, deux mouvements, qui ne doivent pas être mélangés.

M. Michel Boudrias: Monsieur le Président, ce n'est un secret pour personne que je suis indépendantiste.

J'inverserai la question de mon collègue: s'il était maître de sa politique étrangère, le Québec définirait bien autrement son approche. Toutefois, comme je l'ai dit d'entrée de jeu, dans mon allocution, la décision n'est pas de notre ressort. Nous subissons une décision qui n'est pas nécessairement la nôtre.

Une chose importante dont mon collègue doit se rappeler, c'est que le tiers de la force qui sera déployée, malgré nous, est québécoise. Cela m'interpelle énormément.

Ce serait la moindre des choses que mon collègue écoute la réponse à sa question. Étant donné qu'il n'écoute pas, je vais arrêter ma réponse à l'instant.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'apprécie plusieurs des commentaires que le député a faits aujourd'hui. Il est dit dans la motion que nous soumettrons de nouveau cette question à la Chambre d'ici deux ans pour réévaluation. Nous tentons ainsi de montrer que nous sommes ouverts et avons un grand sens des responsabilités. Nous estimons que c'est positif.

Je me demande si le député pourrait convenir qu'il s'agit d'un effort de longue durée que nous devons parfois réévaluer. Mais, pour aujourd'hui, compte tenu des engagements pris et de l'expérience et des compétences que nous avons acquises en Afghanistan, c'est la voie à suivre. Ce serait admirable d'appuyer

cette motion, de voir le Bloc l'appuyer et de voir si le Bloc a finalement pris position sur cette motion.

[Français]

M. Michel Boudrias: Monsieur le Président, dans ce sur quoi nous nous apprêtons à voter, il y a un flou artistique autour du mot « plan ». Il n'y a pas beaucoup d'éléments substantiels qui nous permettent de prendre une décision juste et éclairée. Nous sommes dans l'ignorance.

Cela nous amène à un temps de réflexion, car en ce qui concerne le vrai plan, c'est le chef d'état-major qui va, malheureusement et heureusement, donner l'ordre que le gouvernement s'apprête à lui confier. En ce qui concerne la nature du déploiement et l'équipement requis, le vrai plan viendra des forces armées, en fin de compte. À ce moment-là, nous aurons peut-être un meilleur aperçu afin de prendre une décision éclairée.

Tout à l'heure, j'ai évoqué d'énormes inquiétudes concernant la sécurité de nos troupes. Il y a toujours trop de questions sans réponse satisfaisante. Nous avons encore du temps pour débattre. Nous voterons, certes, mais notre position est en évolution. Il n'y a rien de cantonné. L'approche du Bloc québécois vise présentement à éclairer la Chambre afin que le gouvernement considère les conditions dans lesquelles il entend déployer nos forces dans le but de combattre le groupe État islamique. Ce n'est pas une décision simple qui est présentement à l'ordre du jour. On remanie complètement l'approche qui était en vigueur jusqu'à maintenant.

● (1210)

[Traduction]

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais entendre le point de vue de mon collègue sur le fait que les CF-18 ont été retirés avant même que cette décision ait été mise aux voix au Parlement. Le député pense-t-il que cette façon de faire correspond à l'ouverture et à la transparence que le gouvernement libéral se targue d'avoir?

[Français]

M. Michel Boudrias: Monsieur le Président, il me semble que cela aurait été la moindre décence d'attendre la conclusion des débats, afin d'être conséquent. Que les appareils demeurent cloués au sol le temps que nous en débattions et que nous prenions une décision, cela aurait été la moindre des choses. Toutefois, nous sommes devant un fait accompli. Que pouvons-nous faire? C'est ainsi.

Mme Hélène Laverdière (Laurier—Sainte-Marie, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais préciser en commençant que je vais partager le temps dont je dispose avec mon collègue le député de Cowichan—Malahat—Langford.

Évidemment, nous sommes tous d'accord pour dire que le groupe armé État islamique commet d'horribles crimes, des actes absolument barbares en Irak et en Syrie et que, de plus, il menace la sécurité de tous dans le monde. Nous sommes tous d'accord sur le fait que, essentiellement, il faut s'en débarrasser, qu'il faut se débarrasser de son message de haine et qu'il faut le faire aussi, je crois, en ne créant pas en même temps d'autres monstres.

La semaine dernière, le gouvernement nous a enfin présenté son plan pour faire face à cet énorme défi. Je vais le dire tout de suite en débutant: certains éléments de ce plan, en principe tout au moins, sont intéressants sur papier. Je pense notamment à l'augmentation de l'aide humanitaire, chose que nous avons longtemps demandée. Je suis donc contente de voir qu'il y a une hausse de notre aide humanitaire.

Initiatives ministérielles

L'aide au développement est une autre chose que nous avons toujours demandée, et je suis contente de la retrouver dans le plan, notamment pour éviter que la déstabilisation se propage partout dans la région et vers des pays fragiles comme le Liban ou encore la Jordanie.

De plus, il est certain que les efforts diplomatiques constituent une clé essentielle de la solution à ce problème.

[Traduction]

En théorie, tout a l'air d'aller, mais il y a des lacunes évidentes. Tout d'abord, il y a la question de la mission de combat. S'agit-il d'une mission de combat, même si le gouvernement refuse de l'admettre? En campagne électorale, lorsque les libéraux ont affirmé qu'ils allaient retirer les CF-18, je crois que la majorité des gens ont compris que le Canada allait se tenir loin de l'aspect militaire de la mission et se focaliser sur autre chose. Voilà une façon bien particulière de se retirer de la mission de combat.

En ce qui concerne les frappes aériennes, soyons honnêtes: nous n'aurons plus de CF-18, mais nous contribuerons au ravitaillement en carburant, à l'identification des cibles et à toute cette sorte de choses. Nous participons toujours aux bombardements.

Nous allons également tripler nos effectifs militaires sur le terrain, et nous allons faire cela sans paramètres clairs, sans stratégie de retraite, et sans critères de réussite ou sans savoir comment nous aurons réalisé ce que nous cherchions à accomplir. C'est une mission de combat, une mission de combat avec des troupes au sol. Nous savons que, sous les conservateurs, les troupes passaient beaucoup de temps sur la ligne de front. Le sergent Doiron a été tué au front. Et maintenant, nous allons tripler nos effectifs, ce qui, comme l'a reconnu le général Vance, va augmenter les risques pour nos militaires.

J'ai trouvé intéressant d'entendre certains députés libéraux dire ce matin que le gouvernement est prêt à combattre le groupe État islamique sur le terrain. S'il ne s'agit pas d'une mission de combat, de quoi s'agit-il donc? Est-ce un éléphant? Chose intéressante, quand le premier ministre était dans l'opposition, il a dit que le gouvernement devait énoncer clairement ce qui constitue ou non un rôle de combat. Maintenant que son parti forme le gouvernement, il se montre tout aussi ambigu. Il devrait reconnaître qu'il s'agit d'une mission de combat. Il le doit aux Canadiens et, surtout, aux militaires eux-mêmes, à savoir aux hommes et aux femmes qui servent dans les forces armées.

Nous allons aussi donner des armes aux Kurdes. Nous n'arrivons même pas à suivre la piste des armes que nous vendons à l'Arabie saoudite, qui aboutissent maintenant au Yémen. Qui sait ce que nous apprendrons demain? Que fera le gouvernement au juste pour s'assurer que ces armes ne seront pas utilisées à mauvais escient ou qu'elles ne tomberont pas entre de mauvaises mains?

• (1215)

La formation offerte aux Kurdes concernera-t-elle seulement le combat? Peut-être qu'il faudrait aussi parler des droits de la personne et du respect du droit international, parce que cela fait partie du problème. Je dis cela parce qu'Amnistie internationale nous a appris récemment que les Kurdes ont probablement commis des crimes de guerre pendant les combats qu'ils ont menés. Par conséquent, la formation doit assurément porter sur ce sujet.

Il y a d'autres problèmes. Le plan parle de gouvernance de façon générale, mais sans aborder la question en détail. En fait, il comporte peu d'information.

[Français]

Que va faire exactement le gouvernement du côté de la gouvernance? On nous dit qu'on va envoyer des conseillers au ministère de la Défense. Cela me semble davantage être en vue de faire du recrutement de renseignements, par exemple. Or il y a tellement à faire sur le plan de la gouvernance. Le groupe armé État islamique a réussi à s'installer dans le pays à cause de la dislocation de la société irakienne. Il faut travailler à cela, sinon aujourd'hui ce sera le groupe armé État islamique, et demain ce sera un autre.

Pourquoi le Canada ne travaillerait-il pas, par exemple, à faciliter un processus de réconciliation en Irak? C'est seulement comme cela qu'on va réussir à régler le problème à long terme. Il en va de même de l'engagement diplomatique. On dit qu'on va s'engager diplomatiquement. C'est très bien, mais qu'arrivera-t-il ensuite? Que propose-t-on au juste?

Enfin, certains éléments centraux du mandat que l'ONU nous a confié sont essentiels pour étouffer le groupe armé État islamique, non seulement au Moyen-Orient et en Libye, mais partout dans le monde. Il faut lui couper l'approvisionnement en armes, en argent et en combattants. Le plan libéral n'est vraiment pas très fort à cet égard et reste à peu près muet là-dessus.

Ce qui me frappe, entre autres, c'est qu'il n'y a absolument rien sur la déradicalisation. Par exemple, sachons-le, les événements qu'on a vus à Paris, à Jakarta et à Ouagadougou et qui ont mené au renforcement de la volonté de détruire non seulement le groupe armé mais cette idéologie haineuse, sont le fait de gens qui avaient été radicalisés dans leur propre pays. Pourquoi alors le plan des libéraux ne parle-t-il même pas de déradicalisation?

• (1220)

[Traduction]

Il me reste seulement quelques minutes pour dire que j'ai peur de nous voir répéter les erreurs du passé. Nous avons essayé l'approche militaire à divers endroits dans le monde et, malheureusement, le résultat n'est pas très bon. En fait, nous remportons peut-être des batailles depuis 20, 30 ou 40 ans, mais nous perdons la guerre contre le terrorisme.

C'est un nouveau genre de guerre, une guerre du XXI^e siècle. C'est une guerre de propagande et c'est une guerre qui génère le chaos et laisse les conflits entiers.

On nous apprend que les villes qui ont été reconquises sont, dans certains cas, complètement détruites. Apparemment, 80 % de Ramadi est en ruines. La population ne peut pas y retourner.

Après les attentats à Paris et à d'autres endroits en Europe, certaines règles d'engagement ont été assouplies, alors les combats feront inévitablement plus de victimes civiles. Sommes-nous en train d'accroître le chaos? Sommes-nous en train de nourrir les conflits? Dans l'affirmative, nous ne faisons qu'exacerber le problème.

Mettons nos espoirs dans ce qui peut donner de bons résultats. L'aide humanitaire en fait partie, mais, avant toute chose, il faut couper les vivres à ces groupes. Il faut les empêcher d'être alimentés en armes, en argent et en combattants étrangers. Et tâchons de trouver une solution politique en Syrie et en Irak.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, la députée semble s'étonner des propos de certains députés libéraux au sujet du rôle du Canada, et je trouve cela intéressant. Soyons clairs: les bombardements se poursuivront. La coalition mondiale s'en assurera. Il y aura manifestement des combats sur le terrain également.

La motion énonce clairement le rôle du Canada. Contrairement à ce que disent la députée et d'autres membres du caucus néo-démocrate, la motion est très claire. Il suffit de la lire et d'écouter les discours de bon nombre de mes collègues libéraux.

Nous augmenterons la taille de la force de formation à partir de l'expertise que nous avons acquise en Afghanistan, notamment. C'est important. Le Canada a beaucoup à offrir. Le gouvernement a décidé de tripler la taille de la force de formation.

La députée ne croit-elle pas que le Canada peut se servir de l'expertise qu'il a acquise en Afghanistan pour combattre le groupe État islamique?

[Français]

Mme Hélène Laverdière: Monsieur le Président, tout d'abord, je veux remercier mon collègue de sa question. Cela étant dit, je vais être en désaccord avec lui sur un aspect important.

[Traduction]

Mon collègue dit qu'il suffit de lire la motion et les documents d'information, et d'écouter les réponses du ministre pour comprendre ce qu'il en est réellement.

Le général Vance dit qu'il risque d'y avoir plus de victimes en raison de la formation que nous offrirons. S'il y a du transport à l'intérieur du théâtre des opérations, si nous continuons tout simplement ainsi, rien n'indique que la mission sera différente de ce qu'elle était. Il y aura donc du ciblage sur la ligne de front. Nos militaires passeront beaucoup de temps sur la ligne de front avec les Kurdes. Nos collègues libéraux disent que nos troupes sont prêtes à combattre sur le terrain.

Nous devons aller un peu plus loin que la motion et prendre tout cela en considération, et tout le monde verra qu'il s'agit d'une mission de combat.

• (1225)

M. Mark Strahl (Chilliwack—Hope, PCC): Monsieur le Président, je comprends la position des députés du NPD. Je ne suis pas d'accord avec eux, mais, au moins, leur position s'accorde avec leur idéologie. Ils s'opposent à ce que nous envoyions nos militaires au combat, surtout lorsque celui-ci se passe à l'étranger, ce qui est généralement le cas.

On dirait que le gouvernement libéral veut avoir le beurre et l'argent du beurre. D'une part, il veut accroître l'aide humanitaire et appuyer d'autres initiatives qui ont déjà été mises en œuvre sur le terrain, et d'autre part, il souhaite se retirer des frappes aériennes. Ma collègue en a parlé dans son discours. Nos forces participeront à ces opérations dans une large mesure. Elles vont tracer les cibles sur le terrain, ravitailler les avions de chasse, et faire des vols de reconnaissance avec les Auroras afin que la coalition puisse choisir des cibles.

Puisque nos troupes devront faciliter les frappes aériennes, ma collègue pense-t-elle que le gouvernement ira jusqu'à laisser les CF-18 dans la région où se déroulent les combats?

[Français]

Mme Hélène Laverdière: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question que je trouve effectivement très pertinente.

Le député comprendra que nous ne sommes pas d'accord avec le fait de garder les CF-18 dans la région. Toutefois, il est vrai que le gouvernement semble vouloir le beurre et l'argent du beurre. Il dit une chose et en fait une autre. On se retire de la mission de combat, mais quand on examine les détails, dans le fond, on ne s'en retire pas tant que cela. Cela semble devenir une routine puisqu'on a vu la

Initiatives ministérielles

même attitude sur d'autres sujets alors que le gouvernement s'opposait à certaines choses, mais votait en leur faveur. C'est donc assez intéressant.

Effectivement, j'aimerais que le gouvernement soit plus clair, notamment sur la question de savoir s'il s'agit d'une mission de combat ou non, comme je le disais dans mon bref discours. Le gouvernement doit la vérité aux Canadiens et à nos hommes et nos femmes dans les forces armées.

[Traduction]

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPD): Monsieur le Président, aujourd'hui, je vais parler de ce que je considère comme une motion très malavisée de la part du gouvernement libéral.

La motion est assez verbeuse, et je dirais qu'il y a des aspects positifs, notamment parce qu'elle parle d'investir considérablement dans l'aide humanitaire, d'accroître les efforts visant à trouver des solutions politiques au conflit, et, bien sûr, d'accueillir des dizaines de milliers de réfugiés syriens au Canada.

Cependant, la question essentielle est la décision des libéraux d'élargir la portée de la mission militaire du Canada en Irak, et je ne peux, en toute bonne foi, appuyer cette décision.

Cette question est depuis un certain temps un point de discorde au sein du Parti libéral. Les Canadiens ont été témoins des tergiversations des libéraux sur ce qu'il faudrait faire contre le groupe État islamique. En effet, le parti semblait se contredire à tout moment, car il était tantôt pour, tantôt contre la mission militaire.

Après des mois à attendre la promesse de retrait de nos CF-18, nous apprenons que les libéraux ont un nouveau plan qui nous apporte plus de questions que de réponses. Il manque à cette motion la partie la plus importante.

On ne sait pas quels paramètres serviront à évaluer le succès de la mission. En fait, je ne vois que quelques différences superficielles entre cette nouvelle mission et la mission initiale des conservateurs. On dit encore qu'il s'agit d'une mission de conseil et de soutien, exactement comme à l'époque des conservateurs. Les libéraux triplent le nombre de conseillers qui travailleront auprès des militaires irakiens, alors que d'autres travailleront sur les lieux de combat.

La fin de la mission de bombardement promise par le gouvernement a mené à un renforcement de la présence militaire canadienne dans la région. Le Canada continuera de tracer des cibles pour les bombardiers d'autres pays. Les libéraux ont déjà déclaré qu'il fallait établir une distinction claire entre les activités liées aux combats et celles qui ne le sont pas. Cette distinction est importante, en effet, mais la motion à l'étude la rend plus floue que jamais.

Nous savons que les militaires canadiens ont déjà essuyé les tirs du groupe État islamique quand ils se trouvaient sur le front pendant leur mission de conseil et de soutien. Le premier ministre ne peut pas, de bonne foi, nier que les soldats seront mêlés aux combats. Le décès du sergent Doiron a rappelé vivement aux Canadiens les risques que courent les militaires déployés sur le front.

Le premier ministre n'a pas établi les paramètres qui encadreront les activités canadiennes sur le terrain jusqu'à la fin de la nouvelle mission. Notre expérience en Afghanistan a démontré que, surtout en contexte de guerre, une mission de formation comporte autant de risques pour les militaires canadiens qu'un travail dans les zones de conflit actives.

Initiatives ministérielles

Le gouvernement parle maintenant d'une mission d'une durée indéterminée. Nous savons tous ce que cela a donné en Afghanistan. Ne craignez rien, car les libéraux nous ont assurés que cette mission d'une durée indéterminée coûtera 264 millions de dollars. Le gouvernement ne fait pas preuve de transparence vis-à-vis des gens. Si nous ignorons la date à laquelle la mission se terminera, comment pouvons-nous savoir combien elle coûtera?

L'histoire des interventions militaires occidentales au Moyen-Orient remonte plusieurs siècles en arrière. Les croisades ont marqué le commencement d'une série de campagnes organisées, mais ce n'est qu'au XIX^e siècle, avec les guerres de Napoléon, que les pouvoirs européens se sont mis à tout essayer pour morceler la région.

Les frontières modernes, aussi droites que si elles avaient été tracées avec une règle, ont été, en grande partie, imposées par les Français et les Britanniques à ce qu'il restait de l'Empire ottoman à la fin de la Première Guerre mondiale. Les vainqueurs se sont peu souciés des différentes cultures et divers groupes religieux et ethniques qui ont été forcés de cohabiter — avec les conséquences que l'on connaît aujourd'hui.

Les Kurdes ont vu leur terre natale divisée entre cinq pays, dont la Syrie, l'Irak et la Turquie, trois nations au cœur du conflit qui fait rage. Nous fournissons des armes aux Kurdes, ce qui soulève évidemment bien des questions quant aux conséquences à long terme de pareille mesure.

J'ai le sentiment que le débat ne nous fournit pas assez de réponses à ces interrogations. Comment être certains que ces armes ne tomberont jamais dans de mauvaises mains? Ou qu'elles ne serviront pas à bafouer les droits fondamentaux de certaines personnes? Le gouvernement s'est-il demandé quels étaient les objectifs à long terme des Kurdes? Car je rappelle qu'ils souhaitent la création d'un État indépendant dans la région. Ces questions n'ont pas été abordées, ce qui veut dire qu'il y a un trou béant dans la politique étrangère du Canada pour cette région du globe.

Ce ne sont pas les seules questions que la motion passe sous silence. Il y a trois ans, l'EIIS n'existait pas. Qu'est-ce qui a pu créer un climat propice à une croissance aussi rapide et à la perpétration d'aussi terribles atrocités? Ces questions devraient être au cœur de notre réflexion, et c'est à nos risques et périls que nous en faisons fi.

• (1230)

Pour dire les choses simplement, l'EIIS est le produit d'un génocide qui a été perpétré impunément pendant que le reste du monde regardait sans rien faire. Il a vu le jour parce que plus de 200 000 Syriens ont été tués et que des millions d'autres ont dû quitter leur domicile et renoncer à leurs rêves et à leurs espoirs. Ce n'est pas un hasard s'il a pris naissance dans les territoires arabes sunnites d'Irak et de Syrie. Les gouvernements de ces deux pays ont favorisé la violence sectaire au sein de leur population sunnite respective.

La motion libérale dont la Chambre est présentement saisie montre que nous n'avons tiré aucun enseignement de l'invasion et de l'occupation de l'Irak en 2003, sous la direction des États-Unis, car c'est précisément cette opération qui a créé le chaos et les conditions favorables à la résurgence du terrorisme dans cette région du globe. Si nous nous entêtons à répondre par la voie militaire à un problème qui requiert une solution politique, nous ne verrons jamais le bout du tunnel.

L'EIIS, et Al-Qaïda avant lui, ne sont rien d'autre que l'une des têtes de l'hydre. Coupons-là, et elle sera aussitôt remplacée par deux autres.

Les militaires des Forces canadiennes font un travail extraordinaire. Ils entreprendront avec compétence et professionnalisme la mission qui leur sera confiée. Le hic, c'est que la mission est mal définie et ne comporte pas d'échéanciers ni de conditions de victoire, ce qui nous rappelle la mission en Afghanistan. Évitions de reproduire le même scénario.

Nous revenons sans cesse sur l'importance de doter les troupes des outils nécessaires, mais nous, députés, avons aussi le devoir de leur confier une mission claire, assortie d'une stratégie de retrait et d'objectifs de réussite. Un autre engagement indéfini ne fera qu'exposer encore davantage les troupes au danger.

Depuis 2011, les troubles et les conflits en Syrie ont forcé plus de 4,5 millions de réfugiés à fuir vers les pays voisins, ce qui a créé d'immenses besoins en aide humanitaire. Les réfugiés ne sont pas les seuls à souffrir, car la situation des 13,5 millions de personnes en Syrie exige une intervention humanitaire urgente.

Nous avons un rôle important à jouer pour contrer la menace que pose l'EIIL à la communauté internationale et pour atténuer les souffrances des civils pris dans le conflit.

La position des néo-démocrates sur la question a toujours été claire. Certaines mesures doivent être prises. Le Canada ne doit absolument pas participer au combat. Nous devrions nous employer à bloquer l'approvisionnement en armes et le financement du groupe État islamique, ainsi que l'enrôlement de combattants étrangers par celui-ci. Non seulement ces mesures seraient efficaces, mais elles cadreraient avec les résolutions et les mandats des Nations Unies.

Le gouvernement libéral ne dit mot au sujet de la signature du Traité sur le commerce des armes. La ratification de ce traité aurait pourtant un plus grand effet dissuasif sur l'EIIS que la présence de soldats canadiens sur le terrain.

Prétendre que l'on met fin à la mission de bombardement est une affirmation absurde. Nous larguons auparavant des bombes, et maintenant nous marquons les cibles afin que d'autres pays puissent larguer les leurs. Ne suis-je pas tout aussi coupable si je donne des instructions à quelqu'un armé d'un bâton que si je brandis le bâton moi-même? Je participe tout autant au combat. Prétendre le contraire nuit au débat.

Je me rappelle que, durant la précédente législature, le premier ministre actuel critiquait les conservateurs parce qu'ils voulaient accroître la participation du Canada à une mission de combat vague et potentiellement infinie. Pourtant, rien n'a changé: les libéraux ont fait une promesse et, maintenant, ils nous jettent de la poudre aux yeux pour faire comme si quelque chose avait changé.

Le gouvernement libéral ne peut tout simplement pas affirmer honnêtement que les Forces canadiennes ne combattront pas dans l'exercice de leur rôle élargi de conseil et d'assistance. Il fabule s'il pense proposer une mission sans combat alors qu'il ne fait qu'élargir le plan des conservateurs.

Je me réjouis que les libéraux aient saisi la Chambre de la question. J'espère qu'ils comprennent les arguments que les néo-démocrates font valoir dans l'espoir d'organiser l'opposition la plus efficace possible à l'EIIS.

On ne peut s'attendre à régler ce sérieux problème par des moyens militaires en se contentant d'élargir la mission de conseil et d'assistance des conservateurs et de déployer encore plus de soldats sur le terrain.

Les néo-démocrates continueront de s'opposer à la motion du gouvernement tout en proposant d'autres solutions possibles à la crise.

•(1235)

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais que le député nous parle davantage des façons de freiner le recrutement des extrémistes, autant ici qu'à l'étranger.

M. Alistair MacGregor: Monsieur le Président, j'y ai fait allusion dans mon discours, lorsque j'ai parlé des conditions qui ont mené à la montée de l'EIIS et de l'extrémisme en Irak.

Les gens ne prennent pas les armes sans raison. Il y a une raison valable. Si l'on examine la façon dont les sunnites ont été traités en Irak et en Syrie, on comprend que nombre d'entre eux aient été poussés vers une forme d'extrémisme. Il n'y a aucune excuse pour le terrorisme. Je tente toutefois de déterminer les conditions qui ont mené à son émergence.

Cette organisation attire des gens de partout dans le monde. Pour être plus efficace, le Canada pourrait notamment établir sur son territoire une stratégie de déradicalisation, laquelle serait fort utile pour éviter que d'autres combattants étrangers se rendent dans cette région du monde et contribuent ainsi à jeter de l'huile sur le feu là-bas.

M. Frank Baylis (Pierrefonds—Dollard, Lib.): Monsieur le Président, le député fait valoir un bon point. Il nous faut comprendre les causes de la montée de l'EIIS. C'est une bonne chose à faire. Toutefois, je ne crois pas que personne ici ne dira que l'EIIS n'est pas un ennemi à battre. D'un côté de la Chambre, on dit: « Nous allons nous battre pour vous. » De l'autre côté, on dit: « Nous allons vous parler et tenter de vous persuader de changer d'idée. » Nous, nous disons ceci: « Nous allons vous montrer comment vous battre. »

Il y a un vieux dicton qui dit: « Quand un homme a faim, mieux vaut lui apprendre à pêcher que de lui donner un poisson. » Nous voulons leur apprendre à pêcher. Nous n'allons pas nous battre à leur place, mais nous n'allons pas les abandonner. Nous allons leur apprendre à se battre.

Je demande au député pourquoi cela ne permettrait pas d'éliminer l'EIIS.

M. Alistair MacGregor: Monsieur le Président, après 2003, les Américains ont dépensé des milliards de dollars en Irak en vue d'essayer de former les forces de sécurité irakiennes. Lorsque le groupe État islamique est arrivé, les forces ont plié comme une tente bon marché.

Ces forces ne seront pas efficaces si la moitié de la population ne leur fait tout simplement pas confiance. Le problème dépasse la formation des forces sur le terrain. Nous devons arriver à une solution politique. La réalité demeure qu'en Irak les sunnites et les chiïtes ne se font pas confiance. Tant que ces deux groupes n'arriveront pas à s'entendre, il sera tout simplement impossible pour l'Irak d'évoluer dans le sens que nous souhaitons.

•(1240)

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet (Hochelaga, NPD): Monsieur le Président, deux de mes collègues néo-démocrates ont soulevé de nouvelles questions fascinantes dont nous n'avions pas encore discuté. J'aimerais donc revenir sur une question de ma collègue de Laurier—Sainte-Marie portant sur le type de formation offert sur le terrain par le Canada.

Puisque nous ne connaissons pas le type de formation qui sera offert, elle demandait si ce serait seulement de la formation militaire ou si ce serait aussi une formation en aide humanitaire. Or le dernier député libéral qui s'est exprimé a dit « *we'll train them to fight* ».

Initiatives ministérielles

Si c'est la vision libérale, comment se distingue-t-elle de la vision conservatrice?

[Traduction]

M. Alistair MacGregor: Monsieur le Président, c'est une excellente question de mon collègue, et cela touche l'essence même de mon propos.

La motion dont nous sommes saisis rend les limites encore plus floues. Je crois que c'est de la poudre aux yeux; c'est tout simplement la vieille mission conservatrice légèrement modifiée. Il s'agit encore d'une mission militaire avec des troupes au sol. Comme je l'ai dit plus tôt, je ne crois pas que c'est la manière la plus efficace pour le Canada d'utiliser ses ressources. D'après ce dont nous avons été témoins dans la région depuis au moins une décennie, cela ne fonctionnera pas. Une solution militaire à ce problème n'est pas possible. Il faut une solution politique solide sur le terrain, et je ne vois pas suffisamment d'efforts en ce sens.

[Français]

M. Darrell Samson (Sackville—Preston—Chezzetcook, Lib.): Monsieur le Président, cela me fait plaisir de parler de ce sujet très important. J'aimerais indiquer que je vais partager mon temps de parole avec mon voisin le député de Saint-Boniface—Saint-Vital.

[Traduction]

C'est un honneur pour moi d'intervenir au sujet de cette motion ministérielle extrêmement importante qui élargira, redéfinira et renforcera la lutte contre l'EIIL.

Cette lutte revêt une extrême importance pour la population de la Nouvelle-Écosse, particulièrement dans ma circonscription où environ 22 % des habitants sont soit des anciens combattants, soit des membres actifs des Forces canadiennes.

En Nouvelle-Écosse, on trouve 40 % des installations militaires du Canada. La base d'Halifax est la plus grande base militaire au pays. De plus, la Nouvelle-Écosse fait partie des Forces maritimes de l'Atlantique, la plus grande présence navale au Canada. Les gens de la Nouvelle-Écosse ont contribué à la défense et à la sécurité du Canada et ont participé à toutes les opérations militaires du Canada, notamment les deux guerres mondiales, la guerre de Corée, les missions de maintien de la paix, la guerre du Golfe et la mission en Afghanistan. Voilà qui montre que le Canada compte sur nos courageux militaires pour assurer le succès et la sécurité de notre grande nation.

Nous faisons souvent appel aux militaires canadiens pour nous appuyer. Durant la campagne électorale, lorsque je faisais du porte-à-porte, j'ai rencontré des anciens combattants et des militaires en service. Ces fiers Canadiens acceptent sans hésiter les demandes que leur fait le gouvernement et ils font preuve d'une énorme générosité. Personnellement, je ne sais pas si je pourrais en faire autant. Je leur exprime toute ma gratitude.

Le présent débat est extrêmement important. Après mûre réflexion, j'ai le sentiment que nous nous engageons sur la bonne voie. J'aimerais me pencher sur cinq éléments de notre stratégie.

Initiatives ministérielles

●(1245)

[Français]

Notre stratégie comporte entre autres cinq éléments: l'expansion de notre rôle d'entraînement, qui est très important; l'élargissement de notre rôle diplomatique; l'élargissement de notre rôle humanitaire, c'est extrêmement important; notre rôle concernant les réfugiés qui continuent d'entrer, ici, au Canada; et la reconnaissance de la Chambre envers nos forces armées, ce qui est extrêmement important.

Souvent, quand on cherche des informations et des opinions, on va voir les experts impliqués sur le terrain comme sources d'informations. Pour cela, je cite le colonel Warren, le porte-parole de la mission pour les États-Unis:

[Traduction]

Nous n'allons pas régler le problème à coup de bombardements, n'est-ce pas? Cela n'arrivera jamais [...] et, quand nous voyons des pays comme le Canada accepter de tripler leur présence, nous trouvons cela extrêmement utile.

[Français]

C'est pas mal puissant. Quand on voit nos alliés s'exprimer aussi clairement et nous appuyer avec tellement de confiance, c'est impressionnant. Pourquoi nous appuient-ils? Ils nous appuient, car quand on parle d'entraînement, les Canadiens sont reconnus depuis bien longtemps pour leur efficacité. Ils nous font aussi confiance à cause de nos forces armées et de l'expertise qu'on a sur le terrain. C'est certainement très impressionnant. Je suis d'accord avec le colonel, ce n'est pas le bombardement en soi qui va finir la guerre contre le groupe État islamique.

C'est donc une question de renforcer et d'entraîner les forces locales, si on veut faire une différence, et de les équiper pour qu'elles puissent combattre dans la guerre contre le groupe État islamique.

[Traduction]

Le deuxième volet de cette mission élargie consiste à faire intervenir davantage la diplomatie. Comme le premier ministre l'a dit, la solution doit, d'abord et avant tout, être politique.

Nous devons inclure les alliés sur le terrain dans la discussion pour nous assurer d'une étroite collaboration dans notre coalition. Nous devons parler à la communauté internationale si nous voulons voir un jour une paix durable pour les gens de cette région.

Troisièmement, je veux parler de l'accroissement de l'aide humanitaire. Nous devons fournir notre part d'efforts. Les Canadiens ont depuis toujours la réputation d'apporter beaucoup dans ce domaine. Nous le faisons parce que des millions de personnes ont été déplacées. Nous le faisons pour aider les plus vulnérables. C'est la raison pour laquelle le gouvernement versera 840 millions de dollars en trois ans pour répondre aux besoins essentiels des personnes qui sont le plus durement touchées. Par besoins essentiels, j'entends de la nourriture, un toit, des soins médicaux et de l'eau. Ce sont là des choses essentielles, et nous apporterons une grande contribution à cet égard.

Nous verserons également 270 millions de dollars pour fournir des services sociaux afin de remettre en état les infrastructures locales, stimuler la croissance économique et aider les femmes, les enfants et les nouveau-nés au chapitre de la santé, de l'égalité des sexes et ainsi de suite. Ce sont là des enjeux absolument cruciaux par rapport auxquels nous apporterons une contribution.

[Français]

Quatrièmement, il y a la question des réfugiés.

[Traduction]

Il ne fait aucun doute que le Canada fait figure de chef de file en matière d'accueil de réfugiés, un geste qui est extrêmement important en situation de détresse. Il ne fait aucun doute que nous sommes actuellement aux prises avec une crise d'une ampleur jamais vue dans le monde depuis au moins 30 ans. Neuf millions de personnes ont déjà été déplacées. Elles vivent dans la terreur, et nous devons leur venir en aide. Je suis extrêmement heureux de constater le soutien de la communauté internationale ainsi que l'approche adoptée par le gouvernement du Canada à l'endroit des réfugiés. Il fait de l'excellent travail. Le Canada a accueilli jusqu'ici plus de 20 000 réfugiés.

Je tiens à souligner le travail réalisé dans ma circonscription par le RiverLake Syrian Refugee Project, qui est coprésidé par Sue MacLean et Laura Jayne Hambly-Fournier. Les participants à ce projet travaillent d'arrache-pied dans la collectivité pour amasser des fonds, pour accueillir des familles et pour leur trouver un logement. Ces personnes et bien d'autres encore font notre force, et je les en remercie.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, 22 % des résidents de ma circonscription sont des militaires. Ils sont très fiers de travailler à la base ou à l'étranger, ou de servir en cas de conflit ou de guerre. La Chambre doit reconnaître leur contribution au Canada. Au pays, nous pouvons compter sur les militaires les plus professionnels, les plus talentueux et les plus dévoués du monde. Certains d'entre eux siègent même à la Chambre aujourd'hui.

Je suis heureux d'avoir pu parler de cette motion.

●(1250)

Mme Dianne Watts (Surrey-Sud—White Rock, PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier le député de son intervention passionnée. Je le comprends parce que le gouvernement conservateur a, lui aussi, fourni de l'aide humanitaire, notamment de la nourriture, de l'eau potable et des abris.

Le député a parlé du montant de 850 millions de dollars, dont une partie servira à rebâtir les infrastructures. Généralement, il faut instaurer la paix dans une région pour pouvoir construire des infrastructures et les maintenir intactes. Sachant que les députés ministériels parlent de construire des infrastructures au cours des trois prochaines années, j'aimerais que le député nous en dise plus sur ce que le gouvernement compte faire à cet égard.

M. Darrell Samson: Monsieur le Président, il ne s'agit pas d'une approche unidimensionnelle. Au contraire, nous tiendrons compte de multiples facettes au moment d'appuyer cette communauté. Par exemple, j'ai parlé de notre rôle élargi en matière de formation, qui est essentiel. Si nous sommes en mesure de jouer un tel rôle et d'appuyer les familles locales dans le besoin, il ne fait aucun doute que les gens de la région ayant reçu une formation pourront continuer le travail que nous avons entamé. À partir de là, évidemment, nous serons en mesure de contribuer davantage aux projets d'infrastructure. Entretemps, nous pouvons quand même déterminer les secteurs où il serait possible d'amorcer le processus dès maintenant.

L'hon. K. Kellie Leitch (Simcoe—Grey, PCC): Monsieur le Président, je représente une circonscription qui compte une grande base militaire, la base de Borden. On y trouve de nombreuses familles qui, bien entendu, appuient sans cesse nos hommes et nos femmes en uniforme.

Initiatives ministérielles

[Français]

Compte tenu de l'augmentation des risques de la mission, tous les Canadiens et Canadiennes et surtout les familles de ceux qui seront déployés vont avoir un intérêt quant à l'évolution de l'opération Impact. Est-ce que ce gouvernement va tenir de façon régulière des séances d'information technique sur la mission pour ces familles?

[Traduction]

Les familles militaires que je représente ont besoin d'information.

Offrira-t-on régulièrement des séances d'information technique à ces familles pour leur permettre de savoir exactement ce qui arrive à leurs êtres chers sur le terrain?

[Français]

M. Darrell Samson: Monsieur le Président, je remercie certainement la députée de l'autre côté de sa question. Je ne connais pas les détails, mais il existe un protocole entre les militaires et les familles en ce qui concerne la diffusion d'information. Il n'y a pas de doute que nous allons voir à ce que cette communication se fasse aussi souvent que possible, afin de s'assurer que les familles ont autant d'information que possible.

[Traduction]

M. Gary Anandasangaree (Scarborough—Rouge Park, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de la discussion très animée que nous avons cet après-midi.

Je sais qu'il a longtemps œuvré dans le domaine de l'éducation. J'aimerais qu'il me dise ce qu'il pense que le Canada pourrait faire pour soutenir la population locale et la sensibiliser, par des formations, à la lutte contre la radicalisation afin qu'elle puisse s'engager dans un véritable processus de paix.

● (1255)

M. Darrell Samson: Monsieur le Président, il s'agit d'une question très importante, car éducation rime avec avenir. La force de toute société vient de l'éducation; c'est très important.

Bien sûr, il faut d'abord stabiliser la situation. La formation locale sera efficace, et il ne faut pas négliger l'approche humanitaire lorsqu'on fournit aux familles un abri ou un logement et des soins de santé. L'éducation doit rester une priorité. Je crois que c'est une excellente idée et je transmettrai le message au gouvernement.

M. Dan Vandal (Saint-Boniface—Saint-Vital, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de prendre la parole au nom des gens de Saint-Boniface—Saint-Vital pour parler de la motion préconisant la réorientation de la mission canadienne de lutte contre le groupe État islamique.

[Français]

Je suis très heureux de prendre part à ce débat de grande importance pour notre gouvernement, pour notre pays et pour nos alliés les plus proches. Je tiens, en premier lieu, à préciser l'approche que notre gouvernement a privilégiée en redéfinissant notre contribution à la coalition internationale contre les combattants du groupe armé État islamique.

Nous l'avons fait en nous éloignant des discours enflammés, en nous concentrant sur une analyse sérieuse de la situation actuelle. Nous l'avons fait en tenant compte des besoins de nos alliés et en fonction des moyens militaires, financiers et diplomatiques dont nous disposons.

[Traduction]

Contrairement au gouvernement précédent, les libéraux ont redéfini notre participation à la coalition internationale en mobilisant

nos alliés, en déterminant comment nous pouvons être le plus utiles et en permettant aux Forces armées canadiennes et à divers ministères, notamment ceux des Affaires mondiales et du Développement international, d'apporter la contribution la plus efficace possible.

Comme le premier ministre l'a indiqué, notre nouvelle politique en Irak, en Syrie et dans la région environnante reflète l'essence même du Canada: défendre nos intérêts aux côtés de nos alliés et collaborer avec nos partenaires locaux en vue de trouver de vraies solutions durables. Avec nos alliés, nous travaillerons à éliminer le groupe État islamique et la menace terroriste qu'il représente. Nous nous occuperons en même temps des besoins de millions de personnes vulnérables tout en contribuant à améliorer la gouvernance et à jeter les bases de la croissance économique et de la durabilité à long terme.

Les militaires canadiens sont bien préparés et ont ce qu'il faut pour assumer ce nouveau rôle. Il existe un risque, mais il est nécessaire. Il peut être atténué, et il le sera le plus possible. Notre engagement à donner plus de formation, de conseils et d'aide ne va pas sans la probabilité que nos militaires soient davantage en contact avec l'ennemi dans l'exercice de leurs fonctions quotidiennes. Il ne s'agit pas d'une mission de combat, mais nos troupes auront toujours le droit de se défendre et prendront toujours les mesures voulues pour se protéger, protéger nos partenaires de la coalition et protéger les forces locales.

Dans le cadre de notre nouvelle participation accrue à la lutte contre le groupe État islamique, les membres des Forces armées canadiennes ne sont pas les principaux combattants, mais ils forment, conseillent et aident ceux qui le sont. Disons-le franchement aux Canadiens: nos troupes travaillent et continueront de travailler dans une zone de conflit afin de soutenir les forces locales qui luttent pour débarrasser l'Irak du fléau que constitue le groupe État islamique.

[Français]

Sur la base de l'expérience acquise lors de notre engagement militaire en Afghanistan, les formateurs canadiens sont particulièrement bien équipés pour apporter une grande contribution en matière de soutien, de conseils et de formation aux forces locales qui vont affronter les combattants du groupe État islamique sur le terrain. Nos partenaires au sein de la coalition internationale ont fait valoir l'importance cruciale de ce soutien et de ces besoins en matière de formation.

● (1300)

[Traduction]

Comme nos partenaires de la coalition l'ont indiqué et pour paraphraser le colonel Steve Warren, le porte-parole de l'opération Inherent Resolve, nous ne pouvons perdre de vue le fait que nous devons former les forces de sécurité locales. C'est l'un des principaux objets de nos efforts, et notre contribution est extraordinairement utile pour aider la coalition à réaliser ses objectifs. Affirmer, comme l'a fait l'opposition officielle, que nous abandonnons la lutte de la coalition contre le groupe État islamique est complètement faux. Comme l'a dit le colonel Steve Warren: « [...] tout le monde s'intéresse surtout aux frappes aériennes, parce qu'elles donnent de bonnes images et que les choses explosent, mais il ne faut pas oublier que l'un des fondements de cette opération, c'est la formation des forces terrestres de la région. C'est essentiel. »

Initiatives ministérielles

Nous sommes extrêmement fiers du rôle capital que nos pilotes des CF-18 ont joué pour limiter les mouvements du groupe État islamique au sol, mais la coalition a suffisamment de puissance aérienne pour maintenir cet aspect de la mission. L'ancien commandant suprême des Forces alliées de l'OTAN, M. James Stavridis, a bien décrit la situation quand il a dit:

[...] vous allez vous consacrer à la formation, qui est [...] peut-être ce qu'il y a de plus important. Je me réjouis donc que nos militaires canadiens et nos collègues de l'OTAN travaillent à la mission de formation avec les forces de sécurité irakiennes, et peut-être avec les peshmergas kurdes au Nord, car nous ne voulons pas envoyer là-bas 100 000 ou 150 000 militaires comme nous l'avons fait en Irak et en Afghanistan. Nous voulons que ce soient les forces locales qui combattent le groupe État islamique. Nous devons les former, les conseiller et les encadrer. L'OTAN peut le faire très efficacement ».

Nous déploierons également du personnel médical et un détachement d'hélicoptères dans le Nord de l'Irak pour fournir du soutien et des soins à nos militaires. Nos avions de surveillance et de ravitaillement demeureront en activité et répondront aux besoins stratégiques de la coalition. Au cours de 370 sorties, les CP-140 Aurora ont examiné plus de 3 200 points d'intérêt, y compris quelque 20 000 kilomètres de routes principales de ravitaillement. Le 5 janvier 2016, les équipages des CC-150T Polaris ont franchi la barre des 20 millions de livres de carburant livrés depuis le début de l'opération Impact. C'est un exploit remarquable dont les Canadiens peuvent être fiers.

Nous travaillons également avec le gouvernement de l'Irak et avec la coalition pour mettre en place des équipes de liaison ministérielle qui oeuvreront auprès d'un nombre restreint de ministères irakiens. Je suis convaincu que ces mesures seront bien accueillies. Ces équipes appuieront la gouvernance irakienne en offrant leur aide en matière de coordination, de planification et de processus. Le Canada renforcera aussi les capacités de la Jordanie et du Liban.

[Français]

Il s'agit donc d'une mission plus vaste, d'une approche pangouvernementale qui fera intervenir plusieurs ministères fédéraux et d'une mission qui comprend un volet militaire et une aide humanitaire accrus.

[Traduction]

Il s'agit d'une contribution militaire plus vaste, profonde et dynamique qu'auparavant, qui est d'autant plus efficace qu'elle s'intègre à des contributions élargies sur le plan de l'aide humanitaire, des efforts de développement et de la présence diplomatique dans la région.

Nous faisons partie d'une vaste coalition internationale. Les frappes aériennes sont planifiées, coordonnées et exécutées en fonction des priorités et des tâches de la coalition. Nos CF-18 n'ont jamais été utilisés exclusivement pour soutenir nos troupes dans le Nord de l'Irak. Un soutien aérien était disponible au besoin et fourni par le membre de la coalition qui était en vol ou qui était prévu dans le cycle de planification, quel qu'il soit.

Cela ne changera pas. Nos troupes disposeront d'un soutien aérien lorsqu'elles en auront besoin, mais notre contribution militaire n'est qu'une partie de la mission.

Comme mes collègues l'ont mentionné, nous adoptons une approche pangouvernementale pour atteindre ces objectifs.

Grâce aux efforts soutenus du ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, les Canadiens ont accueilli jusqu'à maintenant plus de 22 000 réfugiés victimes de ce conflit.

Ces courageux réfugiés ont déjoué le sort et se sont trouvés une nouvelle patrie; ils enrichiront le tissu social diversifié du pays. Nous

les accueillons à bras ouverts et nous sommes là pour les aider à s'intégrer à la société canadienne.

Par ailleurs, nous fournirons 840 millions de dollars d'aide humanitaire au cours des trois prochaines années pour répondre aux besoins élémentaires des gens les plus lourdement touchés par le conflit, notamment en leur fournissant de la nourriture, des abris, des services de santé, de l'eau, des installations sanitaires et des services d'hygiène. L'aide sera destinée principalement aux plus vulnérables, notamment aux enfants et aux victimes de violence sexuelle et de violence fondée sur le sexe.

Nous fournirons en outre 270 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour: bâtir sur place une capacité à fournir des services sociaux de base comme l'éducation, la santé, l'approvisionnement en eau et les installations sanitaires; entretenir et rétablir les infrastructures publiques; favoriser une croissance et une création d'emplois inclusives, y compris en améliorant les perspectives d'emploi pour les femmes et les jeunes; et promouvoir une gouvernance inclusive et responsable.

Nos programmes mettront l'accent sur l'aide pour les femmes et les jeunes, sur l'amélioration de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, et sur la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Nous ne pouvons tout simplement pas accepter la rhétorique de l'opposition qui veut que nous soyons en train de nous défilier dans cette mission. Contrairement au gouvernement précédent, nous adoptons une approche consciencieuse et fondée sur de solides principes pour résoudre un problème complexe.

Nous faisons oeuvre utile dans toutes les dimensions du conflit. Nous présentons un plan vraiment coordonné, collaboratif et intégré pour nous attaquer à un problème qui nécessite ce genre d'efforts de notre part. Ce plan est sous-tendu par une vision à long terme et une stratégie cohérente pour atteindre nos objectifs.

● (1305)

Mme Dianne Watts (Surrey-Sud—White Rock, PCC): Monsieur le Président, il est question d'une approche multidimensionnelle, et les conservateurs ont également mis en oeuvre une telle approche, qui comprenait de la formation, de l'aide humanitaire, l'accueil de réfugiés, des CF-18, des services de renseignements et d'autres choses encore. Évidemment, des éléments de cette approche prendront de l'ampleur.

Je voudrais revenir à certaines observations du député sur deux sujets. Il a dit que les CF-18 étaient bons pour faire des vidéos et faire exploser des choses. Il a aussi mentionné les hélicoptères, alors je voudrais lui demander si les hélicoptères Aurora sont armés et s'il pense que les CF-18 n'ont pas aidé la coalition dans son combat contre le groupe État islamique.

M. Dan Vandal: Premièrement, monsieur le Président, ce ne sont pas mes propos, mais ceux d'un colonel qui a été très près des zones de combat en Irak. Ce sont ses propos.

Je crois que l'aspect le plus important de cette initiative est le fait que nous proposons une stratégie à plusieurs volets. Nous augmentons de 200 le nombre de soldats dans la région. Nous triplons la taille de notre mission de formation, de soutien et de conseil pour entraîner les forces locales afin qu'elles puissent mener leurs propres combats.

Nous proposons des investissements supplémentaires de 145 millions de dollars sur trois ans pour la lutte contre le terrorisme, de 840 millions de dollars pour l'aide humanitaire et, enfin, de 270 millions de dollars pour aider à reconstruire les infrastructures locales.

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de Saint-Boniface—Saint-Vital, la région où j'ai habité pendant les 14 premières années de mon mariage qui dure depuis 38 ans. C'est un merveilleux endroit où vivre.

Le député a notamment parlé de la portée des opérations militaires précédentes. Je n'avais pas encore entendu parler à la Chambre de la nature et de l'ampleur des opérations précédentes.

Le député pourrait-il en dire plus sur la différence entre le nombre de soldats qui sont engagés dans cette mission et le nombre de soldats qui ont participé aux missions précédentes?

M. Dan Vandal: Monsieur le Président, je trouve très intéressant que bon nombre de personnes que je rencontre soient nées à l'hôpital de Saint-Boniface.

Comme je l'ai déjà dit, l'une de nos mesures immédiates consiste à augmenter de 200 le nombre de soldats dans la région. Nous triplons la taille de la mission de formation, de conseil et de soutien pour entraîner les soldats irakiens dans la région afin qu'ils puissent mener eux-mêmes les combats dans leur pays. La différence est énorme.

Nous ne voulons pas envoyer 100 000 ou 150 000 soldats, comme nous l'avons fait en Afghanistan. Nous voulons entraîner les forces locales, et c'est précisément pour cela que nous triplons la taille de la mission de formation, de conseil et de soutien.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de ses nombreuses observations.

J'aimerais qu'il nous livre quelques réflexions sur l'importance du débat d'aujourd'hui. Dans la motion, le gouvernement indique sa volonté de débattre de nouveau de la question à la Chambre à une date ultérieure, d'ici deux ans, ou un peu avant. C'est loin d'être anodin: le gouvernement du Canada entend rendre des comptes et faire preuve de transparence.

La motion est très détaillée, et beaucoup de précisions ont été ajoutées dans le cadre des débats. C'est une façon positive d'aborder nos interventions dans certaines situations, comme celle qui sévit au Moyen-Orient.

Nous remercions les membres des Forces armées canadiennes de leur précieuse contribution, que ce soit à l'étranger ou ici, au Canada.

• (1310)

M. Dan Vandal: Monsieur le Président, je ne saurais trop insister sur la précieuse contribution de tous les anciens combattants, qui viennent des quatre coins du pays, et je pense que je parle au nom de tous les députés en disant cela.

À mon avis, il s'agit bien ici d'une question de responsabilité. Nous savons que les Canadiens ont exprimé clairement leur volonté le 19 octobre dernier. Ils nous ont accordé leur appui pour que nous puissions modifier la nature de la situation et intervenir de manière plus globale. C'est exactement ce que nous avons fait.

Nous sommes déterminés à revenir sur cette question à une date ultérieure. Je pense que le député a mentionné que nous l'aborderions de nouveau dans deux ans, à peu près. J'aimerais citer un appui important qui nous a été témoigné il y a quelques semaines.

Initiatives ministérielles

Le président des États-Unis, M. Obama, a appuyé publiquement la décision du Canada. Voici ce qu'il a déclaré par l'entremise d'un porte-parole du département d'État:

Le nouvel engagement du Canada correspond à nos besoins actuels, y compris la décision de tripler le nombre de soldats participant à la mission de formation dans le Nord de l'Irak et d'accroître les efforts liés au renseignement.

Il s'agit d'un appui plutôt impressionnant.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je me réjouis de participer au débat sur cette résolution importante. L'enjeu est complexe. Contrairement à ce que laissent entendre certains des discours prononcés à la Chambre depuis que le gouvernement a présenté la motion, la question n'est pas facile à trancher. C'est l'un des enjeux les plus complexes et les plus épineux dont la Chambre ait débattu depuis de nombreuses années, car il n'y a pas de solution claire. La situation n'a rien de simple.

J'aimerais tout d'abord rendre hommage à un ancien combattant, le capitaine Trevor Greene, qui habite à Nanaimo, sur l'île de Vancouver. Son exemple me sert d'inspiration. Plusieurs députés se souviendront du capitaine Greene, ce soldat canadien qui a été attaqué de dos. Il avait enlevé son casque en signe de respect envers les villageois afghans qu'il était venu rencontrer, et quelqu'un l'a attaqué à la hache. Cette attaque a laissé des séquelles physiques. Son cerveau est toujours aussi brillant, mais son corps refuse parfois de coopérer. Il réapprend à marcher, mais doit, pour le moment, passer presque tout son temps en fauteuil roulant. Je l'ai entendu donner des conférences et raconter que, lorsqu'il planifiait sa carrière dans les Forces armées canadiennes, il voulait plus que tout porter le béret bleu et travailler au maintien de la paix. J'ai lu, dans le discours du Trône, que le gouvernement actuel compte ramener le Canada vers un rôle de maintien de la paix. C'est sous cet angle que j'examinerai les activités que le jeune Trevor Greene souhaitait voir le Canada mener et pour lesquelles il était prêt à risquer sa vie, dans l'intérêt du Canada, de la paix et des peuples du monde entier.

Cette mission est sans issue parce qu'il est très difficile de déterminer dans quel camp l'on devrait se ranger, notamment lorsqu'elle est désignée uniquement comme une guerre contre le terrorisme ou une mission visant à éliminer Daech. Je n'aime pas appeler ce groupe État islamique. La résolution renvoie à l'EIIS et l'EIIL, mais je n'aime pas donner l'impression que ce groupe terroriste a une prétention légitime au statut d'État.

Parlons de Daech. S'il s'agit uniquement d'un conflit visant Daech, alors nous n'avons pas tenu compte de tous les facteurs qui rendent la situation si complexe. Il s'agit d'un conflit sectaire. Il s'agit d'une guerre religieuse entre sunnites et chiïtes, et cette guerre est composée de multiples guerres par procuration. Des superpuissances sont partout, qui entrent dans la région et en sortent en fonction de leurs intérêts, et il y a les pays avoisinants, tous agissant à bon ou à mauvais escient. Essentiellement, c'est une guerre civile qui sévit en Syrie.

Initiatives ministérielles

Dans son allocution, la chef de l'opposition officielle laissait croire que c'était simple. Il s'agit d'un groupe d'acteurs horribles, d'une armée horrible, d'une secte sanguinaire appelée Daech. L'opposition officielle affirme que Daech détruit tout sur son passage. Rien dans l'histoire ne suggère que ce groupe existerait sans la guerre illégitime et illégale que les États-Unis ont menée en Irak. Elle a donné lieu à la création de ce groupe, littéralement et physiquement. Les gens qui ont fondé Daech se sont rencontrés dans un camp de prisonniers géré par l'armée américaine. C'est là qu'ils se sont organisés. Leur radicalisation est née de ce qu'ils percevaient comme étant l'oppression occidentale de la région.

Dieu merci, le Canada a refusé d'envoyer des soldats en Irak à ce moment-là. Les arguments soulevés à la Chambre en faveur de frappes aériennes en Syrie ou en Irak ont tendance à être accompagnés de la phrase « le Canada fait toujours sa part ». Lorsqu'une mission est déplacée et qu'elle contrevient au droit international, le Canada a bien raison de ne pas s'en mêler. Voilà pourquoi je suis aussi ravie que le Canada n'ait pas ouvertement participé à la guerre en Irak. Nous pensions qu'il ne pouvait y avoir pire qu'Al-Qaïda avant l'arrivée de Daech, qui est issu du conflit irakien. Si nous faisons fi de l'histoire et du contexte, comment pouvons-nous connaître la voie à suivre?

J'aimerais retourner à la question de la guerre civile en Syrie.

• (1315)

Le gouvernement actuellement au pouvoir en Syrie, si on peut toujours le qualifier de gouvernement, parce que la Syrie est au bord de la déroute, est dirigé par un dictateur brutal, Bachar al-Assad, qui a tué beaucoup plus de ses concitoyens que Daech n'a pu le faire.

Bachar al-Assad, qui appartient à la minorité chiite et à la famille alaouite, dirige la Syrie d'une main de fer depuis très longtemps. Dans la guerre civile qu'il mène actuellement, il peut compter sur le soutien de l'Iran, du Hezbollah et de la Russie. J'ai lu beaucoup d'articles de journalistes qui ont couvert ce sujet. Terry Glavin, de Victoria, en Colombie-Britannique, a raison quand il dit que, lorsque cette guerre civile a pris naissance, pendant le printemps arabe, une bonne partie des opposants au régime méritaient qu'on les appuie, parce qu'ils aspiraient à plus de démocratie et dénonçaient al-Assad.

Or, de nos jours, les forces rebelles sont plutôt constituées d'un amalgame indigeste entre Al-Qaïda, al-Nosra et bien entendu, Daech, que la motion préfère appeler « EIIS ». Tous ces gens veulent renverser al-Assad. Devrions-nous alors conclure qu'en prenant les armes contre l'EIIS, nous aidons par le fait même al-Assad à demeurer au pouvoir? Disons que nous sommes en terrain extrêmement glissant.

J'appuie entièrement le gouvernement d'avoir décidé de rappeler nos CF-18. Si j'ai voté dès le départ contre la mission de bombardement, c'est entre autres parce que les pertes civiles étaient inévitables. En plus d'être une tragédie en soi, chacune de ces morts contribue aux efforts de recrutement de Daech, qui réussit alors à convaincre les modérés de partir en guerre pour venger leurs concitoyens bombardés par le Canada ou les États-Unis. Et voilà maintenant que la Russie s'en mêle. Et même si elle affirme bombarder des cibles de l'EIIS, elle semble atteindre plus souvent les positions des forces rebelles qui cherchent à renverser al-Assad. C'est compliqué.

Revenons sur ce qui s'est produit jusqu'à présent. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, un organisme indépendant, les frappes aériennes de la coalition ont tué 4 256 personnes, dont 322 civils. En Irak, 1 000 civils ont péri dans les frappes aériennes de la coalition. On qualifie toujours de dommages

collatéraux la mort de civils innocents. Toutefois, dans un contexte où les incitations à se joindre au combat sont nombreuses et dirigées vers les jeunes partout dans le monde — les jeunes hommes surtout —, nous perdons du terrain dans la lutte contre la radicalisation et avons du mal à présenter un argument allant à l'encontre de celle-ci lorsque d'importantes opérations militaires sont déployées pour bombarder des cibles et tuer des civils sur le terrain. Voilà pourquoi j'appuie totalement la décision de retirer les avions de chasse canadiens du combat.

Le sujet du débat me touche particulièrement, car mon père a vécu le blitz de Londres étant enfant. Il a toujours dit que les raids aériens étaient le meilleur moyen d'affermir la détermination des civils au sol à s'opposer à l'ennemi. Les bombardements aériens n'ont nullement fait fléchir la population du Nord du Vietnam. Ils n'ont pas non plus affaibli la détermination des Syriens ou Irakiens.

Ainsi, la coalition fait fausse route avec ses frappes aériennes. Il est sensé de s'en retirer. Toutefois, le fait que le gouvernement libéral insiste pour continuer à les appuyer sur le plan du ravitaillement et des missions de reconnaissance me laisse perplexe. Cette décision rend les choses un peu ambiguës. Seule explication possible : en se retirant d'une mission vouée à l'échec pour réorienter ses efforts vers des travaux humanitaires, diplomatiques, de formation et même de maintien de la paix, le Canada veut éviter de se mettre à dos de quelque façon que ce soit ses présumés alliés qui poursuivent leurs opérations dans la région, y compris des frappes aériennes.

Qui sont nos alliés dans la région? Il faut discuter de ce qui se passe en Turquie, qui se soucie davantage de la montée du nationalisme kurde que de la présence du groupe État islamique à ses frontières.

• (1320)

Nous avons vu la zone limitrophe, le long de la frontière turco-syrienne, être reprise par les combattants kurdes et, lorsque ces derniers étaient assiégés par les combattants de Daech, la Turquie n'est pas intervenue.

La Turquie est soi-disant notre alliée au sein de l'OTAN. Pourtant, elle a aussi été accusée d'aider, grâce à son service du renseignement, les militants extrémistes de la Chine à traverser son territoire pour se joindre aux combattants du groupe État islamique. On trouve cette allégation dans un article hautement controversé, et je sais qu'il prête à controverse. Cet article de Seymour Hersh, publié dans la *London Review of Books*, porte sur l'échange de renseignements par les États-Unis dans le cadre de la guerre syrienne. Il s'intitule « Military to Military ».

Seymour Hersh est un journaliste de grand renom. Il avait raison sur ce qui se passait à Abu Ghraib et à propos du massacre de My Lai, qui remonte à bien longtemps. Cependant, il se peut que M. Hersh se trompe sur l'allégation centrale de l'article, soit que l'Instance collégiale des chefs d'état-major des États-Unis a choisi de faire fi des efforts déployés par le président Obama pour faire tomber le régime Assad. Elle estimait qu'il était important de protéger ce régime et a donc délibérément échangé des renseignements avec d'autres alliés dans l'espoir qu'ils parviendraient à Assad.

Dans cet article, M. Hersh soutient également que l'Instance collégiale des chefs d'état-major a veillé à ce que les forces rebelles opposées à Assad reçoivent désormais des armes moins sophistiquées et plus vieilles, aidant ainsi le gouvernement Assad, essentiellement en négligeant les rebelles. Ces accusations ne sont peut-être pas vraies, mais elles montrent l'énorme complexité de la lutte qui se mène dans cette région.

Initiatives ministérielles

Et qu'en est-il de l'Arabie saoudite? Nous sommes encore prêts à lui vendre des véhicules blindés, même s'il est prouvé que ces véhicules sont utilisés contre des civils en Arabie saoudite et au Yémen. En outre, de nombreux rapports indiquent que l'Arabie saoudite aide l'EIIS. Pourquoi? Parce qu'elle ne veut pas vraiment qu'Assad demeure au pouvoir. Comme je l'ai dit, les guerres par procuration se poursuivent.

Partout dans la région, il y a de l'activité clandestine: vente de pétrole sur le marché noir transfrontalier, vente d'antiquités. J'ai discuté de la question avec l'une des sommités mondiales sur le sujet, le journaliste Robert Fisk, qui écrit pour *l'Independent*. Il a dit tenir de source fiable que des Turcs ont infiltré l'exploitation des raffineries de pétrole en Syrie, qui expédient du pétrole sur le marché noir au profit des coffres du groupe État islamique, et que des Turcs ferment les yeux devant le pétrole de contrebande à la frontière.

Voilà certes un point où le Canada pourrait intervenir davantage, de concert avec nos alliés, particulièrement le long de la frontière. Si nous sommes prêts à envoyer des militaires sur le terrain dans la région, nous devrions envisager de rendre la frontière avec la Turquie moins perméable et de stopper le marché noir du pétrole. Interpol doit intervenir avec plus de mordant.

Une autre manière dont Daech enrichit ses coffres à coup de millions est par l'atroce destruction des antiquités de la région. Avant de faire exploser un temple, Daech le vide de ses précieux artefacts. Apparemment, des collectionneurs d'objets d'art, des spéculateurs et des milliardaires sans conscience sont prêts à acheter ces antiquités au noir. La vente d'antiquités sur le marché noir finance également les activités atroces de Daech.

Nous sommes à nouveau confrontés à une guerre civile dans laquelle il est difficile de distinguer les bons des méchants. Il y a al-Nosra et l'EIIS contre le Hezbollah, l'Iran, et la Russie qui appuient Bachar al-Assad. Dans tout ce fouillis, je comprends qu'aux yeux du ministre de la Défense nationale et du gouvernement, les forces kurdes soient les seules qui fassent partie des bons. On sait au moins que les forces kurdes risquent peu de faire ce que d'autres groupes de rebelles prétendument modérés ont fait après avoir été entraînés, armés et équipés par l'Occident. Certains de ces groupes modérés ont tout vendu à l'EIIS. Il y a de l'argent à faire si on ne tient pas à faire la guerre à Daech.

Une chose est sûre au sujet des forces kurdes: elles sont déterminées. Cela dit, elles sont déterminées non seulement à se débarrasser de Daech, mais aussi à fonder un État kurde.

• (1325)

Compte tenu du rêve des ressortissants kurdes de fonder leur propre pays sur un territoire s'étendant de la Turquie à l'Iran en passant par la Syrie et l'Irak, on comprend la nécessité d'agir avec grande circonspection, parce que nos alliés ne seront pas contents de nous lorsque les forces turques, enhardies par leurs victoires militaires contre les forces effroyables de Daech, commenceront à tirer sur les kurdes plutôt que sur l'EIIS.

C'est un fouillis d'une grande complexité, je ne dis pas le contraire. S'il y a quelque chose à retenir de mon intervention aujourd'hui, c'est que la situation est des plus complexes; tâchons donc d'éviter les affirmations trop tranchées dans ce débat.

J'ai une dernière chose à dire sur le mal que nous avons fait à l'étranger.

Lorsque, à la fin de cette guerre illégale en Irak, les États-Unis ont établi des gouvernements fantoches, ils ont décidé d'interdire à tous

les membres de l'ancien parti Baath de Saddam Hussein d'y occuper des fonctions. Ainsi, de nombreuses personnes compétentes, qui savent comment gérer un gouvernement et une armée, n'ont pas le droit d'occuper un emploi. Nous avons ainsi créé un groupe de personnes prêtes à travailler pour Daech, qui avait les moyens de les payer grâce à ses activités sur le marché noir. Il est temps de suggérer à nos alliés de retirer l'interdiction dont sont frappés les forces baathistes et les membres du parti Baath, qu'ils aient ou non fait partie du gouvernement ou de l'armée de Saddam Hussein, afin de les laisser trouver un emploi légitime dans l'Irak nouveau. Nous devons faire en sorte que les personnes naguère non radicalisées ne se tournent pas vers l'armée de Daech simplement parce qu'elle peut les payer.

Il y aurait encore beaucoup à dire, mais nous ne disposons que de 20 minutes.

Honnêtement, je ne sais pas comment je vais me prononcer sur cette question. J'appuie en grande partie ce qui est proposé. J'appuie le renforcement de l'aide humanitaire. Je suis heureuse que l'on discute de diplomatie parce qu'on ne peut pas simplement chercher à se débarrasser de Daech sans penser sérieusement à la façon de rétablir la paix et la stabilité dans la région. Si ce n'est pas notre objectif, nous ne nous débarrasserons jamais des factions extrémistes dans la guerre qui continue d'opposer sunnites et chiites, dans le contexte d'une guerre civile et d'une dictature brutale comme celle de Bachar al-Assad.

Quelle est la position du Canada dans un débat qui ne présente aucune solution ni aucune réponse facile? Nous n'avons d'autre choix que de nous en remettre au droit international. En vertu du droit international, il est illégal de bombarder un pays avec lequel nous ne sommes pas en guerre. Nous ne devons pas participer à la mission de bombardement. Il est logique d'offrir notre aide sur le terrain, mais nous devons faire beaucoup plus au pays pour lutter contre la radicalisation. Il faut éviter à tout prix de donner des munitions aux propagandistes qui veulent embrigader dans cette détestable secte sanguinaire des jeunes de partout dans le monde, en quête d'un idéal de vertu.

Le Canada peut jouer un rôle de premier plan dans le monde. Nous l'avons toujours fait, et j'espère que cela ne changera jamais. Cependant, il faut faire preuve d'une grande prudence. Il faut sans cesse réévaluer ce que la Turquie et l'Arabie Saoudite font et ce que nous pouvons faire en entretenant des voies diplomatiques nettement plus efficaces avec la Russie. Le secrétaire d'État américain n'aurait jamais réussi à accomplir quoi que ce soit au cours de ce cessez-le-feu partiel et inadéquat si les États-Unis ne s'étaient pas donnés les moyens d'au moins parler avec la Russie. Nous avons besoin de l'aide de la Russie, de la Chine et des États-Unis pour mettre fin au conflit en Syrie. Nous ne devons pas laisser ce pays devenir un autre État en déroute, comme la Libye.

Je suis la seule à avoir voté en juin 2011 contre les bombardements en Libye, notamment parce que je ne croyais pas un mot de ce que le ministre de la Défense de l'époque avait dit, à savoir que, même si le gouvernement ne savait pas ce qui suivrait Mouammar Kadhafi, il était persuadé que cela ne pourrait pas être pire. Or, la Libye en déroute, la montée du groupe État islamique et d'innombrables entrepôts remplis d'armes qui tombent aux mains de terroristes en Libye sont pires que Mouammar Kadhafi.

Initiatives ministérielles

Nous devons trouver notre rôle dans la joute diplomatique. Même si c'est difficile, nous devons nous appliquer à arrêter l'argent avant qu'il arrive dans les coffres de Daech. Lorsque nous demandons à des Canadiens de se rendre dans une région aussi problématique que la Syrie au beau milieu d'une guerre civile, nous devons veiller à ce qu'ils soient protégés adéquatement en tout temps et faire tout notre possible pour assurer leur sécurité. De plus, lorsque nous formons d'autres forces, nous devons être très prudents au moment de décider qui porte les casques blancs et qui porte les casques noirs dans une guerre où aucune partie n'a vraiment le bon rôle.

• (1330)

M. Arnold Chan (Scarborough—Agincourt, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon estimée collègue la députée de Saanich—Gulf Islands de sa participation au débat et de son appui à la décision du gouvernement de retirer des frappes aériennes les six chasseurs CF-18 canadiens.

Toutefois, au cours de son intervention, la députée a remis en question certains éléments de la contribution accrue aux efforts de la coalition proposée par le gouvernement. Personnellement, j'appuie vigoureusement ces efforts, notamment ceux qui portent sur les aspects humanitaire et diplomatique, pour s'attaquer aux problèmes très complexes de cette région dont elle a éloquemment fait mention.

Par ailleurs, la députée n'estime-t-elle pas qu'il est encore approprié de fournir des ressources militaires pour aider à stabiliser la situation dans cette région du monde très secouée à l'heure actuelle?

Mme Elizabeth May: Monsieur le Président, je ne dis pas que le Canada ne devrait pas s'engager à déployer des ressources militaires. Loin de moi cette idée. Je ne crois pas que le Canada doive demeurer en retrait et laisser cette horrible organisation accroître ses capacités. Toutefois, comme je l'ai dit plus tôt, lorsqu'on analyse la situation, il faut parfois appliquer le principe fondamental qui dicte la conduite des médecins: d'abord et avant tout, ne pas nuire.

Nous étions animés des meilleures intentions du monde lorsque nous sommes intervenus en Libye, mais nous avons causé des dommages. Lorsque Kadhafi était disposé à accepter le plan de paix qui avait été présenté, nous n'aurions pas dû dire: « Pour le moment, nous reconnaissons les forces rebelles de Libye comme gouvernement légitime du pays », alors que nous savions pertinemment qu'Al-Qaïda faisait partie du groupe.

Quand nous examinons une question comme celle-là, si nous retirons complètement notre participation aux efforts des alliés pour contrer Daech, permettons-nous par le fait même d'accroître le marché noir du pétrole? J'estime que le Canada et les militaires canadiens ont un rôle légitime à jouer pour mettre un terme à ce marché noir. La situation est extrêmement épineuse. Je ne prétends pas un instant que les Forces canadiennes n'ont pas un rôle à jouer dans cette lutte.

M. Harold Albrecht (Kitchener—Conestoga, PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier la députée de Saanich—Gulf Islands de son discours. Elle a vraiment réfléchi très sérieusement à la question et s'est sentie déchirée à l'égard de certains aspects de ce dossier très complexe. Ce n'est pas simple du tout. Je pense que nous avons tous ici de la difficulté à envisager cette participation militaire et à déterminer dans quelle mesure nous devons y contribuer.

L'argument avancé par la députée contre le maintien des CF-18 est le risque de tuer d'innocents civils. Je partage cette préoccupation. Toutefois, ce que je trouve difficile, c'est de déterminer comment équilibrer, d'un côté, le risque que d'innocents civils soient tués au cours d'une mission menée par nos CF-18 et, de l'autre, que des

centaines d'innocents civils soient tués si nous restons les bras croisés et ne faisons rien pour protéger les plus vulnérables qui se trouvent dans ces situations.

• (1335)

Mme Elizabeth May: Monsieur le Président, je le répète, ma position est que les frappes aériennes ne mettront jamais fin à la guerre en Syrie ni aux horreurs perpétrées par Daech.

Que devons-nous faire alors? Cette question me donne l'occasion de dire que nous devrions, par exemple, faire beaucoup plus pour aider les quelques gouvernements de la région qui méritent encore de porter ce nom. Nous devrions tout faire en notre pouvoir pour soutenir le Liban et la Jordanie. Nous devrions travailler à normaliser nos relations, et j'appuie d'ailleurs la décision du nouveau gouvernement de normaliser nos relations avec l'Iran. Nous devons faire bien plus pour renforcer et appuyer les gouvernements légitimes, quels qu'ils soient.

Cependant, ce ne sont pas les frappes aériennes en Syrie qui arrêteront Daech. Je crois fermement que tant et aussi longtemps qu'une guerre civile aura lieu en Syrie et qu'il y aura de la confusion sur le terrain — notamment parce qu'il y a encore des combattants d'al-Nosra, une branche d'Al-Qaïda, qui luttent aux côtés de Daech —, nous ne pouvons pas cibler un seul groupe rebelle s'opposant au gouvernement d'al-Assad et espérer en arriver à un dénouement heureux. Le problème des dommages collatéraux et du décès de civils innocents demeurerait entier.

[Français]

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, je voudrais remercier la leader du Parti vert du Canada de son excellent discours bien renseigné.

Nous ne sommes pas nécessairement d'accord sur tout, mais nous sommes parfaitement d'accord sur le fait qu'il ne faut pas utiliser le terme « État islamique », car jamais cette bande de barbares et de terroristes ne pourront oser penser qu'ils représentent l'islam.

Ma collègue de Laurier—Sainte-Marie a dit que le meilleur moyen d'asphyxier Daech était d'empêcher la venue d'argent, d'armes et de nouvelles recrues. La leader du Parti vert a bien souligné le fait qu'il n'y avait rien dans le plan du gouvernement libéral concernant la vente sur le marché noir des champs pétrolifères qui sont contrôlés dans les territoires de Daech.

Pourquoi ma collègue pense-t-elle que le gouvernement libéral oublie ce facteur fondamental dans la poursuite des activités et de la guerre civile qui se déroulent là-bas?

Mme Elizabeth May: Monsieur le Président, je remercie mon collègue le député de Rosemont—La Petite-Patrie de sa question.

Effectivement, le plan actuel du gouvernement ne prévoit aucun effort de lutte contre les marchés noirs. J'ai posé cette question lorsque nous, les députés des partis de l'opposition, avons participé à une conférence téléphonique avec les experts du ministère de la Défense nationale. Ils avaient répondu que les efforts de lutte contre les marchés noirs figuraient parmi les objectifs de toutes les parties de la coalition contre Daech.

Alors, j'espère que le Canada fera davantage d'efforts à cet égard. De plus, il est très important de signer et de ratifier le traité sur le commerce des armes.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la chef du Parti vert de ses observations. En l'écoutant parler, je me suis rendu compte qu'elle est plutôt favorable à certains aspects de la résolution.

J'aimerais simplement revenir sur certains points qu'elle a soulevés. Elle a parlé de l'aide humanitaire et du développement, ainsi que de l'engagement du gouvernement d'intensifier son rôle diplomatique afin d'aider à trouver une solution politique à la crise en Syrie en appuyant le processus de paix parrainé par l'ONU et en aidant le gouvernement irakien à promouvoir la réconciliation. Nous souhaitons accroître nos efforts de renforcement des capacités auprès de la Jordanie et du Liban afin d'aider à endiguer la propagation de l'extrémisme violent. Nous allons également déployer de grands efforts afin d'accroître nos ressources de collecte de renseignements et d'augmenter la taille de notre force de formation dans la région. Il y a aussi l'idée de retirer les F-18, qui est en fait un engagement que nous avons pris lors de la dernière campagne électorale.

Compte tenu du plan général proposé par le gouvernement, la chef du Parti vert croit-elle que les Canadiens souhaitent que nous votions en faveur de cette motion?

• (1340)

Mme Elizabeth May: Monsieur le Président, je remercie mon collègue, le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre. Il a tout à fait raison de dire que, si ce n'était de la capacité de ravitaillement aérien des bombardiers et des missions de reconnaissance pour que les autres pays puissent mieux viser les lieux à bombarder, j'appuierais la motion. Je suis certes en faveur du retrait des CF-18. Je crois que la majorité des Canadiens le sont aussi.

Selon bien des voix, les attentats de Paris ont changé l'opinion publique au Canada. Je ne crois pas que ce soit vrai. Ce n'est pas ce que j'ai pu constater dans ma circonscription, et cette question a fait l'objet de débats animés dans toutes les assemblées publiques que j'y ai organisées en janvier. Les événements qui se sont produits à Paris, le 13 novembre, suscitent l'horreur et le dégoût. À peine deux semaines plus tard, lors des négociations sur les changements climatiques, Paris baignait évidemment encore dans cette atmosphère sinistre. Nous ne pouvons peut-être pas empêcher tous les attentats terroristes, mais je peux dire qu'il y avait une résilience ainsi qu'une volonté de tout faire pour améliorer les méthodes de collecte de renseignements, tant à Paris qu'au Canada.

Je me souviens encore des « Troubles » en Irlande du Nord, c'est-à-dire des attentats et des terribles événements qui se sont produits dans cette région. Ce n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau, toutefois, c'est que Daech a recours à des techniques cinématographiques aussi modernes que sophistiquées et qu'il se sert des médias sociaux pour gagner des sympathisants. Je crois qu'il faudrait réfléchir beaucoup plus aux mesures à prendre pour éviter que d'autres personnes soient attirées par cette prétendue cause.

Pour ce qui est des mesures de lutte contre la radicalisation que le gouvernement actuel n'a pas encore prises, j'espère que nous serons bientôt saisis d'une motion de voies et moyens. Les Canadiens tiennent à ce qu'on mette un terme à la radicalisation, que ce soit dans les prisons ou les écoles, les deux types d'établissements sur lesquels le Royaume-Uni a axé ses mesures.

M. Robert Kitchen (Souris—Moose Mountain, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Sentier Carlton—Eagle Creek.

Initiatives ministérielles

C'est un privilège pour moi de prendre la parole à la Chambre au sujet de cette motion. Je viens d'une famille qui a des liens avec les Forces canadiennes depuis de nombreuses années, et j'éprouve un grand respect et une profonde gratitude pour les militaires canadiens. Chacun d'eux a fait des sacrifices pour protéger le grand pays qu'est le Canada, et je ne pense pas qu'aux militaires, je pense aussi à leur famille.

Ce sentiment de respect étant profondément ancré en moi, j'ai du mal à comprendre les mesures prises par le gouvernement dans la lutte mondiale contre le groupe État islamique. Un des plus gros problèmes est le retrait de nos CF-18. Le Canada a été le cinquième pays en importance sur le plan de sa contribution à la mission de combat aérien contre le groupe État islamique. C'est une mission qui a aidé nos alliés, comme ils l'ont eux-mêmes reconnu dans le passé.

Le ministre des Affaires étrangères du gouvernement régional du Kurdistan a non seulement déclaré que les frappes aériennes de nos CF-18 se sont révélées utiles et efficaces, mais il a aussi demandé qu'elles se poursuivent. Si ce n'est pas là une demande claire d'aide des Forces canadiennes, je me demande bien ce que c'est.

Le Canada a toujours défendu les populations innocentes et vulnérables en s'en prenant aux personnes et aux groupes qui commettent des atrocités de masse, comme le groupe État islamique l'a fait et continue de le faire. Pourquoi alors le gouvernement refuse-t-il de se tenir aux côtés de nos alliés et de les aider dans ce combat?

Non seulement il ne soutient pas les frappes aériennes, mais il ne précise pas pourquoi il a rappelé les CF-18. Personne n'a réussi à expliquer pourquoi c'était nécessaire. La décision de maintenir la présence de nos avions de ravitaillement et de reconnaissance là-bas tout en retirant de la mission nos avions de chasse, qui assurent une couverture aérienne aux victimes du groupe État islamique en Irak et en Syrie, est encore plus nébuleuse.

Cette logique est totalement incompréhensible. Les libéraux essaient de se faire du capital politique et de tenir leurs promesses électorales alors que des vies sont en jeu. Le manque de clarté au sujet de l'utilisation de nos ressources militaires est stupéfiant. D'après le gouvernement, nous sommes disposés à marquer des cibles, à assurer une surveillance et à ravitailler les bombardiers, mais nous ne larguerons nous-mêmes aucune bombe ni ne fournirons de couverture aérienne à nos propres militaires. Ce n'est pas le genre d'aide dont nos alliés ont besoin, et cette décision est dépourvue de toute logique.

À quelques heures de route au sud de ma circonscription, Souris—Moose Mountain, se trouve le site historique de la bataille de Little Bighorn, au Montana. C'est un magnifique endroit situé dans les grandes plaines de l'Ouest. L'histoire de l'ultime résistance de Custer, où le 7^e régiment de cavalerie de l'armée américaine du colonel Custer a été anéanti par les Lakotas et leurs alliés, a été étudiée à fond par les historiens militaires.

La leçon durable que l'on a tirée de la bataille de 1876, c'est que les objectifs militaires contradictoires mènent à la mort inutile de soldats. Custer a divisé ses troupes et ses ressources d'une manière utile, selon lui, mais les Lakotas les ont anéanties et ont tiré parti d'un plan indéfendable, d'un manque de ressources et d'une simple réticence à accepter la volonté de Custer.

Initiatives ministérielles

Je fais référence au passé non seulement parce que cela me permet de parler d'une région voisine de ma belle circonscription, mais aussi parce que c'est une partie de l'histoire dont le gouvernement peut tirer des leçons dans le cadre de la discussion sur la motion concernant la participation militaire du Canada dans la lutte contre le groupe État islamique. Un peu comme Custer, dont le plan semblait bon mais s'est révélé impétueux, le gouvernement croit que c'est une bonne idée de présenter aux Canadiens un plan incohérent qui semble impétueux.

Le gouvernement voudrait nous faire croire que les Canadiens l'ont élu pour qu'il recentre la contribution militaire contre le groupe État islamique de manière à former les forces locales, à offrir plus d'aide humanitaire et à accueillir immédiatement des réfugiés au Canada. Pour remplir l'une des nombreuses promesses qu'il a faites aux Canadiens afin de se faire élire, le gouvernement libéral met désormais un terme à la mission de combat contre le groupe État islamique.

Le gouvernement a annoncé qu'il augmentera le financement de l'aide humanitaire dans la région afin d'aider les personnes déplacées par le fléau que représente le groupe État islamique. Il a annoncé qu'il augmentera le nombre de soldats canadiens dans la région, et que ceux-ci prendront part à une mission de formation et de conseil visant à mieux préparer les forces alliées au combat contre le fléau que représente le groupe État islamique. Il a annoncé qu'il retirera certains effectifs militaires de la région, et que tous les volets du plan concernant le groupe État islamique seront efficaces.

Malheureusement, je ne crois pas que le groupe État islamique serait d'accord avec le gouvernement. Le chef d'état-major de la défense, le général Vance, a dit que la mission canadienne n'est pas une mission de combat, mais ce plan du gouvernement n'a pas été approuvé par le groupe État islamique.

● (1345)

Je ne sais pas trop en quoi le plan du gouvernement, qui consiste à nous retirer des combats contre le groupe État islamique, mais à garder nos militaires actifs pour lutter contre le fléau que représente ce groupe, sans leur fournir les ressources nécessaires et en les affectant à divers endroits, nous aidera à vaincre cet ennemi, qui a déclaré son intention de faire la guerre à diverses valeurs, comme la diversité religieuse, la dignité humaine, la liberté économique et les droits de la personne, des valeurs qui, selon nous, contribuent à nous définir à titre de Canadiens.

La campagne aérienne que le Canada a menée contre le groupe État islamique a permis de tuer des combattants de ce groupe et de détruire une partie de son matériel. Elle a fait en sorte que le groupe État islamique n'a pas pu se comporter comme il l'entendait et créer un califat de terreur et de destruction. En retirant ses CF-18, le Canada ne pourra plus participer à ces activités.

Sur le plan militaire, la plus grande différence entre les forces du groupe État islamique et les forces armées canadiennes est la force aérienne.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, la bataille d'Angleterre a été remportée grâce aux courageux pilotes de la Royal Air Force, de l'Aviation royale canadienne et d'autres armées. Cette bataille a causé la chute du régime nazi. Le groupe État islamique n'a pas de force aérienne. Les Forces armées canadiennes avaient un avantage, mais nous avons maintenant décidé d'agir de façon loyale, même si le groupe État islamique, lui, ne le fait pas. Par conséquent, nous sommes maintenant privés de cet avantage.

Alors que nos alliés intensifient leurs efforts en vue de détruire le groupe État islamique, le Canada fait un pas en arrière et réduit sa

participation. Le Canada place l'aide humanitaire parmi ses priorités alors que le groupe État islamique n'a pas encore été défait. Il offre de former les forces irakiennes pour qu'elles puissent combattre le groupe État islamique. La guerre contre le groupe État islamique n'est pas terminée, mais le Canada préfère s'occuper de toutes les tâches administratives, comme le suivi, la formation, l'éducation et les services sociaux.

Il semble que la débrouillardise canadienne chère au gouvernement signifie, en fait, « laissons les autres faire le travail et restons en arrière-plan, à leur offrir des conseils ». Nous sommes en train de devenir comme ces passagers qui donnent des conseils au conducteur, mais dans une zone de conflit. Le Canada tourne le dos à ses alliés. Bravo pour les voies ensoleillées.

En tant que Canadiens, nous avons l'obligation de défendre les victimes de génocide, de combattre l'idéologie extrémiste et de protéger les Canadiens au Canada comme à l'étranger. Tout le monde se souviendra des événements tragiques qui ont coûté la vie à deux soldats canadiens en 2014. Ces attaques inspirées par le groupe État islamique se sont produites chez nous, au Canada. Comment le gouvernement peut-il justifier son retrait du combat international contre le terrorisme alors que des Canadiens se font tuer, ici et à l'étranger?

Le gouvernement ne tient pas non plus compte de l'opinion des Canadiens. Selon un sondage mené le 6 février, 63 % des Canadiens disent qu'ils aimeraient que le Canada maintienne la fréquence actuelle des frappes aériennes contre le groupe État islamique ou qu'il mène un plus grand nombre de missions de frappes aériennes; 47 % estiment que retirer nos CF-18 aura un impact négatif sur la réputation du Canada à l'étranger.

Nous savons que 47 % des Canadiens ont raison. Le Canada a été boudé par ses alliés de la coalition, puisqu'il n'a pas été invité à participer à la réunion contre l'EIIS tenue à Paris en janvier. Cela s'est produit tout de suite après que le gouvernement a signalé son intention de retirer les CF-18 du combat aérien. Sous le gouvernement précédent, le Canada organisait ces réunions, mais, maintenant, en raison de décisions prises par les libéraux, nous ne sommes même pas invités à participer aux réunions.

Les opinions des Canadiens sont claires. Les demandes d'aide de la part de nos alliés sont claires. La seule chose qui manque de clarté, c'est la raison pour laquelle le gouvernement a choisi de se retirer du combat contre l'EIIS. La motion du gouvernement prévoit des investissements considérables dans l'aide humanitaire, qui, bien que nécessaires, ne règlent en rien la source du problème. Cela ne constitue qu'une solution de fortune. Nos alliés sont contraints de se battre sans l'aide de nos ressources, et ce, pour la seule raison que les libéraux souhaitent respecter leurs promesses électorales.

Le gouvernement fait preuve de mauvaise foi et il expose nos soldats au danger s'il croit que la formation au combat, les interventions humanitaires et le dialogue avec les pays touchés par l'EIIS dans une zone de combat constituent un plan cohérent. Un grand nombre de ressources très bien formées sont maintenant mises de côté par un gouvernement qui a promis de laisser les faits et la science orienter ses décisions. Les Lakotas n'étaient nullement intéressés par le plan de Custer, et ils l'ont anéanti. Je crois que l'EIIS ne se préoccupera pas lui non plus du plan du gouvernement.

En terminant, je tiens à remercier sincèrement chaque femme et chaque homme de l'Aviation royale canadienne, de la Marine royale canadienne, des Forces armées canadiennes, de la Réserve des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada qui participent à ces opérations dangereuses. Je leur souhaite bonne chance et j'espère qu'ils reviendront sains et saufs auprès de leurs familles et de leurs amis au Canada.

• (1350)

M. Wayne Long (Saint John—Rothesay, Lib.): Monsieur le Président, il y avait beaucoup de ferveur dans le discours du député d'en face.

D'une part, son parti veut que nous en fassions plus et, d'autre part, le NPD veut que nous en fassions moins. Sans vouloir offenser le député d'en face, je pense qu'il ne rend pas service aux Canadiens en laissant entendre que nous reculons et que nous nous retirons de la lutte contre le groupe État islamique. Le Parti libéral veut prendre du recul, analyser la situation, puis aller de l'avant avec ce qu'il juge être le meilleur plan, et le plus efficace, pour combattre le groupe État islamique. Les libéraux ont été élus par les Canadiens pour aller de l'avant avec ce genre de plan, un plan que nous considérons comme des plus efficaces.

Le député d'en face, ne convient-il pas que notre plan est le meilleur pour les Canadiens et le meilleur pour attaquer et défaire le groupe État islamique?

M. Robert Kitchen: Monsieur le Président, apparemment, notre rôle ne suppose pas une participation aux combats. Nous reculons. Nous envoyons des soldats là-bas sans les protéger avec les forces dont nous disposons. Nous devons nous assurer que notre pays peut envoyer ses forces et ses soldats là où ils bénéficient d'une couverture aérienne pour les protéger dans toute la région et dans toutes leurs opérations.

• (1355)

M. Ben Lobb (Huron—Bruce, PCC): Monsieur le Président, je me demande si le député pourrait aussi faire à mes collègues d'en face un bref historique des événements. Le califat s'est étendu en Irak, puis en Syrie, à une vitesse sans précédent dans l'histoire moderne. La seule option était que les forces interarmées s'alignent et précèdent à des frappes aériennes stratégiques pour le ralentir. Maintenant, les libéraux pensent que, comme par magie, d'autres progrès pourront être faits, mais nous savons que ce n'est pas la réalité.

Le député peut-il rappeler comment nous en sommes arrivés là où nous en sommes aujourd'hui et comment les frappes aériennes sont efficaces et pourquoi elles ajouteraient à l'efficacité de la contribution canadienne?

M. Robert Kitchen: Monsieur le Président, comme nous le savons tous, voilà une information qui s'est répandue comme une traînée de poudre. À un certain point, nous avons constaté que le groupe État islamique était aux portes de Bagdad et nous sommes intervenus. Nos chasseurs nous ont permis de ralentir cette progression.

Nos CF-18 ont effectué 1 378 sorties; il y a eu 251 frappes aériennes et nous avons touché ou détruit plus de 399 objectifs. Ces interventions nous ont permis de défendre nos troupes et de repousser ce fléau.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, dans ce débat, il y a en fait trois positions. Il y a la position du gouvernement, laquelle est assez bien décrite dans la motion dont

nous sommes saisis. Il y a ensuite la position des conservateurs, qui veut que, sans le recours aux CF-18, la participation du Canada est insignifiante. Les Canadiens savent faire la part des choses. Ils comprennent que les CF-18 n'ont pas besoin d'être de la partie pour que le Canada exerce son leadership avec aplomb. Enfin, il y a les néo-démocrates, qui affirment qu'il nous faut un plan de retraite. Leur vision d'un plan d'action est un plan de non-intervention. Ils croient que les Forces canadiennes n'ont aucun rôle tangible à jouer dans ce conflit.

Ma question au député est la suivante: ne croit-il pas que les Canadiens ont certaines attentes, et que ces attentes ont été à tout le moins réaffirmées aux dernières élections lorsqu'ils ont choisi de confier la direction du pays au Parti libéral? Les Canadiens ont affirmé sans équivoque que les CF-18 devaient être ramenés au sol et que le Canada devait recentrer son intervention, et c'est exactement ce que fait cette motion.

M. Robert Kitchen: Monsieur le Président, à l'heure où nous tenons ce débat aux Communes, les CF-18 ont déjà été retirés. Or, c'est un débat qui est censé porter sur la forme que doit prendre la mission actuelle. Pourtant, nous avons appris, une fois la motion présentée, que la mission de frappes aériennes avait pris fin avant même que nous ayons la chance d'en débattre.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Français]

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

Mme Marilène Gill (Manicouagan, BQ): Monsieur le Président, le 15 décembre dernier, la Commission de vérité et réconciliation a remis son rapport final. Parmi les 94 recommandations qu'a établies la Commission, la 84^e touche directement la Société Radio-Canada. La CBC répond déjà à cette recommandation par le truchement d'une plateforme Web en anglais dont le contenu porte sur les Premières Nations. Elle offre un véritable lieu d'information et d'échanges sur les Premières Nations, tout en permettant la formation et l'intégration des membres des communautés encore trop peu représentées au sein de Radio-Canada.

Il n'y a cependant pas d'argument qui tienne pour que son pendant francophone n'existe pas. Ce disant, je songe entre autres à la nation innue, qui habite la Manicouagan, qui est majoritairement francophone et qui détient les mêmes droits que les autres nations et souhaite que sa culture soit reflétée par le diffuseur public.

Il me fera donc plaisir de remettre une copie du projet à la ministre du Patrimoine canadien et à la ministre des Affaires autochtones et du Nord, et je les assure, ce faisant, de mon entière disponibilité et de ma collaboration...

Le Président: À l'ordre s'il vous plaît. L'honorable députée de Longueuil—Charles-LeMoyne a la parole.

* * *

LONGUEUIL—CHARLES-LEMOYNE

Mme Sherry Romanodo (Longueuil—Charles-LeMoyne, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur d'être ici, à la Chambre des communes, en tant que députée de Longueuil—Charles-LeMoyne. Je voudrais remercier les électeurs de m'avoir accordé leur confiance.

Déclarations de députés

Je voudrais prendre ce moment pour donner la vedette à ma circonscription. Située sur la Rive-Sud de Montréal, Longueuil—Charles-LeMoyne inclut les merveilleux quartiers du Vieux-Longueuil, de Saint-Hubert et de Greenfield Park. Beaucoup de citoyens de Longueuil—Charles-LeMoyne ont été des acteurs de premier plan dans notre histoire vibrante, basée sur des valeurs comme le devoir et le service public. Selon le premier ministre Mackenzie King, Greenfield Park est la ville qui a donné, par habitant, le plus grand nombre d'hommes et de femmes aux Forces canadiennes durant les deux guerres mondiales.

Aujourd'hui, je souligne le travail et le courage des héros de tous les jours, nos pompiers et policiers.

* * *

• (1400)

[Traduction]

LA JUSTICE

Mme Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, la Loi visant à protéger les femmes enceintes et leur enfant à naître, que l'on appelle aussi la loi de Cassie et Molly, contient des modifications au Code criminel dont nous avons grandement besoin. Le meurtre crapuleux de Cassie Kaake, une mère qui devait donner naissance quelques semaines plus tard à une petite fille, Molly, et le sort réservé à beaucoup d'autres femmes canadiennes ayant été victimes de violence parce qu'elles avaient choisi de garder l'enfant qu'elles portaient nous montrent que la sécurité des femmes reste menacée.

Mon projet de loi d'initiative parlementaire définirait de nouvelles infractions concernant exclusivement la perpétration d'un acte criminel contre une femme enceinte ayant pour conséquence de blesser ou de tuer son enfant à naître. Le projet de loi aurait aussi pour effet d'ajouter au Code criminel une disposition qui ferait de la grossesse de la victime un facteur aggravant que le juge serait tenu de prendre en considération dans la détermination de la peine.

Les Canadiens méritent un système judiciaire qui protège toutes les dimensions de la famille. Ce projet de loi est précis et s'inspire du bon sens pour dissuader les agresseurs potentiels de s'en prendre à une femme enceinte et de causer la mort de son enfant à naître ou de le blesser.

J'ai hâte de pouvoir collaborer avec tous mes collègues députés pour que cette loi devienne réalité, dans l'intérêt des femmes canadiennes et de leur famille.

* * *

L'AGRICULTURE

L'hon. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.): Monsieur le Président, prenons un instant pour souligner l'importance des fruits et légumes frais au Canada: ils représentent plus de 11 milliards de dollars de notre PIB.

Les membres de l'Association canadienne de la distribution des fruits et légumes apportent les produits fruitiers et maraîchers de la ferme aux assiettes des familles canadiennes de partout au pays. Responsables de chaque maillon de la chaîne d'approvisionnement, des producteurs aux détaillants en passant par tous les autres intervenants, les membres de cette association sont responsables de 90 % des ventes de produits agricoles au Canada.

Étant agriculteurs et membres de l'Association, ma femme Pam et moi-même avons cultivé des légumes et des fraises pendant de

nombreuses années. Nous avons aussi aidé des producteurs du monde entier.

Accroître sa consommation de fruits et de légumes contribue à un style de vie sain, ce qui fait des citoyens plus heureux et plus productifs et favorise la viabilité du système de soins de santé.

J'espère que tous se joindront à nous ce soir pour souligner la contribution de l'Association canadienne de la distribution des fruits et légumes à notre économie et à la santé des Canadiens. Ce soir, le chef Michael Smith servira une sélection de plats dont tout le monde pourra se délecter.

* * *

[Français]

LES CITOYENS DE ROSEMONT—LA PETITE-PATRIE

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, je veux souligner la générosité et la solidarité des citoyens et des groupes communautaires de Rosemont—La Petite-Patrie envers les réfugiés syriens. Comme nous le savons, le processus d'immigration comporte de nombreux défis, et la participation de tous est indispensable à une intégration réussie.

Ce que j'ai vu chez nous me réjouit et me remplit d'espoir. Je suis fier des citoyens qui ont appelé à mon bureau pour offrir leur aide, fier de l'implication de nombreux organismes tels que la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes, le Conseil canadien pour les réfugiés, la Maisonnée ou même la maison de la Syrie. Je suis fier de nombreuses initiatives, comme celle de l'illustratrice Élise Gravel et de la coopérante Marie Brodeur-Gélinas, qui ont créé un macaron en l'honneur des réfugiés syriens.

Votre générosité offre un espoir de vie paisible à des familles qui ont survécu à une guerre terrible et l'ont quittée. Accueillir des réfugiés, ce n'est pas seulement une question de quotas. Il faut aussi que chacun d'entre nous offre une place digne à tous ces nouveaux arrivants.

Encore une fois, je dis bravo et merci aux citoyens, aux citoyennes et aux groupes communautaires de Rosemont—La Petite-Patrie.

* * *

[Traduction]

JOAN SMITH

M. Peter Fragiskatos (London-Centre-Nord, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais aujourd'hui rendre hommage à une femme remarquable, Mme Joan Smith, qui s'est éteinte plus tôt ce mois-ci à l'âge de 88 ans. Pionnière politique et philanthrope accomplie, Joan était une figure emblématique de London, en Ontario.

Ancienne députée provinciale, Joan fut également la première femme procureure de la province. Toujours prête à dire sa façon de penser et à défendre les causes qui lui tenaient à coeur, elle était un véritable moteur de changement social. C'est aussi elle qui a mené la charge auprès de l'Assemblée législative ontarienne afin que les droits des gais soient inscrits dans le Code des droits de la personne de l'Ontario.

Les gens se souviendront aussi de Joan pour sa contribution à la mise sur pied de l'organisme Vanier, qui offre des services de santé mentale aux enfants. Elle a aussi offert son soutien indéfectible à son mari, Don, lorsqu'il a cofondé le conglomerat EllisDon, qui est actif dans le domaine de la construction.

*Déclarations de députés***CLAUDETTE MILLAR**

Dans nos esprits, Joan demeurera une personnalité marquante et une visionnaire qui s'est toujours battue pour ceux qui en avaient le plus besoin.

Je tiens en terminant à ce que Catherine, Lynne, Robert, Geoff, Michael, Donald et David sachent que, grâce à leur mère, London est un meilleur endroit où vivre.

* * *

● (1405)

LA JOURNÉE NATIONALE DE L'AVIATION

Mme Kelly Block (Carlton Trail—Eagle Creek, PCC): Monsieur le Président, c'est aujourd'hui la Journée nationale de l'aviation. Cette année marque le 106^e anniversaire de l'aviation canadienne, où les Canadiens célèbrent la sûreté, la force et la prospérité de cette industrie.

La Journée nationale de l'aviation est l'occasion pour les Canadiens de commémorer le passé et célébrer le futur de l'aviation au Canada.

Il s'agit en fait d'une célébration de l'excellence. Les Canadiens sont fiers de leur système de transport aérien, qui compte parmi les plus sûrs et les plus efficaces au monde. Dans notre pays, le deuxième plus grand au monde, les transporteurs aériens jouent un rôle crucial pour relier les régions et les Canadiens. Les lignes aériennes du Canada favorisent les affaires et le tourisme, créent de nombreux emplois et offrent des possibilités d'investissement.

Étant donné l'importante contribution de l'aviation canadienne sur le plan économique et social au pays, il nous tarde que soient déposés le rapport de l'examen de la Loi sur les transports au Canada et les recommandations sur l'avenir de l'industrie.

Joignez-vous à moi et au Conseil national des lignes aériennes du Canada pour souligner cet anniversaire très important.

* * *

LA CAMPAGNE VISEZ LA MOITIÉ POUR VOTRE SANTÉ

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui pour rendre hommage à l'un des citoyens les plus accomplis de l'Île-du-Prince-Édouard, le chef Michael Smith.

Les députés l'ont probablement vu à la télévision en tant qu'animateur des émissions *Chef Michael's Kitchen*, *Chef Abroad* ou *Chef at Home* sur les chaînes Food Network Canada ou Global, ou en tant que juge à l'émission *Chopped Canada*.

Le chef Michael croit fermement à l'importance de convaincre les Canadiens de manger plus de fruits et de légumes et à la nécessité de faciliter les choix sains. C'est pourquoi il est fier d'être ambassadeur culinaire de la campagne Visez la moitié pour votre santé de l'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes, une initiative de mode de vie sain visant à encourager les Canadiens à manger plus de fruits et de légumes.

Même s'il est véritablement un chef international et un citoyen du monde, il n'y a rien que le chef Michael aime plus que d'être chez lui à l'Île-du-Prince-Édouard en compagnie de son épouse, Chastity, et de ses enfants Gabe, Ariella et Camille.

Au nom de la Chambre, nous saluons ses nombreuses réalisations, et nous avons hâte de le voir à l'oeuvre ce soir, à la réception de l'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes, où il montrera à quel point il est facile de remplir la moitié de son assiette de fruits et de légumes et de manger sainement.

M. Bryan May (Cambridge, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole pour rendre un dernier hommage à une leader inspirante de Cambridge, Claudette Millar, qui est décédée le 10 février.

Mme Millar a été élue mairesse de la Ville de Preston en 1969, alors qu'elle n'avait que 35 ans. Elle était la plus jeune mairesse du Canada. Elle a été la première mairesse de Cambridge à la suite des fusions et a occupé ce poste jusqu'en 1988, contribuant ainsi à forger notre collectivité actuelle. Elle a su nous guider pendant les inondations dévastatrices de 1974. C'est à elle que nous devons l'usine Toyota, qui a créé des milliers d'emplois dans Cambridge.

Après avoir rempli ses mandats en tant que mairesse, elle a continué de travailler dans la fonction publique à titre de membre de la Commission des affaires municipales de l'Ontario jusqu'en 1992 et de conseillère régionale de 2003 à 2014.

On se souviendra toujours d'elle comme d'une bâtisseuse communautaire loyale et inébranlable. Je remercie Claudette du fond du coeur de nous avoir consacré une si grande partie de sa vie. Nous lui en serons toujours reconnaissants.

* * *

LE CAMPUS CIVIC DE L'HÔPITAL D'OTTAWA

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, le campus Civic de l'Hôpital d'Ottawa a près d'un siècle; il est si vieux que son PDG a dit que les réparations et opérations de maintenance n'arrêtent jamais.

« Malgré nos efforts de rattrapage, certaines parties de l'hôpital sont fermées de façon permanente. Il est tout simplement trop dangereux d'y travailler. » Il a ajouté qu'avec des installations modernes, nous pourrions sauver plus de vies et réduire davantage la souffrance.

Après avoir envisagé 12 emplacements possibles pour le nouvel édifice, l'hôpital a indiqué à John Baird, alors ministre, que l'endroit idéal se situait juste en face; il devait prendre moins de 10 % des terres appartenant à la Ferme expérimentale, ce qui laissait amplement le temps aux scientifiques de réaménager les 90 % restant des terres.

M. Baird a pris la bonne décision. Il s'est battu pour avoir un hôpital dans la ville où il habite. Si le nouveau gouvernement a un meilleur emplacement en tête, qu'il nous le révèle. Au lieu de s'en prendre à un grand champion communautaire, John Baird, tâchons de collaborer afin de construire un meilleur hôpital pour tous.

* * *

● (1410)

THOMAS SUTHERLAND

Mme Karina Gould (Burlington, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais saisir l'occasion pour commémorer avec chaleur la mémoire d'un citoyen de ma circonscription, Thomas Sutherland.

Tom a vécu sa vie pleinement et possédait une énergie sans borne, une curiosité insatiable, un sens profond de l'implication communautaire, un amour du théâtre et une passion pour la politique, mais sa plus grande joie était de chanter et de divertir les autres.

Admis au barreau en 1965, il a pratiqué le droit de la famille à Hamilton, puis à Burlington pendant plus de 30 ans. À sa retraite, il a été nommé juge suppléant du tribunal civil de l'Ontario et était affectueusement surnommé le juge chantant.

Déclarations de députés

Tom était un libéral dévoué. Il s'est présenté aux élections fédérales de 1979 et de 1980, et a été président des Jeunes libéraux d'Hamilton et de Toronto. En plus d'avoir représenté le Canada à la conférence des jeunes de l'OTAN à La Haye, il a été délégué à l'ONU et nommé observateur aux élections en Ukraine, en Arménie, en Albanie, au Monténégro et au Kosovo. En outre, il était un bénévole inlassable et a siégé à plus d'une dizaine de comités dans sa collectivité.

Tom adorait chanter de vieux airs de Sinatra, et je peux fièrement dire qu'il a vécu sa vie à sa façon: « *he did it his way* ».

* * *

[Français]

MARY TRAVERS, ALIAS LA BOLDUC

Mme Anju Dhillon (Dorval—Lachine—LaSalle, Lib.): Monsieur le Président, c'est samedi dernier qu'était célébré le 75^e anniversaire du décès d'une pionnière de la chanson québécoise, Mary Travers, mieux connue sous le nom de La Bolduc.

Née en 1894, à Newport, en Gaspésie, dans le même village que ma collègue la ministre du Revenu national et députée de Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine, La Bolduc est considérée comme la première femme auteure-compositrice-interprète du Québec.

Ses chansons turlutées, aux mots justes et empreintes d'humour, étaient comme un vent de fraîcheur pour les ouvrières et les ouvriers confrontés à la crise économique des années 1930. Le gouvernement québécois vient d'ailleurs de désigner officiellement cette grande dame de la musique à titre de personnage historique. Elle devient ainsi la seconde femme, après Jeanne-Mance, à recevoir cet honneur posthume.

La Bolduc, en avance sur son temps, notamment grâce à son indépendance financière et à sa détermination, a pavé la voie à l'émancipation des femmes.

* * *

PIERRE MOREAU

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, c'est avec tristesse et grande émotion que nous avons appris hier que Me Pierre Moreau, ministre du gouvernement du Québec, combat ce qui pourrait être un cancer.

Pierre est un battant, un vrai. Il l'a souvent démontré, et on sait qu'il le prouvera encore une fois. Élu à l'Assemblée nationale pour la première fois en 2003, il a occupé de hautes fonctions au Conseil des ministres. Au-delà de cela, c'est un homme courtois, engagé, attentif et intelligent. D'ailleurs, tous ont salué son courage hier.

Le premier ministre du Québec, le docteur Philippe Couillard, a dit: « Au-delà de son état physique, je ressens en lui, et ce qui n'est pas surprenant pour quiconque le connaît, un intense désir de combattre et de gagner ».

Pierre, je parle au nom de tous mes collègues de la Chambre des communes. On a confiance en toi. On sait que tu sauras combattre cette maladie. Bon courage, Pierre!

* * *

[Traduction]

GRAHAM DOWNEY

M. Andy Fillmore (Halifax, Lib.): Monsieur le Président, nous célébrons le Mois de l'histoire des Noirs partout au Canada, et je prends aujourd'hui la parole pour rendre hommage à Graham Downey, un regretté électeur de ma circonscription d'Halifax, qui a

marqué l'histoire. M. Downey a été le premier Afro-Néo-Écossais à être élu conseiller municipal d'Halifax et le premier maire adjoint afro-néo-écossais de la Ville.

En septembre 2015, M. Downey s'est éteint à l'âge de 76 ans. Toutefois, il laisse un souvenir impérissable. Il a été élu pour la première fois au conseil municipal d'Halifax en 1974, à l'âge de 35 ans, et il a représenté les intérêts des habitants de la partie Nord d'Halifax durant 26 ans. Il était un ardent défenseur de diverses questions comme l'amélioration des logements, les logements abordables, l'éclairage de rue, la propreté des quartiers, l'éducation et les centres de loisirs communautaires.

Il a reçu la médaille du jubilé de la reine et une citation de l'Association des municipalités de la Nouvelle-Écosse.

Je suis honoré de faire connaître la figure véritablement inspirante de M. Graham Downey.

* * *

LES RÉFUGIÉS SYRIENS

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord souhaiter bon anniversaire à mon fils Russell, qui a aujourd'hui 29 ans.

Sur une note plus sérieuse, je rappelle que les Canadiens sont témoins du drame humanitaire qui afflige la Syrie. Les images déchirantes de familles entières qui risquent le tout pour le tout pour fuir la violence ont incité nombre d'entre nous à tendre la main.

Les habitants de nombreuses localités de ma circonscription, de Naramata à New Denver, ont ouvert leur coeur, leur foyer et leur portefeuille pour accepter des réfugiés, leur offrir un logement et mettre en place des programmes d'anglais langue seconde, de l'aide à l'emploi et des plans d'intégration.

Des gens d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest ont pris l'initiative de parrainer à titre personnel des réfugiés, et nombre de personnes sont maintenant prêtes à accepter des réfugiés parrainés par le gouvernement. Je profite de l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui pour remercier tous ceux qui ont tendu la main pour les aider.

Nous tenons à ce que le gouvernement sache que nos collectivités sont prêtes, disposées et capables, voire impatientes, de collaborer avec lui, et nous avons hâte d'en savoir davantage sur les possibilités de contribution qu'elles peuvent faire.

* * *

●(1415)

L'UKRAINE

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, il y a deux ans, les membres de la centurie céleste ont été abattus sur le Maïdan de Kiev, en Ukraine, pendant la révolution de la dignité. En effet, il y a deux ans, le président Poutine a envoyé ses petits hommes verts envahir et occuper la Crimée. Par la suite, Poutine a illégalement annexé la Crimée à la Russie. Aujourd'hui, les autorités russes continuent d'arrêter des Tatars en Crimée et ont fermé leur assemblée législative, leurs mosques et leurs centres culturels.

La Russie souhaite normaliser ses relations avec le gouvernement libéral. La normalisation est un code qui désigne une politique d'apaisement. Malheureusement, le premier ministre du Canada souhaite entretenir des relations avec Poutine.

Je tiens à rappeler au gouvernement que la Crimée est en Ukraine et que le Canada ne devrait jamais reconnaître cette région en tant que territoire russe — ni dans 5 mois ni dans 50 ans. Les soldats russes qui combattent dans l'Est de l'Ukraine ne constituent pas une interférence. On appelle cela une invasion. Si la Russie souhaite éviter une deuxième guerre froide, elle doit se retirer de l'Ukraine.

Le gouvernement conservateur précédent a fortement appuyé l'Ukraine en l'aidant militairement, ainsi que sur les plans de la réforme gouvernementale et de la croissance économique, et en imposant des sanctions à la Russie.

J'invite les députés à se joindre au vice-président du Parlement ukrainien, Andreï Parubiy, à 15 h 30 aujourd'hui, à la flamme du centenaire, à l'occasion d'une vigile en mémoire des membres de la centurie céleste et des victimes de l'EuroMaïdan.

* * *

L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT «LA NUIT LA PLUS FROIDE DE L'ANNÉE»

M. Wayne Long (Saint John—Rothsay, Lib.): Monsieur le Président, voici des faits qui donnent à réfléchir: au moins 200 000 Canadiens sont sans toit chaque année; au moins 150 000 Canadiens ont recours à des refuges pour sans-abri à un moment donné; et ce soir, 30 000 Canadiens seront sans abri.

C'est pourquoi je suis fier d'avoir participé à la Marche de la nuit la plus froide de l'année pour venir en aide aux sans-abri et pour appuyer les responsables de l'organisme Outflow Ministry, qui s'emploient à offrir un toit, de l'espoir et beaucoup plus encore à ceux qui souffrent. Un grand merci à Tony Dickinson, Jamie Hall, Phil Appleby, Colin McDonald, Chanelle Morgan et Laura Duncansen pour leur esprit d'initiative.

Étant donné que je viens d'une ville où l'on enregistre les plus hauts taux de pauvreté chez les enfants et l'un des taux d'itinérance les plus élevés au pays, la lutte contre la pauvreté est ma priorité absolue. Ce ne sera pas une tâche facile, nous le savons, mais en travaillant de concert avec le ministre Jean-Yves Duclos et ses collaborateurs et en présentant des arguments solides pour faire de Saint John une ville modèle dans la lutte contre la pauvreté, nous pourrions sortir des sentiers battus pour trouver de nouvelles idées et proposer des solutions novatrices à ce fléau qui sévit dans ma ville et dans notre pays depuis trop longtemps.

Le Président: Je rappelle au député et aux membres du personnel chargés de conseiller les élus sur les déclarations à la Chambre qu'on ne peut pas désigner les députés par leur nom à la Chambre, mais par leur titre seulement.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Rona Ambrose (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, la nouvelle tendance du premier ministre à emprunter follement cause trois énormes problèmes. Premièrement, comme on le sait, le premier ministre rompt ainsi la promesse qu'il a faite aux Canadiens. Deuxièmement, ces emprunts ne permettent pas de créer

rapidement des emplois. Troisièmement, il ne pourra pas rembourser ces emprunts, à moins d'augmenter les impôts.

Le premier ministre ne se rend-il pas compte que faire ces emprunts sans rien prévoir pour les rembourser ne peut mener qu'à du gaspillage, à des hausses d'impôts et à un gouvernement encore plus envahissant?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, lors de la dernière campagne électorale, en octobre, nous avons clairement dit que le Canada avait besoin d'investissements et qu'il fallait stimuler sa croissance. Or, pendant 10 ans, l'ancien gouvernement n'a pas réussi à favoriser la croissance et à créer les débouchés dont les Canadiens de la classe moyenne, et les gens qui travaillent d'arrache-pied pour y accéder, avaient véritablement besoin.

C'est pourquoi nous avons présenté un plan d'investissement qui permettra de soutenir la classe moyenne et les gens qui travaillent fort pour y accéder et qui apportera la croissance dont le Canada est privé depuis trop longtemps. C'est ce que nous avons promis de faire, et c'est ce que nous faisons.

[Français]

L'hon. Rona Ambrose (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, les conservateurs ont permis à ce pays de traverser la pire récession mondiale avec la meilleure position du G7. Nous avons créé environ 1,3 million d'emplois et nous avons laissé un excédent de plus de 3 milliards de dollars.

Même le NPD reconnaît que nous étions dans une situation de surplus.

Pourquoi les libéraux sont-ils si déterminés à détruire l'enviable position du Canada en tant que leader sur la scène internationale?

• (1420)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, ce que nous avons vu très clairement, c'est que personne au Canada n'a cru à ce dont les conservateurs se vantent. Au fond, ils n'ont pas créé la croissance nécessaire et la prospérité dont les Canadiens avaient tant besoin.

C'est pourquoi ceux-ci ont choisi une autre façon de faire, une façon d'investir dans nos communautés, de créer de la croissance économique et d'aider la classe moyenne plutôt que les plus riches. C'est exactement ce que nous avons promis de faire et c'est exactement ce que nous allons faire maintenant et dans le budget, le 22 mars.

[Traduction]

L'hon. Rona Ambrose (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, j'étais en Alberta la semaine dernière, et je puis affirmer au premier ministre que les gens souffrent. Des familles perdent leur maison, les banques alimentaires sont débordées et le taux de suicide est à la hausse. Le transfert de fonds du fédéral au provincial ne réglerait pas le problème.

Les entreprises albertaines doivent pouvoir prospérer, investir et créer des emplois; les Albertains ont besoin de pouvoir retourner travailler. Cela signifie qu'il faut approuver au plus vite les projets d'oléoducs et renoncer à imposer une taxe sur le carbone, comme le veulent les libéraux. Quand le premier ministre comprendra-t-il que ce n'est pas en dépensant sans compter de l'argent emprunté qu'il créera des emplois?

Questions orales

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, la députée nous demande depuis longtemps d'aider l'Alberta, mais lorsque nous finissons par verser 250 millions de dollars à la province dans le cadre du programme de stabilisation fiscale, les conservateurs jugent que c'est négligeable: je trouve cela assez amusant.

En réalité, nous comprenons parfaitement que, si le gouvernement conservateur n'a pas réussi à imposer la construction d'oléoducs, c'est parce qu'il n'a pas tenu compte du fait que, pour créer une économie forte, il faut mettre en place des mesures rigoureuses de protection environnementale. C'est ce que les Albertains attendent de nous, et c'est ce que nous allons faire.

[Français]

L'hon. Maxime Bernier (Beauce, PCC): Monsieur le Président, hier, le ministre des Finances s'est réjoui de renier une autre promesse électorale en endettant encore plus les Canadiens de 25 milliards de dollars et en créant des déficits structurels de 90 milliards de dollars sur quatre ans.

Comment le ministre des Finances peut-il justifier d'endetter les Canadiens, alors que nous ne sommes même pas en période de récession?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, notre objectif demeure d'avoir un budget équilibré, mais notre priorité est d'avoir la possibilité de faire des investissements au Canada pour les Canadiens et la classe moyenne. Nous savons qu'ils ont choisi notre plan pour faire croître l'économie, et c'est exactement ce que nous allons faire.

L'hon. Maxime Bernier (Beauce, PCC): Monsieur le Président, le plan, c'était un petit déficit de 10 milliards de dollars. Maintenant, c'est 25 milliards ou 30 milliards de dollars. Où cela va-t-il s'arrêter? Pourquoi endetter les générations futures?

Le ministre des Finances a perdu le contrôle de son ministère, il a perdu le contrôle des dépenses publiques et il a perdu le contrôle des déficits. Il devrait se ressaisir un peu et prendre le contrôle de son ministère. S'il n'en est pas capable, il devrait laisser la place à quelqu'un d'autre.

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous commençons avec un déficit qui était celui des conservateurs. De plus, nous avons une dette qui est de 150 milliards de dollars supplémentaires. Nous commençons comme cela, mais, heureusement, nous avons la capacité d'investir dans notre économie parce que, avec les mesures prises par le gouvernement dans les années 1990, nous avons le niveau de dette par rapport au PIB qui est le plus bas parmi les pays du G7. Nous allons investir et, de cette façon, son niveau de croissance sera plus bas que dans les 10 dernières années.

* * *

AIR CANADA

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, hier, le premier ministre a prétendu qu'Air Canada avait une entente pour l'entretien des C Series, ici, au Canada. Son ministre a même fait valoir qu'Air Canada « va bâtir un centre d'excellence pour l'entretien. » Or il n'y a pas d'entente, il n'y a aucun engagement concret de construire un centre d'entretien.

En vertu de quoi, au juste, un premier ministre peut-il prétendre pouvoir dispenser Air Canada de ses obligations légales qui sont très claires aux termes d'une loi canadienne qui est toujours en vigueur? Pourquoi n'applique-t-il pas la loi?

• (1425)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, l'engagement d'Air Canada d'acheter 45 C Series avec une option d'achat de 30 autres appareils est une excellente nouvelle pour tout le secteur aéronautique du Canada.

Air Canada a aussi pris l'engagement de mettre sur pied un centre d'excellence et d'entretien d'aéronefs et de faire l'entretien de ses appareils C Series pendant au moins 20 ans. C'est une bonne nouvelle pour l'industrie aéronautique au Canada. C'est ce pour quoi le gouvernement travaille fort avec ses partenaires à Québec et ailleurs. C'est ce que nous allons continuer de faire pour les travailleurs.

[Traduction]

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, lorsque 2 600 emplois dans l'aéronautique ont été menacés, pendant le mandat du gouvernement conservateur, le chef du Parti libéral a manifesté avec les travailleurs contre la malhonnêteté et l'iniquité des mises à pied qui s'annonçaient.

Aujourd'hui, le chef du Parti libéral est au pouvoir et il abandonne les mêmes travailleurs canadiens, sans avoir conclu d'entente ni exigé la garantie que des emplois seront créés à l'avenir.

Le premier ministre s'engagera-t-il à rencontrer ces travailleurs de Montréal, de Mississauga et de Winnipeg et à leur expliquer pourquoi il a changé d'idée et pourquoi il ne défend plus leurs droits?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, au contraire, nous continuons d'avoir à coeur la solidité et la prospérité de l'industrie aéronautique. C'est pourquoi nous avons appris avec joie qu'Air Canada allait commander 45 appareils de la C Series, avec une option d'achat de 30 appareils supplémentaires.

[Français]

De plus, l'entreprise va créer un centre manufacturier et d'entretien qui va aider les travailleurs et créer des emplois pendant encore 20 ans.

Nous voyons à quel point c'est important et nous allons continuer de travailler avec l'industrie et avec les autres gouvernements pour nous assurer que cela se fera.

* * *

[Traduction]

L'ASSURANCE-EMPLOI

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, le premier ministre n'a rien d'autre à offrir que des paroles creuses aux Canadiens en difficulté.

Alors que le chômage augmente, mais que le nombre de Canadiens recevant des prestations d'assurance-emploi diminue, les Canadiens exigent des mesures pour aider les familles à payer les factures et l'épicerie.

Or la réponse du gouvernement est encore une litanie de platitudes plutôt qu'un engagement à agir.

Le premier ministre a-t-il l'intention, oui ou non, d'agir immédiatement pour fixer un seuil universel de 360 heures et pour prolonger les prestations d'assurance-emploi?

Questions orales

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Oui, monsieur le Président. Nous nous sommes engagés, pendant la campagne électorale, à renforcer le régime d'assurance-emploi, et ce, sans avoir à réduire massivement les dépenses de l'État, ce que le député aurait été obligé de faire si son parti avait formé le gouvernement puisqu'il s'était engagé à équilibrer le budget coûte que coûte.

Nous avons été élus en prenant l'engagement de mieux garnir le régime d'assurance-emploi et d'aider les travailleurs. Le député d'en face le sait, mais il avait fait un choix différent.

Les Canadiens nous ont choisis pour diriger le chantier de la réforme de l'assurance-emploi, et c'est exactement ce que nous allons faire.

[Français]

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, les libéraux ont dénoncé haut et fort la réforme de l'assurance-emploi lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Maintenant au pouvoir, le premier ministre se contente de réponses évasives et de ses phrases creuses classiques.

À peine le tiers des travailleurs qui perdent leur *job* ont accès à l'assurance-emploi, et la durée des prestations est bien trop courte pour trouver un nouvel emploi. Le premier ministre doit comprendre qu'il y a urgence d'agir maintenant.

Le gouvernement va-t-il, oui ou non, étendre la durée des prestations de l'assurance-emploi? Oui ou non? Nous voulons une réponse claire, pour une fois.

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous allons réformer l'assurance-emploi. Durant la campagne électorale, nous nous sommes engagés à investir dans le système et à nous assurer que plus de Canadiens qui en ont besoin pourront avoir accès à l'assurance-emploi. C'est ce que nous avons toujours défendu et c'est ce que nous allons continuer de faire maintenant que nous sommes au gouvernement et que nous avons la capacité de le faire.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES

L'hon. Lisa Raitt (Milton, PCC): Monsieur le Président, nous avons légué un excédent budgétaire au gouvernement. On peut le vérifier auprès des fonctionnaires du ministère des Finances. Fort d'un budget équilibré, le gouvernement pourrait s'employer à renforcer l'économie canadienne.

Toutefois, ma question porte sur un témoignage présenté aujourd'hui au comité des finances. Je demande au ministre des Finances s'il était vraiment sérieux lorsqu'il a dit que d'avoir un budget équilibré allait nous plonger dans une récession.

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, j'étais on ne peut plus sérieux. De l'autre côté de la Chambre, ils ont dit vouloir équilibrer immédiatement le budget, à tout prix. Cela signifie que nous aurions, dès maintenant, des compressions de dizaines de milliards de dollars, des compressions qui feraient grimper le taux de chômage, qui réduiraient notre marge de manoeuvre et qui nous mettraient certainement dans une position très difficile.

Nous comptons investir afin d'accroître le taux de croissance du pays pour la classe moyenne et les personnes plus vulnérables.

• (1430)

L'hon. Lisa Raitt (Milton, PCC): Monsieur le Président, au lieu de se soucier de ce que notre excellent gouvernement aurait fait, le ministre devrait peut-être se soucier un peu plus de ce que son gouvernement ne fait pas.

À une certaine époque, il a cru à la prudence financière. Voici ce qu'il a dit sur les ondes de CBC en novembre dernier:

[...] le fait que nous acceptions d'enregistrer un déficit pour faire des investissements considérables que nous estimons très importants [...] ne nous autorise nullement à être conciliants dans notre façon de gérer l'ensemble de nos finances.

Qu'est-ce qui a changé au cours des trois derniers mois pour donner au ministre des Finances l'impression qu'il peut se permettre de dépenser?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je sais gré à la députée d'avoir cité ces propos parce que je maintiens ce que j'ai dit. Nous avons pris envers les Canadiens l'engagement de nous attaquer à la faible croissance que nous a léguée le gouvernement précédent. Nous allons investir dans les infrastructures et dans l'innovation, de façon à changer réellement les choses au Canada. Nous allons prendre des mesures dans l'intérêt de la classe moyenne, notamment lui accorder des allègements fiscaux et favoriser une croissance accrue pour l'avenir. C'est exactement ce que nous allons faire, tout en demeurant prudents en cours de route.

[Français]

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, qu'on me permette de corriger deux affirmations qui ont été prononcées tout à l'heure par les membres du gouvernement et qui ne sont pas justes par rapport à la réalité. Le ministre des Finances affirme avoir hérité d'un déficit et le premier ministre affirme aussi que nous, les conservateurs, sommes les seuls à croire qu'il y a eu un surplus.

Ce n'est pas cela la réalité. La réalité, c'est que selon *La revue financière*, un document officiel publié par le ministère des Finances, d'avril à novembre 2015, il y a eu un excédent budgétaire de 1 milliard de dollars. C'est cela la réalité telle qu'écrite par les propres fonctionnaires du gouvernement.

Les libéraux ont beau crier contre nous autres, c'est cela la réalité. Est-ce que le ministre...

Le Président: L'honorable ministre des Finances a la parole.

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je ne suis pas certain qu'il y ait une question, mais ce que je vais dire, c'est que six mois ou deux mois, ce n'est pas une année. Nous avons l'année au complet et nous avons vu qu'il y a un déficit laissé par les conservateurs. Dans les derniers trois mois de l'année, il y a eu moins de revenus et plus de dépenses. Cela veut dire qu'il y a un déficit fait par les conservateurs.

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, je ne sais pas si c'était une réponse, mais ce que je sais par exemple, c'est qu'un vrai document du ministère des Finances, son propre ministère, dit qu'il y avait un surplus. C'est cela la réalité.

Ce qui est certain aussi, c'est que le Parti libéral a passé son temps lors de la campagne électorale à dire qu'il avait un plan. La réalité, c'est qu'il n'avait pas de plan pour faire face à la réalité économique d'aujourd'hui.

Le premier ministre va-t-il se lever et dire qu'en effet, il va gérer de façon sérieuse et rigoureuse les finances publiques pour ne pas endetter nos enfants et nos petits-enfants?

Questions orales

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai dit hier, notre budget va être déposé le 22 mars. Nous avons un plan. C'est un plan pour investir dans la classe moyenne partout au Canada. C'est un plan pour faire des investissements en infrastructure, en innovation et en faveur des plus vulnérables de notre pays. C'est un plan pour faire croître l'économie, et nous allons commencer immédiatement.

[Traduction]

L'hon. Kevin Sorenson (Battle River—Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, durant les deux premières années du gouvernement conservateur, nous avons réduit la dette nationale de 38 milliards de dollars. Lorsque la récession mondiale a frappé, nous avons misé sur les baisses d'impôt, sur les mesures de stimulation économique, sur les infrastructures et sur d'autres choses pour garder les Canadiens au travail. Nous avons légué un surplus à nos successeurs, mais avec leur déficit galopant, il n'a fallu que 100 jours aux libéraux pour réduire tout cela à néant.

Pourquoi le plan des libéraux est-il de dépenser, dépenser et dépenser encore?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, le plan libéral est d'investir, investir et investir encore.

Contrairement aux conservateurs, nous n'avons pas hérité d'un surplus. Les libéraux ont laissé un surplus de 13 milliards de dollars aux conservateurs, et ces derniers l'ont transformé en une majoration de la dette canadienne de l'ordre de 150 milliards de dollars.

Nous allons dépenser afin d'améliorer notre taux de croissance. Nous allons faire en sorte que le Canada soit un meilleur pays pour ses citoyens.

L'hon. Kevin Sorenson (Battle River—Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, je rappelle au ministre des Finances que cet argent qu'il entend dépenser sans compter est celui des contribuables canadiens.

Le Canada est sorti du ralentissement économique mondial en meilleure posture que tous les autres pays du G7. Le Canada a été le premier à sortir de la récession, et il a été classé comme l'un des meilleurs endroits au monde où démarrer une entreprise et créer des emplois.

Pourquoi le ministre des Finances cherche-t-il si ardemment à détruire la position enviable du Canada à l'échelle mondiale?

• (1435)

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à rappeler au député d'en face qu'il s'est passé quelque chose de très important le 19 octobre dernier. Les Canadiens avaient le choix. Ils avaient le choix de réagir au ralentissement de la croissance économique par des investissements ou d'y réagir par des compressions, ce qui n'aurait fait qu'envenimer la situation.

Or les Canadiens ont fait le bon choix. Ils ont choisi d'investir. Nous investissons dans la classe moyenne, nous investissons dans les infrastructures et nous investissons dans l'innovation afin de bâtir un Canada plus fort pour les Canadiens de demain.

[Français]

M. Guy Caron (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, NPD): Monsieur le Président, hier, l'ancien directeur parlementaire du budget, Kevin Page, a mis en doute les chiffres avancés par le ministre des Finances dans sa mise à jour.

Aujourd'hui, en comité, le ministre a persisté à avancer ces chiffres, qui sortent d'on ne sait où. Il n'y a rien pour rassurer les

Canadiens, d'autant plus que le ministre refuse de confirmer si ses promesses électorales seront respectées.

Comprend-il que ce sont les Canadiens, et particulièrement ceux à faibles revenus comme les aînés, les familles et les chômeurs, qui sont les premiers pénalisés par le ralentissement économique?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous avons fait une promesse aux Canadiens. Nous leur avons fait la promesse d'être ouverts et transparents.

Hier, j'ai expliqué que notre situation actuelle était difficile. L'économie est volatile, et c'est la raison pour laquelle nous avons choisi pour l'année prochaine un niveau de croissance plus bas qu'en novembre. C'est un bon point de départ, et c'est la façon de considérer comment nous pouvons faire un budget pour l'avenir.

[Traduction]

M. Guy Caron (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, NPD): Monsieur le Président, encore une fois, nous ne savons pas d'où sortent ces chiffres.

L'ancien directeur parlementaire du budget a déclaré que la dernière mise à jour financière du ministre des Finances comportait bien des lacunes et des exagérations.

Le ministre ne dit pas non plus s'il va offrir de l'aide aux Canadiens qui ont du mal à joindre les deux bouts. La mise à jour confirme bel et bien que son plan fiscal coûtera plus de 1 milliard de dollars de plus que ce qui avait été prévu, et pendant ce temps, les aînés, les familles et les chômeurs attendent encore et toujours l'aide promise.

Comment se fait-il que les personnes les plus nécessiteuses sont celles dont le ministre se soucie le moins?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux de répondre à cette question.

Lors de la dernière campagne électorale, nous avons promis de faire des investissements. Nous avons promis d'aider la classe moyenne. Nous avons déjà pris des mesures en ce sens. Nous avons aussi promis d'aider les personnes les plus vulnérables.

Je suis fier d'annoncer que nous irons de l'avant et que nous mettrons en oeuvre l'Allocation canadienne aux enfants dans le budget de 2016. Il s'agit d'une décision historique, qui fera une énorme différence pour la population du Canada. Nous aiderons 9 familles canadiennes avec enfants sur 10. Nous sortirons des centaines de milliers d'enfants de la pauvreté et nous aiderons les personnes les plus vulnérables.

* * *

[Français]

LA FISCALITÉ

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, l'achat d'actions permet à de nouvelles petites entreprises d'embaucher les employés les plus talentueux en leur offrant des gains futurs.

Cependant, le gouvernement prévoit doubler les taxes sur les actions. Par conséquent, de nombreux entrepreneurs vont devoir s'établir ailleurs, éliminant ainsi des emplois ici, au Canada.

Le ministre des Finances va-t-il annoncer aujourd'hui qu'il abandonnera la hausse d'impôt ciblant les entrepreneurs et les créateurs d'emplois?

[Traduction]

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, ce que je veux annoncer, aujourd'hui, c'est que nous sommes fermement engagés à rendre notre pays plus innovateur.

Questions orales

Nous sommes fermement déterminés à relever le défi de la productivité au pays. Nous prenons les mesures nécessaires pour faire ce qui n'a pas été fait depuis 10 ans, c'est-à-dire investir dans les innovateurs, dans l'innovation, d'un bout à l'autre du pays.

Je serai ravi de présenter le budget dans quelques semaines et de fournir des précisions à ce sujet.

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, nous ne pouvons pas investir dans les innovateurs en augmentant leurs impôts; pourtant, c'est ce que le gouvernement libéral propose actuellement.

Les options d'achat d'actions permettent d'attirer les employés les plus talentueux en leur donnant accès à une partie des gains futurs de l'entreprise. Elles permettent d'attirer les talents d'aujourd'hui avec une partie de la richesse de demain. Voilà pourquoi tant d'entrepreneurs sont si florissants partout au pays.

Cette hausse d'impôt nuira non seulement aux entreprises de technologie de pointe, mais aussi aux petites entreprises pétrolières et gazières qui ont peu de liquidités, mais dont l'avenir est prometteur. J'invite le ministre à nous annoncer qu'il est de leur côté et qu'il maintiendra les impôts bas.

• (1440)

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de cette aimable invitation à dire aux gens que nous soutenons l'innovation parce que c'est absolument le cas.

Nous savons que le soutien à l'innovation est une tâche plutôt complexe qui nécessite plus qu'un seul outil. Les investissements que nous ferons dans la science fondamentale auront un effet concret sur l'innovation future au pays. Nous investirons dans les grappes d'innovation, ce qui permettra de changer concrètement les choses et d'attirer des entreprises qui veulent faire de la recherche ici.

Nous changerons véritablement les choses sur le plan de l'innovation et de la productivité grâce à de nombreuses mesures qui aideront les Canadiens aujourd'hui et demain.

* * *

L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

M. Colin Carrie (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, Oshawa a besoin d'impôts peu élevés pour conserver des emplois bien rémunérés dans l'industrie manufacturière. Les politiques des libéraux, qui comprennent des charges sociales élevées, de nouvelles taxes sur le carbone et les coûts d'électricité les plus élevés en Amérique du Nord, ont donné un avantage concurrentiel à des régions comme le Michigan. Or, au lieu de baisser les impôts immédiatement, le premier ministre étend à l'échelle nationale ces politiques nuisibles à l'emploi.

Quand le premier ministre a dit au ministre de délaissier graduellement le secteur manufacturier, comptait-il éliminer le moindre des emplois de ce secteur au Canada?

L'hon. Navdeep Bains (ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement est déterminé à appuyer le secteur manufacturier. Nous ne tournerons jamais le dos au secteur manufacturier.

Nous sommes conscients de l'importance de ce secteur. Nous savons que 1,7 million de Canadiens travaillent dans le secteur manufacturier, et qu'il contribue grandement à notre croissance économique. Voilà pourquoi nous avons un plan.

Nous allons faire des investissements non seulement dans le secteur manufacturier, mais aussi dans les infrastructures, afin d'aider

les personnes qui veulent se joindre à la classe moyenne et d'alléger le fardeau des Canadiens de la classe moyenne. Nous allons proposer un programme pour la croissance et l'innovation qui aidera tous les secteurs de l'économie, y compris le secteur manufacturier.

M. Colin Carrie (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, le ministre n'a pas compris. Pour le moment, le seul plan du gouvernement, en ce qui touche le secteur de l'automobile, c'est d'augmenter les charges sociales et le coût de l'énergie, en plus d'instaurer une taxe sur le carbone nuisible à l'emploi. Toutes ces politiques ont échoué en Ontario; elles échoueront aussi à l'échelle nationale.

Les familles d'Oshawa aimeraient savoir si les libéraux leur réservent le même sort qu'aux travailleurs de Bombardier. Est-ce à cela que pensait le ministre quand il a parlé d'abandonner peu à peu les emplois du secteur manufacturier?

L'hon. Navdeep Bains (ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, dans le contexte de l'économie numérique du XXI^e siècle, il est essentiel d'investir dans le secteur manufacturier pour assurer sa compétitivité. Nous ne laisserons pas tomber le secteur manufacturier, au contraire: nous verrons à accroître sa compétitivité, non seulement au Canada, mais aussi à l'échelle internationale.

Le premier ministre et moi avons discuté avec les dirigeants de GM et d'autres équipementiers à Davos, car nous avons à cœur de collaborer avec eux, de favoriser les investissements, de créer des emplois de qualité et d'investir dans l'innovation, autant d'éléments qui contribueront à notre programme de croissance économique.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Mme Hélène Laverdière (Laurier—Sainte-Marie, NPD): Monsieur le Président, des rapports indiquent que des armes vendues par le Canada à l'Arabie saoudite aboutissent au Yémen, entre les mains de combattants de la guerre civile. Il semble aussi que les Saoudiens utilisent, dans cette même guerre, des véhicules blindés fabriqués au Canada et achetés au cours des 10 dernières années.

La politique du gouvernement est claire: il faut évaluer les risques en matière de droits de la personne avant d'autoriser les exportations d'armes.

Le ministre peut-il confirmer à la Chambre que des armes fabriquées au Canada sont utilisées au Yémen? Rendra-t-il enfin publique l'évaluation effectuée avant la vente de ces armes?

[Français]

M. David Lametti (secrétaire parlementaire de la ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais remercier l'honorable députée de sa question.

Je veux assurer aux Canadiens et aux Canadiennes que nous prenons cet enjeu très au sérieux. Hier, la ministre a demandé au ministère des détails concernant une enquête à ce sujet. Lors de la campagne électorale, nous avons promis que nous allions procéder avec plus de transparence et de responsabilité dans ce genre de dossier, et c'est exactement ce que nous allons faire.

Mme Hélène Laverdière (Laurier—Sainte-Marie, NPD): Monsieur le Président, c'est ce que nous voulons, de la transparence, mais cela tarde pas mal. On s'est intéressé au sujet hier, alors que cela fait des mois qu'on discute de cette situation.

Questions orales

La politique gouvernementale est claire: avant de permettre une vente d'armes à l'étranger, le gouvernement doit s'assurer que ces armes ne se retrouveront pas en zone de combat et ne serviront pas à bafouer les droits de la personne.

Toutefois, on apprend maintenant que des armes vendues à l'Arabie saoudite seraient mêlées au conflit au Yémen.

Le ministre peut-il confirmer que c'est le cas, et s'engage-t-il à rendre publique l'évaluation que son ministère devait faire avant de permettre l'exportation d'armes en Arabie saoudite?

• (1445)

M. David Lametti (secrétaire parlementaire de la ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais rappeler à la Chambre que ce contrat a été signé par l'ancien gouvernement. Lors de la campagne électorale, nous nous sommes engagés à être plus transparents à l'avenir. Toutefois, lors de la campagne électorale, l'honorable députée de London—Fanshawe a été claire au sujet du fait que nous n'allions pas rouvrir le contrat. Nous avons pris l'engagement d'améliorer la situation, et c'est exactement ce que nous ferons.

* * *

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

Mme Alexandra Mendès (Brossard—Saint-Lambert, Lib.): Monsieur le Président, alors que l'accueil des réfugiés syriens au Canada se poursuit, nous constatons que ceux-ci requièrent le soutien de tous les paliers gouvernementaux, afin d'être assurés d'un accès immédiat aux soins et aux services essentiels dont ils ont besoin.

Le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté peut-il faire part à la Chambre des détails de l'annonce gouvernementale relative au Programme fédéral de santé intérimaire?

L'hon. John McCallum (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa bonne question.

Effectivement, nous avons rétabli le programme de soins de santé pour les réfugiés qui avait été retiré par les conservateurs. Les tribunaux avaient dit qu'il était cruel et inhabituel de retirer ce programme. C'était un bon programme pour les réfugiés et un bon programme de santé publique. C'est donc tout simplement la bonne chose à faire.

* * *

[Traduction]

L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION NAVALE

L'hon. Steven Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, tout d'abord nous avons appris que les libéraux pourraient louer des remorqueurs construits à l'étranger. Maintenant ils ont recours aux services d'un consultant étranger. Croient-ils qu'aucun Canadien n'est en mesure de faire le travail?

Les libéraux semblent préférer créer des emplois à l'étranger, mais il n'y a aucun plan prévu pour la création d'emplois ici même au Canada.

Je demanderais à la ministre de l'Approvisionnement d'expliquer pourquoi les libéraux ne font pas confiance aux travailleurs des chantiers maritimes au Canada et aux entreprises canadiennes.

Mme Leona Alleslev (secrétaire parlementaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement a embauché M. Steve Brunton, un expert en construction navale, afin qu'il fournisse au gouvernement

des conseils indépendants sur divers volets de la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale. M. Brunton possède une vaste expérience en matière de coordination de programmes de construction navale et d'acquisition de fournitures navales au Royaume-Uni, l'un de nos plus proches alliés.

Des conseils spécialisés et objectifs en matière de construction navale seront très utiles pour le gouvernement.

[Français]

L'hon. Steven Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, après avoir voulu faire construire des navires à l'étranger au lieu de les faire construire ici, voilà que les libéraux mandatent un consultant étranger pour la stratégie navale canadienne. C'est une autre *job* de moins pour un Canadien.

La ministre de l'Approvisionnement a-t-elle clairement indiqué dans son mandat que les bateaux seraient construits ici, au Canada, ou s'agit-il d'un subterfuge des libéraux pour faire construire nos bateaux à l'étranger en s'en lavant les mains?

[Traduction]

Mme Leona Alleslev (secrétaire parlementaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement a toujours à cœur la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale et l'acquisition transparente de navires au Canada. Aucune décision n'a été prise pour le moment en ce qui concerne l'exigence relative aux remorqueurs. La planification du projet en est encore à ses débuts.

Dans le cadre de la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale et de la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que le remplacement des grands remorqueurs de la Défense nationale donne lieu à des avantages considérables pour les Canadiens et l'industrie canadienne.

* * *

L'INDUSTRIE AÉROSPATIALE

L'hon. Peter Van Loan (York—Simcoe, PCC): Monsieur le Président, les décisions du gouvernement actuel concernant les dépenses et les déficits qui en résultent minent l'économie et occasionnent des pertes d'emplois. Il en va de même pour les décisions stratégiques libérales. Les libéraux ont abandonné le projet de prolongation des pistes de l'aéroport Billy Bishop et entraîné, ce faisant, l'annulation de 2 milliards de dollars de commandes d'avions chez Bombardier.

Les libéraux nous font perdre des emplois et limitent le choix et la concurrence qui profiteraient aux voyageurs, au tourisme et aux entreprises à Toronto. Pourquoi cette attaque irresponsable contre l'économie torontoise et les emplois dans le secteur précaire de l'aviation?

L'hon. Marc Garneau (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, je suis ravi de l'excellente nouvelle que nous avons reçue la semaine dernière concernant la décision d'Air Canada d'acheter 45 jets de la C Series et peut-être 30 de plus, et d'en faire l'entretien au Québec pendant au moins les 20 prochaines années.

C'est une excellente nouvelle pour Bombardier, le Québec et l'industrie aérospatiale. Tout le monde devrait s'en réjouir.

Questions orales

●(1450)

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Monsieur le Président, l'automne dernier, le ministre de l'Immigration s'est rendu dans un camp de réfugiés au Liban pour voir de ses yeux les gens que nous aidions — c'est lui-même qui l'a dit. Au camp de réfugiés Zaatari en Jordanie, les deux députés qui le flanquent à la Chambre l'ont rejoint et ont dit aux familles de réfugiés que le Canada était là pour les aider.

Cependant, la semaine dernière, dans le cadre de la réunion du comité de la sécurité publique, les responsables du gouvernement nous ont dit que pratiquement aucun des 25 000 réfugiés syriens n'était issu de ces camps.

Pourquoi le ministre a-t-il induit les Canadiens en erreur et, par-dessus tout, pourquoi a-t-il donné de faux espoirs à ces familles pour les besoins d'une séance de photos?

L'hon. John McCallum (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, il s'agit là d'une question trompeuse. Pour choisir les réfugiés de ces pays, nous nous sommes fondés sur les listes que nous avaient fournies les Nations unies, c'est-à-dire les listes des personnes les plus vulnérables dans la région. Nous avons pris contact avec elles et, Dieu merci, nombre d'entre elles se trouvent maintenant au Canada.

Nous n'avons jamais dit qu'elles venaient de camps. En Jordanie, par exemple, quelque 75 % des réfugiés ne résident pas dans des camps. Ils sont de la région et ce sont eux les plus vulnérables. Pour ma part, je suis très fier que près de 25 000 d'entre eux se trouvent maintenant au Canada.

* * *

LA GARDE CÔTIÈRE CANADIENNE

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD): Monsieur le Président, la semaine dernière, le Comité permanent des pêches et des océans a adopté une motion l'autorisant à se pencher sur la fermeture imminente de la station sur la sécurité des communications de Comox. Beaucoup de gens se demandent qui assurerait la sécurité côtière si cette station devait fermer. Déversements, accidents, attente accrue avant d'obtenir des services d'urgence, tout est à envisager, et c'est sans parler des vies qui seront mises en danger.

Le ministre va-t-il prendre ses responsabilités sans plus tarder, écouter ce que les témoins et les habitants ont à dire et renoncer à fermer la station de Comox?

L'hon. Hunter Tootoo (ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, la Garde côtière a modernisé ses centres de Services de communication et de trafic maritimes et les a dotés d'équipement digne du XXI^e siècle. Je me suis rendu sur place et j'ai vu de mes yeux ces nouveaux systèmes, dont les prédécesseurs dataient d'une trentaine d'années. Les membres de la Garde côtière sont très bien formés, ils sont extrêmement compétents et ils ont besoin de bons outils pour faire leur travail.

M. Fin Donnelly (Port Moody—Coquitlam, NPD): Monsieur le Président, le ministre croit-il vraiment qu'à elle seule, la technologie peut remplacer ces centres de communication? Car c'est loin d'être le cas. En fait, la station de Victoria est tombée en panne en fin de semaine, laissant le détroit de Georgia, la baie Howe et le port de Vancouver sans aucune protection. Ce n'était d'ailleurs pas la

première panne de ce genre, mais le gouvernement semble déterminé à fermer la station de Comox.

Pourquoi le gouvernement libéral méprise-t-il autant de la sécurité maritime? Pourquoi les libéraux ont-ils repris les méthodes bancales des conservateurs?

L'hon. Hunter Tootoo (ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, nous avons acquis une nouvelle technologie. C'est, comme je le disais la semaine dernière, comme si nous étions passés d'un téléphone à cadran à un téléphone intelligent. Cette nouvelle technologie fournit exactement aux employés de ces centres ce dont ils ont besoin pour assurer la sécurité de la population. Ils avaient déjà la formation et les compétences, ils ont maintenant l'équipement.

* * *

[Français]

L'ÉTHIQUE

M. Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, la ministre de la Justice siège à six comités du Cabinet, dont celui qui vise à renforcer les relations avec les Autochtones. Son mari s'est enregistré comme lobbyiste auprès du gouvernement pour travailler à des dossiers touchant justement les Premières Nations. La campagne de lobbying de son mari crée un conflit d'intérêts direct, car la ministre de la Justice va s'occuper des questions juridiques concernant les Premières Nations.

Comment le premier ministre peut-il justifier ce conflit d'intérêts flagrant?

L'hon. Dominic LeBlanc (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, nos conseils en ce qui a trait aux conflits d'intérêts viendront de la commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique, Mme Dawson. C'est exactement ce que ma collègue a fait. Elle est allée, de façon proactive, demander conseil à la commissaire, Mme Dawson. La ministre et son mari sont en train de suivre méticuleusement les conseils de la commissaire à l'éthique.

Évidemment, mon collègue a énormément de difficulté à comprendre cela. Je l'invite à aller voir Mme Dawson. Son bureau est sur la rue Slater, à Ottawa. Elle pourra l'informer de la façon exacte dont cela fonctionne.

●(1455)

[Traduction]

M. Blaine Calkins (Red Deer—Lacombe, PCC): Monsieur le Président, il n'est guère surprenant que le leader du gouvernement à la Chambre des communes connaisse l'adresse aussi bien.

La ministre de la Justice est directement responsable de projets qui sont financés dans le cadre de la Stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones du gouvernement fédéral. C'est donc elle qui choisit les groupes qui reçoivent des fonds publics.

Étant donné que son mari est maintenant lobbyiste pour la nation de Westbank et l'Administration financière des Premières Nations, la ministre se récusera-t-elle de toute décision concernant le financement de programmes destinés aux Autochtones?

L'hon. Dominic LeBlanc (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, de ce côté-ci de la Chambre, nous ne sommes pas surpris que le député ne sache pas où se trouve le bureau de la commissaire à l'éthique.

Questions orales

Je tiens à être bien clair. La ministre de la Justice a fait exactement ce que l'on attend d'une personne honorable qui, tout au long de sa carrière, a fait preuve d'intégrité et a respecté les principes de bonne gouvernance. Elle est allée voir la commissaire à l'éthique avec son mari, qui est en affaires depuis 30 ans, et elle lui a demandé conseil. Elle suit maintenant les conseils de la commissaire, ce que le député aurait beaucoup de mal à faire.

M. Blaine Calkins (Red Deer—Lacombe, PCC): Monsieur le Président, selon le site Web de la Ville de Kelowna, la GRC de Kelowna appuie les services aux victimes dans la Première Nation de Westbank. Il s'agit de la même Première Nation qui a embauché l'époux de la ministre de la Justice comme lobbyiste.

La ministre de la Justice est vice-présidente du comité du Cabinet chargé du renseignement et de la gestion des urgences, deux questions qui font partie intégrale du mandat de la GRC. C'est un conflit d'intérêts flagrant.

Compte tenu des activités lobbyistes de son époux, la ministre de la Justice va-t-elle se retirer du comité secret du gouvernement?

L'hon. Dominic LeBlanc (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le seul secret ici, c'est la raison pour laquelle le député continue d'imaginer toutes sortes de problèmes alors qu'il n'en existe pas. Je vais lui expliquer exactement ce qui s'est passé.

Les recommandations relatives aux conflits d'intérêts ou à l'apparence de conflit d'intérêts viennent de la personne que le Parlement a choisie à cette fin. Elle s'appelle Mary Dawson. C'est la commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique. Nous suivons volontiers et méticuleusement ses conseils, et c'est ce qu'a fait ma collègue. J'aimerais que le député s'informe sur le fonctionnement le processus.

* * *

LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

M. Darshan Singh Kang (Calgary Skyview, Lib.): Monsieur le Président, les gens de ma circonscription, Calgary Skyview, ont été durement touchés par la récente diminution du prix du pétrole et s'inquiètent de l'avenir économique de la province. Ils s'inquiètent de la diminution des revenus du gouvernement en raison du faible prix du pétrole et de la multiplication des pertes d'emplois.

Le ministre des Finances peut-il informer la Chambre des mesures prises par le gouvernement pour aider l'Alberta en cette période difficile?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de Calgary Skyview. Je remercie également le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, le ministre des Anciens Combattants et le député d'Edmonton-Centre. Ils se sont tous portés à la défense de l'Alberta.

J'étais fier aujourd'hui d'annoncer que nous avons accéléré la mise en place du fonds de stabilisation de l'Alberta, d'une valeur de 250 millions de dollars, soit le montant maximal payable par personne. Il s'agit là d'un exemple de l'esprit de collaboration entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, au nom des familles de la classe moyenne et des personnes qui connaissent des difficultés en raison du ralentissement économique.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a dit aux Canadiens que le gouvernement libéral est à augmenter considéra-

blement le nombre de formateurs qui participeront à la campagne contre le groupe État islamique. Le général Vance a confirmé que ces soldats traceront des cibles près du front et qu'ils se défendront s'ils se font tirer dessus. Ils risqueront donc leur vie dans une mission sans combat, aux dires des libéraux. Les soldats qui participeront à cette mission de formation seront-ils admissibles à l'indemnité de réintégration après le combat?

L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, je me réjouis qu'on me pose la question. Je veux mentionner rapidement que le NCSM *Winnipeg* est aujourd'hui de retour à la suite de son déploiement dans le cadre de l'opération Reassurance. Je félicite l'équipage de son travail.

Oui, toutes les troupes, peu importe où elles sont déployées, ont droit à toutes les indemnités. L'actuel gouvernement a à cœur de veiller aux intérêts des troupes canadiennes.

* * *

[Français]

L'AGRICULTURE ET L'AGROALIMENTAIRE

Mme Ruth Ellen Brosseau (Berthier—Maskinongé, NPD): Monsieur le Président, après avoir été interpellé à la Chambre à plusieurs reprises dans le dossier des protéines laitières qui entrent chez nous, le ministre a enfin décidé qu'il allait agir. C'est bien, mais cela fait presque trois semaines et nous n'avons toujours pas de nouvelles. Les producteurs laitiers continuent d'être inquiets. Cette brèche dans notre système de la gestion de l'offre fait perdre environ 1 000 \$ par semaine à nos producteurs.

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire peut-il rassurer les producteurs et dire quand et comment il va agir?

● (1500)

M. Jean-Claude Poissant (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question.

Nous sommes bien conscients des préoccupations de l'industrie en ce qui concerne l'utilisation du lait diafiltré pour la fabrication de fromage. Nous travaillons avec les fonctionnaires afin de nous assurer que les normes sont claires pour tout le monde. Le gouvernement du Canada s'est engagé pleinement à soutenir la gestion de l'offre.

* * *

[Traduction]

LES PÊCHES ET LES OCÉANS

M. Jati Sidhu (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, Lib.): Monsieur le Président, le fleuve Fraser est un cours d'eau important dans ma circonscription. L'épuisement des stocks de saumon sockeye a eu un impact considérable sur ses habitants, y compris sur les Autochtones.

Le ministre pourrait-il faire le point sur la mise en oeuvre des recommandations de la commission Cohen?

Questions orales

L'hon. Hunter Tootoo (ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, nous savons l'importance que revêt le saumon sockeye aux yeux des Britanno-Colombiens. C'est pourquoi nous nous sommes engagés à donner suite aux recommandations de la commission Cohen. J'ai rencontré le juge Cohen, des représentants du Secrétariat des pêches autochtones du fleuve Fraser, ainsi que d'autres spécialistes et personnes concernées de la région. De nombreuses recommandations ont déjà été mises en oeuvre et nous travaillons à la concrétisation de celles qui restent.

Je suis sûr qu'en travaillant ensemble nous arriverons à reconstituer les stocks de saumon sockeye dans le fleuve Fraser.

* * *

L'INDUSTRIE TOURISTIQUE

M. Blake Richards (Banff—Airdrie, PCC): Monsieur le Président, le tourisme au Canada représente près de 90 milliards de dollars par année et emploie plus de 600 000 vaillants travailleurs canadiens.

Le gouvernement n'a proposé aucune nouvelle initiative aux réunions des ministres du Tourisme, se contentant de confirmer celles que notre gouvernement conservateur avait déjà entreprises, dont un investissement de 30 millions de dollars pour faire la promotion du tourisme aux États-Unis.

Le ministre pourrait-il nous dire si les libéraux comptent même essayer de faire fond sur tout le bon travail que le précédent gouvernement conservateur avait accompli?

L'hon. Bardish Chagger (ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme, Lib.): C'est le moment idéal pour visiter le Canada, monsieur le Président.

Nous rencontrons les Canadiens de l'ensemble du pays. Nous nous gardons occupés. Le week-end dernier, j'ai assisté au Boston Globe Travel Show avec des représentants des provinces afin d'y faire la promotion de l'industrie touristique. Nous appuyons le programme Accueillir l'Amérique, qui rappelle aux Américains de venir visiter le Canada. Nous assurerons une présence continue sur la scène internationale.

J'invite les députés à rester à l'écoute, car il se peut que le prochain budget contienne certaines surprises.

Je n'ai aucun doute que le député se fera un plaisir de travailler avec nous.

* * *

[Français]

AIR CANADA

M. Louis Plamondon (Bécancour—Nicolet—Saurel, BQ): Monsieur le Président, le ministre des Transports était tout heureux que Québec abandonne sa poursuite contre Air Canada et sacrifie ainsi 1 800 travailleurs d'Aveos, sous prétexte que, d'ici 10 ans, Air Canada pourrait peut-être créer 1 000 emplois pour l'entretien des avions de la C Series.

Dans ce dossier, ce qui est clair, c'est la Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada et les conditions qui y étaient associées pour sa privatisation, et surtout, le non-respect de cette loi par Air Canada.

Au lieu de modifier la loi et de favoriser l'exportation de nos emplois vers d'autres pays, le ministre va-t-il enfin appliquer la loi actuelle?

L'hon. Marc Garneau (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, c'est une bonne nouvelle qu'Air Canada ait décidé d'acheter 45 avions de la C Series et possiblement 30 de plus. Cela va créer des emplois chez Bombardier non seulement à court terme, mais également à long terme.

Air Canada s'engage également à faire l'entretien de ces avions au Québec pendant au moins les 20 prochaines années. C'est une bonne nouvelle. Nous savons aussi que le gouvernement du Québec se prépare à laisser tomber son litige avec Air Canada. Cela permettra au gouvernement de faire une modification à la Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, au cours des derniers jours de la campagne électorale, les ministères des Transports et des Pêches et Océans ont émis 14 permis autorisant la construction du barrage du site C, sur la rivière de la Paix, dans le Nord de la Colombie-Britannique. C'est un projet très controversé qui suscite une grande opposition. Son seul but est d'alimenter en électricité les projets d'exploitation de gaz naturel liquéfié. La commission conjointe a déterminé que le projet est en violation directe des droits découlant du Traité n° 8.

La ministre des Affaires autochtones et du Nord prendra-t-elle l'engagement de n'émettre aucun nouveau permis tant qu'on n'aura pas répondu aux préoccupations des peuples autochtones?

● (1505)

L'hon. Catherine McKenna (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, à l'automne 2014, le précédent gouvernement a approuvé le projet et a imposé certaines conditions juridiquement contraignantes auquel le promoteur devra répondre.

Le projet en est maintenant à l'étape de la construction et BC Hydro doit se conformer aux exigences découlant de l'évaluation environnementale ainsi qu'à d'autres exigences réglementaires.

Nous sommes déterminés à établir de nouveaux rapports avec les peuples autochtones. Je poursuivrai mes discussions avec les dirigeants autochtones sur les façons dont nous pouvons travailler ensemble afin d'améliorer les consultations, les évaluations environnementales et les projets d'exploitation des ressources naturelles.

* * *

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

Le Président: J'aimerais attirer l'attention des députés sur la présence à la tribune de l'honorable Allen Roach, ministre des Finances de la province de l'Île-du-Prince-Édouard.

Des voix: Bravo!

L'hon. Lisa Raitt: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

Des représentants du ministère des Finances ont témoigné ce matin devant le comité des finances et ont répondu aux questions concernant La revue financière non seulement de novembre, mais aussi de décembre 2015.

Je demande la permission à la Chambre pour déposer ces publications de La revue financière qui font état de l'excellent travail du ministère des Finances.

Initiatives ministérielles

Le Président: Y a-t-il consentement unanime pour déposer les documents en question?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Le Président: Il n'y a pas consentement.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LA CONTRIBUTION CANADIENNE AUX EFFORTS DE COMBAT CONTRE L'EIIL

La Chambre reprend l'étude de la motion, ainsi que de l'amendement.

Mme Kelly Block (Carlton Trail—Eagle Creek, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole au sujet de la motion dont nous sommes saisis aujourd'hui. Même si le premier ministre et le ministre de la Défense nationale ont mis fin à la composante aérienne de l'opération Impact avant le début du présent débat, il est important que tous les députés aient l'occasion de présenter leurs points de vue et ceux des électeurs qu'ils représentent.

Le Canada est connu dans le monde pour ses valeurs que sont la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit. En tant que mère et grand-mère, je crois que le Canada est le meilleur endroit où vivre, travailler et élever une famille. Tout au long de l'histoire, les Canadiens en ont toujours fait plus pour protéger leurs valeurs à l'étranger qu'un pays de sa taille serait tenu de faire.

Aujourd'hui, nos libertés et notre mode de vie sont menacés par le groupe État islamique. Il s'agit d'une organisation dont l'objectif principal avoué est d'éliminer tous les peuples qui ne partagent pas sa théologie. Il s'agit d'un culte de la mort qui essaie d'imposer dans le Moyen-Orient et le monde une version très violente de la charia du VII^e siècle. Ce groupe cherche à créer un califat dans le Levant, une région qui comprend l'Irak, la Syrie, la Jordanie, Israël, la Cisjordanie, la bande de Gaza, le Liban, Chypre et le Sud de la Turquie, en convertissant ou en tuant les populations non sunnites.

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît.

J'invite les députés à tenir leurs conversations à l'extérieur de la Chambre. Le leader du gouvernement à la Chambre pourrait peut-être les inciter à aller discuter dans l'antichambre. Je lui en serais très reconnaissant.

La députée de Carlton Trail—Eagle Creek a la parole.

Mme Kelly Block: Monsieur le Président, on estime que l'EIIS compte entre 25 000 et 30 000 combattants en Irak et en Syrie, dont un certain nombre sont des recrues étrangères. L'EIIS possède toutes sortes d'armes, notamment des chars d'assaut. Les répercussions de l'EIIS se font sentir partout dans le monde. Des milliers de personnes ont été tuées simplement pour avoir tenté de faire des choses que nous tenons pour acquises, notamment pratiquer la religion de leur choix ou élever leurs filles dans la conviction de pouvoir devenir et faire ce qu'elles souhaitent. Les gens fuient parce que l'EIIS a révolutionné le recours à la torture, au meurtre et à la mutilation. Quiconque ne partage pas sa vision du monde perverse et inexplicable est lapidé, décapité, brûlé vif ou crucifié.

Plus de 2,5 millions de réfugiés se trouvent actuellement en Turquie, près de 500 000 en Allemagne, près de 1,5 million en Jordanie et la liste est encore bien longue. Ces réfugiés ne pourront jamais rentrer chez eux tant que la paix et la stabilité n'auront pas été rétablies dans la région et que l'infrastructure essentielle n'aura pas été rebâtie.

Les attentats de Paris, de San Bernardino et du Burkina Faso nous rappellent douloureusement que les horreurs commises par l'EIIS ne sont pas circonscrites à une région.

Lester Pearson a déjà déclaré que même si les Canadiens sont en Corée ou en Europe quand ils utilisent leur arme, ils protègent en fait la population du Canada.

Il va de soi qu'il faut stopper l'EIIS.

Aujourd'hui, nous débattons de l'ampleur et de la portée de la mission canadienne contre le groupe État islamique. Les libéraux tentent de nous faire choisir entre une approche ou une autre, tandis que le NPD rejette toutes les options.

Contrairement à ce que prétendent les libéraux, l'objet de ce débat n'est pas de décider si le Canada devrait fournir plus d'aide humanitaire ou apporter une contribution militaire solide. Il ne s'agit pas de décider entre une approche ou une autre.

L'objet de ce débat n'est pas de faire fi du danger clair et imminent que pose le groupe État islamique pour les Canadiens, contrairement à ce que souhaite le NPD. Il ne s'agit pas de rejeter toutes les options.

Ce débat devrait porter sur la contribution maximale que le Canada peut apporter à la population de l'Irak et de la Syrie, à nos alliés et à la région dans son ensemble.

De ce côté-ci de la Chambre, nous continuons de soutenir que le Canada doit faire sa part sur les plans de l'aide humanitaire et de la mission de combat.

Le fait est que, dans le cadre des efforts déployés par la coalition, les CF-18 de l'Aviation royale canadienne ont aidé à endiguer la propagation de ce terrible califat. Au cours de la dernière année, les frappes aériennes des forces de la coalition ont relégué le groupe État islamique à 25 % du territoire qu'il occupait à une certaine époque.

Entre leur première intervention, le 30 octobre 2014, et leur retrait, le 15 février 2016, les appareils CF-18 Hornet du Canada ont effectué 1 378 sorties et détruit 267 positions de combat, 102 pièces d'équipement et véhicules, et 30 usines et dépôts d'engins explosifs artisanaux du groupe État islamique.

La menace que représentait leur présence a sans aucun doute permis de contenir le groupe État islamique.

Le Parti libéral dira que nos CF-18 ont eu une incidence minimale par rapport aux nombreux appareils de certains de nos alliés, mais cela ne justifie pas de les retirer.

Le gouvernement estime-t-il que nos alliés néerlandais devraient retirer leurs six chasseurs F-16 du théâtre des opérations parce qu'ils sont trop peu nombreux pour être efficaces?

En fait, si nous retirons nos CF-18 du combat, d'autres pays devront prendre la relève et remplacer nos pilotes et nos appareils.

Initiatives ministérielles

Les libéraux ne nous ont pas dit qui, parmi nos alliés, se chargera des 1 378 sorties que les pilotes canadiens auraient effectuées au cours des prochains mois. Les libéraux ne nous ont pas dit qui bombardera les centaines de cibles militaires que nos appareils auraient détruites s'ils n'avaient pas été cloués au sol.

De surcroît, l'idée selon laquelle une mission de formation conviendrait mieux au Canada qu'une mission de combat, comme l'ont laissé entendre le premier ministre et le ministre de la Défense, constitue une insulte au potentiel de combat de l'Aviation royale canadienne et à nos pilotes ainsi qu'à toute l'équipe qui les soutient dans la région.

Je ne peux pas parler au nom des pilotes canadiens et de leurs équipes de soutien, mais je peux dire que tous ces gens sont extrêmement fiers de leur contribution individuelle.

Nos militaires sont compétents, c'est indéniable. Voilà pourquoi nos alliés veulent que nous maintenions une présence active dans les airs grâce à nos CF-18, à nos appareils de ravitaillement CC-150 Polarix et à nos appareils de surveillance aérienne CP-140 Aurora, de pair avec les équipages et le soutien connexe.

• (1510)

Les membres de l'Aviation royale canadienne s'entraînent régulièrement avec leurs homologues américains. Les pilotes canadiens parlent la même langue que ceux de notre plus grand allié. Nous utilisons des appareils comparables. Rien n'empêche le Canada d'intensifier ses efforts humanitaires et diplomatiques de toujours dans la région ainsi que ses activités de formation des forces locales sur le terrain, comme l'entend le gouvernement, tout en continuant à cibler l'ennemi depuis les airs et à freiner sa progression. Les frappes aériennes empêchent la progression du groupe État islamique, ce qui permet à nos soldats, qui assurent la formation de milices locales au sol, d'avoir le temps de créer une force de combat efficace et de léguer ainsi un héritage durable. Ces mesures sont non pas contradictoires, mais bien complémentaires.

Depuis le début du débat, je n'ai pas encore entendu le moindre argument raisonnable permettant d'expliquer pourquoi le Canada procède au retrait de ses CF-18. J'espère bien que je finirai par obtenir une réponse à cette question fondamentale: si ce combat ne justifie pas une intervention militaire du Canada, qu'est-ce qui la justifierait alors?

Je presse tous les députés, et surtout les ministériels, d'appuyer l'amendement proposé par la chef de l'opposition afin de rétablir l'influence du Canada au sein du processus de décisions internationales sur la lutte antiterroriste et la confiance de ses alliés en annulant le retrait des CF-18 des frappes aériennes, mettant essentiellement le Canada à l'écart de toute implication dans le combat.

• (1515)

M. Adam Vaughan (secrétaire parlementaire du premier ministre (Affaires intergouvernementales), Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté la députée d'en face et je la remercie de reconnaître que nous intensifions nos efforts et que nous augmentons considérablement notre participation à la lutte en Syrie et en Irak en doublant et en triplant nos capacités de renseignement et notre travail de formation afin de consolider et de rendre permanents les gains réalisés au cours de la dernière année.

Je me demande pourquoi changer de stratégie équivaut à tourner le dos à nos alliés, alors qu'ils ont adhéré à ce changement. Pourquoi nos alliés, qui sont des États démocratiques, ne comprendraient-ils pas un processus démocratique ayant permis de porter au pouvoir un parti qui s'est engagé à modifier la stratégie? Pourquoi ne

comprendraient-ils pas qu'une élection a eu lieu? Pourquoi ne serait-ce pas une façon légitime de vérifier une politique étrangère auprès de la population canadienne et de nos alliés?

Mme Kelly Block: Monsieur le Président, selon moi, les changements apportés à notre mission n'ont ni accru, ni amélioré notre participation à la lutte contre le groupe État islamique, comme la motion présentée le laisse entendre.

Comme je l'ai dit dans mon intervention, ce que doit être notre soutien à la mission ne relève pas d'un choix entre deux options. Nous pouvons et devons mettre à la disposition de nos militaires tous les outils qu'il leur faut.

Je pense que le gouvernement n'a pas réussi à expliquer clairement aux Canadiens pourquoi nous nous retirons de la mission aérienne. C'est extrêmement irresponsable de la part du gouvernement de réduire notre participation pour des raisons politiques.

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, je remercie ma collègue pour son excellent discours et sa détermination et je la remercie de soutenir nos soldats.

Dans sa réponse à la dernière question, elle a mentionné qu'il ne s'agissait pas de choisir entre deux options. La tentative des libéraux pour expliquer pourquoi nous devons mettre fin aux frappes menées par nos CF-18 et à la mission de combat aérien a lamentablement échoué.

Est-ce que ma collègue pourrait nous en dire plus sur les raisons pour lesquelles nos CF-18 sont si importants pour cette mission de bombardement et pourquoi le Canada a les capacités, la formation et la technologie nécessaires pour faire tout ce qui est demandé au gouvernement, bombardements, formation et aide humanitaire compris?

Mme Kelly Block: Monsieur le Président, je remercie mon collègue pour cette question et pour le travail très important qu'il fait comme porte-parole en matière de défense.

De ce côté-ci de la Chambre, nous comprenons la responsabilité que nous avons, comme nation, d'épauler nos alliés et de les aider à arrêter et à affaiblir le groupe État islamique, raison pour laquelle nous sommes pour que l'on fournisse à nos soldats tous les moyens dont ils ont besoin pour s'acquitter de cette mission.

L'incapacité ou le refus du gouvernement actuel de donner les raisons du retrait de nos CF-18 et le manque de précisions au sujet du déploiement de soldats, des ressources militaires et de l'affectation des fonds destinés à l'aide humanitaire sont extrêmement irresponsables et montrent que les seuls buts visés sont d'ordre politique.

[Français]

M. François Choquette (Drummond, NPD): Monsieur le Président, le débat d'aujourd'hui portant sur la motion qui vise à prolonger la mission militaire en Irak et en Syrie est certainement extrêmement important.

Un des points importants auxquels le gouvernement précédent a malheureusement échoué était la ratification du Traité sur le commerce des armes. Les conservateurs n'ont pas agi sur ce plan, et il demeure difficile de comprendre pourquoi alors que nous nous posons la question aujourd'hui sur la transparence concernant les contrats d'armes que nous allons vendre en Arabie saoudite, par exemple.

Ma collègue reconnaît-elle qu'il est important de ratifier ce traité et d'avoir un meilleur contrôle des armes?

Initiatives ministérielles

● (1520)

[Traduction]

Mme Kelly Block: Monsieur le Président, comme je l'ai dit dans mon allocution, le NPD tente de faire croire qu'il faut rejeter toutes les options. La question du député n'est, à mon avis, qu'une simple tentative pour détourner l'attention du fait que son parti ne prend pas position. Si ce député a de nouveau l'occasion de prendre la parole sur cet important sujet, j'aimerais qu'il explique quel niveau d'intervention militaire contre le groupe État islamique les néo-démocrates appuieraient.

M. Jamie Schmale (Haliburton—Kawartha Lakes—Brock, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Beauport—Limoilou.

Je pense que, peu importe de quel côté de la Chambre nous nous trouvons, nous savons et conviendrons tous que le Canada a une longue et fière tradition lorsqu'il s'agit de défendre les populations innocentes et vulnérables et de s'attaquer à ceux qui commettent des atrocités de masse. Les Canadiens ne restent pas les bras croisés quand des atrocités sont commises, ils s'y opposent. Les Canadiens ont toujours combattu la tyrannie et l'oppression, que ce soit dans les tranchées en Europe, sur les plages de Normandie ou dans la vallée de Kapyong en Corée.

Par conséquent, je ne peux pas appuyer la motion du gouvernement libéral qui prévoit laisser le gros du travail à nos alliés tandis que le Canada reste à l'écart. Le groupe État islamique a déclaré la guerre au Canada et à ses alliés. Il est primordial que le gouvernement soit solidaire de nos alliés pour défendre et protéger la sécurité des Canadiens, au pays et à l'étranger.

Ce groupe a réclaté et inspiré des attentats contre le Canada, y compris l'assassinat de deux membres des Forces armées canadiennes. Il ne s'agit plus d'un problème régional, car le groupe État islamique et les attentats inspirés par ce groupe dépassent les frontières de l'Irak et de la Syrie. Cette crise est désormais mondiale et elle exige une réaction d'envergure mondiale. Je suis favorable à ce que l'on procure à nos militaires l'équipement dont ils ont besoin, quel qu'il soit, qu'il s'agisse d'hélicoptères ou, dans le cas présent, d'avions de chasse.

Les Canadiens s'attendent à ce que le gouvernement fasse preuve de transparence et qu'il soit redevable pour les gestes qu'il pose, et qu'il explique notamment pourquoi il retire les CF-18 mais déploie simultanément des hélicoptères Griffon. Nous, de côté-ci de la Chambre, croyons que le Canada devrait continuer d'assumer son rôle de combattant dans la lutte au groupe État islamique et au terrorisme, et que nos CF-18 devraient être mis à contribution.

Le gouvernement libéral entend faire passer le nombre de militaires canadiens sur le terrain d'environ 650 à environ 830. Ce plan militaire augmente les risques pour les membres des Forces armées canadiennes, tout en réduisant la protection que leur procure le soutien aérien des CF-18. Si nous augmentons le nombre de militaires sur le terrain, nous devons assurer leur protection de manière appropriée. Nous ne devrions pas avoir à nous fier à nos alliés pour assurer la protection de nos effectifs. Le maintien des CF-18 nous donnera cette capacité. Nous avons besoin de ces atouts.

En ce qui concerne le groupe État islamique, il est question d'une organisation qui voit d'un bon oeil l'anéantissement de peuples, de cultures et d'artéfacts inestimables plusieurs fois centenaires, le ciblage des yézidis et d'autres minorités religieuses ainsi que la destruction de sites qui font partie du patrimoine de l'UNESCO, comme Palmyre et Hatra.

C'est une crise à laquelle nous devons réagir, et le Canada a le devoir de contribuer aux efforts et de travailler avec nos alliés. Nombre des plus proches alliés du Canada participent à ce combat. La France a déclaré que les attaques sur Paris étaient un acte de guerre. Le Royaume-Uni a approuvé une motion pour étendre à la Syrie les frappes aériennes contre le groupe État islamique. Le président Obama a déclaré que les États-Unis étaient en guerre contre cette organisation.

Pendant ce temps, le Canada retire ses CF-18. Il ne s'agit pas d'une simple question nationale, mais d'une crise multinationale. Même le Conseil de sécurité des Nations unies a reconnu la menace que pose le groupe État islamique. Il est même allé jusqu'à exhorter les États membres à intensifier leurs efforts pour endiguer le flot de combattants terroristes étrangers qui se rendent en Irak et en Syrie et pour prévenir et réprimer le financement d'actes de terrorisme.

Examinons un peu les statistiques sur les ressources de l'Aviation royale canadienne consacrées au combat. Entre le 30 octobre 2014 et le 15 février 2016, nos forces ont effectué avec succès 1 378 sorties de CF-18, 783 vols d'appareils de soutien et 251 frappes aériennes, qui ont détruit 399 cibles du groupe État islamique.

Le Canada et les Forces armées canadiennes ont la capacité de poursuivre les frappes aériennes tout en assurant la formation et le soutien humanitaire dont nos forces s'occupent déjà très bien. C'est le combat du Canada, et le retrait du combat direct contre le groupe État islamique envoie un mauvais signal aux Canadiens et à nos alliés. Les frappes aériennes du Canada ont fait partie intégrante de la campagne de la coalition. On ne nous a donné aucun motif justifiant la fin de la mission de bombardement.

Il semblerait que le gouvernement libéral déploie des hélicoptères Griffon de l'Aviation royale canadienne, mais la motion qu'il a présentée ne parle aucunement du déploiement de ces hélicoptères. L'utilisation des hélicoptères pour l'appui au combat rapproché augmentera considérablement les risques que courent nos militaires sur le terrain.

● (1525)

Le gouvernement compte-t-il retirer les effectifs de l'Aviation royale canadienne du pays ou remplacer nos CF-18 par des hélicoptères Griffon? Les Canadiens méritent de savoir ce que le gouvernement compte faire pour cette étape cruciale de la lutte.

Je dois admettre que le plan des libéraux me laisse plutôt perplexe. Les libéraux ont dit clairement qu'ils sont contre les frappes aériennes des CF-18, mais ils ne voient aucun inconvénient à ce que des avions Polaris ravitaillent des avions alliés qui effectuent des frappes aériennes ni à ce que les Auroras canadiens leur trouvent des cibles. Le plan des libéraux concernant la mission de combat aérien est quelque peu irrationnel à cet égard.

La lutte contre le groupe État islamique commande une intervention en plusieurs volets, et je ne crois pas que le fait de retirer des effectifs canadiens parmi les plus utiles au combat aidera les Canadiens ou les gens qui vivent sous le régime du groupe État islamique.

Les Canadiens ont clairement exprimé leur appui à l'égard des frappes aériennes contre le groupe État islamique. Selon un sondage d'Angus Reid mené en février 2016, 63 % des Canadiens disent qu'ils aimeraient que le Canada maintienne la fréquence actuelle des frappes aériennes contre le groupe État islamique ou qu'il mène un plus grand nombre de missions de frappes aériennes, 47 % estiment que le rappel des CF-18 nuira à la réputation du Canada à l'échelle internationale, alors que moins de 1 citoyen sur 5, soit seulement 18 %, jugent que cela aurait un effet positif.

Nous avons l'obligation de combattre le groupe armé État islamique, son idéologie et ses gestes d'oppression. Il y a un mois à peine, le Canada a été honteusement écarté d'une réunion consacrée à la lutte contre le groupe État islamique. Maintenant que le premier ministre a décidé de retirer les CF-18 canadiens du combat, nos alliés ont l'impression que le Canada fait un pas en arrière au lieu de lutter à leurs côtés.

Comment le gouvernement libéral compte-t-il rétablir de bonnes relations avec nos alliés? Croit-il que nos nouvelles priorités, axées sur l'aide humanitaire et le soutien à la sécurité, permettront de renforcer les relations avec nos alliés? J'en doute grandement, parce que nous avons retiré un élément du combat, les CF-18.

Le gouvernement doit fournir à la Chambre et aux Canadiens plus de précisions concernant le déploiement des soldats, les ressources militaires et la répartition du financement humanitaire.

En terminant, je tiens à remercier les militaires canadiens de mettre chaque jour leur vie en péril pour protéger nos libertés.

[Français]

M. Matt DeCourcey (Fredericton, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours.

Il a bien mentionné l'aspect multidimensionnel de cette mission que nous avons présentée à la Chambre.

Les aspects les plus importants sont la force diplomatique, ce que nous allons faire dans la région sur le plan politique et une assistance humanitaire plus importante pour la population touchée dans la région. De plus, la mission d'assistance et d'entraînement militaire dans la région est également plus importante.

[Traduction]

Bon nombre des soldats qui seront déployés à l'étranger ont reçu une excellente formation dans les bases d'entraînement canadiennes de partout au pays, notamment à la base de Gagetown, dans la circonscription de Fredericton.

Le député ne convient-il pas qu'étant donné l'aspect multidimensionnel du problème, le Canada a un rôle très important à jouer dans la mission en Irak et en Syrie, qui vise à vaincre le groupe armé État islamique et à mettre fin à ses atrocités? Croit-il plutôt que cet effort multidimensionnel a peu d'importance, que ce n'est pas le rôle que le Canada doit jouer dans le monde?

• (1530)

M. Jamie Schmale: Monsieur le Président, nous débattons du retrait des CF-18 qui participaient aux combats contre le groupe État islamique. Nous ne débattons pas de l'interruption de l'aide humanitaire canadienne. Nous croyons que les CF-18 doivent faire partie d'une approche multidimensionnelle. Nous devons pouvoir fournir un appui aérien aux troupes canadiennes au sol. Si les libéraux augmentent les troupes au sol, nous devons être en mesure de les protéger.

Par exemple, prenons le projet de nos alliés de reconquérir la ville de Mossoul. C'est une ville d'un million d'habitants. L'aviation jouera un rôle crucial dans ce combat. Renvoyer les CF-18 au pays et nous fier aux appareils de nos alliés pour protéger les troupes canadiennes est selon moi un tantinet irresponsable.

Je sais qu'il s'agit d'une promesse électorale, mais beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis la campagne. Je crois que nous devons sérieusement reconsidérer ce qui se dit actuellement, parce que retirer nos appareils de ce combat n'est pas ce que nos alliés attendent de nous. Tout le monde réclame plus de moyens pour

Initiatives ministérielles

combattre. Par conséquent, je crois que le Canada est en train d'emprunter la mauvaise voie.

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, mon collègue a parlé brièvement, dans son discours fantastique, de ce qui a considérablement changé, et nous avons entendu ce qu'en disent nos collègues libéraux d'en face.

C'était une promesse électorale. Ils ont promis aux Canadiens, pendant la campagne, qu'ils allaient retirer les CF-18. Je leur répondrais que beaucoup de choses ont radicalement changé depuis le 19 octobre. Des attentats ont eu lieu à Paris, et Boko Haram a sévi également.

Mon collègue peut-il nous expliquer pourquoi, selon lui, les changements sur la scène internationale font de la décision de retirer les CF-18 canadiens une mauvaise décision?

M. Jamie Schmale: Monsieur le Président, ce n'est un secret pour personne: nous estimons tous que le groupe État islamique représente une menace pour la sécurité régionale et mondiale.

Peu après les attaques survenues à Paris, en Afrique et ailleurs dans le monde, nos amis, ont réclamé plus de frappes contre le groupe État islamique. Ils veulent démanteler ce groupe pour qu'il ne puisse plus contrôler la moindre parcelle de territoire.

En nous retirant de la mission, nous n'envoyons pas le bon message à nos amis et alliés, qui intensifient leurs attaques. La France a déclaré la guerre au groupe État islamique. Les États-Unis aussi. Je ne comprends donc pas du tout pourquoi nous nous retirons de la mission.

Oui, c'est une promesse qui a été faite pendant la campagne, mais comme le député de Foothills l'a mentionné, les choses ont beaucoup changé depuis les élections.

Je pense que le moment est venu de réexaminer la promesse qui a été faite pendant la campagne électorale. Selon des sondages menés par la firme Angus Reid, les Canadiens s'opposent à ce que nous retirions nos avions de chasse. Je pense que nous devons vraiment réévaluer la situation avant qu'il soit trop tard.

[Français]

M. Alupa Clarke (Beauport—Limoilou, PCC): Monsieur le Président, je me lève à la Chambre aujourd'hui pour rendre compte du caractère non fondé et insensé de la mission dont s'est doté le présent gouvernement libéral dans la lutte contre le groupe armé du soi-disant État islamique.

Il ne fait aucun doute que la menace posée par ce groupe est réelle et concrète. Nul ne peut le nier en cette enceinte parlementaire. Bien que loin d'être le cas, ce groupe armé terroriste se revendique comme étant l'équivalent d'un État souverain. Cela démontre clairement sa volonté d'être en définitive une organisation structurée à long terme, et donc, qui perdure dans le temps.

Pour ce faire, ce groupe et ses acolytes ont comme résultat de par leurs actions actuelles d'enliser une région du monde qui n'a jamais réellement connu la paix encore plus profondément dans des conflits armés d'une grande violence et, ce faisant, de repousser encore plus loin l'atteinte d'une société juste et paisible dont rêvent certainement toutes les populations qui logent en ces territoires mis en danger.

Initiatives ministérielles

La paix définie en termes de période d'entre-deux est une conséquence de la guerre et non l'inverse. Ainsi, avant de nous préparer à la paix, nous devons faire face à la guerre. C'est pourquoi, notamment, depuis le début des opérations aériennes du Canada en Irak et en Syrie, près de 250 frappes ont été menées ayant pour résultat près de 270 pièces de combat détruites, 102 pièces d'équipement éliminées et près de 30 usines de fabrication d'explosifs rayées de la carte, et ce, par seulement six avions canadiens. Devant ce constat objectif et factuel, disons tout simplement que l'opération Impact porte bien son nom.

Toutefois, j'aimerais que mes chers collègues parlementaires, tout particulièrement ceux qui forment le gouvernement, à la lumière de ces faits, se rendent compte que ce type de bilan n'est pas celui que l'on attribue souvent à un combat mené contre un simple groupe terroriste. En fait, tout au contraire, nous devons constater avec froideur que nous sommes en guerre contre un groupe organisé et bien financé, sans parler du fait qu'il est motivé par des raisons spirituelles intangibles, d'autres obscures, et certaines irrationnelles de surcroît.

Cette constatation requiert de cette enceinte démocratique qu'est le Parlement canadien une réponse qualifiée et forte, c'est-à-dire, une réponse qui fait appel à l'ensemble de l'arsenal disponible au Canada.

Il est vrai, tel qu'il a été souligné à maintes reprises ici même, que nous avons plusieurs avantages à notre disposition dans le cadre de ce combat, mais là où notre avantage se fait le plus sentir contre le soi-disant État islamique depuis le début des combats est dans les airs. Notons que ce groupe terroriste, au sein du chaos suscité par son apparition dernièrement, a réussi à mettre la main sur des chars d'assaut, des mitrailleuses lourdes et une quantité astronomique de munitions.

Il s'agit d'un ennemi sophistiqué et bien outillé, ce qui demande des actions tout aussi audacieuses de la part du Canada. Alors, je demande pourquoi le présent gouvernement s'entête-t-il à livrer un message discursif incohérent et surtout à double visage à ses citoyens et, par ricochet, à ses alliés.

En effet, le gouvernement, tout en disant vouloir augmenter la présence du Canada dans les conflits armés et consolider l'impact de celui-ci, s'empresse d'enlever l'élément clé du succès au cœur des lignes de combat, l'élément qui, à ce jour, faisait de nous un allié fort et ô combien effectif. Avec clairvoyance, justement, le général à la retraite David Fraser a d'ailleurs indiqué que, malgré le fait que les frappes aériennes ne gagneraient pas la guerre à elles seules, la guerre contre le groupe État islamique ne se gagnerait pas sans elles.

Comme toujours, l'histoire se répète. En effet, il est apparent que les libéraux tentent de sortir du Moyen-Orient avec des mains blanches et, surtout, avec la certitude morale d'avoir tout fait en leur pouvoir pour aider nos alliés ainsi que les peuples opprimés par un groupe aussi exécrationnel que le groupe État islamique.

Cependant, je leur donne cet avis: comment peuvent-ils espérer arriver au but escompté avec la contribution du Canada qu'ils considèrent mettre en avant? En fait, les dés sont déjà lancés. La mission dans les airs est déjà terminée, que ce débat ait cours ou non. Encore une fois, l'attitude gouvernementale des libéraux sur la scène internationale fait état de leur objectif unidimensionnel d'imaginer une histoire utopique de notre pays, en niant notre contribution militaire passée et notre excellence dans le domaine du combat.

• (1535)

En effet, je tiens à rappeler aux Canadiens que nous avons participé à plus de missions de combat dans notre histoire qu'à des

missions de paix. Une mission de combat n'est pas l'antithèse d'une mission de paix, bien au contraire, elle en est la fondation.

Nous, Canadiens, avons toujours été reconnus pour le caractère acharné et dévoué de nos militaires. D'ailleurs, c'est toujours le cas aujourd'hui. En fait, ce n'est que depuis la réécriture des livres d'histoire par les libéraux que nous avons gobé le canular selon lequel on prétend que le Canada n'aide jamais les États dans le besoin par l'entremise d'un appui militaire visant le combat direct.

À cet égard, ce que nos alliés nous demandent aujourd'hui, ce n'est pas que nous fassions oeuvre de bonne foi et de vantardise sur une quelconque moralité dans le cadre du présent conflit, mais plutôt que nous mettions notre expertise et notre professionnalisme militaire à bon escient lorsque placés devant l'ennemi.

J'ai pris la peine d'indiquer cela car, comme je l'ai mentionné au début de mon discours, les libéraux n'ont jamais su aller en guerre ni en mener une. Ce que le présent gouvernement confère en est une illustration patente: ils veulent envoyer plus de troupes au sol, sans toutefois de support aérien domestique.

Où sont les avions du Canada se demanderont les militaires? Avec moins de ressources et d'appuis, nous exposerons nos troupes à un danger davantage élevé. De plus, nos hélicoptères Griffon sont vulnérables à des tirs provenant du sol, alors que nos avions de chasse opèrent loin et en dehors de la portée des armes de calibre plus petit.

La stratégie libérale actuelle est un non-sens flagrant. Je compte demander au gouvernement une justification en bonne et due forme si par malheur nous subissons des pertes canadiennes en raison de ce cafouillage politique.

Agissons plutôt de la manière contraire. Démontrons un effort concerté du Canada dans le conflit. Envoyons un message clair à nos alliés. Dois-je rappeler que nos alliés nous ont considérés comme des égaux lorsque nous avons démontré notre volonté d'appliquer la force nécessaire dans le cadre d'une guerre justifiée?

Toutefois, en cette année 2016, le gouvernement libéral prétend avec arrogance, dois-je le préciser, que le Canada est de retour sur la scène internationale. Pourtant, et c'est stupéfiant, il le fait en se positionnant comme le vassal d'une coalition internationale et non comme un leader parmi les leaders.

Sur une autre note, nous pouvons, à juste titre, nous demander s'il s'agit d'une guerre juste. La réponse, bien que complexe, est sans équivoque oui. Antérieurement à notre époque, le philosophe Thomas d'Aquin, père de l'école des optimistes chrétiens, a établi une série de critères justificatifs pour jauger si une guerre est moralement justifiable. D'abord, avons-nous une raison suffisante d'aller en guerre? Ensuite, avons-nous une autorité légitime pour mener cette guerre? Avons-nous un plan et une intention formelle pour mener cette lutte? Enfin, avons-nous d'autres solutions envisageables et adéquates pour le problème que l'on tente de résoudre?

Tout comme les grandes guerres auxquelles a dû faire face le Canada auparavant, la réponse à ces questions, dans le cadre du conflit contre le soi-disant État islamique indique ce qui suit: que nous avons une obligation morale de combattre et, ce faisant, de fournir toute l'aide que nous pouvons offrir dans cette lutte, et ce, pour venir en aide à ceux aux prises avec le présent fléau, sans oublier que ce groupe terroriste est d'ores et déjà à leur porte d'entrée et, dans plusieurs cas, dans leur logis.

Initiatives ministérielles

Il faut également noter ceci: au-delà de la mission de combat qui s'avère être le volet le plus important de notre implication en ces terres lointaines, les libéraux n'ont aucun plan concernant la distribution des denrées et des ressources humanitaires qu'il compte envoyer. Pourtant, cet aspect constitue pourtant l'élément central de leur approche particulière.

Faut-il rappeler que nous avons vu à maintes reprises que l'aspect organisationnel de l'aide humanitaire est de mise pour s'assurer de la victoire? Notamment, comment protéger les convois de denrées alimentaires ou comment assurer des services médicaux au coeur d'un conflit actif?

Les libéraux ont tout simplement oublié qu'avant de préparer le terrain à la paix et de l'exercer un tant soit peu, nous devons avant tout gagner la guerre.

En guise de résumé, pour tout ce que je viens d'émettre cet après-midi, je ne peux que réaffirmer comment la décision du présent gouvernement est erronée et qu'elle entraînera des conséquences négatives pour nos troupes au sol et pour les civils que nous tentons d'aider. Nous avons le devoir de faire en sorte que le soi-disant État islamique cesse de perturber les populations du monde qui recherchent la paix et la stabilité. Enfin et surtout, nous avons le devoir de faire en sorte que ce soi-disant État islamique ne voit jamais le jour en tant qu'État officiel dans ce monde.

• (1540)

L'hon. Ginette Petitpas Taylor (Moncton—Riverview—Dieppe, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours.

Cela fait quelques jours que j'écoute le débat à la Chambre. D'un côté, il y a ceux qui nous disent qu'ils ne veulent aucune intervention, et de l'autre, il y a ceux qui nous disent qu'ils veulent une intervention qui se limite à des frappes aériennes.

[Traduction]

Le gouvernement estime que le Canada doit participer à la lutte contre le groupe État islamique, mais nous devons aussi nous assurer de combattre ce groupe de façon intelligente. Nous sommes déterminés à mettre en oeuvre un plan global, intégré et durable.

Le député d'en face pourrait-il nous expliquer pourquoi il choisit de minimiser les efforts diplomatiques et les efforts de formation que nous souhaitons déployer dans le cadre de la lutte contre le groupe État islamique?

[Français]

M. Alupa Clarke: Monsieur le Président, je remercie la députée de sa question. J'ai grandi au Nouveau-Brunswick, alors j'apprécie toute question qui provient d'un ou d'une députée du Nouveau-Brunswick.

Je n'ai pas du tout diminué le rehaussement de l'aide humanitaire et de la formation sur le terrain que prévoit le gouvernement. C'est d'ailleurs ce que nous faisons depuis deux ans déjà d'une manière tripartite: l'aide humanitaire, l'accueil de réfugiés et la mission militaire elle-même en Irak et en Syrie.

Ce que nous déplorons, de ce côté-ci de la Chambre, c'est que le gouvernement poursuive ce plan tout en enlevant la troisième dimension — ou la première, dépendamment de notre perspective —, soit la mission militaire elle-même, notamment celle entreprise par nos CF-18.

[Traduction]

L'hon. K. Kellie Leitch (Simcoe—Grey, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais reprendre une des citations utilisées par certains

députés aujourd'hui et demander à mon collègue de la commenter. Elle est du premier ministre David Cameron: « Nous ne devrions pas nous contenter de confier notre sécurité à nos alliés. Si nous croyons qu'une intervention peut contribuer à notre protection, il faut y prendre part avec nos alliés plutôt que de rester à l'écart ».

La base de Borden se trouve dans ma circonscription. Les hommes et les femmes membres des Forces armées canadiennes savent qu'ils ont besoin de l'équipement pour les protéger sur le terrain. Cela veut aussi dire qu'ils doivent avoir leur mot à dire pour décider où et quand ils seront placés et comment ils seront protégés.

Mon collègue qui vient de parler est un ancien combattant. Il a mis sa vie en péril pour protéger notre démocratie. Il sait pourquoi les Canadiens font en sorte que les autres puissent bénéficier de ce type de démocratie. Pourquoi croit-il si fermement, comme il l'a fait valoir, que nous avons besoin de CF-18 et d'autres équipements pour appuyer nos Forces armées canadiennes sur le terrain à ce stade très important de la lutte contre l'État islamique?

• (1545)

[Français]

M. Alupa Clarke: Monsieur le Président, je remercie la députée de sa question. Il y a trois raisons à cela.

Premièrement, c'est parce qu'il est déshonorant et honteux que le Canada se soit retiré d'une mission en cours pour la première fois de son histoire. Deuxièmement, c'est parce que nous nous sommes engagés à mettre nos avions à contribution et que nous devons tenir parole. Troisièmement, c'est parce qu'il faut prendre conscience que nous ne sommes plus à l'ère internationaliste de Pearson, où il y avait un jeu de pouvoir et une guerre froide entre les États-Unis et l'ancienne Union soviétique.

Aujourd'hui, le Canada est plus ou moins une puissance et fait affaire avec des puissances émergentes très importantes. Il est temps que le Canada prenne son courage à deux mains et qu'il se présente comme un leader parmi les leaders. Cela est très important à mes yeux. C'est pourquoi j'en parlais dans mon discours.

[Traduction]

M. Dan Vandal (Saint-Boniface—Saint-Vital, Lib.): Monsieur le Président, le député sait-il que, au début du mois de février, le président des États-Unis, Barack Obama, a approuvé publiquement la décision du Canada? Voici ce qu'a déclaré le président Obama par l'entremise d'un porte-parole du département d'État: « Le nouvel engagement du Canada est conforme aux besoins actuels, y compris sa décision de tripler les effectifs de sa mission de formation dans le Nord de l'Irak et d'accroître ses efforts sur le plan du renseignement. »

Je dirais qu'il s'agit là d'un appui très impressionnant à l'égard de notre politique.

[Français]

M. Alupa Clarke: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

D'abord, il est du devoir du président américain d'être diplomatique dans ses échanges avec d'autres pays. Toutefois, selon d'autres sources internes, le pouvoir politique américain n'est pas si satisfait de la décision du gouvernement actuel. En fait, comme je le disais à la collègue du député, il ne s'agit pas d'en faire plus ou moins sur le plan humanitaire, mais plutôt de maintenir la mission militaire des avions CF-18, ce qui aurait pu être fait.

Initiatives ministérielles

[Traduction]

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, je signale que je partagerai mon temps de parole avec la députée de Calgary Nose Hill.

Je suis heureux d'avoir l'occasion de prendre la parole au sujet de cette motion et je tiens d'abord à remercier chaleureusement les hommes et les femmes qui servent si fièrement dans les Forces armées canadiennes. Il me revient souvent à l'esprit — et c'est aussi le cas de la députée de Simcoe—Grey —, lors de mes nombreux échanges avec la base militaire de Borden, tant à titre de conseiller municipal auparavant à Barrie qu'à titre de député de Barrie—Innisfil à l'heure actuelle, de la fière tradition de participation militaire de ma région, dans le centre de l'Ontario, aux causes auxquelles le Canada a contribué sur le plan militaire tout au long de son histoire. Je suis également très fier d'être membre honoraire du régiment Grey and Simcoe Foresters.

Récemment, le chef de l'opposition a pris la parole à la Chambre et a laissé entendre que le premier ministre manquait de respect au Parlement en mettant fin aux frappes aériennes contre l'EIIS avant que les députés ne puissent se prononcer sur la question. La réponse du premier ministre à la question de la chef de l'opposition allait manifestement à l'encontre des promesses qu'il avait faites au cours de la campagne électorale. Ses promesses concernant un gouvernement ouvert et transparent et le respect des parlementaires ne sont maintenant qu'un vague souvenir. Elles ont été remplacées par un mépris à l'égard des députés de l'opposition et une attitude selon laquelle des renseignements ne seront fournis qu'à ceux qui ont besoin de savoir.

Tous les députés à la Chambre doivent clairement comprendre que le premier ministre n'estime pas nécessaire de les consulter sur les questions de sécurité nationale ou sur toute autre question d'ailleurs. Durant la campagne électorale, le premier ministre a déclaré aux Canadiens qu'il se distinguerait de ses prédécesseurs. Nous constatons maintenant que ces beaux discours ne visaient qu'à lui permettre d'accéder au pouvoir. Le modus operandi du gouvernement ne semble pas fondé sur l'ouverture et la transparence; il consiste plutôt à tenir le Parlement dans l'ignorance, sans plan clair à l'horizon.

Quelles que soient les idées de grandeur des libéraux après avoir obtenu 39 % des votes en octobre dernier, les Canadiens méritent d'obtenir des réponses de leur part au sujet de la mission du Canada contre l'EIIL. Ils veulent se faire entendre concernant la direction dans laquelle le Canada s'engage.

La motion du gouvernement propose de recentrer la contribution militaire du Canada en Irak et de retirer les CF-18 tout en maintenant la capacité aérienne de surveillance et de ravitaillement en carburant.

L'opération Impact a été lancée pour empêcher le groupe État islamique d'élargir son territoire et pour anéantir son potentiel belliciste, quel qu'il soit. Le bilan au 3 février indique que les CF-18 de l'Aviation royale canadienne ont détruit plus de 300 cibles du groupe État islamique et libéré jusqu'à 25 % du territoire occupé par les djihadistes islamistes. Les frappes des chasseurs canadiens ont procuré une couverture vitale aux personnes qui combattent le groupe État islamique au sol, comme les forces kurdes, qui ont réclamé à maintes reprises la poursuite des frappes canadiennes.

Nos partenaires étrangers nous ont eux aussi demandé de ne pas nous désengager de la mission aérienne. Pas plus tard que le mois dernier, dans une entrevue radiophonique, le ministre de la Défense nationale a confirmé en quelques mots le sentiment de nos alliés

quant au rôle du Canada. Il a alors dit: « Bien évidemment qu'ils veulent que nous laissions nos CF-18 sur place. »

Nos pilotes figurent parmi les meilleurs de la planète, la crème de la crème, et nos alliés nous ont expressément demandé qu'on les laisse poursuivre leur boulot. Mais non, le gouvernement a plutôt décidé arbitrairement de retirer du combat notre plus grand atout.

Je peux comprendre que bon nombre de députés de l'autre côté affirment qu'en désengageant nos CF-18 de la mission de bombardement, nous nous élevons moralement au-dessus de la mêlée, mais ils se bercent d'illusions s'ils croient vraiment que c'est plus moral de ravitailler les appareils des autres pays qui iront faire les bombardements ou de trouver les cibles terrestres qu'ils frapperont. Nous serons moins efficaces, un point c'est tout.

Les courageux pilotes qui ont mené ces missions cruciales ont préservé un nombre incalculable d'innocents contre les avancées de la barbarie. C'est ce qu'ils ont fait. C'est ainsi que les choses marchent. Quiconque voudrait nous faire croire le contraire nuit aux efforts militaires et déshonore les hommes et les femmes qui portent fièrement l'uniforme.

Le caucus conservateur est entièrement derrière les militaires canadiens, et la population aussi. Au total, 63 % des Canadiens disent qu'ils aimeraient que le Canada continue de bombardier l'EIIS au même rythme ou qu'il mène un plus grand nombre de missions de bombardement. De plus, 47 % d'entre eux estiment que le rappel des CF-18 nuira à la réputation internationale du Canada, tandis qu'un peu moins de 1 citoyen sur 5, c'est-à-dire 18 %, juge au contraire qu'il aura un effet positif.

L'opinion publique était très importante pour le Parti libéral pendant la campagne électorale; comment se fait-il, dans ce cas, qu'il demeure sourd aux préoccupations des Canadiens depuis qu'il est aux commandes? En quoi cette promesse électorale douteuse est-elle plus importante que la ribambelle d'autres qu'il n'a pas hésité à rompre?

• (1550)

Qu'il s'agisse d'accueillir 25 000 réfugiés syriens parrainés par le gouvernement avant la fin de 2015, d'apporter des modifications fiscales sans incidence sur les recettes — ce qui est loin d'être le cas — ou de ne pas dépasser 10 milliards par année en déficit, il est clair que le gouvernement considère que les promesses sont faites pour être rompues.

De plus, le gouvernement ne fait pas preuve d'une transparence absolue envers les Canadiens au sujet de notre contribution à la mission aérienne contre le groupe État islamique. La motion présentée au Parlement par le gouvernement ne mentionne pas du tout le déploiement d'hélicoptères Griffon dans la région, et les plans des libéraux soulèvent bien des points d'interrogation.

Les hélicoptères Griffon seront-ils équipés pour le combat, ou les libéraux prévoient-ils envoyer des pilotes non armés dans une zone de combat? Quelles précautions seront prises pour protéger les pilotes d'hélicoptère canadiens contre les lance-roquettes RPG ou d'autres missiles sol-air? Si les hélicoptères doivent être utilisés principalement pour le transport, ne serait-il pas plus logique d'envoyer à la place nos hélicoptères de transport lourd CH-147F Chinook? Finalement, le gouvernement a-t-il déjà discuté du déploiement des hélicoptères Griffon avec nos alliés de la coalition ou considère-t-il que, tout comme les députés de l'opposition et la population canadienne, ils ne font pas partie de ceux qui ont besoin de le savoir?

Initiatives ministérielles

La motion fait également état du désir d'améliorer les conditions de vie des populations touchées par le conflit et de jeter les bases d'une stabilité régionale à long terme. Je n'ai aucun doute que tous les députés et les Canadiens de l'ensemble du pays s'entendraient sur le fait que ce sont des objectifs louables, mais comment donc le gouvernement compte-t-il les atteindre?

La région au complet est un borbier. Elle ne pourrait être plus instable. Le week-end dernier, des attentats perpétrés par le groupe État islamique ont tué 166 personnes de plus à Damas et à Homs.

Comment entend-on améliorer les conditions de vie et jeter des bases dans un contexte de guerre et de violence sans fin? Nous ne contribuons pas à la sécurité des populations en faisant faux bond à nos alliés; nous rendons celles-ci encore plus vulnérables. Tant qu'on n'aura pas détruit le groupe État islamique et que la situation ne sera pas stabilisée, personne ne pensera à construire des logements en pleine zone de guerre.

La motion dont nous sommes saisis nous demande de réorienter notre rôle et d'exposer nos soldats à un plus grand danger. Le ministre de la Défense affirme que le plan constitue un élargissement de la mission comportant des risques accrus. Le chef d'état-major de la Défense, le général Vance, a affirmé que les hommes et les femmes des forces armées courent un plus grand danger.

Est-ce là ce que voulait dire le premier ministre quand il a dit à la chef de l'opposition que les Canadiens avaient élu les libéraux parce qu'ils savent mieux comment traiter la question du groupe État islamique? A-t-il dit aux Canadiens que nos militaires seraient exposés à des risques accrus une fois qu'il serait premier ministre? Je crois que nous savons tous que la réponse à cette question est un non catégorique.

J'ai reçu une lettre d'un membre de ma famille il y a quelques jours. L'auteur est un ancien membre des forces armées qui a fait partie d'unités d'opérations spéciales chargées de protéger des cibles de haut niveau en Afghanistan. Il convient avec l'opposition et le public que le retrait de nos avions et l'ajout d'effectifs de formation et d'assistance au sol est une erreur. Il estime que former et armer des civils dans la région pourrait avoir des conséquences graves. Il rappelle que bon nombre des civils formés et armés par les États-Unis pour combattre les Russes à la fin des années 1970 sont devenus des talibans et des membres d'Al-Qaïda. Il fait remarquer que de nombreux civils formés dans les années qui ont suivi les attaques du 11 septembre 2001 se sont joints au groupe État islamique et que celui-ci a ainsi mis la main sur de nombreuses armes ayant servi aux opérations de formation dirigées par les États-Unis.

Il écrit: « [...] le passé montre que les gens que nous formons aujourd'hui risquent de devenir l'ennemi de demain. Nous ne pouvons simplement armer un groupe de gens, puis nous attendre à ce qu'ils nous rendent leurs armes et à ce qu'ils oublient la formation que nous leur avons donnée et vivent paisiblement lorsque cesse le conflit. Cela inspire uniquement plus de conflit et moins de résolution. »

La motion à l'étude aujourd'hui n'est pas une bonne politique publique. Elle ne nous rapproche pas de l'objectif qui consiste à vaincre le groupe État islamique; elle nous en éloigne. Elle n'élève pas la position du Canada dans le monde; elle l'abaisse.

J'invite tous les députés à voir la motion pour ce qu'elle est. C'est un pas en arrière. Elle nous fait abandonner nos alliés et les populations innocentes prises au milieu de ce conflit.

J'espère sincèrement que je me trompe, mais je crains que l'adoption de la motion et le retrait de nos CF-18 de ce combat ne

fassent en sorte que les Canadiens, que Dieu nous en garde, paient possiblement le plus lourd des prix par le sang de nos fils et de nos filles si précieux qui servent dans les forces armées.

• (1555)

Mme Karen McCrimmon (secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants, ministre associé de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, je demande aux députés s'ils pensent que l'on peut apprendre de ses expériences.

En 2011, le gouvernement conservateur a envoyé les Forces armées canadiennes livrer une guerre aérienne contre Kadhafi en Libye. Les conservateurs n'avaient aucun plan de suivi, rien pour assurer la stabilité, la gouvernance ou la reconstruction. Ils n'avaient rien prévu.

Qu'est-ce qui se passe en Libye aujourd'hui? C'est le chaos total. Étant donné le vide laissé après la chute de Kadhafi, des groupes comme l'EIL sont entrés au pays et en ont pris le contrôle. Le Canada a une part de responsabilité dans cet échec.

Nous avons vu ce qui s'est passé. Il y a maintenant une autre guerre, qui a commencé en Irak lorsque les Américains ont fait cette même erreur en 2003, et le conflit se poursuit encore aujourd'hui. Nous avons vu ce qui s'est passé en Libye, sans plan de suivi, et nous voyons ce qui se passe aujourd'hui. Nous ne pouvons pas commettre encore la même erreur.

Il faut faire preuve de leadership pour les prochaines étapes, même si c'est dans des rôles qui n'attirent pas autant l'attention. Toutefois, les efforts que déploie le Canada en vue d'établir la stabilité contribueront à la réussite à long terme de toute mission visant à préserver tous les progrès réalisés jusqu'à présent.

Nous devons savoir reconnaître nos réussites et nos échecs. En Afghanistan, nous avons un plan de combat, de stabilité et de reconstruction. Les choses se passent plutôt bien là-bas et nous devons nous inspirer de ces exemples.

• (1600)

M. John Brassard: Monsieur le Président, j'aurais dû partager mon temps avec la députée d'en face au lieu de la députée de Calgary Nose Hill. Néanmoins, je remercie la députée de ses commentaires.

Le problème, c'est qu'il s'agit évidemment encore d'une situation de combat. C'est une situation de combat que les libéraux ne veulent pas reconnaître comme telle.

Il n'en demeure pas moins qu'il faut prendre des mesures globales qui incluent les CF-18 pour protéger les troupes au sol. Dans ma déclaration, j'ai mentionné le rôle important qu'ont joué les CF-18. Pourquoi ne pouvons-nous pas les laisser là? La seule raison pour laquelle nous ne le faisons pas, c'est qu'il s'agit d'une promesse électorale.

J'aimerais parler d'un aspect dont il a été question lors de la récente campagne électorale. Nous parlons souvent de l'aide humanitaire. L'aide humanitaire est nécessaire. Toutefois, si nous offrons de l'aide humanitaire sans protéger les gens auxquels nous offrons cette aide humanitaire, cela signifie que nous laissons peut-être du ravitaillement sur des gens qui ont été massacrés. Voilà pourquoi les CF-18 doivent poursuivre leur travail.

Initiatives ministérielles

Je n'étais pas à la Chambre à l'époque, mais on me rappelle que le Parti libéral a appuyé par le passé les missions en Afghanistan et en Libye.

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Monsieur le Président, nous avons entendu les derniers intervenants conservateurs défendre la mission canadienne de bombardement, mais, comme le député d'en face l'a mentionné, il y a une longue histoire dans la région de missions de bombardement qui n'ont rien fait d'autre que de déstabiliser encore plus la région. En fait, la majorité des spécialistes s'accordent pour dire que les bombardements américains en Irak sont l'un des principaux déclencheurs de la naissance du groupe État islamique.

J'aimerais demander au député pourquoi il croit que la présente mission de bombardement parviendra à détruire le groupe État islamique, d'autant plus que nous apprenons maintenant que la formation est dangereuse. Considérant que cela représente seulement 3 % des efforts de nos partenaires, pourquoi est-ce aussi important?

M. John Brassard: Monsieur le Président, voilà une question fort pertinente.

Le défi vient en partie des problèmes de communications qui se présentent lorsque nous comptons sur d'autres partenaires de la coalition pour fournir un appui aérien à nos troupes en mission de combat. Dans le passé, il y a eu des dommages collatéraux lorsque les frappes aériennes de la coalition ont affecté nos troupes et, dans des cas précis, ont tué des soldats canadiens.

Une continuité ne serait-elle pas préférable? Ne serait-il pas préférable que les CF-18 canadiens appuient les troupes canadiennes?

Selon moi, on peut répondre haut et fort que oui. J'ajoute que les Canadiens abondent dans le même sens.

L'hon. Michelle Rempel (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, à titre de porte-parole de l'opposition officielle en matière d'immigration, j'aimerais aujourd'hui me pencher plus particulièrement sur l'alinéa e) de la motion, qui dit « en accueillant des dizaines de milliers de réfugiés syriens au Canada ».

Il va sans dire que, au-delà des lignes de partis, nous convenons tous de la gravité de la crise humanitaire qui frappe la région. La situation est en fait catastrophique. J'ai eu le privilège de visiter un endroit à proximité de cette région et c'est la volatilité de l'atmosphère, attribuable à divers facteurs, qui m'a le plus frappée. Le monde entier doit prendre acte de la crise humanitaire qui frappe la Syrie. Force est d'ailleurs de reconnaître que cette crise a une foule de répercussions à l'échelle mondiale. Il incombe certainement au Canada d'aider. La question est de savoir comment procéder. Pour ce qui est de l'alinéa e) de la motion, de nombreuses questions demeurent puisque le gouvernement n'a pas donné de précisions aux Canadiens.

La motion dit: « [...] en accueillant des dizaines de milliers de réfugiés syriens au Canada [...] » Je trouve intéressant que les libéraux ne soient pas plus précis à cet égard. Au cours de la campagne électorale, ils ont maintenu catégoriquement que le nombre de réfugiés était ce qui importait le plus. Ils ne parlaient pas des gens, mais plutôt du fait que le Canada accueillerait 25 000 réfugiés avant la fin de l'année. Le premier ministre a déclaré qu'il suffisait de faire preuve de volonté politique pour faire venir 25 000 réfugiés au Canada avant la fin de l'année 2015. Or, comme on a pu le constater, le gouvernement n'est même pas passé près de cet objectif. Néanmoins, je me demande pourquoi les libéraux sont passés d'un chiffre précis à un chiffre très vague.

Il est important de poser la question suivante: combien de réfugiés le gouvernement va-t-il faire venir au Canada et sur quelle période? C'est important, car il faut que les réfugiés aient les outils nécessaires pour connaître du succès au Canada. De nombreuses questions demeurent sans réponse dans ce dossier, et j'aimerais en faire ressortir quelques-unes.

La première question porte sur le coût de l'initiative globale. Nous pouvons bien décider de venir en aide aux Syriens qui en ont besoin. Toutefois, il incombe aux députés de demander combien va coûter ce programme, surtout dans le contexte actuel. En effet, le gouvernement va afficher un déficit incontrôlable dans quelques semaines à peine. Lorsqu'ils ont parlé de cet engagement au cours de la campagne électorale, les libéraux ont signalé que, dans leur plateforme pleinement chiffrée, le coût total de l'initiative d'accueil de réfugiés syriens serait d'environ 250 millions de dollars. Or, nous savons maintenant que ce coût sera beaucoup plus élevé que cela. Il sera probablement de plus de 1 milliard de dollars au titre des programmes directs, fonds que le gouvernement fédéral va devoir fournir.

Il y a d'autres coûts, notamment en ce qui concerne les services de santé, les services d'éducation et l'aide financière pour trouver des logements abordables, et le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté a affirmé catégoriquement que les provinces et les municipalités payeront la note. Ce n'est pas que je refuse d'aider; je tiens à le redire. Toutefois, il y a un problème lorsque les libéraux n'ont pas de plan d'action, qu'ils ne savent pas combien de réfugiés nous accueillerons ni comment le gouvernement assumera les coûts, et qu'ils refilent la note aux autres ordres de gouvernement. C'est un problème autant pour les Canadiens que pour les réfugiés qui arrivent au Canada.

Voici un exemple concret qui illustre ce que je viens de dire. Le ministre a dit au comité de l'immigration qu'à peu près la moitié des réfugiés syriens qui sont arrivés au Canada vivent encore dans des logements temporaires. Cette situation soulève de nombreuses questions: lorsque nous accueillons des réfugiés, pouvons-nous leur demander d'habiter aussi longtemps dans des logements précaires? Et qu'en est-il des listes d'attente pour obtenir un logement abordable? Quelles seront les conséquences sur ces listes?

Je rappelle aux députés la réponse facile que le ministre a donnée à la mi-décembre. Il avait déclaré que, pour fournir des logements abordables aux réfugiés, il allait compter sur les entreprises privées. Je lui ai demandé ce qu'il faisait, dans ce cas-là, pour conclure des contrats à long terme.

● (1605)

Voici ce qu'il a répondu le 9 décembre:

[...] la députée émet des réserves infondées à l'égard du secteur privé. Lorsque des entreprises du secteur privé proposent des logements gratuits ou à prix réduit, j'éprouve d'abord de la gratitude. J'estime que la députée devrait [...] se sentir reconnaissante à l'égard de la générosité du secteur privé.

Nous prendrons toutes les dispositions contractuelles qui s'imposent. La plus grande partie des réfugiés n'est pas encore arrivée. Plusieurs entreprises ont fait une offre très généreuse, et...

Voici le hic:

[...] nous réglerons tous les détails pertinents avec elles. Quoi qu'il en soit, à l'instar du gouvernement, ma première réaction est de remercier chaudement le secteur privé de son aide.

Initiatives ministérielles

Eh bien, c'était il y a deux mois et demi. Le ministre a admis aujourd'hui que la moitié des réfugiés syriens n'ont pas de logement permanent. À entendre le ministre, le secteur privé trouvera, comme par miracle, une solution à ce problème. Les groupes de défense du logement abordable partout au Canada affirment en subir les contrecoups. Nous avons entendu dire que certains hôtels à Toronto auraient signalé leur intention de refuser les séjours de longue durée en raison de leurs obligations contractuelles envers les réfugiés syriens qui arriveront.

D'où l'importance de se demander ce qu'on entend par l'expression « des dizaines de milliers de réfugiés ». Ce n'est pas un chiffre. Il s'agit de prévoir comment nous allons appuyer ces personnes à leur arrivée au Canada et de déterminer à quoi cela ressemblera. Quel est le plan? Voilà une question qui mérite d'être posée.

Mes collègues ont tous remercié les forces armées et parlé du besoin, mais, à elle seule, l'imprécision de ce bout de phrase m'incite à réfléchir avant d'appuyer la motion.

Les députés d'en face, qui se sont tous dits inquiets pour ces réfugiés dans leurs engagements électoraux, devraient demander au ministre, lors des réunions de leur caucus, des réunions consultatives de leur caucus et peut-être de leurs réunions de Cabinet, ce que cela veut dire quand il s'agit de fournir aux réfugiés qui viennent au Canada des logements abordables, des soins de santé et des services éducatifs. C'est vague, et ils devront donner des explications à un moment donné.

Outre le logement, les services de formation linguistique ont été signalés comme source de préoccupation, car ils dénotent l'absence de plan de la part du gouvernement. Pour que les Syriens qui viennent au Canada vivent une expérience positive, puissent entrer sur marché du travail et aient toutes les chances de réussir, la barrière de la langue constitue un problème majeur, nous le savons. Le ministre n'a pas élaboré de plan à l'égard de la formation linguistique ni indiqué combien elle coûterait à long terme.

Je félicite les nombreux groupes et particuliers parrainant des réfugiés, qui travaillent sans relâche à cette question depuis des décennies. Ils se sont certainement démenés ces cinq dernières années pour faire venir des réfugiés de la région. J'applaudis à leurs efforts.

À l'aéroport Pearson, je me suis tenue un peu à l'écart pendant la séance de photos du premier ministre, qui ressemblait au plateau de tournage d'un vidéoclip. C'était plutôt déconcertant. J'ai soudainement réalisé que les personnes qui méritaient réellement d'être remerciées pour l'accueil qui était fait aux gens qui débarquaient, c'étaient les gens des groupes de services aux réfugiés parrainés par le secteur privé.

Ils disent maintenant au gouvernement qu'ils pourraient en faire plus, mais il ne leur fait pas part de ses intentions. Combien d'autres réfugiés s'en viennent? Quels services les groupes sont-ils censés fournir? Comment peuvent-ils aider? Il n'y a pas de réponse à ces questions, si ce n'est une seule ligne: « [...] en accueillant des dizaines de milliers de réfugiés syriens au Canada [...] ».

Je veux également parler de l'emploi et des services de soutien pour la transition professionnelle, ce qui me ramène à certains propos tenus par le ministre plus tôt. Il ne suffit pas que le premier ministre évoque une aide de 250 millions de dollars pour l'Alberta. J'aimerais replacer cela dans son contexte.

Il y a trois semaines, la société Suncor et une autre ont publié leurs résultats pour le dernier trimestre, résultats qui montrent une diminution de 900 millions de dollars des dépenses en immobilisations prévues. Je ne pense pas que le premier ministre saisis bien

l'ampleur de la nouvelle. Nous devrions discuter de la façon d'aborder les services d'emploi, non seulement pour les réfugiés syriens, mais aussi pour les Canadiens des provinces de l'Ouest.

Quant aux dizaines de milliers de réfugiés syriens, d'où viennent-ils? Je n'ai pas entendu le ministre parler de minorités persécutées et je m'inquiète parfois pour des groupes comme les yézidis, qui sont confrontés ni plus ni moins à un génocide. Nous évitons le sujet à la Chambre.

Je suppose que je suis un peu choquée que cette ligne ait été ajoutée comme si on y avait pensé à la dernière minute, comme si quelqu'un avait oublié de l'inscrire et l'avait gribouillée vite fait. Sur cette question en particulier, les Canadiens ont droit à beaucoup plus de détails.

● (1610)

M. Matt DeCoursey (Fredericton, Lib.): Monsieur le Président, comme la députée d'en face n'en a pas parlé dans son allocution, je présume qu'elle est d'accord avec tous les autres aspects de notre plan pour combattre le groupe État islamique.

Je suis déçu de l'entendre parler en des termes si peu élogieux de notre plan de réinstaller 25 000 réfugiés syriens d'ici la fin du mois et de continuer à accueillir des réfugiés syriens d'un océan à l'autre. Dans la circonscription de Fredericton, l'effort n'est pas venu de l'État, mais bien de l'ensemble de la collectivité, comme cela a été le cas dans d'autres agglomérations canadiennes.

Le ministre s'est engagé à ce que le gouvernement fédéral fasse preuve de leadership pour faire venir au Canada ces populations vulnérables. Mais ce n'est pas tout. La ministre de la Santé a aussi fait preuve de leadership en réinstaurant le programme de santé intermédiaire.

Les collectivités n'ont pas été en reste. Des centaines de bénévoles ont consacré d'innombrables heures de leurs soirées, de leurs fins de semaine et de leur propre temps de travail pour faire en sorte que les réfugiés se sentent les bienvenus. Fredericton en a reçu plus de 400 jusqu'ici, ce qui représente des dizaines de familles. Plus de 1 000 personnes ont été réparties dans tout le Nouveau-Brunswick. La province en fait beaucoup plus que ce que l'on attendait d'elle, comme c'est d'ailleurs le cas dans de nombreuses autres collectivités à travers le pays.

Je me demande pourquoi la députée d'en face parle de façon si négative de l'approche pancanadienne préconisée pour réinstaller ces réfugiés dans le cadre de notre objectif global de faire tomber le groupe État islamique.

● (1615)

L'hon. Michelle Rempel: Monsieur le Président, je répondrai d'abord au premier élément de l'intervention du député d'en face en disant que je suis en profond désaccord avec l'approche adoptée par le gouvernement relativement à la mission de combat parce que celui-ci n'a jamais remercié comme il se doit l'Aviation royale canadienne de sa participation à plus de 200 frappes aériennes, qui ont contribué avec succès à juguler la progression du groupe État islamique, sans qu'il y ait de victimes civiles. La seule chose que le chef libéral ait dite au sujet des CF-18, à ses débuts en tant que chef du parti, c'est une blague obscène et insolente. Le parti d'en face n'a pas expliqué à la Chambre des communes pourquoi il faut retirer les CF-18 de cette mission. Il n'en a pas parlé. Le gouvernement éprouve une aversion idéologique contre la prise de position sur un sujet.

Initiatives ministérielles

De nombreux experts des médias canadiens ont écrit des articles essentiellement satiriques sur le verbiage du premier ministre à ce sujet. Il n'y a aucune raison pour que les CF-18 ne poursuivent pas leur excellent travail là-bas, sinon que les libéraux essaient de tracer une certaine démarcation, mais je ne sais pas trop de quoi il s'agit. Il en résulte qu'ils se sont mis tout le monde à dos au Canada et n'ont rien fait, au lieu de faire progresser la cause de la mission, et ils le savent.

Lorsque les membres de l'Aviation royale canadienne rentreront au pays, ils devront répondre aux gens qui, autour d'eux, leur demanderont pourquoi le gouvernement les a rapatriés malgré le très bon travail qu'ils accomplissaient là-bas. J'adorerais voir le député de Fredericton expliquer ne serait-ce qu'à l'un d'entre eux pourquoi les libéraux ont décidé de mettre fin à la mission, pourquoi les pilotes ont été retirés du théâtre des opérations après avoir fait tout ce travail. Le député aurait de la difficulté à fournir une explication.

En ce qui concerne le volet de l'accueil des réfugiés syriens, mon collègue s'est exprimé avec beaucoup d'enthousiasme en soulignant qu'il est formidable que nous ayons décidé d'appuyer cette mesure. Nous devons assurément mettre la main à la pâte pour atténuer la crise des réfugiés syriens, mais le gouvernement n'a en fin de compte aucun plan à long terme concernant les réfugiés. Le propos de mon collègue me paraît rempli de belles intentions et d'idéalisme, mais il évacue complètement la substance de nos interrogations. Comment le gouvernement entend-il fournir des services linguistiques ou des logements abordables? Comment traitera-t-il les demandes? À ce que je sache, le gouvernement emprunte actuellement des ressources qui servent normalement au traitement des demandes de parrainage de conjoint.

Le gouvernement n'a pas mis au point d'approche pangouvernementale à cet égard. Il n'a pas bien planifié. J'observerai avec grand intérêt l'évolution du dossier au cours des 10 à 18 prochains mois pour voir quelles incidences matérielles aura cette absence de planification non seulement sur les réfugiés syriens arrivant au Canada, mais sur les Canadiens dans leur ensemble.

Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota): Je veux rappeler aux députés que, lorsque le Président se lève et qu'il emploie les mots « questions et observations », ce n'est pas seulement pour inviter les députés à poser des questions. Le député qui intervient peut se contenter de faire des observations sur ce qui a été dit.

Nous reprenons le débat. La députée de Churchill—Keewatinook Aski a la parole.

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NPD): Monsieur le Président, je suis heureuse de prendre la parole à la Chambre au sujet de cette importante motion et, surtout, je suis fière de le faire en tant que députée néo-démocrate pour m'opposer tant à la motion présentée par le gouvernement qu'à l'amendement proposé par l'opposition, le Parti conservateur.

Je suis fière d'être membre d'un parti qui a toujours défendu la paix, la diplomatie et l'aide humanitaire — auxquelles nous devrions tous contribuer en tant que chefs de file sur la scène mondiale —, un parti qui défend le soutien aux réfugiés et aux personnes qui fuient la violence et les conflits, un parti qui n'a pas peur de s'opposer aux missions militaires que nous considérons comme irresponsables, mal définies et motivées par de mauvaises raisons.

Je m'oppose à la proposition du gouvernement libéral d'élargir la mission militaire du Canada en Irak. La nouvelle mission du premier ministre soulève plus de questions qu'elle n'apporte de réponses en ce qui concerne notre rôle dans la lutte contre le groupe État islamique.

Le personnel des Forces canadiennes est entraîné plus profondément dans un rôle de combattant, même si le premier ministre prétend qu'il s'agit uniquement d'une mission de formation. En envoyant davantage de militaires sur le terrain, sur le front, comme l'a indiqué le premier ministre, les libéraux engagent maintenant le Canada dans un rôle militaire accru pour une durée indéterminée, sans paramètres pour évaluer la réussite de la mission.

Les députés du NPD ont souligné que c'est une voie dangereuse dans laquelle le Canada ne devrait pas s'engager, mais surtout, ils ont fait remarquer que cette façon de faire s'est révélée très problématique au cours des dernières années.

Je tiens également à mentionner que je partagerai mon temps de parole avec le député d'Elmwood—Transcona.

Malheureusement, les libéraux, tout comme les conservateurs avant eux, veulent que des militaires canadiens soient déployés sur le terrain et qu'ils participent à une mission de prestation de conseils et d'assistance. Par le passé, les libéraux ont déclaré qu'il faut établir une distinction très nette entre les rôles de combat et de non-combat. Pourtant, dans le cadre de cette mission, la démarcation entre ces deux rôles est encore plus floue.

Après avoir promis de mettre fin à la mission de bombardement pendant la campagne électorale, les libéraux accroissent maintenant la présence militaire du Canada, et nos forces s'occuperont encore du ravitaillement ainsi que de l'identification des cibles pour les bombardements.

Comme nous l'avons entendu à maintes reprises à la Chambre, les libéraux se sont empressés de souligner que les Canadiens ont voté pour un vrai changement. Par contre, quand on examine les engagements qu'ils ont pris en ce qui concerne la défense et la participation du Canada sur le plan militaire, on se rend compte que la seule chose qu'ils ne proposent pas, c'est un vrai changement. Même s'ils se sont en quelque sorte engagés à se retirer de la mission de bombardement, nous savons qu'en déployant des militaires sur le terrain, ils accroissent nos activités et portent notre participation à un niveau qui était jusqu'à maintenant impensable.

Nous trouvons très préoccupant de voir les libéraux s'écarter de l'engagement qu'ils avaient pris pendant la campagne et envisager de mêler les Canadiens à un conflit dangereux, sans établir de paramètres permettant d'évaluer le succès de la mission, sans fixer d'échéance et, franchement, sans comprendre les risques que courront nos soldats.

Contrairement à l'engagement qu'ils avaient pris, les libéraux n'apportent pas de vrai changement dans les divers domaines qui touchent le quotidien des Canadiens. Ils s'écarterent de leurs engagements concernant la bonification du Régime de pensions du Canada, le rétablissement de la livraison du courrier à domicile, l'assurance-emploi et les investissements dans les communautés autochtones, investissements destinés, notamment à combler les immenses lacunes du système d'éducation des Premières Nations, une promesse importante pendant la campagne. Jour après jour, nous voyons le nouveau gouvernement tourner le dos à sa promesse d'apporter du vrai changement.

Quand il est question de l'engagement du pays dans une mission militaire, il faut parfois réévaluer les priorités. Je suis fière que le NPD ait souvent été le seul parti à le souligner. On sait que les missions militaires à l'étranger coûtent extrêmement cher. Le coût le plus élevé s'exprime évidemment en vies humaines perdues, comme on l'a encore constaté pendant la dernière mission en Afghanistan, où de nombreux Canadiens ont péri. Nos pensées vont vers leurs familles et leurs collectivités.

Initiatives ministérielles

•(1620)

Nous parlons du genre de dossiers prioritaires que nous pourrions faire avancer si nous n'étions pas en train de dépenser de l'argent dans des missions militaires dangereuses et inutiles comme celle que le gouvernement souhaite mettre en oeuvre. Par exemple, nous pourrions combler les lacunes scandaleuses du système d'éducation des Premières Nations, qui, selon une estimation, se chiffrent à 2,6 milliards de dollars. Le nouveau gouvernement libéral a pris cet engagement, mais nous attendons toujours qu'il agisse.

Je pense à mes électeurs, qui sont nombreux à vivre dans des conditions qu'on ne pourrait qualifier que de tiers-mondistes, et aux gens qui ont besoin d'aide en matière de logement, de soins de santé, d'emploi et de formation. Voilà le genre de besoins auxquels nous devrions répondre au lieu de prendre part à une mission militaire dangereuse et mal définie, comme le gouvernement le propose aujourd'hui.

Au lieu de cela, nous pourrions consacrer nos dépenses à d'autres priorités, comme l'amélioration du régime d'assurance-emploi. Étant originaire de l'Ouest canadien, je sais que bien des gens connaissent actuellement des difficultés à cause des énormes pertes d'emplois dans notre région, et je sais que seulement 36 % des personnes admissibles à l'assurance-emploi y ont accès actuellement. Le gouvernement doit remédier à cette lacune. Il pourrait le faire immédiatement s'il considérait cette question comme une priorité.

Nous sommes au courant du déficit en matière d'infrastructure dans ce pays, et, malgré des engagements de la part du gouvernement fédéral de travailler de concert avec les provinces et les municipalités, aucun détail n'a encore été fourni quant aux genres d'investissement qui seront faits. Oui, le budget approche, mais nous avons hâte d'entendre parler des engagements pris au cours des élections fédérales. Nous souhaitons les voir réalisés dès que possible. Je le répète, nous pourrions appuyer les investissements dans l'infrastructure plutôt que de participer à une mission militaire comme celle proposée.

Enfin, nous savons très bien à la Chambre que nous avons également l'obligation en tant que parlementaires et, bien sûr, en tant que personnes participant à la gouvernance de notre pays de prendre soin de ceux qui ont fait la guerre. Nous avons malheureusement pu constater, sous le gouvernement précédent, la façon dont les anciens combattants et leurs besoins ont sans cesse été ignorés. Bien que des engagements aient été pris afin de rouvrir les bureaux offrant des services aux anciens combattants et de rétablir le soutien offert à ceux-ci, ces changements se font toujours attendre en grande partie. Je me rappelle une citation d'un chef politique au sud de notre frontière qui fait parler de lui. Le sénateur Bernie Sanders a dit: « Si vous n'avez pas les moyens de prendre soin de vos anciens combattants, alors n'allez pas en guerre. »

J'aimerais soulever un dernier point aujourd'hui en tant que députée néo-démocrate. J'exhorte le gouvernement à abandonner la position qu'il a adoptée et à reconnaître l'importance de prendre soin d'abord des anciens combattants, d'investir dans des priorités qui contribueraient vraiment à changer la vie quotidienne des Canadiens et de rétablir notre réputation sur la scène internationale en tant que pays qui préconise l'aide humanitaire plutôt que la participation à un conflit armé mal défini, qui ne peut servir qu'à déstabiliser une région du monde déjà instable.

Une fois de plus, je suis fière de prendre la parole en ma qualité de députée néo-démocrate, de me prononcer contre la mission militaire proposée par les libéraux, contre l'amendement des conservateurs à l'égard de cette mission, et d'appuyer plutôt l'aide humanitaire, la

coopération multilatérale et les investissements ici au Canada. Il s'agit d'une question de priorités.

•(1625)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il est intéressant d'entendre les observations de la députée. Elle aura une bonne idée de la position du gouvernement libéral sur les points qu'elle soulève une fois que le budget aura été présenté le 22 mars. Je suis certain qu'elle obtiendra des réponses à bon nombre de ses questions.

Notre parti n'a pas promis d'équilibrer le budget au cours de l'année financière en cours, parce qu'il savait combien les besoins sont grands. La députée devrait réfléchir à la position de son propre parti, qui a fait la promesse d'équilibrer le budget durant la campagne. Cela aurait entraîné d'énormes compressions. Il est intéressant de l'entendre parler des priorités du NPD, qui ne correspondent pas tout à fait aux engagements pris par les néo-démocrates durant la campagne électorale.

L'intervention de la députée au sujet de la motion à l'étude donne l'impression que les Forces canadiennes ne participent pas du tout à la lutte antiterroriste à l'étranger.

Selon la députée, les Forces canadiennes devraient-elles être déployées pour lutter contre le terrorisme à l'extérieur du Canada? Ont-elles un rôle quelconque à jouer, d'après elle?

Mme Niki Ashton: Monsieur le Président, je me sens obligée de préciser que je ne parlais pas des priorités du NPD. Je faisais, en fait, allusion aux priorités libérales durant la campagne électorale qui ont été rétractées ou auxquelles on n'a simplement pas encore donné suite, malgré les affirmations selon lesquelles elles étaient urgentes au regard, par exemple, de l'assurance-emploi ou du besoin d'investir dans l'éducation des Premières Nations.

En fait, la majeure partie de mon allocution portait sur la façon dont l'engagement pris par les libéraux d'apporter un vrai changement n'est pas, en fait, très favorable aux changements, certainement lorsqu'il est question d'agir. Nous avons entendu beaucoup de belles paroles, mais vu peu de mesures concrètes.

Je crois que la motion d'aujourd'hui en est l'exemple parfait. Nous avons entendu les libéraux parler de rétablir la réputation du Canada dans leur prise de position sur les frappes aériennes en Syrie. Les gens croyaient vraiment qu'un nouveau jour venait de se lever, mais quelques mois plus tard, ils voient les libéraux s'engager à ce qui, à toutes fins utiles, est un rôle de combat et de participation au front. Comme je l'ai indiqué, il s'agit d'une mission mal définie, sans délais et sans paramètres pour en définir le succès.

Je peux simplement dire que je suis fière d'être membre d'un parti capable de dire non à ce type de vision et de montrer aux Canadiens que le discours que nous tenons aujourd'hui les libéraux n'est pas celui qu'ils nous tenaient en campagne électorale. Je suis persuadée que bien des Canadiens seront déçus du gouvernement au fil du temps, à moins que celui-ci change de trajectoire et respecte les engagements qu'il a pris pendant la campagne électorale.

•(1630)

Mme Irene Mathysen (London—Fanshawe, NPD): Monsieur le Président, je tiens à remercier ma collègue d'avoir fait remarquer de façon aussi succincte que nous avons entendu bien des promesses et vu très peu, voire pas, de mesures concrètes.

Initiatives ministérielles

Je me demande si elle pourrait se prononcer sur le fait que cette mission n'a été sanctionnée ou mandatée ni par les Nations unies ni par l'OTAN. Cela pose un sérieux problème en ce qui concerne le rôle du Canada. Sommes-nous des humanitaires, nous préoccuons-nous du sort des gens, ou nous bornons-nous simplement à suivre aveuglément une mission menée par les États-Unis?

Mme Niki Ashton: Monsieur le Président, je remercie ma collègue, qui s'est toujours portée à la défense des anciens combattants et qui réclame sans cesse des mesures pour bien prendre soin d'eux. Or, c'est justement ce genre de vision dont il a été question aujourd'hui et qui fait cruellement défaut dans la motion proposée par le gouvernement libéral.

Je le répète, la mission dont débat la Chambre, la mission proposée par le gouvernement libéral, constitue une fracture par rapport à la longue tradition voulant que le Canada se cantonne aux missions et aux opérations multilatérales sanctionnées par l'ONU.

Hélas, la mission qu'on nous propose, dont on a prouvé qu'elle est mal définie et qu'elle contribuerait à déstabiliser encore davantage la région au lieu de la stabiliser, ne peut tout simplement pas obtenir notre appui. Je suis fière d'être membre du seul parti représenté à la Chambre à s'opposer à la mission militaire des libéraux.

[Français]

Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota): Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: l'honorable députée de Churchill—Keewatinook Aski, La sécurité publique; l'honorable députée d'Edmonton Strathcona, L'environnement; et l'honorable député de Foothills, L'économie.

[Traduction]

M. Daniel Blaikie (Elmwood—Transcona, NDP): Monsieur le Président, c'est un plaisir pour moi de m'opposer aujourd'hui à l'amendement et à la motion principale. Je dirai pour commencer que je suis plutôt déçu par la position du gouvernement.

Tout au long de la campagne, les libéraux ont clairement et délibérément cherché à exploiter les sentiments de la population, car ils sentaient que les Canadiens étaient majoritairement défavorables au type de mission militaire qui a présentement cours en Syrie et qu'ils souhaitaient élire un gouvernement qui aborderait la situation autrement. Bon nombre des engagements pris par les libéraux pendant la campagne — au premier chef, j'oserais dire, celui de rappeler nos CF-18 — visaient à exploiter ce sentiment d'insatisfaction.

Mais, qui l'eût cru, voilà qu'une fois aux commandes, les libéraux décident de tenir leur engagement à la lettre. Or, ce n'est pas seulement parce qu'ils tenaient mordicus à ce que les CF-18 soient ramenés ici que les Canadiens ont choisi les libéraux quand ils ont voté pour du changement, c'est parce qu'ils avaient une certaine idée du changement, une idée de ce que cet engagement représentait. Ils s'attendaient, en somme, à ce que le gouvernement aborde la mission en général d'un tout autre angle.

Or, le gouvernement se contente de dire qu'il est tout aussi dévoué à la mission que le gouvernement précédent, mais qu'il va la remplir d'une manière différente. Il refuse de parler de mission de combat. Toutefois, d'après ce que les libéraux ont affirmé à la Chambre et le plan qu'ils ont exposé jusqu'à présent, nous savons que cette mission accroîtra la présence de soldats canadiens sur la ligne de front. Elle augmentera la probabilité que nos troupes soient amenées à engager le combat avec l'ennemi. Je dirais qu'il ne s'agit pas du tout du même

genre de mission que les libéraux décrivaient aux Canadiens durant la campagne électorale.

Il est décevant de voir avec quelle rapidité cette mission a changé. Les Canadiens ayant prêté attention à la campagne sont, eux aussi, déçus parce qu'ils ne croient pas que le gouvernement respecte vraiment l'esprit de la promesse qu'il avait faite à cet égard, ou je dirais même des promesses qu'il avait faites en général, mais il s'agit-là d'un autre débat.

Nous avons entendu différentes choses à la Chambre. Nous entendons les libéraux dire encore maintenant que nos CF-18 ne sont pas l'unique contribution que nous pouvons apporter à la mission, puis décrire toutes les façons dont nous allons appuyer cette dernière. Lors de la campagne électorale, les libéraux ont affirmé qu'ils retireraient les CF-18 du combat afin de faire croire aux Canadiens qu'ils n'appuyaient pas la mission. Il est frustrant de voir le gouvernement tenter d'avoir le beurre et l'argent du beurre. Dans des dossiers comme celui-ci, nous devons aux Canadiens d'adopter une position claire. Or, jusqu'à présent, les libéraux se sont abstenus de prendre position. Je ne suis pas certain que ce soit le genre d'approche que les Canadiens souhaitent.

Certains à la Chambre pensent que cela signifie qu'il faut redéployer les CF-18, mais pas les néo-démocrates. Nous pensons que c'est honorer l'esprit de la promesse électorale des libéraux que de retirer les CF-18 de façon permanente et d'envisager d'autres choses. Dans les efforts que nous déployons pour lutter contre le terrorisme mondial, il nous arrive parfois d'avoir à poser des questions difficiles qui nous amènent à nous regarder dans le miroir, à reconnaître que des sommes finançant des organisations comme l'EIIS sont passées par le Canada, que des fabricants d'armes canadiens vendent directement des armes à des pays ou à des groupes qui finissent par contribuer au mouvement terroriste mondial. Ces questions sont difficiles car elles nous amènent à dire non à nos amis et à imposer des limites à des activités qui peuvent être avantageuses pour certains Canadiens.

L'indécision caractéristique des libéraux était flagrante la semaine dernière. En réponse aux questions des néo-démocrates au sujet de la vente d'armes et de matériel militaire à l'Arabie saoudite, le gouvernement a répondu qu'il était d'accord avec nous pour dire que ce n'était pas bien, mais qu'il ne reviendrait pas sur une décision prise par un ancien gouvernement, et que c'était tant pis. Les libéraux font souvent valoir — ils le disent certainement à propos d'autres dossiers — qu'ils ont justement été élus pour renverser certaines des décisions les plus odieuses du précédent gouvernement. Mais, en l'occurrence, ils prétendent avoir les mains liées.

● (1635)

C'est difficile à croire. Je crois que c'est là l'une des choses que le Canada pourrait faire. C'est une mesure concrète, et elle serait beaucoup plus efficace.

Nous disposons maintenant d'une longue, mais récente expérience dans ce genre d'interventions militaires dans cette région du monde. Celles-ci, je crois qu'on peut l'affirmer, n'ont pas produit le genre de résultats escomptés, tant par les initiateurs que par les autres. Ces interventions n'ont pas apporté la paix et la prospérité dans la région. Elles n'ont pas permis aux gens de l'Amérique du Nord ou d'ailleurs dans le monde de se sentir plus en sécurité. La situation s'est aggravée.

La réaction typique de certains est de dire que nous devons tout simplement redoubler d'efforts et continuer de faire ce qui n'a pas fonctionné, plutôt que de nous pencher sur des questions difficiles telles que le trafic d'armes qui s'amorce au Canada ou qui passe par le Canada et sur les mesures que nous pourrions prendre. Voilà où j'aimerais que l'on concentre nos efforts. De ce côté-ci de la Chambre, nous réclamons plus d'efforts en ce sens, parce que nous croyons qu'il faut neutraliser cette menace.

Nous ne pouvons pas ignorer l'histoire récente, qui a montré que ces initiatives entreprises par le gouvernement des États-Unis, et non par l'OTAN ou les Nations unies, ne respectent pas la tradition de maintien de la paix. C'est cette tradition que tentent d'invoquer les libéraux au sein du nouveau gouvernement, en disant que le Canada est de retour et que nous allons revenir aux anciennes traditions. Selon l'ancienne tradition de maintien de la paix, nous aurions pris part aux missions des Nations unies. Ce n'est pas une mission multilatérale et elle n'est pas sanctionnée par les alliances et groupes internationaux avec lesquels nous collaborons habituellement dans ce genre de mission.

Cela me déçoit. Je ne crois pas que l'atténuation du rôle militaire ou, même, la renonciation à celui-ci signifie que nous ne pourrons plus rien faire. Je crois donc qu'il faut rejeter la fausse dichotomie dans ce débat, et c'est pour cela que je prends la parole. Nous pouvons faire beaucoup de choses pour couper l'herbe sous le pied des organisations terroristes, sans avoir recours aux interventions militaires inefficaces que nous avons connues, puisqu'elles n'ont pas permis d'atteindre les objectifs souhaités.

Une intervention militaire est un type d'instrument particulier. Comme dans le cas de tout instrument, il faut savoir pour quel type de travail on veut l'employer et ce que l'on veut obtenir comme produit fini. Voilà pourquoi nous devons clairement définir la nature de la mission lorsque nous mettons les forces armées à contribution. Nous devons clairement définir le but ultime et déterminer en quoi consistera la fin de la mission. Nous devons savoir comment nous nous sortirons de la situation lorsque l'objectif aura été concrétisé. Si nous sommes incapables de le faire, nous commettons une grave erreur.

Nous avons vu des pays — et dans certains cas, même le Canada — s'engager dans des missions militaires prolongées dans lesquelles des gens ont perdu la vie. Au bout du compte, la fin de la mission se fait de manière désordonnée, car la victoire n'est pas claire parce qu'on avait omis de définir au départ ce à quoi ressemblerait une véritable victoire. Je suis chagriné d'être de ce côté de la Chambre et de voir que le nouveau gouvernement, qui avait promis des changements, agit comme son prédécesseur.

Comme je l'ai mentionné, pendant la campagne électorale, bien des personnes voyaient les libéraux et le NDP comme un tout, car, comme nous, les libéraux voulaient mettre fin à la campagne de frappes aériennes avec les CF-18. Les Canadiens ont présumé que les libéraux voyaient les choses du même oeil que nous, c'est-à-dire que ce type de mission militaire ne donnait pas les résultats que ses promoteurs disaient vouloir et auxquels ils disaient s'attendre.

En conséquence, nous avons besoin de faire d'autres choses. Nous avons besoin d'examiner nos façons de faire et la manière dont ces organisations s'autofinancent. Nous avons besoin de comprendre comment ces organisations obtiennent les armes qu'elles utilisent dans la région.

Bien que ces sujets soient difficiles à aborder, y compris celui dont le gouvernement libéral refuse de discuter en ce moment, à savoir la vente d'armes à l'Arabie Saoudite, ce sont des mesures de ce genre

Initiatives ministérielles

qui, selon moi, pourraient être plus efficaces. Elles pourraient nous aider à vraiment atteindre les buts que nous visons et pour lesquels nous avons participé à une intervention militaire qui dure depuis de nombreuses années et qui a fait de nombreux morts. Par conséquent, j'encourage vivement les libéraux à opter pour cette approche plutôt que celle qui figure dans la motion à l'étude.

• (1640)

M. Dan Vandal (Saint-Boniface—Saint-Vital, Lib.): Monsieur le Président, d'entrée de jeu, je félicite le député d'Elmwood—Transcona de son intervention. Ses propos étaient intéressants, mais certainement empreints de partialité.

Je voulais tout simplement m'assurer que le député comprend entièrement la proposition dont lui-même et son équipe ont été saisis au cours des derniers jours. Le gouvernement triplera la taille de la mission de formation, de conseil et d'assistance pour que les habitants du pays puissent se défendre eux-mêmes contre l'EIL. Nous investissons 145 millions de dollars de plus pour lutter contre le terrorisme en Irak; 840 millions de dollars pour l'aide humanitaire aux populations les plus durement touchées au Moyen-Orient, en l'occurrence en Irak; et 270 millions de dollars pour aider à rebâtir l'infrastructure locale, y compris les systèmes d'aqueduc et d'égoûts et les routes, pour que les gens retrouvent un semblant de normalité dans ce pays.

Le député d'Elmwood—Transcona est-il au courant?

• (1645)

M. Daniel Blaikie: Monsieur le Président, je suis conscient que le gouvernement parle de formation et d'assistance et qu'il a déjà pris des mesures similaires par le passé. Lorsque je parlais des types de missions qui ne génèrent pas au final les résultats escomptés, c'était en partie ce que j'avais en tête.

Il n'en demeure pas moins que, lorsque le gouvernement assume de tels rôles, il est plus susceptible d'être impliqué dans des combats. C'est en partie la raison pour laquelle nous prenons la parole à l'occasion de la période des questions. Nous aimerions que le plan soit modifié. Toutefois, nous ne disons pas au gouvernement de modifier le plan; nous voulons tout simplement qu'il avoue ce qu'il en est vraiment et qu'il précise les aspects de la formation et de l'aide dont il est vraiment question.

Les menuisiers ne peuvent pas être formés seulement dans une salle de classe; un formateur doit se rendre sur un chantier avec eux pour leur apprendre le métier. Lorsque le gouvernement parle de formation et d'assistance, il parle d'envoyer des Canadiens sur le terrain, ce qui signifie qu'ils seront plus susceptibles d'être impliqués dans des combats. En fait, il est plus susceptible que ces Canadiens le soient que certains de nos alliés qui poursuivent les frappes aériennes.

Nous demandons au moins que des députés d'en face le reconnaissent. Nous voulons qu'ils reconnaissent que cela signifie que le Canada continue d'assumer un rôle de combat, même s'il est vrai que nous nous occuperons de formation et d'assistance.

J'entends ce que le député dit. J'aimerais seulement l'entendre dire ce qui est omis.

M. Ted Falk (Provencher, PCC): Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui pour répondre au discours du député d'Elmwood—Transcona.

Initiatives ministérielles

J'ai écouté attentivement son intervention. Le gouvernement a effectivement dit qu'il y aura des jours meilleurs et qu'il sera plus ouvert et plus transparent. Cependant, à mon étonnement je l'avoue, je partage en quelque sorte le point de vue du député d'Elmwood—Transcona.

Au cours de la campagne électorale, lorsque les libéraux ont promis de retirer les six CF-18 canadiens des frappes aériennes en Syrie, j'ai cru comprendre qu'ils envisageaient également de retirer complètement les troupes canadiennes des opérations de combat. Or, ils ont apparemment fait volte-face à cet égard.

J'aimerais savoir si le député a d'autres observations à faire à ce sujet.

M. Daniel Blaikie: Monsieur le Président, malheureusement, il semble que ce soit la tendance qui se dessine. Au cours de la campagne électorale, les libéraux ont fait certaines promesses destinées à rassurer les Canadiens qui étaient insatisfaits des décisions du gouvernement précédent et des politiques qu'il avait mises en oeuvre. Il faut reconnaître que le gouvernement libéral a donné suite à certaines de ces promesses.

Nous sommes entre autres ravis du rétablissement du formulaire détaillé du recensement. J'ajoute que c'est avec plaisir que je suis intervenu pour appuyer le projet de loi C-4.

Toutefois, nous attendons la suite en ce qui concerne l'assurance-emploi et la bonification du RPC par exemple, dossiers à l'égard desquels les libéraux s'étaient engagés à faire des réformes différentes, plus populistes. Je ne voudrais pas que les députés de ce côté-ci s'emballent trop lorsque je parle de réforme.

Nous constatons aujourd'hui que les libéraux tardent beaucoup à agir. J'ose espérer que cela ne signifie pas qu'ils n'agiront pas.

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec ma collègue, la députée de Lakeland.

Je voudrais commencer mes observations sur la motion en remerciement nos braves militaires de leur contribution et de leurs sacrifices dans la lutte contre le groupe État islamique. Les pilotes de chasse canadiens et, en fait, tous nos concitoyens en uniforme ne devraient jamais avoir à douter de l'engagement du Canada à l'égard de la lutte contre le groupe État islamique. Malheureusement, par cette motion, le gouvernement libéral leur demande justement de faire cela, c'est-à-dire de remettre en question notre détermination à mener ce combat.

J'ai une perspective unique. À l'instar de plusieurs autres députés, j'ai des racines mennonites très terre à terre. La communauté mennonite a toujours mis l'accent sur l'établissement et le maintien de la paix, ainsi que sur la cohabitation pacifique avec ceux qui nous entourent à l'échelle locale et nationale. Nous prenons donc au sérieux le message des Béatitudes: « Heureux les artisans de paix. »

Je tiens à établir une distinction entre l'établissement de la paix et le maintien de la paix. Certains députés d'en face laissent entendre que le Canada a toujours été un artisan du maintien de la paix et que cela fait partie de notre identité. Je suis le premier à admettre que les Canadiens se sont démarqués comme gardiens de la paix partout dans le monde, mais cet accomplissement ne nous définit pas en tant que Canadiens.

Dans les faits, le Canada est véritablement devenu une nation durant la Première Guerre mondiale, lorsque nous avons envoyé nos courageux militaires sur le champ de bataille pour contrer la tyrannie. Nous avons fait la même chose pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque nous nous sommes élevés contre la haine, le

fascisme, le racisme, et nous avons gagné. Imaginons un peu de quoi le monde aurait l'air aujourd'hui si nous ne nous étions pas mobilisés et si nous avions perdu le combat. Pareils conflits n'avaient rien à voir avec le maintien de la paix. Il s'agissait plutôt d'instaurer une paix durable, de faire respecter les droits de chacun, puis d'établir et de promouvoir les valeurs que sont la démocratie, la liberté, les droits de la personne et la primauté du droit de manière à en assurer le maintien.

Tous ces bobards sur le fait que le Canada est simplement un pays axé sur le maintien de la paix ne tiennent pas du tout compte de l'histoire de notre pays et de notre engagement à continuer de défendre les personnes les plus vulnérables au monde. Près de 117 000 Canadiens ont perdu la vie au combat en défendant les principes dont je viens de parler.

Ce qui nous définit en tant que pays, c'est notre volonté de nous élever contre le mal, d'établir une différence entre le bien et le mal et de refuser de fermer les yeux sur le fléau de la violence et de la tyrannie contre les personnes les plus vulnérables au monde.

Cela m'amène à la notion de la responsabilité de protéger. Les libéraux n'en ont pas parlé beaucoup jusqu'ici.

L'ONU a adopté le principe de la responsabilité de protéger. Les événements qui se sont produits au Rwanda illustrent la pertinence de ce principe mieux qu'aucune autre situation. À cette époque, la communauté internationale avait été appelée à intervenir pour mettre fin à un génocide. Toutefois, elle n'est pas intervenue, et nous connaissons tous les conséquences épouvantables de cette inaction.

La responsabilité de protéger prévoit simplement que, lorsqu'un groupe de personnes est fortement susceptible de subir des torts de la part d'individus vraiment malveillants, la communauté internationale a l'obligation d'intervenir. Je ne peux pas imaginer de situation plus propice à l'application de ce principe que la lutte actuelle contre le groupe État islamique au Moyen-Orient.

Le groupe État islamique déteste les valeurs canadiennes. Il est tenant d'une idéologie religieuse extrémiste qui souhaite imposer dans le monde un califat qui régnerait tant sur les musulmans que sur les non-musulmans. Il s'agit d'une idéologie violente, qui cherche à s'en prendre aux personnes les plus vulnérables, ainsi qu'aux minorités religieuses et ethniques. Les membres du groupe État islamique mettent des gens dans des cages. Ils les brûlent. Ils les noient. Ils décapitent de jeunes enfants parce qu'ils écoutent de la musique populaire. Ils violent des femmes. Ils réduisent de jeunes filles à l'esclavage. La liste est interminable.

● (1650)

Le Canada a toujours lutté contre ces fléaux, où qu'ils se manifestent dans le monde. Nous sommes ce genre de cible.

Je tiens à rappeler qu'on aurait tout simplement tort de croire que ce conflit ne nous touche pas parce qu'il se déroule dans des pays très éloignés. Plus l'EIIS est actif au Moyen-Orient, plus il réussira à séduire et à entraîner des Canadiens. Les Canadiens qui se radicalisent et qui commettent de terribles actes de terrorisme contre d'autres Canadiens sont généralement vulnérables et mal informés.

Initiatives ministérielles

Il s'est produit de tels actes au Canada, et même sur la Colline du Parlement. Un soldat canadien a été tué devant le monument national. Un gardien du Parlement a été atteint par balle. La même chose s'est produite au Québec. L'emprise du terrorisme s'étend jusqu'au Canada. Si nous n'affrontons pas le problème au Moyen-Orient, il deviendra encore plus pernicieux et plus courant au Canada.

Certains députés soutiennent que nos alliés sont très contents que nous ayons décidé de retirer nos chasseurs de la lutte contre l'EIIS. Les libéraux ont laissé entendre qu'ils auraient consulté nos alliés et que la décision serait tout à fait acceptable à leurs yeux.

Or, on peut lire noir sur blanc aujourd'hui, dans la *National Post*, le titre suivant: « Selon le général américain qui dirige la campagne aérienne de lutte contre l'EIIL, "il est plutôt regrettable" que le Canada retire ses CF-18 ».

Le lieutenant-général général Charles Brown ajoute ceci:

Je me dis que les pilotes de F-18 doivent être déçus, car si j'étais l'un d'eux, je faisais partie d'un escadron et que j'étais beaucoup plus jeune, c'est probablement ainsi que je me sentirais.

Il ajoute avoir appris que le nouveau gouvernement du Canada avait l'intention de retirer ses avions non pas dans le cadre de consultations, mais, croyez-le ou non, en regardant CNN. Est-ce une façon de traiter nos alliés? Ces gens et ces pays ont toujours été nos partenaires dans la lutte contre la tyrannie et le terrorisme, et c'est ainsi que nous les traitons?

Nous voyons des manifestations du terrorisme partout dans le monde — à Paris, au Moyen-Orient, en Afrique et maintenant en Asie. Les Canadiens ont conscience de la menace à laquelle nous sommes confrontés.

Qu'ont accompli nos avions chasseurs? En résumé et sans aller dans les détails, grâce à toutes les sorties qu'ils ont faites et à toutes les installations qu'ils ont détruites, en collaboration avec nos alliés, le groupe État islamique est maintenant en fuite. Ses repaires sont éliminés un à un. Ses sources de financement se tarissent. Lorsque nous traitons de cette question, nous devons donc comprendre que les enjeux sont élevés.

Je demande au gouvernement de revenir sur sa décision. On reconnaît en général que, s'il a décidé de retirer nos avions de chasse de la lutte contre le groupe État islamique, c'était strictement pour des raisons politiques. Il a agi par calcul, pour s'opposer à son prédécesseur. C'est exactement ce qui est arrivé, et sa décision ne nous permet pas de jouer le rôle fondamental qui nous revient dans la lutte des alliés contre le fléau du terrorisme dans le monde.

Je ne veux absolument pas minimiser le travail humanitaire qui doit se faire au Moyen-Orient, en Syrie, en Irak et ailleurs dans le monde. Le Canada fait sa part. Nous faisons notre part en accueillant des réfugiés chez nous. Nous faisons notre part par un travail diplomatique soutenu. Néanmoins, lorsque nous retirons nos avions de chasse de la lutte contre le groupe État islamique au Moyen-Orient, nous mettons en danger nos militaires qui mènent le juste combat au sol en formant les Kurdes, en recueillant des renseignements et en marquant les cibles qu'ils ne peuvent plus attaquer. Nous allons plutôt laisser les tâches difficiles à nos alliés. Nous allons laisser un bilan honteux aux générations futures.

Je demande au gouvernement de revenir sur sa décision et de renvoyer nos avions de chasse au combat contre le groupe État islamique aux côtés de nos alliés.

● (1655)

M. Fayçal El-Khoury (Laval—Les Îles, Lib.): Monsieur le Président, le député relatait les propos d'un grand général oeuvrant dans cette région, mais nous y avons nos propres commandants qui connaissent leur travail et qui savent exactement ce qu'ils font.

Je me permets de rappeler au député que, lorsque les Américains ont déclaré la guerre à l'Irak en 2002, le premier ministre Jean Chrétien a refusé de se joindre à eux, alors que les députés de l'opposition approuvaient la décision des États-Unis et insistaient pour que le Canada participe à cette guerre.

Quelques années plus tard, tous les citoyens Canadiens ont félicité Jean Chrétien de la décision qu'il avait prise à l'époque. Nous savons ce que nous faisons et le gouvernement sait ce qu'il fait. Nos généraux sur le terrain savent ce qu'ils font. Les mesures prises par le gouvernement sont dans l'intérêt des Canadiens et dans celui des hommes et des femmes en uniforme qui servent notre pays.

● (1700)

L'hon. Ed Fast: Monsieur le Président, je ne pense pas avoir entendu de question. Je pense que le député n'a pas pris connaissance de la politique de son gouvernement dans ce dossier. Il revient sur la décision de Jean Chrétien de ne pas envoyer nos troupes en Irak et laisse entendre que c'est le modèle que nous devons suivre. Est-il en train de dire que nous devrions retirer tous nos militaires de l'Irak et de la Syrie? Estime-t-il que cette mission, dont son premier ministre propose maintenant de tripler la taille, est une erreur et que nous devrions retirer nos troupes?

Le retrait de nos avions de combat de la région est un non-sens, car il y a déjà des militaires canadiens sur le terrain dont l'excellent travail consiste à donner aux forces locales une formation afin de combattre et de pouvoir affronter le groupe État islamique de façon efficace. Nos militaires recueillent des renseignements. Ils tracent des cibles pour que les avions de combat puissent détruire les installations principales du groupe État islamique afin d'empêcher celui-ci d'étendre son emprise, de disposer de refuges et d'amasser des fonds. Pourtant, le député laisse maintenant entendre que son premier ministre et son gouvernement devraient retirer toutes les troupes, parce que le premier ministre Chrétien a qualifié la guerre en Irak d'échec.

Lorsque nous posons des questions ou faisons des observations à la Chambre, nous devons être cohérents. Si les libéraux veulent tripler le nombre de soldats sur le terrain en Syrie, alors qu'on utilise au moins nos avions de chasse pour les protéger.

M. Daniel Blaikie (Elmwood—Transcona, NPD): Monsieur le Président, au début du discours du député, il a parlé de sa confession mennonite. Je viens du Manitoba, où les mennonites sont nombreux; beaucoup d'entre eux sont venus ici pour exercer le droit à l'objection de conscience que leur garantissait le Canada. Pendant la campagne, un certain nombre de mennonites de ma circonscription qui avaient toujours voté pour les conservateurs m'ont dit que la politique du gouvernement précédent à l'égard des réfugiés syriens avait marqué un tournant pour eux, puisque, dans bien des cas, les membres de leur famille étaient venus au Canada en tant que réfugiés.

Le député partage-t-il ce sentiment, et si c'est le cas, cela ne l'oblige-t-il pas à critiquer la mission de frappes aériennes, puisqu'elle force l'exode de nombreux réfugiés syriens?

L'hon. Ed Fast: Monsieur le Président, est-ce que je partage les convictions politiques de ceux qui ont voté pour le NPD? Bien sûr que non. Je crois que l'approche des conservateurs est celle qui répond le mieux aux intérêts du pays. Elle répond aux intérêts nationaux.

Initiatives ministérielles

Je suis très fier de ma confession mennonite, mais le devoir le plus sacré que je partage avec les autres représentants élus à la Chambre est celui de veiller à la sécurité des Canadiens. Nous avons toujours fait notre part pour collaborer avec nos alliés afin de protéger le monde et d'assurer la sécurité à l'échelle mondiale. La sécurité mondiale est très fragile de nos jours.

Je n'ai pas à m'excuser de représenter un parti qui se porte à la défense des plus vulnérables dans le monde, qui comprend la responsabilité de protéger. J'encourage le député à se pencher sur le principe de la responsabilité de protéger, qui a été adopté par les Nations unies. Je sais que le comité central mennonite a dû se pencher sur ce principe parce qu'il s'appuie sur une réalité très concrète. Il y a dans le monde de nombreuses personnes vulnérables, et il arrive parfois qu'il soit justifié d'intervenir en leur nom et de les protéger.

Mme Shannon Stubbs (Lakeland, PCC): Monsieur le Président, je voudrais remercier le député d'Abbotsford de partager avec moi le temps qui lui est accordé aujourd'hui.

Je prends aujourd'hui la parole au nom des gens de Lakeland dans le présent débat sur la mission que nous propose le gouvernement pour combattre le groupe État islamique. Il s'agit de l'une de nos responsabilités les plus solennelles et les plus cruciales.

Avant de commencer, je tiens à remercier les hommes et les femmes des Forces armées canadiennes pour leur détermination et leur bravoure. Je remercie également les pilotes et les équipes au sol de l'Aviation royale canadienne pour leur travail essentiel et les progrès qu'ils nous ont permis d'accomplir contre le groupe État islamique.

Alors que les Canadiens se montrent constamment très reconnaissants envers les milliers d'hommes et de femmes qui continuent de mettre leur vie en jeu pour défendre la liberté et les droits de la personne, le gouvernement libéral applique une approche incohérente. Il ne semble pas tenir compte suffisamment des facteurs et des données qui devraient le guider pour prendre ce genre de décision tactique militaire et il semble être incapable de faire preuve de bon sens.

Nous devrions être franc et direct au sujet de la véritable force du mal que le Canada et ses alliés combattent. Le groupe État islamique est constitué de terroristes extrémistes et barbares qui se livrent à des atrocités inqualifiables contre des personnes innocentes et vulnérables. Ils exterminent systématiquement des minorités ethniques et religieuses en Syrie, en Irak et ailleurs dans la région, mus par des aspirations plus profondes. Ils n'hésitent pas du tout à décapiter des journalistes, des travailleurs humanitaires et des étudiants occidentaux tout en filmant leurs actes de terreur pour propager leur campagne de haine et de terreur. Ils pratiquent la traite des femmes et les violent par milliers. Ils utilisent de jeunes enfants comme esclaves sexuels pour assouvir leurs pulsions et leurs perversions personnelles. Ils veulent conquérir le monde et en éradiquer les religions favorables à la démocratie ainsi que toute idéologie à laquelle ils ne souscrivent pas. Ils imposent leurs points de vue aux autres en recrutant les faibles et en exploitant les vulnérables. Ils se servent de toute chose et de toute personne pouvant leur être utile pour atteindre coûte que coûte leurs objectifs.

Nous ne pouvons prétendre que nous ignorons ces choses. Le monde a vu la dévastation que l'EIIS laisse sur son passage, ravageant des régions entières avec ses exécutions de masse, ses décapitations, ses tortures et son génocide culturel.

Les événements qui se sont produits à Paris en novembre dernier resteront à jamais gravés dans nos esprits. La terreur sans nom qui a

secoué les rues de la ville la plus romantique du monde et qui a fait au moins 130 morts s'est propagée à tous les coins de la planète, précipitant une série d'attaques coordonnées contre le reste du monde civilisé. Des kamikazes s'en sont pris à d'innocents civils en Turquie, au Liban, en Tunisie et ailleurs. En octobre 2015, un vol de la compagnie Metrojet, une compagnie russe, a été la cible de canons, ce qui a causé la mort de 224 personnes. En décembre 2015, un couple a fait 14 morts en ouvrant le feu sur les convives d'une fête de fin d'année donnée dans un centre pour personnes handicapées de San Bernardino, en Californie.

Ce ne sont là que quelques exemples des gestes inimaginables posés par l'EIIS, un échantillon modeste de leurs affreuses pratiques terroristes.

Les Canadiens, qui habitent dans le pays qui suscite le plus d'admiration au monde, n'ont jamais tourné le dos aux populations en détresse, aux victimes d'atrocités, de terrorisme éhonté et d'actes de guerre. Nous avons toujours fait équipe avec nos alliés et nous avons toujours donné plus que ce que l'on nous demandait dans le cadre de notre participation à des campagnes militaires visant à lutter contre le mal, à défendre les droits de la personne et à défendre notre propre sécurité.

On n'a qu'à penser au rôle que le Canada a joué en Afghanistan. Pendant 13 ans, les braves membres des Forces armées canadiennes ont travaillé à la stabilisation d'un des pays les plus pauvres du monde, un pays marqué par l'instabilité politique, les violations des droits de la personne et une économie peu reluisante. Aujourd'hui, les jeunes Afghanes peuvent fièrement aller à l'école, les forces de sécurité afghanes sont en mesure d'offrir une sécurité à la population et l'économie est sur la bonne voie.

Se tenir aux côtés de nos alliés pour défendre les populations de régions dévastées par le terrorisme et celles qui sont la cible d'attaques, offrir des perspectives et de l'espoir à ces populations, voilà ce que nous devons faire. C'est la tradition canadienne.

Comme l'a dit ma collègue, la chef de l'opposition officielle, on dirait que, depuis quelque temps, le gouvernement libéral a du mal à comprendre la vraie nature du terrorisme. Les terroristes ne sont pas que de simples voyous, comme le croit le premier ministre. Ce ne sont pas non plus de simples groupes de criminels, comme l'a affirmé le ministre de la Défense nationale. Les terroristes veulent détruire tout ce en quoi croient les Canadiens: notre mode de vie, y compris l'égalité, la primauté du droit, la démocratie, la liberté, les droits de la personne, l'acceptation, la diversité et la libre disposition de soi.

Je suis fermement convaincue que le Canada a l'obligation de protéger nos droits et libertés et ceux de nos alliés. En tant que pays stable et démocratique, nous devons mettre la terreur en échec.

L'EIIL a également désigné, ciblé et menacé directement le Canada et les Canadiens. Un meurtrier inspiré par lui a même tué un de nos soldats, en 2014.

• (1705)

Dans un enregistrement audio datant de novembre 2014, le chef de l'EIIL a déclaré que son groupe se battra jusqu'au dernier homme. Il a notamment dit que quatre écueils attendaient le Canada et les autres pays occidentaux: la peur, la faiblesse, l'impuissance et la déroute.

En novembre 2015, un magazine publié par l'EIIL exhortait les combattants djihadistes du Canada et de l'Occident à « prendre les armes pour défendre [leur] État, où qu'ils soient ». En fait, l'EIIL a réussi à recruter des Canadiens et à les faire se retourner contre leur pays. Dans une vidéo, Farah Shirdon a déclaré qu'il avait un message pour son pays d'origine, le Canada: « On s'en vient, et on va vous détruire [...] on va vous massacrer. » De son côté, John Macguire, dans une vidéo rendue publique par l'EIIL, poussait les sympathisants de ce groupe à prendre le rôle du loup solitaire et à attaquer aux cibles canadiennes.

Pendant que nos alliés intensifient leurs efforts, le Canada, lui, se défile. Au mieux, les modifications apportées par les libéraux à la mission du Canada manquent de vision, alors qu'au pire, elles tiennent de l'inconcevable. Nous envoyons des centaines de formateurs militaires en pleine zone de guerre, mais nous rappelons du même souffle nos chasseurs CF-18 — dont les frappes menées nos pilotes ultra-compétents étaient couronnées de succès — et les empêchons de poursuivre leur rôle de protection.

Le Canada a peut-être déjà été un allié respecté et indéfectible, mais plus maintenant, car il renie la parole qu'il avait donnée aux autres pays, comme les États-Unis, la France et l'Australie, qui eux, se sont engagés à anéantir cette menace qui pèse sur chacun de nous.

Bien qu'on ne nous ait pas fourni de vraie réponse, sur le plan tactique, quant au motif du retrait des CF-18 de la lutte contre le groupe État islamique, nous savons avec certitude qu'il s'agissait d'une décision politique prise par le gouvernement libéral bien avant le débat d'aujourd'hui pour remplir une promesse électorale arbitraire.

Mes collègues conservateurs et moi sommes reconnaissants aux pilotes et aux équipes au sol de l'Aviation royale canadienne de leur contribution et des progrès qu'ils nous ont permis de réaliser dans la lutte contre le groupe État islamique. Ils ont joué un rôle déterminant.

Nous approuvons l'approche à plusieurs volets, notamment l'aide humanitaire, l'accueil de personnes vulnérables ici, au Canada, et la formation de forces locales. Toutes ces mesures ont été prises par le gouvernement précédent. Toutefois, qui protégera et soutiendra les militaires canadiens sur le terrain? Si nous ne participons pas à la mission de combat, nous fournirons de l'aide humanitaire à des cadavres.

Nos partenaires internationaux nous ont demandé de poursuivre la mission aérienne. Les victimes d'actes de terrorisme nous ont demandé de rester. Le Parti conservateur a demandé au gouvernement de prolonger la participation aux frappes aériennes. Ces demandes tombent dans l'oreille d'un sourd. Même si le gouvernement a déjà retiré les CF-18 de la mission avant la fin du débat à la Chambre, j'exhorte les libéraux à revoir leur décision et à accorder la priorité à la sécurité des personnes qu'ils envoient sur le terrain et de tous les Canadiens.

En tant que Canadiens, nous serons toujours déterminés à faire respecter les droits de la personne, la liberté de religion et la primauté du droit. Ce sont des principes fondamentaux de l'identité canadienne. Faire front commun avec nos alliés pour lutter contre le terrorisme par tous les moyens nécessaires s'inscrit dans la plus pure tradition canadienne.

• (1710)

Mme Karen McCrimmon (secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants, ministre associé de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, une question s'impose. Si le groupe armé État islamique est bien tel que l'a décrit la députée, si

Initiatives ministérielles

c'est une véritable force du mal qui se livre à des atrocités inqualifiables et à des actes de guerre, qui propage violence, peur et haine, et qui souhaite conquérir le monde, pourquoi le gouvernement précédent n'a-t-il envoyé que 600 soldats et 8 avions? Comment cela s'explique-t-il?

Si ce groupe représente une telle menace pour la planète et commet des gestes aussi monstrueux, la députée a raison: le Canada se doit de contribuer davantage à la lutte. En 2006, quand le Canada est intervenu en Afghanistan, il y a déployé 2 500 soldats. Ce n'était pas un geste symbolique. Nous étions conscients de la gravité de la situation en Afghanistan, nous avons pris nos responsabilités et nous avons agi.

Cette expérience nous a beaucoup appris: nous avons découvert comment intervenir efficacement en Afghanistan. Nous proposons maintenant d'adopter une orientation semblable, ce qui signifie que la prochaine étape de l'opération visera à rétablir la stabilité nécessaire à la reconstruction graduelle de la région. Nous jouerons un rôle phare dans le travail de stabilisation.

Mme Shannon Stubbs: Monsieur le Président, c'est incroyable. La députée est complètement déconnectée des valeurs et des préoccupations de la majorité des Canadiens. Je ne sais pas si elle se moque de nous ou si elle révèle sa propre position ou la position du gouvernement en ce qui concerne la menace que représente le groupe État islamique. Je ne sais pas comment répondre à la question. La seule chose que je peux dire, c'est que les députés de ce côté-ci de la Chambre estiment, comme nous l'avons démontré, que le Canada doit déployer des efforts très importants pour appuyer ses alliés à de nombreux égards, que ce soit en participant à la mission de combat, en offrant de l'aide humanitaire ou en aidant les réfugiés à s'établir au Canada.

En ce moment, nos alliés accroissent leurs opérations de combat et leur présence militaire dans la région. Le Canada devrait continuer de leur offrir un soutien au mieux de ses capacités, comme ils l'ont réclamé.

Je ne pense pas du tout que les efforts déployés par les membres des Forces armées canadiennes, des gens courageux et altruistes, sont symboliques. Je suis tout simplement estomaquée que la députée ose presque laisser entendre dans le cadre du débat d'aujourd'hui que ces efforts sont symboliques. C'est honteux.

• (1715)

Mme Linda Duncan (Edmonton Strathcona, NPD): Monsieur le Président, je suis moi aussi assise du même côté que la députée, mais les points de vue de notre parti à cet égard sont très différents.

Personnellement, je suis réellement estomaquée de constater que son parti propose un amendement dans lequel il indique souhaiter que le gouvernement du Canada ne participe plus aux efforts visant à améliorer la qualité de vie dans les régions touchées par le conflit, qu'il ne fasse plus d'investissements importants dans l'aide humanitaire, qu'il ne collabore plus aussi efficacement avec les dirigeants politiques de la région et qu'il n'accueille plus des dizaines de milliers de réfugiés syriens au Canada.

Peut-être que la députée pourrait expliquer à la Chambre les raisons pour lesquelles son parti estime qu'il n'est pas approprié que le gouvernement du Canada apporte son aide dans le cadre d'activités de ce type.

Mme Shannon Stubbs: Monsieur le Président, bien sûr que nous appuyons tous ces efforts. Notre gouvernement avait adopté une approche à volets multiples pour affronter les difficultés et la menace qui plane sur la région.

Initiatives ministérielles

Nous préconisons d'autres choses également, dont, avant toute chose, la sécurité des Canadiens tandis que nous accueillons des réfugiés dans la famille canadienne.

Le cœur du débat se résume à ceci: comment le Canada devrait-il collaborer avec ses alliés dans la lutte pour vaincre les barbares que sont les extrémistes terroristes?

Je suis abasourdi par l'hypocrisie des partis qui sont ailleurs sur le spectre politique, qui nous rebattent les oreilles avec leur tolérance et leurs croyances, et le droit de gens comme moi d'occuper une charge et de défendre les intérêts des électeurs que je représente. Partout dans le monde, des personnes vulnérables et innocentes subissent des actes atroces commis par des terroristes et, pourtant, les autres partis veulent que nous nous retirions du combat visant à défendre et à protéger ces gens et de lutter contre...

Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota): Nous reprenons le débat. Le député de Chilliwack—Hope a la parole.

M. Mark Strahl (Chilliwack—Hope, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord remercier la députée de Lakeland de sa passion pour les femmes et les filles dans le monde entier qui sont mises en danger par des groupes comme l'EIIL, ainsi que de son superbe discours à la Chambre aujourd'hui.

Je partagerai mon temps de parole avec le député de Central Okanagan—Similkameen—Nicola.

Ce fut un honneur de participer au débat en mars dernier lorsque notre gouvernement a présenté une motion sujette à débat et à une mise aux voix à la Chambre. C'était caractéristique du gouvernement conservateur. Nous avons été les premiers à le faire.

Lorsqu'il était question de déployer des troupes en Afghanistan ou de les redéployer à Kandahar, les précédents gouvernements libéraux de Jean Chrétien et de Paul Martin n'ont pas consulté la Chambre.

J'aurais félicité les libéraux d'avoir adopté cette pratique conservatrice, mais nous avons depuis appris qu'avant même que le premier ministre ait terminé de lire la motion, son gouvernement avait déjà pris sa décision sans consulter la Chambre. Nous les remercions de nous consulter devant le fait accompli, après qu'ils aient déjà pris leur décision, mais au moins nous avons la chance de débattre — je répète, un nouveau phénomène pour le Parti libéral, ce pour quoi nous le félicitons.

J'aimerais parler un peu de libéraux qui ont servi sous d'anciens gouvernements et de leurs opinions. J'aimerais citer l'ancien vice-premier ministre. Il a dit:

Le Canada a une bonne réputation [...], mais ne nous leurrons pas: le Canada n'a jamais été un pays pacifiste ou neutre. Des soldats canadiens sont enterrés un peu partout en Europe parce qu'ils se sont battus pour défendre la liberté [...]

Ce sont les propos qu'a tenus John Manley après les attaques du 11 septembre 2001, alors qu'on se préoccupait à savoir quelle serait la réaction du Canada et que certains soutenaient que le Canada est une nation de maintien de la paix, que nous ne combattons pas, que nous ne nous salissons pas les mains.

J'ai entendu cet argument troublant encore aujourd'hui de la part de députés libéraux. Plus tôt dans le débat, le député de Surrey—Newton a dit que la motion libérale permet au Canada de « [...] renouer avec les types d'engagements internationaux qui l'ont toujours caractérisé ».

C'est une insulte envers toutes les générations d'hommes et de femmes courageux qui sont allés au combat, que ce soit à la Première Guerre mondiale, le combat qui a forgé notre nation, à la Seconde Guerre mondiale, en réaction à l'Holocauste et à la menace que

l'Allemagne nazie posait pour le monde, en Corée ou en Afghanistan.

On semble de nouveau vouloir édulcorer notre mission de combat en Afghanistan lorsqu'on prétend qu'il s'agissait uniquement d'une mission de formation. Il est vrai que, à la fin de l'engagement, nous jouions surtout un rôle de formation. Cependant, avant cela, des militaires canadiens armés ont participé à une contre-insurrection; 158 d'entre eux ont perdu la vie au service de notre pays et pour protéger les personnes vulnérables qui étaient sous la coupe des talibans. Ces courageux soldats sont allés là-bas afin, comme l'a dit la députée de Lakeland, d'améliorer la vie des jeunes filles ne pouvant pas aller à l'école et d'empêcher des gens d'être tués uniquement parce qu'ils ne partageaient pas l'idéologie tordue des talibans.

N'oublions pas que le Canada a, tout au long de son histoire, toujours lutté contre l'injustice et protégé les innocents. Nous ne devrions pas seulement parler des Casques bleus et des bérets bleus. Ils représentent eux aussi une fière partie de notre histoire militaire, mais ne minimisons pas le travail que nos soldats font depuis des générations. Ils ont bâti notre pays, et ils se sont battus pour ce qui est juste.

Lorsque nous avons présenté notre motion au cours de la dernière législature, je me souviens de tout le respect que j'ai éprouvé pour l'ancien député libéral Irwin Cotler quand il a refusé d'appuyer la position de son parti parce que, tout comme nous, il croyait que nous avions la responsabilité de protéger.

Comme la députée de Lakeland, je ne peux pas croire qu'une députée libérale ait affirmé que les militaires, les centaines d'employés de soutien, les six CF-18 et les formateurs que nous avons envoyés sur le terrain n'étaient rien d'autre qu'un geste symbolique et que, si nous avions vraiment pris cette mission au sérieux, nous aurions envoyé le régiment Princess Patricia's Canadian Light Infantry ou une brigade légère.

● (1720)

C'est ce que l'on nous avait demandé de faire. On nous avait demandé d'envoyer des CF-18, et c'est ce que nous avons fait. Le fait que la députée qualifie ce geste de purement symbolique discrédite tous les militaires qui ont vaillamment servi le Canada au cours des 18 derniers mois. Elle devrait avoir honte.

Il y a peut-être une raison pour laquelle les députés de ce côté-là de la Chambre tiennent de tels propos. Cela commence au sommet avec le premier ministre. Lorsqu'il était chef du troisième parti, on lui a demandé ce qu'il pensait de notre mission auprès de la coalition et des six CF-18 devant y participer. Qu'a-t-il répondu? Je sais que les libéraux n'aiment pas l'entendre, mais je vais le répéter. Il a déclaré que nous allions sortir nos CF-18 pour montrer à tout le monde à quel point ils sont gros. Voilà à quoi se limitait la contribution de l'Aviation royale canadienne. Quelle insulte à l'endroit de ses membres.

De nouveau pendant le débat, lorsque la question a été soumise à la Chambre, il a déclaré, peut-être parce qu'il lui fallait soigner un peu plus son langage, que notre seule contribution tenait à quelques avions de guerre vieillissants. Encore une fois, il s'agit d'une insulte à l'endroit des hommes et des femmes qui pilotent ces avions.

Initiatives ministérielles

Parlons un peu de ce qu'ils ont fait jusqu'à présent au nom des Canadiens. Qu'a fait l'Aviation royale canadienne? Elle a effectué 1 378 sorties, 783 vols d'avions de soutien et 251 frappes aériennes. En tout, 399 cibles de l'EIIS ont été détruites. C'est ce dont nous avons à débattre. Voilà ce que les députés de l'opposition officielle sont venus dire. Pourquoi appuyons-nous la poursuite des bombardements par les CF-18? C'est parce qu'ils donnent des résultats. Avant la campagne de bombardement par la coalition, l'EIIS sillonnait la Syrie et l'Irak et y semait la destruction en toute impunité. Il prenait ce qu'il voulait. Il sillonnait ces pays comme une armée permanente. Qu'est-ce qui s'est produit à la suite de la campagne aérienne? Les voies d'approvisionnement de l'EIIS ont été coupées, son financement a été réduit et le territoire occupé a diminué de 25 %. La campagne aérienne donne des résultats. Les CF-18 font partie de la solution.

Encore une fois, j'ai entendu les députés ministériels dire aujourd'hui qu'il y avait beaucoup de bombardiers dans la région et que le Canada avait effectué seulement 2,5 % des sorties. Pourquoi est-ce alors si grave qu'ils fassent partie de l'approche à volets multiples? Lorsque l'ancien premier ministre, maintenant député de Calgary Heritage, a présenté la motion pendant la dernière législature, il a dit que nous devions fournir de l'aide humanitaire et assurer une présence militaire. Aujourd'hui, le gouvernement libéral dit qu'il veut offrir de la formation et aider davantage les réfugiés, exactement comme les conservateurs voulaient le faire lorsqu'ils étaient au pouvoir. Toutefois, nous voulions aussi maintenir l'utilisation des CF-18 et appuyer les courageux soldats qui font un excellent travail, au nom du gouvernement du Canada et des Canadiens, dans la lutte contre l'EIIS.

Ce que je trouve paradoxal ou intéressant dans cette motion, c'est que certains tentent de positionner le débat sous l'angle d'une opposition philosophique aux bombardements. Or, il est difficile de s'opposer philosophiquement aux bombardements si les Canadiens continuent à tracer des cibles, à ravitailler des appareils et à faire de la reconnaissance pour choisir les cibles. Pourquoi alors ne pas permettre aux membres de l'Aviation royale canadienne de poursuivre les bombardements au nom des Canadiens? Pourquoi le gouvernement ne continuerait-il pas d'affaiblir l'EIIS pour le détruire? Nous appuyons les efforts de bombardement; seulement, nous ne permettons pas aux membres de l'Aviation royale canadienne de continuer d'accomplir leur excellent travail.

Le groupe État islamique est une organisation terroriste qu'il faut affaiblir et détruire. Les courageux militaires de l'Aviation royale canadienne font un travail extraordinaire au nom des Canadiens et du gouvernement du Canada. Les CF-18 devraient rester; c'est pourquoi j'appuie l'amendement et je m'oppose à cette motion.

• (1725)

M. Wayne Long (Saint John—Rothesay, Lib.): Monsieur le Président, je dirais qu'il est malhonnête et injuste de laisser entendre que les libéraux n'appuient pas les militaires canadiens. Selon moi, c'est très injuste. Je suis très déçu d'entendre autant de propos démagogiques ce soir. Je ne crois pas qu'on puisse dire que les militaires canadiens courent plus de risques en raison du retrait des CF-18. Ce sont des propos malhonnêtes. La lutte se fait dans le cadre d'une coalition, et le retrait des CF-18 ne fera pas courir plus de risques aux militaires canadiens.

Le Parti libéral a simplement présenté le plan qui, à ses yeux, constitue la meilleure façon de lutter contre l'EIIS. Le député ne conviendra-t-il pas que les libéraux font ce qu'ils estiment être le plus indiqué? Selon nous, c'est la meilleure stratégie. C'est la meilleure solution pour le Canada et la meilleure façon de contribuer.

M. Mark Strahl: Monsieur le Président, je suis convaincu que le Parti libéral croit que c'est la meilleure façon d'agir, mais j'estime qu'il a tort. J'estime que les libéraux ont tort parce que les CF-18 ont donné de bons résultats.

Comme je l'ai dit, 399 cibles ont été prises et détruites. Les territoires occupés par l'EIIS diminuent et ses voies de ravitaillement sont anéanties une à une. Ses fonds commencent à manquer parce que la campagne de bombardement de la coalition a fait décliner ses ventes de pétrole.

Pour tout dire, je crois que nous appuierions la motion, si ce n'était du passage qui dit que le gouvernement tient à rappeler les CF-18, dont l'apport à nos partenaires de la coalition est pourtant précieux.

Aucun de nos partenaires n'a demandé au Canada de retirer ses CF-18 de la mission. Ce qui est dramatique, c'est que cette mesure n'est pas prise parce qu'il s'agirait d'une bonne stratégie militaire, parce qu'elle servirait la réputation internationale du Canada ou parce qu'elle permettrait d'affaiblir et d'anéantir l'EIIS. Non, elle est prise parce qu'elle permet aux libéraux de respecter une de leurs promesses électorales.

• (1730)

M. Marco Mendicino (Eglinton—Lawrence, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier le député de ses observations. Malheureusement, je ne suis pas d'accord avec la plupart de ses propos, notamment lorsqu'il refuse de reconnaître qu'il est nécessaire de recentrer nos ressources militaires dans la région.

Si je dis cela, c'est que, dans ses commentaires, le député a simplement refusé de reconnaître que nos CF-18 ne larguent leurs bombes que dans 20 % des sorties qu'ils effectuent. Pourquoi en est-il ainsi?

La raison est très évidente. Tous les députés en conviendront, le groupe État islamique est une menace qui se fonde dans la population innocente. Les membres du groupe État islamique se réfugient délibérément dans des mosquées, des marchés et des écoles. Comme ils sont très bien formés, nos pilotes ne larguent leurs bombes que si les conditions préalables sont remplies.

Par conséquent, nous avons décidé de mettre l'accent sur la formation des troupes locales afin qu'elles puissent se défendre elles-mêmes. C'est pourquoi de grands alliés du Canada, comme les États-Unis, disent que les bombardements ne suffisent pas à régler le problème en Syrie. Je ne sais pas ce qu'en pense le député, mais de tels commentaires nous montrent très clairement que nous sommes sur la bonne voie.

Voici ma question pour le député: pourquoi refuse-t-il d'appuyer cette motion?

M. Mark Strahl: Madame la Présidente, je croyais avoir expliqué bien clairement pourquoi je n'appuie pas la motion. C'est parce que les CF-18 sont retirés du combat.

Les libéraux ont parlé de recentrer notre participation, comme si l'Aviation royale canadienne ne pouvait plus poursuivre sa mission pendant que nous donnons de la formation, que nous fournissons de l'aide humanitaire et que nous faisons venir des réfugiés. Nous avons les ressources voulues. Nous avons montré que nous pouvons simultanément combattre et offrir les autres services. Nous l'avons fait en Afghanistan et nous pouvons certainement le faire maintenant.

C'est pourquoi je ne suis pas d'accord avec le député et son parti, qui prétendent qu'il faut retirer les CF-18 pour accroître la formation et l'aide humanitaire, parce que les faits ne leur donnent tout simplement pas raison.

Initiatives ministérielles

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Madame la Présidente, avant de formuler mes observations, je tiens à souligner qu'il est fort décevant que nous ayons à débattre de cette motion alors que le gouvernement a déjà commencé à mettre en oeuvre certaines des recommandations qu'elle renferme avant même la tenue d'un vote.

Pourquoi se donner la peine de débattre quand le gouvernement ne se soucie pas de faire preuve d'un minimum de respect envers la Chambre en tenant un vote avant de prendre des mesures comme le retrait des CF-18? Là est justement la question. Le gouvernement s'arrange pour pouvoir se targuer d'avoir tenu un vote démocratique, même si c'est une fois le fait accompli. Nous savons tous que cette façon d'agir fait partie de ce qu'il appelle le nouveau ton à Ottawa.

Une autre chose qui m'inquiète dans ce cas-ci, c'est la décision du premier ministre de rappeler nos avions de chasse avant même que la mission ait commencé. Je m'explique.

Le 3 octobre 2014, l'ex-premier ministre a présenté à la Chambre une motion lui demandant de réitérer sa confiance dans la décision du gouvernement de lancer des frappes aériennes contre le groupe État islamique aux côtés de nos alliés et partenaires — les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Australie, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique, la Jordanie, l'Arabie saoudite, Bahreïn et les Émirats arabes unis.

Pendant son discours, l'ancien premier ministre avait aussi fourni tous les détails de la mission. Les députés qui étaient présents à la Chambre ce jour-là sauront que celui qui était alors chef du troisième parti a répondu à cette motion en lisant textuellement un discours rédigé d'avance. Je le souligne parce que, dans ce discours rédigé d'avance, le chef du Parti libéral s'opposait à la mission qui consistait à rejoindre à nos alliés dans la lutte contre le groupe État islamique. Autrement dit, avant même de connaître les détails de la mission, le député de Papineau avait déjà écrit son discours pour s'y opposer.

Nous savons aussi que, lorsque Terry Milewski, journaliste de CBC, lui a posé la question suivante au cours d'une entrevue: « Puisque vous ne voulez pas bombarder un groupe aussi horrible que l'EIIS, dans quelles circonstances appuieriez-vous une véritable intervention militaire? », le premier ministre a qualifié la question d'absurde. Nous savons tous que cela n'est pas vraiment une réponse.

À ce jour, le premier ministre n'a jamais dit de façon claire et précise pourquoi il s'oppose à ce que nos CF-18 bombardent le groupe État islamique. Ce n'est pas sans raison que je parle de nos CF-18 canadiens. Si on examine la motion proposée par le premier ministre, on constate que le Canada continuera de fournir notre appareil de surveillance aérienne Aurora qui aura pour tâche, entre autres, de trouver les cibles stratégiques de l'EIIS devant être bombardées. Nous continuerons également de fournir notre avion de ravitaillement Polaris pour aider les bombardiers de nos alliés à atteindre ces cibles.

Enfin, le général Vance a confirmé que nos forces affectées à la formation, qui seront plus nombreuses, continueront d'opérer près des lignes de front et marqueront les cibles à bombarder. En d'autres termes, le Canada continue de participer activement à la campagne de bombardement du groupe État islamique. La seule différence, c'est que nous ne voulons plus appuyer sur la gâchette.

La semaine dernière, le premier ministre a dit: « [...] sur les plages de la Seconde Guerre mondiale comme dans les tranchées de la Première Guerre mondiale, les Canadiens n'ont jamais hésité à se tenir debout et à faire ce qu'il fallait. »

Le fait est que, dans ces campagnes, les soldats canadiens se sont tenus aux côtés de nos alliés et nous avons aussi partagé la responsabilité d'appuyer sur la gâchette contre ceux qui nous voulaient du mal. Ce n'est plus le cas maintenant. La question est: pourquoi? Le premier ministre ne pense-t-il pas que les bombardements puissent être efficaces dans le cadre de la campagne pour vaincre le groupe État islamique?

La semaine dernière, le premier ministre a dit: « Les frappes aériennes menées par nos alliés et les membres de l'Aviation royale canadienne ont été, dans une certaine mesure, un outil efficace dans la lutte contre le groupe État islamique. »

On dirait que le premier ministre a finalement reconnu l'efficacité de nos frappes aériennes en y mettant fin. Bien entendu, ce n'est pas une explication logique. Lorsque le député de Papineau, alors qu'il était chef du troisième parti, parlait de la mission de formation initiale, il a tenu certains propos intéressants.

● (1735)

Le député de Papineau a dit, et je cite:

Nous savons maintenant que les troupes canadiennes sont allées au front pour diriger des frappes aériennes et qu'elles ont participé à plusieurs échanges de tirs directs. En quelques mois à peine, malgré les affirmations contraires, le gouvernement a, régulièrement et subrepticement, entraîné plus profondément le Canada dans un rôle de combattant en Irak.

Le premier ministre veut maintenant accroître le nombre de formateurs sur le terrain. Le général Vance a confirmé que la force de formation élargie continuera de marquer les cibles pour les frappes aériennes et qu'elle ripostera si elle essuie des tirs, comme nous nous y attendons.

Si le premier ministre considérait alors qu'on entraînait le Canada « plus profondément dans un rôle de combattant », alors comment peut-il affirmer maintenant que cette nouvelle mission, qui augmente le nombre de militaires effectuant le même travail, est une mission sans combat? Encore une fois, ce n'est pas une explication ni une position cohérente.

À cet égard, je peux comprendre la frustration des néo-démocrates, qui sont témoins eux aussi de cette hypocrisie flagrante. Il est également intéressant de noter qu'en mars 2015, le premier ministre a déclaré que la formation « devrait être offerte loin de la ligne de front ». Or, nous savons que les formateurs continueront de tracer des cibles près des lignes de front. Encore une fois, le premier ministre dit une chose quand il s'oppose à la mission initiale contre le groupe État islamique, et le contraire quand il annonce sa propre mission. Ce ne sont pas des positions cohérentes.

J'aimerais également que la Chambre me dise qui a dit cela: « La population canadienne mérite que le gouvernement soit plus honnête envers elle en ce qui concerne la durée réelle de cette mission. » Encore une fois, ce sont des propos du premier ministre — à l'époque, et non aujourd'hui.

Je pourrais évidemment continuer, mais, paradoxalement, plus je me penche sur les diverses positions défendues par le premier ministre à propos de la mission contre le groupe État islamique, plus je suis obligé de les qualifier d'absurdes.

Avant de conclure, j'aimerais prendre un instant pour remercier sincèrement les pilotes de l'Aviation royale canadienne et leur équipe de soutien du travail important qu'ils ont effectué pendant cette mission. Je tiens également à remercier les soldats des Forces canadiennes qui participent avec courage à la mission d'entraînement. J'offre mes sincères remerciements aux nombreux membres du personnel de soutien qui participent également à cette mission.

Initiatives ministérielles

Nous pouvons encore débattre longuement de la portée de la mission et de la façon dont elle a été modifiée, mais n'oublions pas que, même si les CF-18 sont retirés, bien des membres des Forces armées canadiennes demeureront sur place. Remercions ces gens ainsi que leur famille des sacrifices qu'ils continuent de faire. Que Dieu les bénisse. J'espère qu'ils rentreront chez eux sains et saufs lorsque cette mission sera terminée.

J'ai encore un mot à dire avant de terminer. C'est avec plaisir que j'ai pris la parole aujourd'hui, pendant la période des questions, pour demander au ministre de la Défense nationale si les gens qui sont actuellement déployés en Irak seront admissibles à l'indemnité de réintégration après le combat. Il s'agit d'une indemnité importante qui permet aux militaires de faire vivre leur famille et qui leur est accordée en reconnaissance des grands sacrifices qu'ils ont consentis en combattant à l'étranger. Ils ont pris des risques et ont dû se séparer de leur famille pendant un certain temps, ce qui représente des sacrifices dont nous sommes généralement tous capables de mesurer la difficulté. Je suis heureux d'avoir entendu le ministre de la Défense nationale nous dire que ces hommes et ces femmes seront admissibles à cette indemnité.

Au-delà des étiquettes des partis politiques, il est important que nous, les conservateurs, et tous les autres députés aux Communes fassions sentir notre appui à ceux qui risquent gros pour protéger les gens qui en ont besoin. Je suis fier d'être canadien. Je suis fier des efforts des membres des Forces armées canadiennes. Je leur souhaite encore de rester sains et saufs et de pouvoir retrouver leur famille à la fin.

• (1740)

M. Fayçal El-Khoury (Laval—Les Îles, Lib.): Madame la Présidente, je voudrais premièrement faire une observation concernant ce que mon collègue a dit auparavant, à savoir que le Canada a une très bonne réputation. Malheureusement, le gouvernement précédent a beaucoup terni cette réputation. Toutefois, je peux donner à tous mes collègues l'assurance que le gouvernement actuel ne ménagera aucun effort pour rétablir la réputation du Canada jusqu'à ce qu'elle soit meilleure que jamais.

Voici la question que je voudrais poser à mon collègue. Sait-il la différence entre une armée faible et une armée très forte? La mission de notre gouvernement et la vision qui le guide consistent à faire de l'armée irakienne une armée très forte en lui fournissant de la formation, des moyens logistiques et d'autres formes d'assistance.

Quand bien même nous aurions 1 000 avions pour larguer des bombes, si, une fois partis, nous laissons sur place une armée faible, nous verrons dès le lendemain cinq groupes État islamique ressurgir. La restructuration de l'armée irakienne et son renforcement constituent notre meilleur moyen d'éradiquer une terrible organisation du genre du groupe État islamique.

M. Dan Albas: Madame la Présidente, je suis heureux que nous nous sentions tous libres de faire connaître à la Chambre nos préoccupations et nos observations.

Je doute de réussir à commenter tous les points soulevés par le député. Pour commencer, je rappelle que des recherches menées par le Reputation Institute ont démontré, à plusieurs reprises, que le Canada jouissait de la meilleure réputation parmi tous les pays du monde. Il y a de quoi être fier. J'espère que tous les députés, peu importe leur idéologie, se disent fiers d'être Canadiens. Je crois que nous devrions vanter les mérites du Canada quand nous sommes à la Chambre, mais je reconnais sans réserve que les députés ont le droit d'exprimer leur pensée.

Cela dit, je tiens à souligner que les CF-18 représentent l'un des outils de la boîte à outils. Le 16 décembre, quand des formateurs ont été attaqués par des centaines de combattants du groupe État islamique à l'extérieur de Mossoul, ils ont été grandement soulagés que des CF-18 canadiens en mission interviennent et leur permettent de rétablir la ligne de front. Cette mission a fait une immense différence. J'espère que le député en conviendra.

• (1745)

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, j'ai demandé à plusieurs reprises aux députés ministériels s'ils étaient prêts à utiliser le mot « génocide » pour décrire les activités menées par Daech en Syrie et en Irak. C'est le terme qu'a employé Hillary Clinton. Ce terme figure aussi dans une résolution adoptée par le Parlement européen. Quand il se produit un génocide, nous devons être prêts à lui donner ce nom, car cela a une incidence sur l'intervention nécessaire.

J'aimerais savoir ce qu'en pense le député. Considère-t-il que les événements qui secouent actuellement la Syrie et l'Irak correspondent à un génocide? Si oui, devons-nous reconnaître que nous avons la responsabilité de protéger les victimes?

M. Dan Albas: Madame la Présidente, tout le monde sur la planète ne définit pas de la même façon le terme « génocide ». Je tiens simplement à souligner que de nombreux groupes, qu'il s'agisse des yézidis, des ismaéliens ou des chrétiens, ont tous déclaré que le groupe État islamique, cette secte sanguinaire, les a ciblés de façon brutale et a délibérément cherché à tuer le plus grand nombre possible de personnes faisant partie de ces groupes. Même si certains hésitent peut-être à dire qu'il s'agit d'un génocide, je pense que nous devons appeler les choses par leur nom.

Il est question ici d'une organisation qui est déterminée à commettre un génocide et à établir un califat islamique. Nous devons nous y attaquer avant qu'elle puisse conquérir plus de territoires, obtenir encore plus de revenus de la vente illégale de pétrole, avoir accès à des armes non conventionnelles et financer des activités terroristes partout dans le monde. Nous devons combattre ce groupe, sinon, il finira tôt ou tard par s'attaquer à nous sur notre territoire.

J'espère que les autres députés en tiendront compte. La situation est grave, et nous devons l'aborder de manière sérieuse.

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de Langley—Aldergrove.

[Français]

Je suis fière de pouvoir participer aujourd'hui au débat sur la stratégie canadienne de lutte contre le groupe armé État islamique. Je considère qu'il s'agit d'une décision d'une importance historique. Pourquoi? Parce qu'un jour, la période que nous vivons sera étudiée, et nous serons jugés pour nos actions, surtout en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme djihadiste international qui menace l'équilibre régional et mondial des pouvoirs.

[Traduction]

Aujourd'hui, j'ai l'intention d'examiner la question en posant cinq questions fondamentales. Quelle est la cible des combats? Quand devrions-nous prendre part aux combats? Pourquoi y participons-nous? Comment prenons-nous part aux combats? Où ceux-ci se déroulent-ils?

Initiatives ministérielles

Quelle est la cible des combats? La cible est une organisation horrible et impitoyable qui se nomme « État islamique en Irak et au Levant ». Il s'agit d'un régime de terreur meurtrier qui torture des femmes et des enfants et les réduit en esclavage, qui décapite tous les habitants d'un village en fonction de leur origine ethnique et de leur religion et qui tue même d'autres disciples de l'islam parce qu'ils font partie d'une autre branche.

[Français]

Cette menace a tué des Canadiens ici même, au pays, comme Patrice Vincent et le caporal Cirillo, ainsi qu'à l'étranger. En effet, sept Québécois ont été tués au Burkina Faso et un autre a été tué en Indonésie. Les terroristes ont tué des Canadiens qui luttait au Moyen-Orient et qui y apportaient de l'aide humanitaire.

Voilà nos adversaires. Ce sont des terroristes extrémistes qui sont contre les valeurs de liberté de religion et d'expression, garanties par la Charte canadienne des droits et libertés, et contre les valeurs d'égalité entre les femmes et les hommes que prône le Canada.

[Traduction]

J'en arrive à ma deuxième question: quand devrions-nous participer aux combats? Examinons les situations de combat auxquelles le Canada a participé depuis la Confédération.

Lors de la Première Guerre mondiale, le Canada et ses alliés, dont la France, le Royaume-Uni et les États-Unis, ont mené un combat à l'étranger. Pourquoi avons-nous participé? C'était pour aider nos alliés.

Les Canadiens sont allés au combat pour la deuxième fois lors de la Seconde Guerre mondiale. Une fois de plus, bien que la guerre avait lieu à l'extérieur de nos frontières, nous avons appuyé nos alliés afin d'éliminer une menace mortelle.

La guerre de Corée, lors de laquelle nous avons une fois de plus participé aux côtés de nos alliés à un combat qui ne menaçait pas directement les Canadiens, est un autre exemple.

Pendant la guerre du Golfe, nous avons participé avec nos alliés à des frappes aériennes et à des attaques au sol alors qu'il n'y avait incontestablement aucune menace pour les Canadiens.

Le prochain combat a eu lieu au Kosovo, cette fois pour des motifs d'ordre humanitaire.

Puis il y a eu les combats en Afghanistan, après les attentats terroristes du 11 septembre, qui ont causé la mort de 26 Canadiens.

Dans les faits, le Canada a fait partie d'une vaste coalition comprenant tant ses alliés traditionnels que des intervenants régionaux du Moyen-Orient et du Proche-Orient. Nos interventions, jusqu'à l'élection récente du nouveau gouvernement, s'alignaient sur celles de nos alliés.

Lorsque l'on passe en revue ces conflits et qu'on se demande pourquoi le Canada a participé aux combats, trois réponses émergent: pour épauler nos alliés, pour défendre des causes humanitaires et pour combattre des terroristes qui ont tué des Canadiens.

Or, le groupe État islamique est une autre organisation qui a tué des Canadiens. Pourquoi ferions-nous autre chose que de nous joindre à nos alliés, de défendre une cause humanitaire et de combattre des terroristes qui ont tué des Canadiens?

Une fois réglée la question à savoir s'il faut ou non s'engager dans le combat, il faut se demander de quelle manière nous devrions combattre.

Les chasseurs CF-18, les forces d'opérations spéciales et les formateurs militaires du Canada ont travaillé sans relâche afin de miner les capacités offensives de l'EIIL, de mettre fin au massacre auquel il se livre dans la région du Levant et de renverser les bases de pouvoir qu'il consolide un peu partout dans le territoire depuis 2012. Les frappes aériennes ont réussi à affaiblir la position de l'EIIL et, maintenant, comme ce fut le cas en Afghanistan, on accroît le nombre de troupes au sol tandis que les frappes aériennes s'intensifient.

C'est là que le gouvernement libéral a commis une erreur. Avant même d'en débattre à la Chambre, le gouvernement libéral a carrément laissé tomber les alliés du Canada en retirant ses avions-chasseurs, qui constituent un élément crucial de la campagne aérienne de la coalition, quoi qu'en dise le ministre de la Défense nationale, qui tente de minimiser le travail extraordinaire des pilotes et des membres d'équipage des Forces canadiennes.

Nous triplons le nombre de soldats sur le terrain, ce que l'actuel premier ministre n'a jamais osé dire pendant la campagne électorale. Il sait qu'en agissant de la sorte, il expose davantage de militaires canadiens au danger, dont certains de nos meilleurs spécialistes des forces spéciales, ce qui est à l'exact opposé de la campagne aérienne à laquelle nous prenions part jusqu'ici, puisque les munitions guidées par laser permettaient à nos militaires de faire mouche avec une précision chirurgicale en demeurant hors de danger, à 40 000 pieds dans les airs.

Voilà qu'on nous apprend que des hélicoptères Griffon seront envoyés sur le théâtre des opérations, sans pour ainsi dire tenir compte du nombre ahurissant de missiles aériens portatifs que lancent les terroristes de l'EIIL et qui peuvent abattre nos appareils en un clin d'oeil, en conséquence de quoi nos pilotes pourraient tomber entre les mains de nos ennemis sanguinaires. Il s'agit justement de la manière dont il faut éviter de combattre.

Nous devrions laisser nos chasseurs dans la région afin que nous soyons tenus au courant de ce qui se passe et que nous comprenions les plans d'attaque, de telle sorte que nos soldats au sol ne se fassent pas abattre par un tir ami, comme c'est arrivé en Afghanistan.

Nous ne devrions pas avoir à compter sur nos alliés pour protéger nos gens, alors que nous sommes amplement capables d'y voir nous-mêmes. Ce n'est pas comme si nos CF-18 étaient attendus ailleurs de toute urgence. Nous pourrions les renvoyer dans la mêlée et regagner notre place auprès de nos alliés.

• (1750)

[Français]

C'est ce que la population canadienne veut. Selon des sondages, près de 80 % des Canadiens appuieraient le retour des CF-18 sur le terrain. Les militaires sont mécontents du plan du gouvernement, et les pilotes de chasse des CF-18 doivent certainement avoir le sentiment que leur contribution est sous-estimée par le gouvernement.

[Traduction]

Mes dernières remarques concernent l'endroit où nous devrions nous battre.

La nature des combats change constamment parce que, d'après ce que j'ai cru comprendre, les factions changent de camp fréquemment. Pour cette raison, si nous ne regagnons pas notre place auprès de nos alliés, nous n'obtiendrons peut-être pas les meilleurs renseignements qui soient sur les modifications qui surviennent.

Initiatives ministérielles

Nous devons aussi être prêts à réagir à une attaque terroriste en sol canadien. Il y a déjà eu des attaques au Canada, et nous devons être prêts à subir des contrecoups. Le gouvernement doit prévoir un plan d'intervention d'urgence en cas d'attaques terroristes pour toutes les régions du pays.

Je crois que le Canada risque grandement d'être victime d'attaques parce que le gouvernement refuse de reconnaître le danger clair et imminent d'actes terroristes au Canada. Le premier ministre refuse de reconnaître l'idéologie extrémiste qui est à l'origine de la campagne djihadiste menée par le groupe État islamique au Levant et de son désir de créer un califat islamique. En effet, chaque fois que nous tentons de discuter de ces questions, nous nous faisons accuser d'être racistes et islamophobes, alors que l'EIIL constitue une menace claire et imminente pour le mode de vie occidental. Notre mode de vie n'a pas été aussi menacé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Il y a un autre élément important dont il faut discuter. Le Canada ne fermera jamais ses portes à ceux dont les besoins humanitaires sont pressants. Cela ne changera pas, et tout le monde de ce côté-ci, tout le monde à la Chambre en fait, convient qu'il est important qu'un grand pays comme le nôtre agisse de la sorte.

Cela dit, nous voyons une crise se dessiner à l'horizon sans prendre la peine de discuter de la vraie ampleur de ce qui nous attend. Des chasseurs américains et russes couvrent Alep, en Syrie, de bombes depuis plusieurs semaines. C'est devenu un bastion de combattants de l'EIIL. Comme ils essaient maintenant un feu nourri, ces combattants — de la racaille de la pire espèce — se dirigent vers la frontière occidentale avec la Turquie. Là, ils se mêlent sciemment aux réfugiés innocents déplacés par la guerre. Comment donc le gouvernement pense-t-il pouvoir soumettre les réfugiés de la région venant au Canada à un contrôle de sécurité fiable quand la Syrie et l'ensemble de la région sont plongées dans le brouillard de guerre? Impossible de traiter un si grand volume de demandes d'asile, mais le fait est que de nombreux gouvernements occidentaux ouvrent leurs portes un peu trop rapidement sous des prétextes humanitaires, invitant éventuellement des dizaines et des centaines de partisans de l'EIIL, voire plus, à s'installer chez eux.

Je fais encore valoir qu'il y aura un flot incessant de réfugiés à nos frontières à moins que nous ne coupions la tête du serpent.

En résumé, nous devons nous assurer qu'aucun combattant de l'EIIL ne puisse passer pour un réfugié innocent. Il faut bien se préparer et combattre le méchant terrorisme où qu'il soit, jusqu'à ce que la menace soit éliminée une fois pour toutes.

● (1755)

M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.): Madame la Présidente, je dirai à la députée que ce qui reviendrait à laisser tomber nos alliés, ce serait d'abandonner le théâtre des opérations complètement, et non d'augmenter notre présence là-bas. Nous laisserions tomber nos alliés si nous ne faisons rien pour remédier à la crise des réfugiés.

Le Canada a un fier patrimoine militaire, mais aussi un fier patrimoine humanitaire. Nous n'avons pas toujours employé la même stratégie à travers les époques. Parfois, nous participons directement au combat. Parfois, nous aidons d'autres façons. Parfois, nous maintenons la paix. Parfois, nous instaurons la paix. Notre stratégie n'est pas toujours la même, mais l'opposition semble vouloir obstinément que le Canada appuie sur la gâchette.

Toute situation de combat nécessite des réorientations. Les pays renvoient leurs priorités de manière à pouvoir recentrer leurs efforts pour qu'ils aient une plus grande cohérence interne et qu'ils soient plus efficaces.

Le gouvernement précédent nous disait que nous pouvions tout faire à la perfection, que nous pouvions larguer des bombes et aider les réfugiés syriens. Sauf qu'il n'a pas été en mesure d'aider les réfugiés syriens. Il a essayé un échec complet dans ce dossier. À tout le moins, le gouvernement actuel a fait des progrès, et nous réalisons nos efforts dans une direction davantage axée sur l'aide humanitaire.

Mme Marilyn Gladu: Madame la Présidente, nous pouvons tout faire. Dans d'autres combats, nous avons utilisé des militaires au sol, des frappes aériennes et tout le tralala. Nous devons faire tout en notre pouvoir, car c'est la menace la plus grave que nous ayons vue depuis la Seconde Guerre mondiale.

L'ancien gouvernement conservateur a bel et bien accueilli un nombre énorme de réfugiés irakiens et syriens. Nous avons poursuivi nos efforts en ce sens et je remercie le gouvernement de sa coopération pour tenter d'accueillir des réfugiés qui vivent dans des camps. Toutefois, j'ai été ébahie d'entendre aujourd'hui à la période des questions que cela ne s'est pas produit, que les réfugiés ne venaient pas de camps. Je n'en croyais pas mes oreilles, car c'est que nous avons dit à la population canadienne. Et le gouvernement libéral est censé être ouvert et transparent.

Nous devons absolument être là, aux côtés de nos alliés. Nous avons beaucoup à apporter. C'est ce que nous devons faire.

Mme Linda Duncan (Edmonton Strathcona, NPD): Madame la Présidente, je me sens obligée de poser la même question à la députée que celle que j'ai posée à sa collègue plus tôt.

La députée a dit: « Nous avons tout fait. Nous voulons tout faire. » Alors pourquoi le Parti conservateur refuse-t-il ce que propose le gouvernement, c'est-à-dire d'améliorer les conditions de vie des populations touchées par le conflit dans la région, d'accueillir des dizaines de milliers de réfugiés syriens, de collaborer plus efficacement avec les dirigeants politiques et d'investir de façon importante dans l'aide humanitaire? Pourquoi veulent-ils supprimer des parties de ce « tout »?

● (1800)

Mme Marilyn Gladu: Madame la Présidente, en ce qui a trait aux réfugiés, je suis heureuse de voir que le Canada fournit de l'aide humanitaire, mais comme je l'ai fait valoir dans mon discours, nous en sommes arrivés au point où les combattants de l'EIIL se faufilent parmi les réfugiés. Il sera difficile de régler ce problème. C'est une grande menace pour le Canada.

En ce qui a trait aux mesures présentées par le gouvernement, il n'y a aucune raison de retirer nos CF-18. Le gouvernement a pris une décision avant de tenir un vote à la Chambre, ce qui montre un manque total de respect à l'égard du processus démocratique.

[Français]

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Madame la Présidente, on a demandé si nos pilotes étaient déçus ou tristes, et j'ai une réponse.

Initiatives ministérielles

Le lieutenant-général Charles Brown, le commandant américain de la force aérienne de la coalition internationale, a fait une entrevue avec le *Calgary Herald*. Il a mentionné lui-même qu'il était effectivement attristé par le départ de nos pilotes et que nos pilotes étaient vraiment tristes. Il a dit comprendre qu'il s'agissait d'une décision politique du nouveau gouvernement, mais qu'il ne comprenait pas pourquoi on retirait ces pilotes, puisqu'ils étaient efficaces et qu'ils pouvaient aller dans des espaces aériens où d'autres pays ne pouvaient pas aller. Il a dit qu'il serait heureux si le Canada changeait d'idée et qu'il déployait à nouveau les pilotes. Il veut donc garder nos pilotes, et nos pilotes sont tristes.

[Traduction]

Mme Marilyn Gladu: Madame la Présidente, comment nos pilotes pourraient-ils ne pas être déçus? Ils étaient efficaces et faisaient un excellent travail. Nos alliés envoient plus d'avions au combat. Bien sûr qu'ils sont déçus.

M. Mark Warawa (Langley—Aldergrove, PCC): Madame la Présidente, je tiens à remercier la députée de Sarnia—Lambton de son excellent travail et du discours qu'elle vient de prononcer, dans lequel elle a abordé de nombreuses questions importantes. Je tiens aussi à souligner le bon travail de notre porte-parole dans ce dossier.

Je pense que les Canadiens qui suivent attentivement ce débat se rendront compte des causes profondes du problème, c'est-à-dire les jeux politiques auxquels s'adonne le gouvernement et son manque de franchise et de transparence. Le gouvernement préfère multiplier les séances de photos et communiquer des fragments d'information.

La motion à l'étude aujourd'hui a été présentée par les libéraux et porte sur la lutte contre le groupe État islamique. Les libéraux disent qu'ils vont développer la mission de conseil et d'assistance des Forces canadiennes en augmentant les efforts de renforcement des capacités auprès de nos partenaires de la défense en Jordanie et au Liban et en retirant nos CF-18.

Comment peut-on développer une mission en se retirant? Selon les libéraux, nous pouvons développer notre mission en nous retirant. C'est insensé.

Les hélicoptères Griffon, que les libéraux comptent déployer, seront-ils armés? Seront-ils en mesure de se défendre contre d'éventuelles attaques? Les libéraux ne veulent pas répondre. Pourquoi ne veulent-ils pas répondre à ces importantes questions? Ils préfèrent nous jeter de la poudre aux yeux. Pourquoi ne se montrent-ils pas honnêtes et transparents et n'informent-ils pas les Canadiens de leurs véritables intentions?

Lorsque les libéraux ne répondent pas à des questions simples et directes, nous nous demandons pourquoi. Que cachent-ils? Pourquoi ne sont-ils pas honnêtes avec les Canadiens?

Mon père était un ancien combattant canadien. Il a été militaire. Lorsque j'ai été élu pour la première fois, en 2004, j'ai eu le grand honneur de pouvoir être membre des Forces armées canadiennes pendant une courte période afin de savoir ce que c'est que d'être militaire canadien. Comme mon père a combattu dans des chars d'assaut pendant la Seconde Guerre mondiale, c'est ce qui m'a intéressé en premier. J'ai adoré mon expérience et le temps que j'ai passé dans l'armée. Ma deuxième expérience a été dans la marine. J'ai eu le grand honneur de côtoyer un certain nombre d'anciens combattants, de membres de la réserve active et de militaires à plein temps.

Je suis fier des Canadiens qui se sacrifient pour servir le pays, et je les en remercie. Ils ont du courage. Ils sont là-bas pour représenter fièrement le Canada et pour aider les populations qui se font attaquer.

La question sur laquelle nous nous penchons est très sérieuse. La députée de Sarnia—Lambton a parlé de la Première et de la Seconde Guerre mondiale et de la réputation colossale que le Canada s'y est taillée.

Il n'y a pas si longtemps, nous avons connu une période triste sous un gouvernement libéral. Les forces armées l'ont appelée la décennie de noirceur. Quand j'ai été élu, en 2004, les militaires canadiens portaient en Afghanistan avec un uniforme d'une couleur qui ne convenait pas et sans l'équipement adéquat. Ils étaient envoyés dans la partie la plus chaude du pays, où ils étaient le plus en danger, et ils n'avaient pas l'équipement qu'il leur fallait.

Les choses ont changé en 2006 quand nous sommes arrivés au pouvoir. Nous étions fiers de nos militaires et nous leur étions reconnaissants. Tous les vendredis, on portait du rouge, du moins dans notre parti, en signe de gratitude envers eux. Les gens venaient de plus en plus nombreux aux cérémonies du jour du Souvenir. C'est que nous éprouvions de la fierté et de la reconnaissance à l'endroit de nos militaires.

Or, voilà qu'a surgi dans toute son horreur le mal à l'état pur, incarné par le groupe État islamique. Je me rappelle pourquoi nous participons à ce combat avec nos alliés. Personne ne veut la guerre, mais un groupe terroriste islamique, radical et sanguinaire, le groupe État islamique, s'est mis à commettre des atrocités. Nous devons nous souvenir de ce qui a amené nos alliés et le monde à dire qu'il fallait que cela cesse.

● (1805)

Les forces du groupe État islamique ont isolé et encerclé des milliers de civils sur le mont Sinjar dans le Nord de l'Irak. Au moins 500 hommes ont été exécutés et un nombre indéterminé de femmes ont été capturées et vendues comme esclaves. Au moins 70 enfants seraient morts de soif et au moins 50 personnes âgées ont péri. Puis, nous avons été horrifiés lorsque des otages ont défilé en combinaisons vertes, impuissants, devant une caméra avant d'être lentement décapités. Un grand nombre des victimes étaient des travailleurs humanitaires.

Puis, nous avons vu des enfants être brutalement crucifiés. Certains ont été enterrés vivants. Un grand nombre d'enfants ont été vendus comme esclaves sexuels. Nous avons vu des coptes se faire décapiter en raison de leur foi. Nous avons vu le groupe État islamique rassembler 45 civils dans une ville — dont certains étaient, paraît-il, membres des forces de sécurité irakiennes — et leur famille, et les brûler vifs. Le groupe État islamique a diffusé une vidéo horrible montrant un pilote jordanien capturé debout dans une cage, aspergé d'essence et immolé, puis écrasé par des rochers géants.

Nous avons vu le groupe État islamique amener quelque 400 prisonniers dans le désert pour les exécuter. Nous avons vu quatre Irakiens chrétiens de moins de 15 ans être décapités parce qu'ils refusaient de se convertir à l'Islam. Dans le Nord de l'Irak, 3 500 femmes capturées ont été vendues comme esclaves sexuelles, torturées et violées à répétition. Et la liste continue.

Initiatives ministérielles

Le monde entier a dénoncé ces actes, et nous devons nous opposer à ce mal à l'état pur. Les pays du monde se sont réunis et la contribution du Canada a largement dépassé sa part. Qu'avons-nous fait? Nous avons participé à près de 250 bombardements et les chasseurs canadiens ont détruit 249 positions de combat, 83 pièces d'équipement et véhicules, 24 fabriques et dépôts d'engins explosifs improvisés du groupe État islamique. Récemment, des militaires canadiens en mission de formation ont subi un assaut des forces de l'EIIS. Les chasseurs canadiens ont été appelés en renfort et l'EIIS a été pris d'assaut et repoussé. Faire sa part, c'est une longue tradition pour le Canada.

Quel est le plan du gouvernement? Il consiste à retirer les chasseurs canadiens. Je pense que les conservateurs appuieraient la motion si le Canada continuait de faire sa part. Une partie des mesures que le gouvernement souhaite mettre en place est valable, mais les décisions sont entourées de secret, la confusion règne, les messages contradictoires affluent, et les libéraux ne divulguent pas leur plan, mais ils retirent l'un des éléments qui a eu le plus d'effet auprès des alliés du Canada, les chasseurs. Pourquoi les libéraux font-ils cela? C'est tout simplement parce qu'ils l'ont promis dans les discours qu'ils ont prononcés pendant la récente campagne électorale.

Par la suite ont eu lieu les attentats de Paris. Ce fut le tournant qui amena le peuple canadien à ne plus vouloir que le premier ministre tienne sa promesse, car elle avait été faite à la hâte, sans réflexion approfondie. Les Canadiens étaient désormais d'avis que les chasseurs devaient rester là-bas. Alors, pourquoi sommes-nous en train de les rapatrier s'ils sont d'une grande efficacité? Les alliés nous demandent de continuer de participer.

Il n'y a pas si longtemps encore, lors d'une conférence, nos alliés se demandaient comment ils pourraient continuer de combattre efficacement l'État islamique. Le Canada n'a même pas été invité à cette conférence. Pourquoi? Parce que nous reculons et que notre plan baigne dans le secret.

Les conservateurs demandent au gouvernement de faire le bon choix et de reconsidérer sa décision afin de maintenir les CF-18 canadiens au combat. Le gouvernement devrait faire le bon choix et nous, les Canadiens, devrions mettre la main à la pâte pour pouvoir demeurer fiers et libres.

• (1810)

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, nous avons entendu quelques fois aujourd'hui les partis de l'opposition nous parler d'un manque de transparence quant à la position de notre parti pendant la campagne électorale sur ce que nous prévoyions faire. Certains députés, en particulier ceux du NPD, nous ont reproché de manquer de clarté dans nos intentions.

Je voudrais donc attirer l'attention des députés d'en face sur le site Web du Parti libéral, qui est très facile à trouver: liberal.ca. Notre plateforme électorale s'y trouve encore et notre promesse est exprimée de manière on ne peut plus limpide. La voici:

Nous recentrerons la contribution militaire canadienne dans la région sur la formation des forces locales tout en fournissant une aide humanitaire plus importante et en accueillant immédiatement 25 000 réfugiés syriens de plus au Canada.

Nous sommes en train de faire exactement ce que nous nous étions engagés à faire. Selon le député, les chasseurs que nous retirons représentent-ils notre seul apport constructif? Notre contribution ne comprend-elle pas également les forces que nous allons déployer pour apporter de l'aide humanitaire? Ne considère-t-il pas leur contribution comme valable?

M. Mark Warawa: Madame la Présidente, peu importe ce qui se passe dans le monde, les libéraux s'en tiendront à ce qu'ils ont dit durant la campagne électorale; or, le monde a changé depuis.

Il est tout à fait illogique de la part du gouvernement de dire qu'il retirera les avions parce que c'est ce que les libéraux ont promis dans un discours électorale, qu'il mettra davantage de Canadiens en danger et qu'il comptera sur un autre pays pour protéger les militaires canadiens. Pourquoi les libéraux feraient-ils cela, alors que ce serait une erreur?

M. Harold Albrecht (Kitchener—Conestoga, PCC): Madame la Présidente, je tiens à remercier mon collègue d'avoir attiré l'attention, encore une fois, sur le fait que de ce côté-ci de la Chambre, nous accordons beaucoup de valeur au travail qu'effectuent nos militaires chaque jour. Nous voulons qu'ils aient toutes les ressources nécessaires à leur disposition pour les aider à faire leur travail et, surtout, à revenir sains et saufs auprès de leur famille.

Il y a toutefois une question que nous perdons de vue; elle concerne les réfugiés que nous accueillons. Nous voulons accueillir les réfugiés dans notre pays et les aider à s'installer dans des logements permanents. Toutefois, quand nous leur parlons, ils nous disent souvent qu'ils préféreraient nettement que nous redoublions d'efforts pour leur assurer un environnement sûr afin qu'ils puissent rester là où ils se sentent bien, c'est-à-dire dans leur pays d'origine, plutôt que de s'installer dans un pays où il leur est peut-être plus difficile de s'adapter en raison du climat et des nombreuses différences culturelles.

Mon collègue pourrait-il nous parler de l'importance de faire tout ce que nous pouvons, y compris laisser nos CF-18 continuer de participer au combat, afin de créer un environnement plus stable pour les gens de cette région troublée du monde?

• (1815)

M. Mark Warawa: Madame la Présidente, mes grands-parents sont venus d'Ukraine, et j'aimerais visiter ce pays de nouveau. Cependant, l'Ukraine est encore une région du monde très instable. Mes grands-parents n'auraient pas quitté l'Ukraine si ce n'était des problèmes qui sont survenus à la fin des années 1800.

Les Syriens et les Irakiens aiment leur pays. Ils en gardent des souvenirs magnifiques, mais aussi d'autres qui sont horribles. Ils aimeraient rester dans leur pays s'ils le pouvaient. Si nous pouvions mettre fin au fléau, nous joindre à nos alliés et nous surpasser comme nous le faisons toujours, je suis persuadé que ceux dont le foyer et les souvenirs sont en Syrie voudraient demeurer dans leur pays. Ce ne sera possible que si nous continuons de nous surpasser. Si nous commençons à reculer et à faire de la politique dans ce dossier, ces gens ne pourront pas retourner chez eux.

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député de Timmins—Baie James.

Je suis ravi de prendre la parole à la Chambre cet après-midi afin de m'opposer à la motion et à son amendement.

J'ai été encouragé par les discours de mes collègues du NPD que j'ai entendus plus tôt cet après-midi. Je pense qu'ils ont très bien cerné l'objet du débat. Au lieu de nous demander comment nous devrions employer nos forces militaires au Moyen-Orient ou de nous demander si nous devrions effectuer des frappes aériennes ou non, nous devrions plutôt nous demander comment le Canada peut être une véritable force positive au Moyen-Orient et dans le monde.

Initiatives ministérielles

Dans ma circonscription, j'ai entendu bien des gens aborder cette question récemment ainsi que pendant la longue campagne électorale. Je suis d'accord avec le député d'Elmwood—Transcona, qui a souligné dans son discours l'évidente volte-face des libéraux à l'égard de ce conflit.

Lorsque j'ai parcouru ma circonscription pendant la campagne électorale, j'ai participé à environ 20 tribunes réunissant tous les candidats. La candidate libérale et moi avons participé à toutes ces tribunes. Malheureusement, le candidat conservateur, lui, s'est fait plutôt discret. Je dois dire que j'ai entendu la candidate libérale répéter à maintes et maintes reprises que le Canada devrait jouer un rôle plus positif au Moyen-Orient, que nous devrions retirer les bombardiers et accroître l'aide humanitaire. Ceux qui ont assisté à ces 20 tribunes étaient tous d'accord avec nous. Bon nombre d'électeurs ont souligné que ce n'est pas notre guerre, et ils me disent encore la même chose aujourd'hui. Pas plus tard que la semaine dernière, j'ai eu quelques messages des électeurs à ce sujet, et ils ne savaient même pas que nous débattions de cette question. Ils voulaient simplement me transmettre leur opinion à ce sujet.

Je tiens aussi à revenir sur les observations formulées plus tôt par la députée de Churchill—Keewatinook Aski, qui a dit que nous semblons pressés d'exposer nos militaires au danger et que nous continuons d'ignorer les problèmes avec lesquels ils sont aux prises quand ils rentrent au pays. J'ai discuté avec de nombreux anciens combattants dans ma circonscription, qui sont désespérés de constater les compressions dans les services au Canada. Certains d'entre eux ont même déménagé dans des endroits plus calmes de ma circonscription parce que c'est le seul moyen qu'ils ont trouvé d'alléger les symptômes du trouble de stress post-traumatique.

Encore une fois, nous mettons plus de militaires en danger, nous triplons même leur nombre, sans avoir déterminé clairement leur rôle ni la date de leur retour au Canada.

Regardons un peu le plan des libéraux. Les libéraux souhaitent élargir le rôle militaire du Canada en Irak et rapprocher constamment nos militaires du coeur des combats. La durée de la mission n'est pas connue, les critères de succès non plus.

Je me souviens avoir dit, lors d'un débat sur le même sujet tenu pendant une journée de l'opposition, que tout cela me rappelait comment George W. Bush avait célébré la fin et la supposée réussite de la mission en Irak. En réalité, il célébrait la naissance du groupe État islamique et la destruction de toute stabilité au Moyen-Orient.

Le plan des libéraux brouille la distinction entre formation et combat. Les libéraux ont rappelé les bombardiers canadiens, mais le Canada continue de ravitailler d'autres bombardiers et de marquer des cibles à leur intention. Le caractère paradoxal de cette politique est extrêmement irritant, et son manque de clarté me laisse perplexe.

Il est difficile d'évaluer le coût humain. On nous dit que la mission coûtera 264 millions de dollars. Une telle précision a de quoi étonner puisque, je le rappelle, on ne sait pas quand la mission se terminera. Mes deux collègues du Manitoba ont décrit clairement les choix liés à ces coûts. Ces fonds pourraient financer beaucoup d'initiatives constructives ici même, au Canada.

● (1820)

Le Canada a effectivement des rôles constructifs à jouer dans la lutte contre l'EIIS. Nous devrions lutter contre le trafic d'armes dans la région au lieu d'y contribuer. Nous devrions commencer par signer le Traité sur le commerce des armes. Il est totalement inacceptable que le Canada ne l'ait pas encore fait. Nous devrions couper l'EIIS de ses sources de financement.

Nous oublions sans cesse les autres combattants canadiens dans la région, dans le conflit. Je parle des Canadiens qui sont allés au Moyen-Orient pour lutter avec l'EIIS. Le plan des libéraux ne propose aucune mesure renforçant les programmes de déradicalisation ici au Canada. C'est quelque chose dont nous avons désespérément besoin. Il y a des modèles à suivre dans le monde. Il faut s'attaquer à cet aspect de la question; lorsqu'il est question du rôle du Canada dans le conflit, n'oublions pas que la lutte contre la radicalisation peut être encore plus efficace.

Maintenons les efforts en vue de réinstaller les réfugiés au Canada. J'ai été déçu d'entendre certains députés confondre les réfugiés et les terroristes et combattants de l'EIIS. Ce ne sont pas les mêmes personnes. Rien ne porte à croire que des terroristes se font passer pour des réfugiés pour entrer au Canada.

L'une des expériences les plus positives pour moi, en tant que nouveau député, vient de mon travail auprès de comités de réfugiés dans ma circonscription. Il y a des comités à Penticton. Nous avons déjà accueilli des familles à Oliver et à Osoyoos. Il y a des comités à Castlegar et à New Denver, dans la région de Nakusp. Il y en a un à Naramata qui souhaite héberger temporairement des réfugiés parrainés par le gouvernement dans le centre de conférence d'une église.

Ces gens travaillent dur. Ils sont des centaines dans ma circonscription à mettre la main à la pâte. Des milliers de personnes au Canada font de même. Les Canadiens sont très fiers de partager notre beau pays avec ces gens qui ont tant souffert.

L'engagement militaire dans la région est éminemment complexe et dangereux. Il n'est peut-être pas étonnant que les Nations unies et l'OTAN n'aient pas sanctionné ces interventions. Il est temps pour le Canada de jouer un rôle positif au Moyen-Orient en se concentrant sur l'aide humanitaire et la diplomatie. Bon nombre de nos alliés ont adopté cette stratégie, notamment la Nouvelle-Zélande, la Norvège et la Corée du Sud. Nous devrions vraiment leur emboîter le pas.

Les conservateurs mettent l'accent sur les répercussions des missions de bombardement. De nombreux chiffres ont été mentionnés aujourd'hui, notamment le nombre de missions, le nombre de cibles touchées, le nombre de cibles de l'EIIS touchées. Il arrive toutefois trop fréquemment que les missions de bombardement atteignent involontairement des cibles civiles. Nous avons tous entendu parler de bombes qui sont tombées sur des hôpitaux. Il semble que l'on entende parler régulièrement de ce genre d'incident, qui est tragique en soi, mais qui sert également d'outil de recrutement à l'EIIS.

C'est ce qui nous permettra au bout du compte de remporter cette lutte. Nous devons gagner le coeur et l'esprit des victimes du conflit. Nous devons les convaincre que l'EIIS n'est pas la réponse à leurs problèmes. Ce n'est pas au moyen de missions de bombardement, aussi bien intentionnées soient-elles, que nous y arriverons.

Pour terminer, je répète que, selon moi, la motion et l'amendement proposent de s'engager une voie peu judicieuse pour le Canada, pour les courageux militaires canadiens ainsi que pour l'ensemble du Moyen-Orient.

•(1825)

M. Anthony Housefather (Mont-Royal, Lib.): Madame la Présidente, comme je n'ai pas eu l'occasion de le faire auparavant, j'aimerais féliciter le député de Langley—Aldergrove pour les services qu'il a rendus au Canada.

Je tiens également à féliciter tous les membres des Forces armées canadiennes pour leur excellent travail dans la lutte contre l'EIIS, l'EIIL ou Daech, peu importe comment nous l'appelons. Je ne veux surtout pas que quiconque croie que les députés de ce côté-ci de la Chambre ne sont pas très reconnaissants aux membres des Forces armées canadiennes.

Je remercie le député de ses observations, mais je m'indigne vivement qu'il affirme que cette guerre n'est pas la nôtre, car, à l'évidence, elle met en cause un horrible groupe de meurtriers qui cherchent à anéantir la civilisation occidentale et qui commettent des atrocités contre les yézidis et les chrétiens dans les territoires qu'ils occupent.

Les néo-démocrates croient-ils que non seulement le Canada, mais bien tous les pays occidentaux devraient se retirer du combat dans la région et ainsi laisser carrément les atrocités se poursuivre sans que quiconque intervienne?

M. Richard Cannings: Madame la Présidente, il n'y a qu'une réponse à donner. Je serai bref et direct: ce n'est pas notre guerre.

Si les députés d'en face tiennent à trouver un coupable, qu'ils blâment les Américains et leurs frappes insensées en Irak; ce sont eux qui ont créé toute cette instabilité. Si les Américains se sentent obligés de réparer les dégâts *manu militari*, alors je leur souhaite la meilleure des chances, parce que je suis loin d'être convaincu que la voie militaire va les aider beaucoup. Ils peuvent bien se lancer, je ne dis pas le contraire, mais quant à moi, j'éprouve une immense fierté à savoir que le Canada n'a jamais pris part à cette guerre. Nous devrions tout faire pour que le Canada joue un rôle positif dans cette partie du globe.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Le député disposera de trois minutes pour répondre aux questions lorsque la Chambre reprendra l'étude de cette question. Le temps prévu aujourd'hui pour les échanges est écoulé.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

•(1830)

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

Mme Linda Duncan (Edmonton Strathcona, NPD): Madame la Présidente, je suis contente de pouvoir soumettre de nouveau la question suivante au gouvernement. Je l'ai posée pour la première fois le 29 janvier. Le *Globe and Mail* venait de publier un article dans lequel il était question d'un rapport d'Environnement Canada nous apprenant que l'Office national de l'énergie n'est pas le seul à ne pas faire appliquer les lois environnementales. En effet, selon ce qu'a révélé la dirigeante de la section d'Environnement Canada chargée de faire appliquer la loi, les agents à qui incombait cette tâche ont le moral à terre et craignent les représailles.

Ces fonctionnaires s'inquiétaient d'être forcés de fermer les yeux sur des infractions parfois graves en matière d'environnement.

Motion d'ajournement

Cela m'inquiète aussi, pas seulement à titre de députée élue à la Chambre, mais aussi en tant qu'ancienne chef de l'application de la loi pour Environnement Canada. Je continue à collaborer étroitement avec des agents d'application de la loi, pas seulement au pays, mais aussi au Bangladesh et en Indonésie. Je demeure persuadée que le Canada peut montrer au reste du monde comment appliquer la loi de manière efficace.

Les preuves contenues dans la note de service diffusée dans les médias montrent clairement qu'il existe un grave problème au pays. Il faut que le nouveau gouvernement règle ce problème.

Parmi les préoccupations soulevées, soulignons le fait que les agents d'application de la loi échouaient lamentablement à faire respecter la loi et sentaient qu'on faisait obstruction à leurs mesures si elles ne cadraient pas avec les priorités du gouvernement; le décalage entre les régions et l'administration centrale; les retards dans le règlement des plaintes; le manque d'égard pour le travail des enquêteurs; le fait qu'on ne reconnaisse pas que les agents d'application de la loi devraient posséder des connaissances scientifiques; un manque de ressources tel qu'il empêche une présence sur le terrain pour appliquer la loi.

Le rapport cite les propos d'un agent régional d'application de la loi, qui a affirmé : « Beaucoup de gens enfreignent la loi, mais nous ne pouvons rien y faire à cause des priorités. »

C'est là une déclaration choquante et troublante.

Je lis une deuxième citation du rapport, qui dit: « Nous ne pouvons pas uniquement travailler de 9 h à 17 h [...] en partant, nous envoyons simplement le message que les gens doivent respecter la loi uniquement entre 9 h et 17 h, et qu'après ces heures, ils ont le champ libre. »

Il est clair que les employés d'Environnement Canada ont de vives inquiétudes. Il s'agit d'un organisme qui est chargé de faire appliquer les lois sur la protection de l'environnement afin de protéger les espèces menacées, nos cours d'eau et la qualité de l'air, et de faire respecter et de renforcer les obligations et les engagements internationaux. Il est important de garder à l'esprit que l'une de ces obligations internationales a été contractée en vertu de l'ALENA. Un accord auxiliaire à cet accord commercial est l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement. J'ai également eu l'honneur de travailler avec le secrétariat qui fonctionne en vertu de cet accord.

Conformément à cet accord, le Canada s'est engagé à assurer l'application efficace de ses lois environnementales. Nous avons l'obligation de procéder à des inspections et à des surveillances, ainsi que de faire appliquer nos lois environnementales, mais nous avons aussi des obligations et des engagements internationaux à respecter.

Il ne s'agit pas de la première fois qu'un tel examen a été entrepris. À la fin des années 1980, un examen similaire a été effectué et, pour la première fois dans notre histoire, des agents d'application de la loi ont été invités à raconter ce qui se passait sur le terrain. Je suis navrée de dire que nous semblons nous retrouver dans la même situation.

Ma question au gouvernement serait la suivante: quelles mesures sont prises pour répondre à ces préoccupations? Je suis très inquiète de la réponse donnée par l'ancienne dirigeante d'Environnement Canada. J'espère que le nouveau gouvernement pourra me donner l'assurance qu'il prend au sérieux sa responsabilité d'assurer l'application efficace des lois environnementales canadiennes.

Motion d'ajournement

M. Jonathan Wilkinson (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Madame la Présidente, je remercie la députée de son travail dans ce domaine et pour sa connaissance approfondie des questions qu'elle soulève.

Je dirai tout d'abord que le gouvernement prend très au sérieux l'application des lois environnementales et, dans un contexte plus vaste, il entend s'attaquer aux conséquences néfastes de la dévaluation des responsabilités environnementales par le gouvernement conservateur au cours des 10 dernières années.

Derrière des portes closes, le gouvernement précédent a réduit de 255 millions de dollars sur quatre ans le budget consacré à Environnement Canada et à la lutte contre les changements climatiques dans le but délibéré de miner la capacité de nos fonctionnaires à protéger l'environnement, à appliquer la loi et à fournir à l'industrie les outils dont elle a besoin pour stimuler l'économie de façon durable.

Plutôt que de faire preuve de franchise quant à l'importance et à l'incidence des compressions, le gouvernement précédent a choisi de cacher cette information, ce qu'il a fait dans de nombreux autres domaines également.

[Français]

Si nous voulons que les Canadiens fassent confiance à leur gouvernement, nous avons besoin d'un gouvernement qui leur fait confiance.

•(1835)

[Traduction]

Contrairement à l'ancien gouvernement, nous sommes déterminés à soutenir les agents, sur qui nous comptons pour faire respecter les lois environnementales et pour tenir les contrevenants responsables de leurs actes.

Contrairement à l'ancien gouvernement, nous ne sabrerons pas de façon irresponsable dans les programmes gouvernementaux, ce qui a fait disparaître bien des services dont les Canadiens ont besoin.

C'est ce qui m'amène dans le vif du sujet soulevé par la députée: les services essentiels offerts par les agents d'application des règlements environnementaux.

Les agents d'Environnement et Changement climatique Canada détiennent divers pouvoirs dont ils se servent pour dépister les cas de violation des lois environnementales. Le dirigeant de la Direction générale de l'application de la loi d'Environnement Canada a révélé, sans la moindre équivoque, que l'ancien gouvernement a fait preuve de négligence dans le domaine de l'application des lois environnementales.

Depuis 1999, les fonctionnaires de 93 ministères et organismes gouvernementaux fédéraux, dont Environnement et Changement climatique Canada, ont participé à un sondage triennal qui permet de connaître leur opinion sur leur milieu de travail.

La députée parle dans sa question d'un rapport élaboré par le responsable de l'application de la loi d'Environnement et Changement climatique Canada. Dans ce rapport, il révèle notamment les inquiétudes exprimées par certains membres du personnel dans le cadre du sondage de 2014. Ces inquiétudes concernent le climat oppressif que l'ancien gouvernement a imposé et elles nous appellent la négligence dont il a fait preuve en ce qui concerne la Direction générale de l'application de la loi d'Environnement et Changement climatique Canada.

Après avoir consulté le personnel chargé de faire respecter la loi, le responsable a préparé un plan d'action pour montrer la volonté de la haute direction de favoriser le dialogue avec les employés.

Le gouvernement apprécie la remarquable contribution des agents d'application. Le ministère, tous les Canadiens et l'environnement ont tout à gagner à répondre à leurs préoccupations dans le cadre d'un dialogue ouvert et transparent.

Le gouvernement a toujours répété qu'une relation positive et constructive avec les fonctionnaires était une priorité. Notre engagement à être transparents garantira que les préoccupations des fonctionnaires sont entendues de sorte que nous pourrions nous attaquer à tout problème éventuel.

Le gouvernement entend faire respecter les lois environnementales et continuera de demander l'avis des agents d'application et de la haute direction sur la meilleure façon de nous assurer qu'ils ont ce dont ils ont besoin pour remplir leur mandat. À cette fin, une évaluation des ressources actuelles est en cours.

Dorénavant, nous veillerons à ce qu'Environnement et Changement climatique Canada ait la capacité et la volonté de forcer ceux qui enfreignent les lois environnementales à répondre de leurs actes.

Mme Linda Duncan: Madame la Présidente, ce qui me rassure, c'est que le gouvernement admet qu'il y a un problème. Par contre, je ne suis pas rassurée par la réponse que j'ai reçue.

Moi aussi j'ai examiné la réponse de l'ancien cadre supérieur. Proposer d'organiser des activités récréatives ne démontre pas une compréhension particulièrement approfondie des graves problèmes qui sont survenus au sein d'Environnement et Changement climatique Canada.

Je me demande si le gouvernement accepterait d'entreprendre un examen transparent et public sur les politiques et les protocoles actuels en matière d'application et d'observation de la loi, ainsi que sur la dotation. Le grave problème qui existe dans ce ministère, c'est que, au fil du temps, la notion de ce qu'est l'application de la loi s'est totalement effritée. La majeure partie est d'ailleurs effectuée à l'échelle régionale.

Le gouvernement s'engagera-t-il à entreprendre un examen transparent et public afin de pouvoir déterminer s'il reviendra à l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement et s'il continuera d'assumer les responsabilités qui en découlent?

M. Jonathan Wilkinson: Madame la Présidente, la députée et moi sommes profondément résolus à veiller à ce que le gouvernement rétablisse les capacités du ministère de l'Environnement et d'autres ministères afin que les bonnes politiques publiques soient fondées sur des données scientifiques et des faits probants. Nous souhaitons aussi faire en sorte que les décisions fondées sur des données scientifiques et des faits probants soient mises en oeuvre.

Parmi ses autres engagements, le gouvernement a indiqué qu'il fera preuve d'une grande transparence en matière d'attribution des ressources et des choix qu'il fera. Lorsque le budget sera présenté, la députée constatera un certain nombre d'éléments liés aux fonds destinés à un certain nombre de ministères, dont Environnement et Changement climatique Canada.

J'ai bien hâte de discuter avec la députée de la façon dont tout cela se concrétisera à l'avenir.

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NDP): Madame la Présidente, je suis heureuse de prendre la parole pour revenir sur une question que j'ai posée à la Chambre, de même qu'une de mes collègues, la députée de Laurier—Sainte-Marie, au sujet de la prise de contrôle autorisée de MTS Allstream, une compagnie canadienne dotée d'un réseau de fibre optique au Manitoba qui a été rachetée par une entreprise américaine.

MTS Allstream était une entreprise canadienne qui offrait des services de transmission de données par fibre optique, y compris des données confidentielles de milliers de Canadiens, de ministères canadiens, de la GRC et d'autres organisations. Sa vente à des intérêts américains a été approuvée après les élections fédérales.

Comme nous l'avons exprimé à la Chambre, nous nous inquiétons du fait que cette transaction n'a pas fait l'objet d'un examen adéquat. Elle n'a certainement pas été annoncée aux Canadiens. Résultat: des informations sensibles seront désormais sous la surveillance des Américains et assujetties aux dispositions de la Patriot Act.

Nous savons que l'ancien gouvernement avait antérieurement bloqué une tentative d'achat de MTS Allstream, en citant des raisons relatives à la sécurité nationale. Nous nous inquiétons du fait que l'actuel gouvernement libéral ait refusé d'effectuer un examen exhaustif de la transaction afin de protéger les Canadiens.

La Loi sur Investissement Canada vise essentiellement à protéger les Canadiens et à faire en sorte que les prises de contrôle par des intérêts étrangers protègent les emplois canadiens, les investissements dans les collectivités et, bien sûr, la sécurité publique.

Si on se fie à ce qui est arrivé les autres fois où une prise de contrôle a été contestée, force est de constater que la Loi sur Investissement Canada ne nous a hélas jamais protégés. Nous avons déjà réclamé qu'elle soit revue et renforcée et que les exigences en matière de transparence soient également accrues dans le cas des prises de contrôle par des intérêts étrangers.

Je sais que ce serait particulièrement important pour le secteur des mines, car dans la ville d'où je viens, la très prospère canadienne Inco a été achetée par la multinationale brésilienne Vale, qui a attendu la fin de l'entente de deux ans qu'elle avait signée pour faire des annonces potentiellement dévastatrices laissant présager la disparition d'emplois canadiens. Fort heureusement, nous avons pu convaincre Vale de revenir à la table de négociations et d'atténuer sa position, mais cela n'aide pas les autres villes du pays, dont Sudbury, qui traversent elles aussi une période difficile. Ce n'est qu'un exemple prouvant que la Loi sur Investissement Canada ne réussit pas à nous protéger.

Mais pour en revenir à MTS Allstream, trois questions se posent. Y a-t-il eu un examen en bonne et due forme? Pourquoi les Canadiens ne sont-ils pas au courant? En quoi la sécurité publique est-elle assurée?

• (1840)

[Français]

M. Greg Fergus (secrétaire parlementaire du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Lib.): Madame la Présidente, j'ai le plaisir de répondre aux commentaires formulés par ma collègue l'honorable députée de la circonscription de Churchill—Keewatinook Aski concernant les examens des investissements étrangers qui peuvent porter atteinte à la sécurité nationale.

Tout d'abord, je tiens à souligner que les investissements étrangers directs jouent un rôle important et positif dans l'économie

Motion d'ajournement

canadienne. Ils contribuent au développement de la recherche, à la productivité et à la mondialisation.

Le commerce et les investissements étrangers directs vont de pair. Ils lient le Canada aux chaînes de valeurs d'envergure mondiale. En tant que tel, le Canada est ouvert aux investissements qui contribuent aux emplois, à la croissance et à la prospérité à long terme de la population canadienne. Toutefois, cela ne doit pas se faire aux dépens de la sécurité nationale.

La Loi sur Investissement Canada a un rôle important à jouer. Elle assure, d'une part, l'examen des investissements étrangers significatifs en ce qui a trait à l'avantage net vraisemblable qu'ils représentent pour l'économie. D'autre part, elle assure l'examen des investissements susceptibles de porter atteinte à la sécurité nationale.

Tous les investissements étrangers au Canada sont examinés relativement à la sécurité nationale en vertu de la Loi sur Investissement Canada. Il s'agit d'un processus rigoureux, mené en consultation avec les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité nationale. La transaction entre les entreprises Allstream et Zayo n'y a pas fait exception.

Je peux garantir que la Loi sur Investissement Canada a été respectée. La loi limite la quantité de détails qui peuvent être communiqués au sujet des dossiers particuliers, et ces restrictions sont importantes pour prévenir les préjudices commerciaux et préserver la sécurité nationale.

Il serait utile de passer en revue la manière dont les responsables chargés de l'examen en vertu de la loi fonctionnent. Cette dernière a été modifiée en février 2009, de manière à permettre l'examen des investissements susceptibles de porter atteinte à la sécurité nationale.

Le processus et le calendrier de ces examens sont clairement établis, et la loi confère aussi au gouverneur en conseil le pouvoir de prendre toutes les mesures nécessaires pour tenir compte des problèmes décelés concernant la sécurité nationale.

Les dispositions à cet égard s'appliquent à un éventail d'investissements étrangers plus large que les dispositions relatives à l'avantage net.

• (1845)

[Traduction]

La Loi prévoit en outre que les investissements étrangers doivent être étudiés afin de déterminer s'ils sont à l'avantage net de l'économie canadienne. Ce type d'examen ne s'applique qu'aux investissements d'envergure visant l'acquisition de contrôle d'entreprises canadiennes dont la valeur est supérieure au seuil précisé dans la loi. Pour les investisseurs privés provenant de pays membres de l'Organisation mondiale du commerce, la valeur de l'entreprise doit être de 600 millions de dollars ou plus. Pour les entreprises d'État étrangères, le seuil est moins élevé, puisque la valeur de l'actif doit être de 375 millions de dollars.

L'examen de l'avantage net suit un processus rigoureux dans le cadre duquel des consultations exhaustives sont menées auprès des provinces et des territoires ainsi que des ministères et des organismes dont les responsabilités touchent le secteur visé par la transaction. D'autres organismes sont eux aussi consultés. De plus, quiconque, particulier ou groupe, souhaite se faire entendre peut soumettre par écrit son opinion au ministre.

Motion d'ajournement

Mme Niki Ashton: Madame la Présidente, ce qui nous préoccupe, dans ce cas particulier, c'est l'échange de renseignements de nature délicate. Bien que je me réjouisse d'entendre que des mesures de contrôle sont appliquées, peu de gens savent que c'est le cas. Malheureusement, il aura fallu que les médias fassent pression pour obtenir des renseignements à ce sujet, alors que les Manitobains, dont les renseignements sont compromis à la suite de cet achat, devraient avoir le droit d'être prévenus immédiatement lorsque de tels changements s'opèrent.

Enfin, il est essentiellement question de la nécessité de rendre la Loi sur Investissement Canada et les ententes conclues en application de celle-ci plus transparentes et plus contraignantes pour que les Canadiens aient l'assurance que leurs intérêts sont servis et que le concept de l'avantage net demeure réaliste au quotidien.

M. Greg Fergus: Madame la Présidente, je remercie une fois de plus la députée d'en face de poser des questions et d'exprimer ses préoccupations.

Je ne peux commenter la transaction en question, mais je tiens à rassurer la députée, de même que tous les Canadiens: les dispositions de la loi prévoient une série d'évaluations pour veiller à ce que la sécurité nationale soit prise en considération et à ce qu'un examen soit réalisé.

J'assure à la députée que le gouvernement a respecté la loi à la lettre dans le cadre de l'évaluation de cette transaction, comme il le fait pour toutes les transactions qui sont assujetties à la loi.

J'assure aux députés que le comité a conclu que les questions relatives à la sécurité nationale avaient été prises en considération et qu'il y avait un avantage net pour les Canadiens.

L'ÉCONOMIE

M. John Barlow (Foothills, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui pour revenir sur une question que j'ai posée au ministre des Ressources naturelles.

Nous voulons des éclaircissements à propos du cadre réglementaire applicable au secteur canadien de l'énergie et des ressources naturelles, dans l'espoir de rétablir la confiance dans le secteur des ressources. Nous espérons vraiment que le ministre des Ressources naturelles assumera ses responsabilités.

Des rapports prévoient 185 000 pertes d'emplois dans le secteur de l'énergie en 2016, dont 125 000 en Alberta seulement. Nous nous dirigeons rapidement dans cette voie: au cours du seul mois de janvier, 22 000 travailleurs à temps plein ont perdu leur emploi en Alberta.

Le taux de chômage s'élève maintenant à 7,4 % en Alberta. C'est la première fois depuis 1988 qu'il est supérieur à la moyenne canadienne. Selon les prévisions, il dépassera 8 % d'ici la fin de 2016. C'est certainement quelque chose qui inquiète beaucoup les Albertains.

Le gouvernement libéral semble banaliser l'importance du secteur des ressources naturelles alors que celui-ci représente 20 % du PIB du Canada et qu'il injecte chaque année plus de 160 milliards de dollars dans l'économie canadienne. Compte tenu des pertes d'emploi en Alberta, en Saskatchewan et dans l'ensemble du Canada atlantique, ce n'est certainement pas une bonne idée de minimiser l'importance de ce secteur.

Nous avons entendu aujourd'hui le premier ministre et le ministre des Finances parler de l'afflux d'environ 250 millions de dollars en Alberta. Je trouve cela dérisoire. Les Albertains ne veulent pas l'aumône, ils veulent du travail, comme la plupart des Canadiens, j'en suis sûr. Il est tout à fait clair qu'il s'agit simplement d'une façon

d'apaiser les Albertains avec l'argent de leurs propres impôts. Ce n'est pas ce que nous voulons.

Ce que les Albertains demandent au gouvernement libéral et au ministre des Ressources naturelles, c'est de prendre des engagements relativement à des projets comme Énergie Est, des engagements qui inspireront confiance et insuffleront un nouvel enthousiasme à l'égard du secteur des ressources, ce qui aidera non seulement la population de l'Alberta, mais également celle du Canada tout entier.

Nous avons abondamment parlé de ce qu'Énergie Est représentera pour l'Alberta, mais je veux faire comprendre au ministre que ce projet est essentiel non seulement pour l'Alberta, mais pour tout le Canada. Pensons, notamment, aux centaines de travailleurs du Nouveau-Brunswick qui ont été mis à pied à Sussex en raison de la fermeture de la mine de potasse. Si le projet Énergie Est était lancé, un grand nombre de ces chômeurs trouveraient du travail dans le secteur de l'énergie. C'est un exemple parmi tant d'autres de ce qu'apporterait le projet Énergie Est.

Le gouvernement libéral a dit aux investisseurs qu'il préférerait importer du pétrole de l'étranger que d'appuyer les travailleurs et employeurs au Canada. Il pense que le bilan de l'Arabie saoudite, du Nigéria et de la Russie est meilleur que celui du régime réglementaire canadien.

Grâce à l'oléoduc Énergie Est, le Québec et l'Atlantique pourront remplacer le pétrole qu'ils importent de l'étranger par une source sûre de pétrole brut canadien. Actuellement, le Québec et les provinces de l'Atlantique importent tous les jours 630 000 barils de pétrole provenant d'endroits comme le Moyen-Orient et l'Afrique de l'Ouest, qui ne jouissent pas exactement d'une réputation sans faille, dans le monde, pour ce qui est de la protection de l'environnement.

Le ministre a annoncé de nouveaux règlements provisoires, indiquant que d'autres pourraient suivre, contribuant à l'incertitude, à l'instabilité et à l'ambiguïté dans le secteur. Nous aimerions que le ministre des Ressources naturelles clarifie le processus d'approbation de projets d'infrastructures essentielles, comme les pipelines, et nous dise si le présent gouvernement libéral compte imposer une taxe sur le carbone.

Quelles mesures le ministre compte-t-il prendre afin de promouvoir la stabilité et la prévisibilité et d'encourager l'investissement dans le secteur canadien de l'énergie, montrant ainsi que le Canada est un bon endroit où faire des affaires?

De plus, si l'oléoduc Énergie Est répond aux exigences de l'Office national de l'énergie, s'il est capable de se conformer à son régime réglementaire, le gouvernement et le ministre des Ressources naturelles appuieront-ils le projet?

• (1850)

Mme Kim Rudd (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles, Lib.): Madame la Présidente, le gouvernement comprend que les temps sont difficiles pour les Albertains. La chute abrupte du prix du pétrole fait que c'est une période très difficile pour des milliers de nos concitoyens. Les entreprises éprouvent des difficultés, des emplois disparaissent et les familles écotent. Nous avons vu ce cycle d'expansion et de ralentissement auparavant, mais cela n'apaise en rien ceux qui ont du mal à joindre les deux bouts. Il n'y a pas de solution magique, mais il y a des choses que nous pouvons faire maintenant et à long terme pour braver la tempête.

À court terme, nous collaborons avec la province de l'Alberta. Il y a quelques semaines, le premier ministre a agi rapidement pour accélérer la création d'un fonds d'infrastructures de 700 millions de dollars. Cela allégera les difficultés immédiates et palliera les pertes d'emploi dans le secteur de l'énergie.

En outre, lorsque le taux de chômage d'une région augmente, le seuil d'admissibilité à l'assurance-emploi est abaissé et la durée des prestations est augmentée. D'ailleurs, la durée des prestations a été augmentée dans les quatre régions économiques de l'Alberta.

Le nombre de semaines de prestations offertes dans les régions durement touchées de l'Alberta a été multiplié par 5 pour passer au maximum national de 45 semaines. Nous avons également mis en place une stratégie temporaire pour les grands projets d'exploitation des ressources dont l'examen réglementaire est déjà en cours. Nous nous sommes engagés à moderniser l'Office national de l'énergie.

Nous savons que le plus tôt nous aurons rétabli la confiance du public à l'égard du processus réglementaire, le plus tôt les grands projets énergétiques durables pourront bénéficier d'un vaste appui et nous pourrons acheminer nos ressources vers les marchés. Le gouvernement croit que les Canadiens ont toutes les raisons d'être optimistes par rapport à l'avenir à long terme du secteur énergétique.

De plus, il y a lieu de croire en un avenir meilleur où un environnement sain et une solide économie vont de pair, un avenir qui mise sur l'innovation et l'adaptation au changement, un avenir où l'on fait appel à des méthodes plus vertes pour extraire et raffiner les combustibles fossiles, un avenir où il existe d'autres façons d'acheminer nos ressources vers les marchés canadiens et étrangers et où on utilisera davantage les sources d'énergie renouvelable, un avenir où l'efficacité énergétique occupe une plus grande place, un avenir où l'on investit dans les technologies propres et les infrastructures vertes, et un avenir où l'on consulte les Canadiens sur les façons de produire l'énergie dont nous avons besoin tout en protégeant notre planète bien-aimée.

Le gouvernement s'engage à travailler sur les deux plans. Par l'entremise de la fédération, nous pouvons contribuer à l'édification du pays en élaborant une stratégie énergétique visionnaire grâce à laquelle le Canada se positionnera en tant que figure de proue dans la lutte contre les changements climatiques et deviendra un véritable modèle d'économie à faible émission de carbone.

• (1855)

M. John Barlow: Madame la Présidente, ce qui me préoccupe, ce sont les 700 millions de dollars qui ont été annoncés auparavant. Il

Motion d'ajournement

n'y a aucune condition rattachée à ce montant. Il est malhonnête de dire que cela aidera les chômeurs de l'industrie de l'énergie. Les libéraux disent croire que l'optimisme reviendra dans le secteur de l'énergie, mais, en réalité, personne n'est optimiste dans ce secteur. Voilà ce qui nous préoccupe actuellement.

La députée a parlé des changements climatiques et de l'économie à faible émission de carbone. La lettre de mandat du ministre dit également qu'il est censé conclure une entente continentale en matière d'énergie. Or, les États-Unis et le Mexique ne sont pas en train de parler d'une taxe fédérale sur le carbone. Les États-Unis ont levé l'interdiction visant les exportations de pétrole.

Dans le secteur de l'énergie, le Canada est dans une position concurrentielle fort désavantageuse. Si les libéraux demeurent dans l'incertitude et ne précisent pas leur position, cette position concurrentielle désavantageuse sera maintenue.

Y aura-t-il une entente continentale en matière d'énergie, et mettra-t-on en place une taxe fédérale sur le carbone qui affaiblira encore davantage le secteur canadien de l'énergie?

Mme Kim Rudd: Madame la Présidente, des milliers de familles tirent leur gagne-pain du secteur de l'énergie. Je sais que tous les députés veulent qu'on atténue les difficultés des collectivités qui, partout au pays, ont été durement touchées par la baisse du prix du pétrole.

Grâce aux mesures annoncées par le gouvernement, j'ai bon espoir que nous pourrons reconstruire le secteur de l'énergie sur des bases plus solides et rétablir la confiance de la population à l'égard des évaluations environnementales, tout en offrant plus de certitudes à l'industrie, et qu'ensemble, nous pourrons nous sortir de ces difficultés et nous bâtir un avenir encore meilleur qu'on le pense.

Je suis en désaccord avec mon collègue. Certains producteurs et expéditeurs de pétrole sont venus à mon bureau pour discuter avec moi. Ils sont optimistes et ils figurent parmi les meilleurs innovateurs du pays.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre demeure donc ajournée jusqu'à demain, à 14 heures, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 59.)

TABLE DES MATIÈRES

Le mardi 23 février 2016

AFFAIRES COURANTES

Les dépenses fiscales fédérales

M. Brison 1227

Loi visant à protéger les femmes enceintes et leur enfant à naître

Mme Wagantall 1227
 Projet de loi C-225. Présentation et première lecture 1227
 Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi 1227

Loi sur la conduite avec facultés affaiblies

M. Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis) 1227
 Projet de loi C-226. Présentation et première lecture 1227
 Adoption des motions; première lecture et impression du proje de loi 1228

La contribution canadienne aux efforts de combat contre l'EIIL

M. Lamoureux 1228
 Motion 1228
 Adoption de la motion 1228

Pétitions

La réforme démocratique

M. MacGregor 1228

La conduite avec facultés affaiblies

M. Warawa 1228

La réforme démocratique

M. Albrecht 1228

Questions au *Feuilleton*

M. Lamoureux 1228

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

La contribution canadienne aux efforts de combat contre l'EIIL

M. Aubin 1228
 M. Baylis 1230
 Mme Moore 1230
 M. Lamoureux 1230
 Mme Moore 1230
 M. El-Khoury 1231
 Mme Gladu 1232
 M. Longfield 1232
 M. Albrecht 1233
 M. Aubin 1233
 M. Paul-Hus 1234
 M. Dhaliwal 1234
 Mme Watts 1235
 M. MacGregor 1235
 M. El-Khoury 1235
 M. Genuis 1235
 Mme Goldsmith-Jones 1237
 Mme Hardcastle 1237
 M. Strahl 1238
 M. Zimmer 1238
 M. Finnigan 1239
 M. MacGregor 1239

M. Boudrias 1240
 M. El-Khoury 1242
 Mme Leitch 1242
 M. Boulerice 1243
 M. Lamoureux 1243
 Mme Gladu 1243
 Mme Laverdière 1243
 M. Lamoureux 1244
 M. Strahl 1245
 M. MacGregor 1245
 Mme Gladu 1247
 M. Baylis 1247
 Mme Boutin-Sweet 1247
 M. Samson 1247
 Mme Watts 1248
 Mme Leitch 1248
 M. Anandasangaree 1249
 M. Vandal 1249
 Mme Watts 1250
 M. Longfield 1251
 M. Lamoureux 1251
 Mme May (Saanich—Gulf Islands) 1251
 M. Chan 1254
 M. Albrecht 1254
 M. Boulerice 1254
 M. Lamoureux 1255
 M. Kitchen 1255
 M. Long 1257
 M. Lobb 1257
 M. Lamoureux 1257

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

La Société Radio-Canada

Mme Gill 1257

Longueuil—Charles-LeMoine

Mme Romanado 1257

La justice

Mme Wagantall 1258

L'agriculture

M. Eyking 1258

Les citoyens de Rosemont—La Petite-Patrie

M. Boulerice 1258

Joan Smith

M. Fragiskatos 1258

La Journée nationale de l'aviation

Mme Block 1259

La campagne Visez la moitié pour votre santé

M. Easter 1259

Claudette Millar

M. May (Cambridge) 1259

Le campus Civic de l'Hôpital d'Ottawa

M. Poilievre 1259

Thomas Sutherland	
Mme Gould.....	1259
Mary Travers, alias La Bolduc	
Mme Dhillon.....	1260
Pierre Moreau	
M. Deltell.....	1260
Graham Downey	
M. Fillmore.....	1260
Les réfugiés syriens	
M. Cannings.....	1260
L'Ukraine	
M. Bezan.....	1260
L'activité de financement «La nuit la plus froide de l'année»	
M. Long.....	1261

QUESTIONS ORALES

L'économie	
Mme Ambrose.....	1261
M. Trudeau.....	1261
Mme Ambrose.....	1261
M. Trudeau.....	1261
Mme Ambrose.....	1261
M. Trudeau.....	1262
M. Bernier.....	1262
M. Morneau.....	1262
M. Bernier.....	1262
M. Morneau.....	1262
Air Canada	
M. Mulcair.....	1262
M. Trudeau.....	1262
M. Mulcair.....	1262
M. Trudeau.....	1262
L'assurance-emploi	
M. Mulcair.....	1262
M. Trudeau.....	1263
M. Mulcair.....	1263
M. Trudeau.....	1263
Les finances	
Mme Raitt.....	1263
M. Morneau.....	1263
Mme Raitt.....	1263
M. Morneau.....	1263
M. Deltell.....	1263
M. Morneau.....	1263
M. Deltell.....	1263
M. Morneau.....	1264
M. Sorenson.....	1264
M. Morneau.....	1264
M. Sorenson.....	1264
M. Morneau.....	1264
M. Caron.....	1264
M. Morneau.....	1264
M. Caron.....	1264
M. Morneau.....	1264
La fiscalité	
M. Poilievre.....	1264

M. Morneau.....	1264
M. Poilievre.....	1265
M. Morneau.....	1265
L'industrie manufacturière	
M. Carrie.....	1265
M. Bains.....	1265
M. Carrie.....	1265
M. Bains.....	1265
Les affaires étrangères	
Mme Laverdière.....	1265
M. Lametti.....	1265
Mme Laverdière.....	1265
M. Lametti.....	1266
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
Mme Mendès.....	1266
M. McCallum.....	1266
L'industrie de la construction navale	
M. Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis).....	1266
Mme Alleslev.....	1266
M. Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis).....	1266
Mme Alleslev.....	1266
L'industrie aérospatiale	
M. Van Loan.....	1266
M. Gameau.....	1266
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
M. O'Toole.....	1267
M. McCallum.....	1267
La Garde côtière canadienne	
Mme Blaney (North Island—Powell River).....	1267
M. Tootoo.....	1267
M. Donnelly.....	1267
M. Tootoo.....	1267
L'éthique	
M. Gourde.....	1267
M. LeBlanc.....	1267
M. Calkins.....	1267
M. LeBlanc.....	1267
M. Calkins.....	1268
M. LeBlanc.....	1268
Les relations intergouvernementales	
M. Kang.....	1268
M. Morneau.....	1268
La défense nationale	
M. Albas.....	1268
M. Sajjan.....	1268
L'agriculture et l'agroalimentaire	
Mme Brosseau.....	1268
M. Poissant.....	1268
Les pêches et les océans	
M. Sidhu (Mission—Matsqui—Fraser Canyon).....	1268
M. Tootoo.....	1269
L'industrie touristique	
M. Richards.....	1269
Mme Chagger.....	1269

Air Canada	
M. Plamondon	1269
M. Garneau	1269

Les affaires autochtones	
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	1269
Mme McKenna	1269

Présence à la tribune	
Le Président	1269

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

La contribution canadienne aux efforts de combat contre l'ÉHIL

Mme Block	1270
M. Vaughan	1271
M. Bezan	1271
M. Choquette	1271
M. Schmale	1272
M. DeCoursey	1273
M. Barlow	1273
M. Clarke	1273
Mme Petitpas Taylor	1275
Mme Leitch	1275
M. Vandal	1275
M. Brassard	1276
Mme McCrimmon	1277
M. Cannings	1278
Mme Rempel	1278
M. DeCoursey	1279
Mme Ashton	1280
M. Lamoureux	1281
Mme Mathysen	1281
M. Blaikie	1282
M. Vandal	1283

M. Falk	1283
M. Fast	1284
M. El-Khoury	1285
M. Blaikie	1285
Mme Stubbs	1286
Mme McCrimmon	1287
Mme Duncan (Edmonton Strathcona)	1287
M. Strahl	1288
M. Long	1289
M. Mendicino	1289
M. Albas	1290
M. El-Khoury	1291
M. Genuis	1291
Mme Gladu	1291
M. Scarpaleggia	1293
Mme Duncan (Edmonton Strathcona)	1293
M. Paul-Hus	1293
M. Warawa	1294
M. Gerretsen	1295
M. Albrecht	1295
M. Cannings	1295
M. Housefather	1297

MOTION D'AJOURNEMENT

L'environnement	
Mme Duncan (Edmonton Strathcona)	1297
M. Wilkinson	1298
La sécurité publique	
Mme Ashton	1299
M. Fergus	1299
L'économie	
M. Barlow	1300
Mme Rudd	1300

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : <http://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <http://www.ourcommons.ca>